LE FIGARO HISTOIRE

LE FIGARO HISTOIRE

FÉVRIER-MARS 2022 – BIMESTRIEL – NUMÉRO 60

MUSSOLINI
L'ILLUSION FASCISTE

BEL : 9,20 € - CAN : 14,50 $C - CH : 14,90 FS - D : 9,30 € - DOM : 9,50 € - GB : 7,50 £ - GRE : 9,20 € - IT : 9,30 € - LUX : 9,20 € - MAR : 90 DH - NL : 9,50 € - PORT CONT : 9,20 €

M 05595 - 60 - F: 8,90 € - RD

NOUVEAU

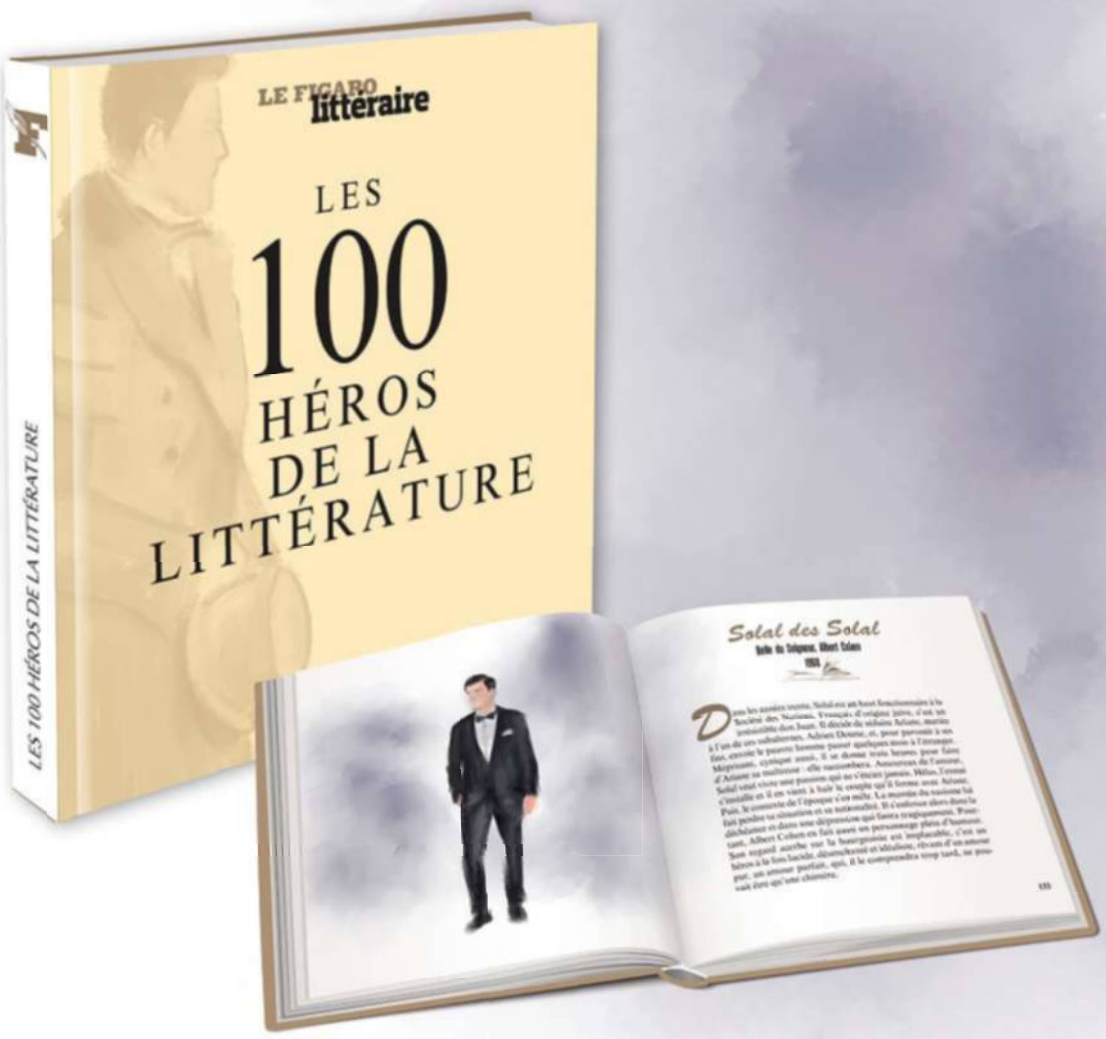
LE FIGARO littéraire

présente

100 HÉROS INOUBLIABLES

De **Julien Sorel** à **Jean Valjean** en passant par **Oliver Twist**...
D'**Etienne Lantier** à **Jay Gatsby** en passant par **Charles Swann**...
De **Ferdinand Bardamu** à **Hadrien** en passant par **Meursault**...
De **Tom Ripley** à **Guillaume de Baskerville** en passant par **Solal des Solal**...

POURQUOI EUX ? SOUVENEZ-VOUS...



9,90 € | **150 pages**, EN VENTE ACTUELLEMENT
Chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

P8

P36

P106

AU SOMMAIRE

Actualité de l'histoire

8. Le virus du pouvoir *Par Jean-Pierre Cabestan*
16. La relève des sentinelles *Par Jean-Louis Thiériot*
18. La géographie pour quoi faire ? *Entretien avec Jean-Robert Pitte, propos recueillis par Michel De Jaeghere et Geoffroy Caillet*
24. A livre ouvert *Par Michel De Jaeghere*
25. Côté livres
29. L'amour, la mort et l'Occident *Par Eugénie Bastié*
30. Séries *Par Marie-Amélie Brocard*
32. Expositions *Par François-Joseph Ambroselli et Pierre-Alexis Michau*
33. Les petits plats dans les grands *Par Jean-Robert Pitte,* de l'Institut

En couverture

36. Rome, ville ouverte *Par Philippe Foro*
46. Un gendre idéal *Par Michel Ostenc*
50. Anatomie du fascisme *Par Frédéric Le Moal*
60. La Troisième Rome *Par Alexandre Grandazzi*
66. Le monde selon Mussolini *Par Georges-Henri Soutou,* de l'Institut
74. Le colosse aux pieds d'argile *Par Didier Musiedlak*
80. Tête d'affiche
84. Le bal des maudits *Par Eric Vial*
92. Mortelle randonnée *Par Didier Musiedlak*
96. A l'ombre des faisceaux
98. Le voyage du condottiere *Par François-Joseph Ambroselli*

L'esprit des lieux

106. La vie de Bohême *Par Philippe Bénet et Renata Holzbachová*
114. Chaalis à tout prix *Par Olivia Jan*
118. Quand flamboyait la Toison d'or *Par Albane Piot*
126. Perles de culture *Par Sophie Humann*
130. Proust parmi les siens *Par Vincent Trémolet de Villers*

Société du Figaro Siège social 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris.
Président **Charles Edelstenne**. Directeur général, directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

Le Figaro Histoire. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**.
Enquêtes **Albane Piot, François-Joseph Ambroselli**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**. Secrétariat de rédaction **Caroline Lécharny-Maratray**. Rédactrice photo **Carole Brochart**. Editeur **Robert Mergui**. Directeur industriel **Marc Tonkovic.**
Responsable fabrication **Emmanuelle Dauer.** Responsable pré-presse **Corinne Videau**.
Le Figaro Histoire. Commission paritaire : 0624 K 91376. ISSN : 2259-2733. Edité par la Société du Figaro. ISBN : 978-2-8105-0940-9
Rédaction 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **MEDIA.figaro**
Président-directeur général **Aurore Domont**. 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.
Imprimé en France par RotoFrance Impression, 25, rue de la Maison-Rouge, 77185 Lognes. Janvier 2022. Origine du papier : Finlande. Taux de fibres recyclées : 0 %. Eutrophisation : Ptot 0,004 kg/tonne de papier. **Abonnement** un an (6 numéros) : 39 € TTC. Etranger, nous consulter au 01 70 37 31 70, du lundi au vendredi, de 7 heures à 17 heures, le samedi, de 8 heures à 12 heures.
Le Figaro Histoire est disponible sur iPhone et iPad.

Ce numéro a été réalisé avec la collaboration de Jean-Louis Voisin, Frédéric Valloire, Marie Peltier, Thierry Lentz, Éric Mension-Rigau, Philippe Maxence, Henri-Christian Giraud, Jean Sévillia, Blandine Huk, secrétaire de rédaction, Sophie Suberbère, rédactrice photo, Key Graphic, photogravure, Sophie Trotin, fabrication.

© China Daily via Reuters. © Topfoto/Roger-Viollet. © Reinhard Schmid/Sime/Photononstop.

En couverture : affiche de propagande fasciste de 1935 figurant Mussolini. © World History Archive/Aurimages.

Le Figaro Histoire est imprimé dans le respect de l'environnement.

Le Figaro Histoire

Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur www.lefigaro.fr/histoire et sur

Conseil scientifique. **Président : Jean Tulard,** de l'Institut. **Membres : Jean-Pierre Babelon,** de l'Institut ; **Marie-Françoise Baslez,** professeur émérite d'histoire des religions de l'Antiquité à l'université Paris-Sorbonne ; **Simone Bertière,** historienne, maître de conférences honoraire à l'université Bordeaux-Montaigne et à l'ENS Sèvres ; **Jean-Paul Bled,** professeur émérite (histoire contemporaine) à l'université Paris-Sorbonne ; **Jacques-Olivier Boudon,** professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Sorbonne ; **Maurizio De Luca,** ancien directeur du Laboratoire de restauration des musées du Vatican ; **Barbara Jatta,** directrice des musées du Vatican ; **Thierry Lentz,** directeur de la Fondation Napoléon ; **Eric Mension-Rigau,** professeur d'histoire sociale et culturelle à l'université Paris-Sorbonne ; **Arnold Nesselrath,** professeur d'histoire de l'art à l'université Humboldt de Berlin, ancien délégué pour les départements scientifiques et les laboratoires des musées du Vatican ; **Dimitrios Pandermalis,** professeur émérite d'archéologie à l'université Aristote de Thessalonique, président du musée de l'Acropole d'Athènes ; **Jean-Christian Petitfils,** historien, docteur d'Etat en sciences politiques ; **Jean-Robert Pitte,** de l'Institut, ancien président de l'université Paris-Sorbonne ; **Giandomenico Romanelli,** professeur d'histoire de l'art à l'université Ca' Foscari de Venise, ancien directeur du palais des Doges ; **Jean Sévillia,** journaliste et historien.

© LEA CRESPI/LE FIGARO MAGAZINE

Le fascisme et son double

L'histoire jugera, dit-on. On en doute : mille exemples attestent que le temps ne calme pas, parfois, la chaleur des passions. Que la disparition des contemporains – avec eux, des témoins de la complexité du réel – les attise au contraire pour ne plus laisser place qu'aux représentations simplifiées d'un passé réduit à un affrontement entre le bien et le mal, réécrit à l'aune de nos propres aspirations, dans le confort que nous procure notre qualité d'observateurs épargnés par la violence de l'histoire. Nous nous croyons d'autant plus impartiaux que nous connaissons la fin. Nous nous étonnons de l'aveuglement de ceux qui ont tâtonné dans le chaos. Nous ne doutons pas que nous aurions fait tellement mieux à leur place !

L'histoire a associé pour toujours le nazisme et le fascisme, Hitler et Mussolini, dans la débâcle de la Seconde Guerre mondiale, l'orgie de violence et de crimes de masse, la destruction de l'Europe. Avec elles, l'embrasement d'une civilisation millénaire dans un déluge de feu.

Tel que le fait apparaître la décennie qui le vit s'imposer en Italie, le fascisme présente pourtant avec le nazisme un singulier contraste. Sans doute sa victoire s'était-elle traduite par le règne d'une dictature charismatique, la pratique de violences censées exprimer l'élan révolutionnaire et la vitalité d'un peuple par la répression brutale – à l'occasion le meurtre – des opposants, l'encadrement de la société par un parti unique, l'embrigadement de la jeunesse, la propagande de masse, l'exaltation d'un nationalisme agressif.

Reste que cette dictature s'était accommodée du maintien d'une monarchie constitutionnelle qui ne faisait du Duce que le deuxième personnage de l'Etat : il le constaterait lui-même de la manière la plus concrète lorsque, désavoué par les hiérarques du Grand Conseil fasciste, il devrait quitter le pouvoir après en avoir été chassé par un roi qui le ferait mettre en état d'arrestation. Que le retour à l'ordre obtenu par des méthodes il est vrai brutales, mais couronné par la mise en place d'une politique pragmatique, lui avait valu tout au long des années 1930 une popularité indiscutable dans une Italie qui lui savait gré d'avoir mené à leur terme les ambitions du *Risorgimento* en la débarrassant du chaos qu'y avaient surajouté les partis politiques, les luttes inextricables entre libéraux et socialistes, l'incapacité des partis bourgeois à faire face aux frustrations nées de la Première Guerre mondiale. Que son idéologie n'aurait, jusqu'en 1938 (10 000 Juifs italiens étaient alors membres du parti fasciste, l'un d'entre eux avait présidé le Grand Conseil, et Mussolini avait accordé, un temps, l'asile aux Juifs allemands), aucune connotation antisémite. Que le même Mussolini avait signé, avec les accords du Latran, un concordat qui avait laissé à l'Eglise une vaste emprise sur l'éducation et la société, en contradiction flagrante avec son programme, qui voulait que tout soit placé sous l'arbitrage de l'Etat. Que son dirigisme, qui attribuait en théorie la supervision de l'économie à la puissance publique, avait conforté le développement de puissantes entreprises privées, et qu'il lui avait valu, aux Etats-Unis, l'admiration d'un Franklin Roosevelt. Que ses conquêtes coloniales, en Ethiopie et en Libye, n'avaient rien de très différent, par nature, de celles qu'avaient menées, quelques décennies avant lui, des démocraties aussi irrécusables que la IIIe République française ou le Royaume-Uni.

Mussolini s'était imposé, sur la scène internationale de l'entre-deux-guerres, comme un adversaire du pangermanisme nazi ; il avait fait obstacle, en 1934, à une première tentative d'Anschluss (« *Trente siècles d'histoire nous permettent de regarder avec une pitié souveraine certaines doctrines d'au-delà des Alpes, soutenues par une engeance qui, par ignorance de l'écriture, était incapable de transcrire les documents de sa propre existence à l'époque où Rome avait César, Virgile et Auguste* », avait-il déclaré à cette occasion). Il avait considéré Hitler, au terme de leurs premières rencontres, comme un « *polichinelle* », un « *hystérique* », un obsédé sexuel et un fou.

L'alliance avec l'Allemagne nazie, dans laquelle l'avait jeté la politique britannique de sanctions, au lendemain de la conquête de l'Ethiopie, en 1936, et qui le conduisit tout à la fois à durcir son régime et à s'associer toujours plus étroitement à l'expansionnisme fou du Führer, a tout emporté et fait de lui, pour l'histoire, le comparse de l'antéchrist auquel il avait, pour le pire, associé son destin. On concède au Duce de n'avoir pas pratiqué le crime politique sur une même échelle. On soupçonne que ce fut faute d'efficacité, de méthode. Nul ne songe plus guère à lui faire crédit de la modernisation, menée tambour battant, des infrastructures du pays, de la bonification des terres et de l'effort d'industrialisation dont l'essor de l'Italie fut, après-guerre, largement redevable. On moque ses échecs militaires : son incapacité à exploiter efficacement, en juin 1940, son coup de poignard dans le dos de la France, sa débâcle face à la résistance des Grecs. Mussolini avait entendu créer un « *empire de paix, (…) de civilisation et d'humanité* » qui permettrait à l'Italie de dominer les Balkans, la Méditerranée orientale, le nord-est de l'Afrique. Il ne reste aucune trace de cette grande illusion. Il demeure à nos yeux comme un « *César de carnaval* », amateur de défilés grandioses et de costumes empanachés, prompt à poser, fauchant le blé, torse nu, devant les photographes, comme un double latin et grotesque de Hitler, avec quelque chose du dictateur de Chaplin.

Mieux encore : en lieu et place d'un nazisme trop marqué par le particularisme allemand, la démence éruptive de son chef, le fascisme a donné son nom, fourni son archétype à la résurgence de la violence politique qui avait entraîné toute l'Europe du premier XXe siècle au désastre par la mise en place de dictatures multiformes, mais toutes ignorantes des droits de la personne et, en définitive, pourvoyeuses de guerres, d'atteintes aux libertés, de crimes de masse. Il est devenu, en politique, la figure même du mal. « *Aujourd'hui*, résume l'Américain Paul Gottfried *(Fascisme, histoire d'un concept), traiter quelqu'un de fasciste revient à l'accuser de sympathies nazies.* »

Il y a là, quand on y songe, quelque chose d'étrange, et qui remonte en réalité à la propagande de guerre. Celle-ci avait rendu nécessaire l'articulation des belligérants entre démocraties et dictatures : partant, la diabolisation indistincte, sous un vocable unique, de tous les régimes alliés à Hitler en même temps que le classement de l'autocratie sanglante – mais utile aux Alliés – de Staline, avec son mépris d'acier pour les droits de la personne ou la vie humaine, sa pratique de la déportation des peuples punis, sa politique d'extermination des koulaks, dans le camp des « démocraties ».

L'amalgame a survécu au conflit, du fait de l'emprise exercée, après-guerre, par le communisme sur les milieux intellectuels. Il permettait de juger l'Union soviétique non à partir de ses réalisations concrètes (le communisme réel), mais pour le rôle qu'elle avait joué dans la défaite de l'Axe, et de la définir dès lors comme le bras armé de l'antifascisme,

Par Michel De Jaeghere

la forme la plus aboutie du combat contre ce retour soudain de l'Europe à la barbarie. François Furet a remarqué, le premier *(Le Passé d'une illusion)*, que l'internationalisme prolétarien n'avait guère enregistré de victoire tant qu'il se proposait de propager partout la révolution d'Octobre. Qu'il les avait multipliées dès lors qu'il avait pu repeindre cet objectif sous les couleurs de la lutte contre un « fascisme » multiforme et sans cesse renaissant. Jean-Paul Sartre ne considérait tout anticommuniste comme un « chien » que parce qu'un adversaire de l'antifascisme était par nature un criminel.

Hannah Arendt avait bien pu jeter, en 1951, un pavé dans la mare avec ses *Origines du totalitarisme.* Y défendre l'idée (assez généralement partagée avant-guerre) que si un régime devait être associé au nazisme, c'était bien plutôt le communisme : l'un et l'autre avaient poursuivi le projet démiurgique de faire absorber toute vie sociale, économique, familiale ou spirituelle par l'Etat ; Mussolini avait certes fait sienne, dans un discours, cette prétention « totalitaire » (« *Tout dans l'Etat, rien en dehors de l'Etat, rien contre l'Etat* », déclarait-il ainsi le 28 octobre 1925) ; il avait, en laissant subsister l'Eglise autant qu'un puissant capitalisme, renoncé à lui donner corps. Le fascisme avait été autre chose, quand même il avait, en paroles, prétendu lui-même tendre aux mêmes objectifs.

La thèse a mis longtemps à être admise (elle jetait l'opprobre sur un idéal communiste partagé par trop d'intellectuels en place), et le « fascisme » lui a survécu comme un concept générique, débordant la réalité historique de son avatar italien. Il a gardé du souvenir de la face d'ombre de l'expérience mussolinienne son caractère inquiétant, tout en évacuant ce qui l'avait séparée de celle de Hitler. Il désigne désormais tout régime autoritaire en signalant son penchant naturel à commettre des crimes analogues à ceux du nazisme, comme si l'association de Hitler et de Mussolini n'avait pas été le fait des circonstances ; comme si elle avait été inévitable, fondée sur une communauté de principes, de pratiques et de sentiments qui aurait été la matrice des malheurs du siècle. Il permet de disqualifier comme criminel tout régime qui se séparerait des pratiques de la démocratie libérale pour adopter des principes avalisés par Mussolini, quand ceux-ci n'auraient jamais été partagés eux-mêmes par la dictature hitlérienne (ce fut ainsi le cas du corporatisme des régimes autoritaires de Dollfuss en Autriche ou de Salazar au Portugal, par exemple).

Rien de plus difficile à définir, en revanche, que le fascisme historique. Les historiens marxistes ont prétendu le réduire à l'utilisation, par les classes possédantes, de bandes de voyous pour faire obstacle à la révolution prolétarienne, bientôt consacrée par le ralliement des forces réactionnaires, l'armée et l'Eglise catholique, à une dictature. Le chercheur israélien Zeev Sternhell a vu en lui la résurgence de la pensée contre-révolutionnaire française, telle qu'elle s'était radicalisée avec Maurice Barrès à l'occasion de l'affaire Dreyfus. Le grand historien italien Renzo De Felice a montré au contraire qu'il fut d'abord une révolution anthropologique et culturelle parente du jacobinisme, visant à remédier à la dissolution des structures sociales traditionnelles sous les coups de boutoir de l'individualisme par la mise en œuvre d'une communauté révolutionnaire : celle des hommes nouveaux groupés autour du parti unique et mis au service d'un Etat chargé de donner un organe et une âme à l'aspiration naturelle de l'homme à vivre une aventure collective. Qu'il ne relevait nullement du désir contre-révolutionnaire de revenir au passé, à la société organique, aux liens traditionnels, mais de la volonté de construire une communauté nationale unie et hiérarchisée sur le modèle d'une armée en bataille.

Sans doute avait-il été, par là (son évolution durant les années 1930 et les lois fascistissimes le suggèrent), moins étranger au projet totalitaire que Hannah Arendt l'avait cru. Mais le paradoxe est que ce régime n'a eu, quoi qu'il en soit, aucune fécondité politique, aucun successeur identifiable (la dictature autoritaire, cléricale et monarchique de Franco, pas plus que les régimes de sécurité nationale d'Amérique latine ne présentent avec lui d'autre parenté que l'autoritarisme et le goût des uniformes ; les autocraties qui ont fleuri en Afrique au lendemain de la décolonisation ne furent guère fondées que sur le ressentiment anti-occidental et le pillage des ressources nationales par des élites corrompues), alors même que prenant son indépendance avec l'histoire et le réel, la postérité du qualificatif qui le désigne est au contraire devenue immense. Qu'après avoir servi aux marxistes après-guerre à fustiger tout anticommunisme, l'invocation du fascisme en est venue, après Mai 68, chez les libertaires, à tenir lieu de repoussoir contre tout refus des avancées vers ce que Mathieu Bock-Côté a appelé « *le nouveau régime* » : le triomphe d'une société diversitaire au sein de laquelle l'ouverture à l'immigration, l'exaltation de la société multiculturelle vont de pair avec l'effacement des structures sociales traditionnelles (le couple monogamique, la famille, la nation) au profit d'un individualisme qui ne tolère d'autre autorité que celle qu'on s'est choisie soi-même, et qui s'exprime par l'épiphanie sans limites des désirs individuels. Les « antifas » sont parmi nous, ils veillent, alors que les partisans d'un régime rappelant en quoi que ce soit celui de Mussolini ne sont plus nulle part. Le fascisme imaginaire a pris le relais du fascisme réel, il est le diable caché d'un théâtre de carton-pâte où l'on continue d'annoncer son éternel retour pour faire peur aux enfants et à leurs parents.

L'ultime paradoxe est que le projet totalitaire, défini par Hannah Arendt comme la liquidation des cadres de la vie sociale pour faire place à des masses inorganiques, laissées en tête à tête avec un Etat qui entend régner sur les corps et les âmes, a trouvé, quant à lui, de nouvelles incarnations, non seulement en Chine, mais en Occident même, sous les dehors amènes d'une technocratie managériale qui étend chaque jour un peu plus son emprise sous le prétexte de permettre aux consommateurs de jouir sans entraves (et dans une santé parfaite) des biens matériels dont on leur a fait, par une propagande plus discrète et plus efficace que le fut jamais celle des régimes autoritaires, l'ultime horizon. Nul ne s'en offusque, ou presque, sous le prétexte que cet encadrement des libertés concrètes par un Etat omniprésent ne ressemble en rien au fascisme, non plus qu'il ne se rattache à son double ; qu'il s'exerce sous les couleurs de la bienveillance, et qu'il vise à la liberté même puisqu'il tend à l'émancipation de l'individu par la dissolution des institutions et des liens traditionnels qui entravaient encore son autonomie ; qu'il fait l'objet d'un consensus qui paraît en garantir l'innocuité parfaite. L'histoire pourrait nous rappeler pourtant que les sociétés totalitaires, dont le XX^e^ siècle a fait la tragique expérience, et le fascisme lui-même, ont fait longtemps l'objet de l'adhésion enthousiaste des populations. « *Il aimait Big Brother* », nous a prévenus George Orwell.

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

8

Le virus du pouvoir

La pandémie de Covid-19 a dopé les ambitions de Pékin : plus puissant que jamais à l'intérieur comme à l'extérieur, l'empire de Xi Jinping est en passe de devenir la première puissance économique mondiale.

16

La relève des sentinelles

Qu'est-ce qu'un soldat aujourd'hui ? *Corps et âme* de Nicolas Zeller répond à cette question en livrant un vade-mecum de l'espérance lucide, un recueil de maximes pour agir dans les chocs à venir.

© VCG/GETTY IMAGES. © PATRICK AVENTURIER/GAMMA-RAPHO. © HELENE BAMBERGER/LE FIGARO MAGAZINE. © RTL.

18

La géographie pour quoi faire ?

Deux siècles après sa naissance, la Société de géographie porte haut les couleurs d'une discipline experte en humanité. Rencontre avec Jean-Robert Pitte, son président, pour une passionnante leçon.

Et aussi

Ravage

Côté livres

L'amour, la mort et l'Occident

Sissi face à un autre destin

Expositions

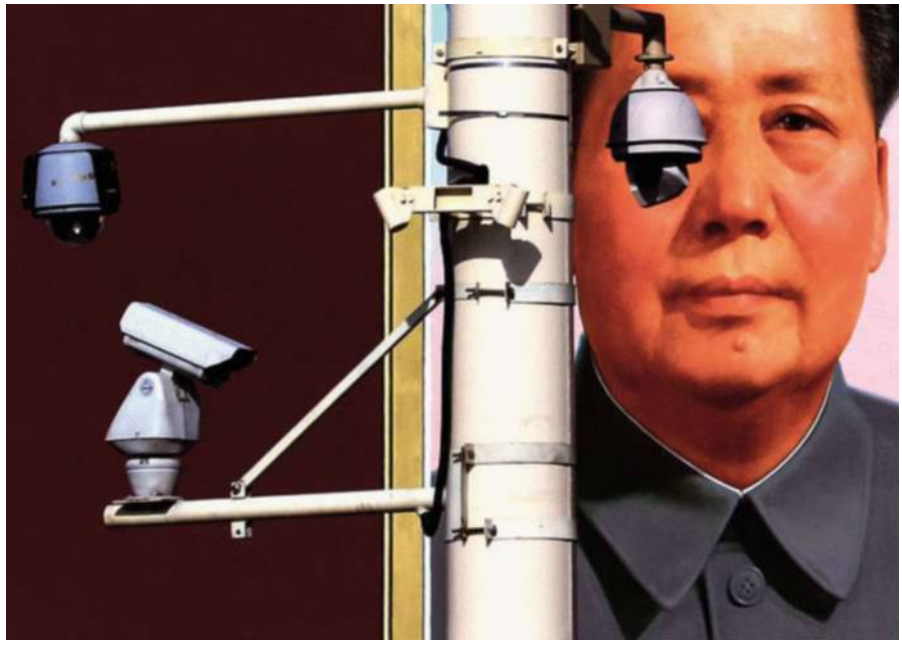
Les petits plats dans les grands

À L'AFFICHE

Par Jean-Pierre Cabestan

Le virus du Pouvoir

Partie de Chine, la pandémie de Covid a permis au Parti communiste et à Xi Jinping de renforcer leur pouvoir dans des proportions sans précédent. La Chine s'impose désormais comme le rival des Etats-Unis dans la course à la superpuissance.



En ce début d'année 2022, le gouvernement chinois a de fortes raisons d'être satisfait. Il a mieux contrôlé la pandémie de la Covid-19 que tout autre pays. Après un ralentissement modéré, sa croissance économique reste au-dessus de la moyenne. Quant au Parti communiste, l'organisation tentaculaire qui préside aux destinées de la République populaire depuis 1949, et à son chef suprême, Xi Jinping, ils sont plus puissants que jamais : à l'intérieur des frontières du pays, y compris au Xinjiang et à Hong Kong, mais aussi à l'extérieur, la Chine ne faisant plus l'objet d'une réelle opposition que de la part d'un groupe affaibli de pays du Nord (Etats-Unis, Union européenne et Japon en particulier).

Toutefois, le tableau n'est sans doute pas aussi splendide que voudraient le laisser croire les services de propagande du PC chinois. On peut se demander combien de temps la politique dite de « zéro Covid » pourra tenir alors que le variant Omicron se répand comme une traînée de poudre. L'économie chinoise affronte par ailleurs un certain nombre de difficultés, en particulier dans le secteur immobilier, aggravées par l'endettement des gouvernements locaux. Enfin, Washington, Bruxelles, mais aussi Tokyo et Canberra, sont très remontés contre Pékin sur les droits de l'homme et sur les questions commerciales, mais aussi en raison des menaces que la Chine fait peser sur Taïwan, la mer de Chine du Sud ou les Senkaku (Diaoyu), ces îlots administrés par le Japon mais revendiqués par le gouvernement chinois depuis une cinquantaine d'années. De telle sorte que l'on peut se demander si Xi Jinping ne risque pas de tomber dans le fameux « piège de Thucydide », conceptualisé par le géopoliticien Graham Allison en 2017, selon lequel la puissance ascendante sera tôt ou tard amenée à entrer en conflit avec la puissance établie que sont les Etats-Unis et à rejouer, par là, le conflit qui opposa au Ve siècle av. J.-C. Athènes à Sparte lors de la guerre du Péloponnèse. Bref, de nombreuses incertitudes planent sur 2022, à la mesure de l'avenir incertain de la pandémie.

Le renforcement du contrôle social

Parce qu'il a fait d'abord irruption en Chine, à Wuhan, à la fin de 2019 avant de se transformer en pandémie dans les premiers mois de 2020, le coronavirus de la

Covid-19 aurait pu provoquer une crise économique mais aussi sociale, voire politique sans précédent dans le pays. Cela n'a pas été le cas, grâce au Parti et, d'aucuns diront dans la République populaire d'aujourd'hui, grâce à Xi Jinping lui-même et à la puissance de sa « pensée », une pensée désormais dispensée dans toutes les écoles du pays.

Après avoir cherché à masquer les choses, à minimiser la gravité de l'épidémie et à dissuader l'Organisation mondiale de la santé de déclencher l'alerte générale, le 23 janvier 2020, le PC a repris les choses en main par la voix de Xi : un cordon sanitaire était imposé autour de Wuhan ; chaque localité était appelée à se protéger. Depuis lors, la diffusion de la maladie a été entravée par la mise en place du contrôle social dont la Chine communiste a fait sa marque propre : les allées et venues de tout résident sont soumises au « feu vert » – c'est le cas de le dire – d'un code QR tricolore (vert, orange et rouge) fourni par le gouvernement et que chacun doit télécharger sur sa tablette portable ; seuls ceux qui sont dotés d'un code QR vert ont le droit de se déplacer, les autres sont soumis à une quarantaine plus ou moins stricte.

Il y a bien eu quelques protestations et voix dissonantes, notamment celle de Fang Fang, une femme écrivain, qui a pris l'initiative d'écrire un « journal de Wuhan » pour évoquer les difficultés et les drames du confinement dans cette ville, la première touchée par la pandémie, et de le poster sur la Toile. Mais elles ont été rapidement muselées par l'omnipotent Parti.

© DAVID GRAY/REUTERS. © KYODO NEWS/GETTY IMAGES.

L'œil de Pékin Page de gauche : des caméras de surveillance devant le portrait monumental de Mao, installé sur la place Tian'anmen, à Pékin. Omniprésentes, les caméras de reconnaissance faciale sont désormais aussi utilisées spécifiquement pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid. Ci-contre : secrétaire général du Parti communiste chinois depuis novembre 2012 et président de la République populaire de Chine depuis mars 2013, Xi Jinping est aujourd'hui plus puissant que jamais.

COURSE À LA CROISSANCE Ci-dessus : fabrication de masques dans une usine de matériel médical du parc industriel intégré du comté de Moyu à Hotan, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang (nord-ouest de la Chine). Page de droite, à droite : fabrication de blouses chirurgicales dans un atelier de Foshan, dans la province du Guangdong (Chine méridionale). Ci-contre : des véhicules sanitaires pulvérisant du désinfectant dans les rues du district de Jianxi, dans la province du Henan (centre-est de la Chine), en août 2021.

© DING LEI/XINHUA/REA. © IMAGINECHINA/AFP. © LIU DAWEI/XINHUA/AFP.

Le quadrillage du pays et surtout des zones urbaines (65 % de la population) par les organisations de base du PC, ainsi que la mobilisation de la piétaille du Parti (95 millions de membres), appelée à surveiller les entrées et les sorties de chaque résidence, ont beaucoup aidé. De même que les caméras de surveillance, omniprésentes, et le fameux « crédit social », ce système géré par le gouvernement qui distribue bons et mauvais points aux citoyens en fonction de leur comportement sur le plan professionnel comme privé, ou dans les lieux publics. Ainsi, ceux qui ne paient pas leurs dettes ou leurs impôts, se comportent mal en public ou négligent leurs parents peuvent faire l'objet de sanctions, comme l'interdiction de prendre l'avion ou le train. Au contraire, les « citoyens modèles » bénéficieront d'avantages (meilleur taux bancaire, réservation d'une chambre d'hôtel sans verser de caution) ou de rabais sur certaines dépenses (électricité).

Plus préoccupée par sa sécurité sanitaire que par la protection de ses libertés individuelles, la société chinoise a, dans l'ensemble, obtempéré aux mesures de confinement imposées par les autorités. Le résultat est là : officiellement, au 13 janvier 2022, la Chine n'aurait enregistré que 116 641 cas de coronavirus et déploré seulement 4 849 morts. Il est probable que ces chiffres sous-estiment très largement la réalité, car on sait que les médecins et les hôpitaux ont reçu pour instruction de répertorier au minimum les cas de Covid-19 : au contraire de ce qui se passe notamment en France, tout décès dû à plusieurs causes dont la Covid n'apparaît pas dans les statistiques. Force est cependant de constater que le haut niveau d'encadrement et donc de surveillance de la population a aidé la Chine à afficher un bilan qui, même s'il est décuplé par certaines études extérieures, reste impressionnant au regard de la taille de la population (la France, vingt fois moins peuplée, comptait au même moment près de 11 millions de cas et 125 000 morts).

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION

Le rôle incontournable de l'Etat, ou plutôt du Parti-Etat, dans l'économie chinoise a aussi permis à celle-ci de mieux encaisser les contrecoups de la pandémie et de redémarrer avant les autres. On le sait, la Chine a connu un fort ralentissement en 2020 : 2,2 % de croissance au lieu de 6 % l'année précédente. Mais en 2021, son économie est repartie de plus belle : + 8 % d'après les estimations les plus récentes. Après avoir connu une faible augmentation en 2020 (+ 3,7 %), les exportations chinoises ont crû de près de 30 % en 2021 et l'excédent commercial dans les mêmes proportions. Signe d'une volonté du Parti de contrôler plus étroitement le secteur privé, les mesures antitrust prises depuis la fin 2020 contre Alibaba et Tencent n'ont pas empêché ces géants de l'Internet et des achats en ligne (Alipay et Taobao pour Alibaba, WeChat et jeux vidéo pour Tencent) de poursuivre leur expansion tout en ouvrant le marché à d'autres acteurs, et donc d'introduire plus de concurrence et de forces d'innovation dans le secteur. L'épargne des ménages reste très importante (34 % du PIB) et les réserves en devises ont continué de croître pour atteindre 3 250 milliards de dollars en décembre 2021.

La pandémie n'a pas non plus empêché la Chine de continuer de se moderniser et d'innover. Aujourd'hui, la moitié des voitures

électriques au monde circulent en Chine. Déjà dominant en 2018 (84 % de la population l'utilisait), le paiement en ligne est devenu universel, propulsé par Tencent (WeChat) et Alibaba (Alipay) grâce à l'appui de l'Etat, qui, tout en cherchant à réguler ces firmes, ne les a pas affaiblies. Dans de nombreux domaines, la Chine est désormais un concurrent sérieux des Etats-Unis et des autres pays développés. Si elle est encore en retard dans certains secteurs comme les moteurs d'avion, elle prend de l'avance dans d'autres, par exemple l'intelligence artificielle ou les missiles hypersoniques.

Il est clair que l'économie chinoise affronte un certain nombre de difficultés. Le secteur immobilier est en crise, l'exemple le plus souvent cité étant celui du groupe Evergrande, qui accuse une dette de 300 milliards de dollars américains. La consommation reste en berne, les ménages préférant épargner pour être en mesure de faire face à de futures dépenses d'éducation ou de santé, ou, la retraite arrivée, d'éventuelles dépenses de vie quotidienne. Par conséquent, l'économie peine à changer de modèle de croissance et à substituer aux exportations une augmentation de la consommation intérieure ; bref, à introduire la politique dite de « double circulation » promue par Xi. Mais ces difficultés ne sont pas dues à la pandémie et, décidée sans doute à un moment inopportun – en pleine crise sanitaire –, la réforme du secteur immobilier et en particulier l'introduction progressive d'une taxe foncière destinée à stabiliser le prix des appartements étaient attendues depuis longtemps, tant l'accès à la propriété est devenu un rêve inabordable pour une majorité de Chinois.

De même, on parle beaucoup de l'endettement préoccupant des gouvernements locaux, qui ont en effet financé de nombreux projets d'infrastructure ou immobiliers à l'aide de « véhicules financiers » devenus fragiles ou même insolvables. Mais le gouvernement central a les moyens de venir en aide à ceux-ci comme aux groupes immobiliers les plus exposés, en leur imposant en contrepartie une restructuration ou même un démantèlement. Ajoutons à cela que la dette de l'Etat chinois (69 % du PIB) reste bien inférieure à celle de nombreux pays ; elle est en outre avant tout intérieure et financée, on l'a vu, par une épargne impressionnante. Enfin, le fossé entre le PIB chinois (17 000 milliards de dollars en 2021) et l'américain (23 000 milliards) se réduit rapidement, tandis qu'en parité de pouvoir d'achat, le PIB chinois (27 000 milliards en 2021) est déjà supérieur à l'américain (23 000 milliards) depuis au moins 2014. La Chine devrait donc voir la taille nominale de son économie dépasser celle des Etats-Unis autour de 2030, ou même avant.

Une intraitable dictature

Toutes ces évolutions et ces données ne peuvent que conforter le Parti communiste et son numéro un, Xi Jinping. Comme on a pu le constater, la pandémie a été favorable à l'un comme à l'autre. Qui oserait à présent contester l'autorité du PC ? Celui-ci reste la voie royale pour tous les ambitieux assoiffés de promotion sociale. Avec l'aide des services de sécurité, il a réduit au silence la dissidence. Il a éliminé toute activité « terroriste » au Xinjiang, contraignant plus d'un million de Ouïghours, la principale minorité musulmane de la région, à suivre une formation professionnelle plus ou moins longue dans des camps

de détention. Il a aussi maté toute velléité politique libérale ou autonomiste à Hong Kong, où la pandémie a facilité l'introduction, en juin 2020, de la loi sur la sécurité nationale, appliquée depuis lors de façon sourcilleuse et arbitraire.

Après être parvenu, sous des motifs juridiques fallacieux et par l'intermédiaire de son bureau de liaison à Hong Kong et du gouvernement local, à décapiter les partis démocrates et à jeter en prison leurs principaux responsables ainsi que de nombreux activistes (environ 150 d'entre eux ont été arrêtés et une cinquantaine sont encore en détention), le pouvoir chinois a introduit une réforme électorale qui n'autorise que les « patriotes », c'est-à-dire les candidats acceptables aux yeux du PC et qui s'abstiennent de critiquer sa dictature, à concourir à l'élection du Conseil législatif, le Parlement de Hong Kong. Ayant réduit des trois quarts le nombre de députés élus par les électeurs (20 sur 90), le nouveau mode de scrutin, testé le 19 décembre 2021, n'est plus que très superficiellement concurrentiel. Et le PC a entrepris avec succès de mettre sous tutelle la société civile hongkongaise.

Sur le plan extérieur, la même assurance prévaut. La Chine a tiré parti de la pandémie pour s'afficher comme le principal donateur de masques et d'équipements de protection, puis de vaccins, non seulement dans les pays du Sud, notamment en Afrique, mais aussi dans les pays du Nord ouverts à ses largesses (la Hongrie, la Serbie et de nombreux autres). Le tout en dépit de données statistiques qui relativisent à bien des égards la générosité de Pékin : la plupart des vaccins chinois sont en effet vendus et non donnés (à ce jour, 1,65 milliard contre 147 millions). En outre, bien que l'Occident ait protesté contre les atteintes du pouvoir chinois aux droits de l'homme en particulier au Xinjiang et à Hong Kong, celui-ci est parvenu à mobiliser un plus grand nombre de gouvernements qui lui sont redevables – y compris de pays du Sud, musulmans ou démocratiques – pour endosser des résolutions de l'ONU ou des déclarations communes qui lui sont favorables. Bref, sur le plan international, la Chine est sortie de la pandémie moins isolée que beaucoup ne le croient.

Quant à Xi, il sort manifestement renforcé de l'épreuve. Il a continué à accumuler du pouvoir et à affaiblir ses opposants éventuels, notamment au sein des services de sécurité, auxquels il fait une confiance limitée. Le 6e plénum du Comité central du Parti, tenu en novembre 2021, l'a célébré, le couronnant premier responsable de toutes les « *réalisations* » du socialisme chinois au cours de « *l'ère nouvelle* », celle qu'il a ouverte en 2012. Et il se trouve plus qu'en « pole position », aucun autre candidat n'étant évidemment en lice, pour se succéder à lui-même lors du XXe congrès du PC chinois, qui devrait se tenir à l'automne 2022. On pense que le Parti compte encore quelques « râleurs » hostiles à cette concentration excessive de

© ANTHONY KWAN/GETTY IMAGES/AFP. © CHARLÈNE FLORES/ DIVERGENCE.

pouvoir entre les mains d'un seul homme, inquiets de voir le mandat de Xi se perpétuer en contravention aux préceptes introduits par Deng Xiaoping après la Révolution culturelle (direction collective, interdiction du culte de la personnalité, mandats limités dans le temps) et désireux de relancer des réformes économiques et politiques suspendues depuis trop longtemps, en dépit des démentis officiels. Mais dans l'ensemble, la nomenklatura du Parti comme ses membres ordinaires se sont adaptés aux nouvelles règles du jeu, imposées par Xi et ses thuriféraires. A telle enseigne qu'il est devenu impossible, pour un officiel chinois, de prononcer un discours sans évoquer la « pensée de Xi », quel que soit le sujet abordé.

Une succession délicate

Ce faisant, la Chine de Xi se rapproche de la Corée du Nord de Kim Jong-un, ce qui pourrait à terme lui jouer des tours et à Xi aussi. Tout d'abord, Xi n'est pas éternel. Il ne semble guère pressé de préparer sa succession, mais celle-ci surviendra tôt ou tard. Et comme le PC ne peut par définition institutionnaliser celle-ci, c'est-à-dire introduire des règles transparentes et contraignantes de sélection de ses responsables, il y aura une lutte pour le pouvoir et une nouvelle répartition de la richesse accumulée par les kleptocrates du Parti. Car, comme l'ont montré les révélations du *New York Times*, de *Bloomberg* et de témoignages plus récents, en dépit de la campagne lancée depuis 2013 par Xi contre la corruption, la plupart des grandes familles de dirigeants du PC, y compris la sienne, ont accumulé d'importantes fortunes grâce à leur accès privilégié aux relations personnelles, aux crédits et à l'information. Si l'on peut espérer que la succession de Xi, quand elle aura lieu, restera feutrée et rapide, il est difficile de le garantir.

Une mise en difficulté de Xi avant tout départ à la retraite est plus improbable, compte tenu des moyens dont il dispose pour surveiller les autres membres de la direction du PC. Par exemple, deux membres du Bureau politique, c'est-à-dire de la direction du Parti (aujourd'hui vingt-cinq membres), n'ont pas le droit d'avoir de communications directes et sont de toute façon sur écoute. En conséquence, toute tentative de complot a de fortes chances d'être tuée dans l'œuf. Cependant, plusieurs orientations politiques importantes restent contestées, y compris au sommet du Parti, qui pourraient obliger Xi et sa faction à faire des concessions. Et la pandémie a approfondi ces divisions.

La première pomme de discorde a trait aux réformes économiques et à la place du secteur privé, principale source de croissance, d'emplois et d'innovation.

La seconde concerne la reprise en main idéologique et le niveau de surveillance de la population. Le retour à un maoïsme larvé est mal accueilli non seulement par les élites intellectuelles mais par nombre

Répression Ci-dessus : un agent de sécurité surveillant depuis une tour de garde les alentours d'un centre de détention dans le comté de Yarkand (région autonome ouïghoure du Xinjiang), en mars 2021. Depuis le début des années 2010, le Parti communiste chinois mène une politique de type génocidaire contre les Ouïghours, un peuple turcophone majoritairement musulman : travail forcé, internement dans des camps de « rééducation » *(ci-dessous, des détenus dans un camp d'éducation politique du comté de Lop, dans le Xinjiang, photo publiée par une agence gouvernementale sur l'un des médias sociaux officiels en avril 2017)*, stérilisation des femmes… Page de gauche, en bas : au milieu de banderoles demandant la libération des prisonniers politiques, un activiste prodémocratie brandit un panneau avec les portraits de certains des démocrates dont le procès se déroule dans le tribunal de West Kowloon, à Hong Kong, le 1er mars 2021. Page de gauche, en haut : expérience immersive à la foire d'art contemporain Digital Art Fair Asia, à Hong Kong.

© NG HAN GUAN/AP/SIPA. © XINJIANG BUREAU OF JUSTICE WECHAT ACCOUNT.

de décideurs économiques. La protection de la vie privée est devenue un sujet de préoccupation, en particulier au sein des classes moyennes relativement aisées des villes chinoises.

De plus, l'offensive à grande échelle lancée contre la « démocratie occidentale », associée à une plus rugueuse affirmation de puissance sur le plan international – la désormais fameuse « diplomatie du loup guerrier » –, si elle satisfait les nationalistes chinois, n'est pas du goût de tous au sein de la direction chinoise tant elle a directement contribué à une détérioration sans précédent des relations avec les pays développés, qui restent aujourd'hui encore les principaux partenaires économiques de la Chine. Bien que les acteurs économiques et financiers occidentaux – J.P. Morgan, Goldman Sachs, Crédit Suisse, Amundi, etc. – continuent d'investir en Chine et donc de parier sur son avenir, ils sont moins disposés à y transférer leurs technologies. De même, les entreprises chinoises peuvent moins facilement acquérir les entreprises américaines ou européennes dotées de technologies avancées. Et surtout, l'intensification, en pleine pandémie, des gesticulations de l'Armée populaire de libération (APL) dans le détroit de Taïwan et en mer de Chine méridionale n'ont pu qu'alimenter la confrontation géostratégique avec les Etats-Unis et ses alliés en Indo-Pacifique (Japon, Inde et Australie, c'est-à-dire les membres du Quad, le dialogue de sécurité dans la zone). De telle sorte que l'on peut se demander si nous ne sommes pas entrés dans une nouvelle guerre froide, cette fois-ci non plus américano-soviétique mais américano-chinoise, et si les risques sinon de guerre chaude, du moins de crise militaire entre Pékin et Washington, n'ont pas augmenté.

Le piège de Thucydide

Nombre de décideurs chinois sont conscients de ces risques, c'est-à-dire de l'inquiétante perspective du « piège de Thucydide ». Certes, ils savent que leur outil militaire s'est modernisé et s'est renforcé : aujourd'hui, l'APL dispose de la plus vaste flotte au monde en nombre de bateaux (360 contre 297 pour l'US Navy), même si la flotte américaine reste plus importante en tonnage (4, 6 millions de tonnes contre 2 millions) ; elle a démontré une plus grande capacité à projeter ses forces au-delà des frontières du pays ; elle s'est aussi dotée d'armements bien plus difficiles à neutraliser comme les missiles hypersoniques et les armes lasers ou électromagnétiques. Pour autant, l'APL est-elle vraiment capable d'affronter les Etats-Unis ? Prendra-t-elle le risque de se lancer dans un conflit, par exemple autour de Taïwan, qui pourrait à tout moment se nucléariser ? Le nombre de ses ogives nucléaires est appelé à tripler dans les années qui viennent pour atteindre le millier en 2030, mais cette quantité reste bien inférieure au dispositif stratégique américain (plus de 4 000 têtes nucléaires). Et quelle expérience de la guerre l'APL a-t-elle ? Autant de données qui invitent la Chine de Xi à une certaine prudence, tout en se préparant mieux à gérer toute crise future.

Par ailleurs, il est clair qu'on ne s'oriente pas vers un découplage entre les économies chinoise et occidentales. La pandémie a certes favorisé une réorganisation des chaînes de valeur, rapprochant les

© TINGSHU WANG/REUTERS. © YIN LIQIN/CHINA NEWS SERVICE/GETTY IMAGES. © REUTERS.

EN BON ORDRE Page de gauche, en haut : l'application de propagande Xuexi qiangguo (« étudier pour rendre la Chine forte ») servirait à espionner ses utilisateurs. En bas : des codes QR pour les services de paiement numérique e-CNY, UnionPay, Alipay et WeChat, sur un marché aux légumes de Shanghai. Ci-dessus : des soldats de l'Armée populaire de libération se préparant pour le défilé célébrant les 90 ans de la création de l'APL en 1927.

fournisseurs des lieux de production ou de consommation, et contribuant à réduire la dépendance occidentale du marché chinois. A plus court terme, il devient cependant chaque jour plus évident que la stratégie dite du « zéro Covid », encore défendue par Xi, n'est pas durable, surtout depuis l'irruption d'Omicron, un variant moins mortel mais plus facilement transmissible. Or cette stratégie a directement contribué à gripper les relations entre la Chine et le reste du monde : ni son président, Xi, ni son Premier ministre, Li Keqiang, n'ont quitté le pays depuis février 2020, communiquant par visioconférence.

Plus largement, la Chine n'est pas la seule à sortir de la pandémie. En dépit d'Omicron, les Etats-Unis (+ 5,4 %) et dans une moindre mesure l'Europe (+ 4,2 %) voient leur économie redémarrer. En revanche, les prévisions pour la Chine sont devenues plus réservées : + 4,3 % de croissance en 2022, justement du fait d'Omicron. Et le reste du monde a repris ses communications humaines là où la Chine et une grande partie de l'Asie orientale (Japon, Corée, Taïwan) continuent d'y faire obstacle. Surtout, la Covid-19 a persuadé de deux choses Washington et ses alliés : d'une part que la fermeture des frontières n'a pas bridé les ambitions internationales de Pékin ; de l'autre qu'il est plus que temps de se mettre en ordre de bataille pour empêcher la République populaire de devenir, sinon la première économie mondiale – ce qui deviendra une réalité vers la fin de la décennie –, du moins une puissance diplomatique et militaire capable d'imposer ses normes au reste de la planète.

Directeur de recherche au CNRS, chercheur associé à Asia Centre (Paris), Jean-Pierre Cabestan est spécialiste du droit et des institutions du monde chinois contemporain. Son dernier livre, *Demain la Chine : guerre ou paix ?* (Gallimard), est paru en septembre 2021.

À LIRE de Jean-Pierre Cabestan

Demain la Chine : guerre ou paix ?
Gallimard
« La Suite des temps »
288 pages
22 €

Par Jean-Louis Thiériot

© DR.

LA RELÈVE DES SENTINELLES

Qu'est-ce qu'un soldat ? Colonel et médecin, Nicolas Zeller livre dans *Corps et âme*, à travers sa propre expérience, un témoignage puissant et une profonde méditation sur le sens de l'engagement, les vertus et les figures qui nous élèvent.

Mars est de retour. Après les illusions trompeuses des « dividendes de la paix » post-guerre froide, qui entretenaient le mythe d'un monde apaisé par le « doux commerce », la démocratie et les valeurs libérales, le tragique retrouve sa place au cœur de l'Histoire. Pour nos armées, c'est le temps des opérations extérieures, Afghanistan, bande sahélo-saharienne, Syrie… Et pour ceux qui portent les armes de la France, depuis le choc d'Uzbin – 10 morts dans la vallée de Surobi, le 18 août 2008 –, ce sont régulièrement des frères d'armes qui tombent – 90 en Afghanistan, 58 au Mali et au Sahel –, sans parler des blessés, meurtris à vie dans leur chair et dans leur âme. Saison après saison s'égrène le rituel du plan Hommage : traversée du pont Alexandre-III, prise d'armes dans le sanctuaire des soldats aux Invalides, cérémonie plus intime au régiment. Demeurent les larmes des fiancées, des veuves, des orphelins. Quel mystère que ces jeunes hommes ou ces jeunes femmes, qui en nos temps d'individualisme exacerbé choisissent, pour une solde modeste, de porter l'épée et d'accomplir la mission, s'il le faut jusqu'au sacrifice ultime ! Comment font-ils face à « *la mort comme hypothèse de travail* » pour reprendre le mot du colonel Goya ?

Chaque génération du feu a sa littérature de la guerre. La nôtre a trouvé son chef de file avec le magnifique *Corps et âme* du médecin colonel Nicolas Zeller, ancien des forces spéciales. A la fois témoignage vécu, méditation sur le sens de l'engagement, réflexion sur le face-à-face avec la mort, parabole sur les vertus humaines de compassion et d'humanité, paroles d'action pour les chefs d'aujourd'hui et de demain, c'est un texte d'une puissance inouïe, servi par une immense culture et une langue superbe. Il témoigne de ce qu'est un soldat de nos jours, de ses difficultés singulières. En creux, derrière le visage et les tourments du guerrier, c'est le tableau d'une époque qui se lit.

Depuis 1870, la littérature de la guerre a peu ou prou connu quatre temps forts, celui de la revanche, celui de la boucherie de 14, celui des soldats perdus des guerres coloniales, et celui aujourd'hui des engagés en OPEX dont Zeller porte témoignage.

De 1870 à 1914, relayé par les instituteurs, les hussards noirs de la République, l'esprit des lettres était inspiré par la nostalgie des provinces perdues et la glorification naïve du sacrifice, sans guère tenir compte de la psychologie du soldat. C'est le temps où le poète François Coppée écrit *Le Canon* et où dans toutes les classes est annoncé le poème de Hugo : « *Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie / Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie. / Entre les plus beaux noms leur nom est le plus beau. / Toute gloire près d'eux passe et tombe éphémère ; / Et, comme ferait une mère, / La voix d'un peuple entier les berce en leur tombeau !* »

Il n'est guère que les plus visionnaires comme le futur maréchal Lyautey à s'intéresser à la pâte humaine qu'est le soldat, en des saisons où nombre d'officiers de cavalerie se piquent de mieux connaître le nom de leurs chevaux que celui de leurs hommes. Publié en 1891, *Du rôle social de l'officier* fait du chef un éducateur d'hommes : « *Aux officiers (…) qu'il soit demandé, avant tout, d'être des convaincus et des persuasifs, osons dire le mot, des apôtres, doués au plus haut point de la faculté d'allumer le "feu sacré" dans les jeunes âmes : ces âmes de vingt ans prêtes pour les impressions profondes, qu'une étincelle peut enflammer pour la vie, mais qu'aussi le scepticisme des premiers chefs rencontrés peut refroidir pour jamais.* » A la veille de la guerre, la résurgence des forces spirituelles porte l'idée d'une assimilation du sacrifice du soldat à celui du Christ en Croix. Ainsi de Psichari, le petit-fils de Renan converti au catholicisme, dans *L'Appel des armes* (1913) comme dans *Le Voyage du centurion* publié en 1916 après sa mort au front. Ainsi de Péguy, frappé en pleine bataille de la Marne, qui proclamait : « *Heureux ceux qui sont morts pour des cités charnelles. (…) / Car elles sont l'image et le commencement / Et le corps et l'essai de la maison de Dieu.* »

Les atrocités de la guerre industrielle vont vite faire litière de ces rêves de gloire, de grandeur et de sens. La littérature du premier conflit mondial est pour sa plus grande part celle de l'absurde : Céline et le *Voyage au bout de la nuit*, Gabriel Chevallier et *La Peur*, Barbusse et *Le Feu*. D'autres, surtout outre-Rhin, Jünger avec ses *Orages d'acier* et *La Guerre notre mère* ou Ernst von Salomon avec ses *Réprouvés*, tissent des lauriers au type idéal du guerrier, reître et lansquenet, où « *c'est la bonne guerre qui sanctifie toute cause* », quelle que soit la cause, et quelle que soit la guerre. Mais ce sont les écrivains du témoignage, Genevoix avec *Ceux de 14* ou Roland Dorgelès avec *Les Croix de bois*, qui, sur un mode plus intimiste,

Engagement ultime En haut : soldats français en opération en Afghanistan, en septembre 2012. Ci-dessus : présidé par Emmanuel Macron dans la cour d'honneur de l'hôtel des Invalides, un hommage national a été rendu aux treize soldats français morts le 25 novembre 2019 dans le cadre de l'opération « Barkhane », au Mali.

plus mesuré, rendent compte du quotidien des hommes, de leurs tourments, de leur « consentement patriotique », de leur solidarité avec leurs frères d'armes du petit groupe, de l'escouade ou de la section. Ces ouvrages, le cénotaphe d'encre des péris en terre, sont très proches à cent ans de distance du livre de Nicolas Zeller. Ils permettent de mesurer ce qu'un siècle a changé.

Paradoxalement, en France, la Seconde Guerre mondiale n'a guère inspiré de chefs-d'œuvre sur le quotidien du soldat. La défaite peut-être ? Il faut se tourner vers l'Italie avec Malaparte – *Kaputt*, *La Peau* – et Eugenio Corti – *Le Cheval rouge* –, la Russie avec Vassili Grossman – *Vie et destin* – ou la littérature de la Shoah avec le sommet que représente *Si c'est un homme* de Primo Levi.

Il faut attendre nos guerres coloniales, Indochine et surtout Algérie, pour que revienne une écriture de la guerre à hauteur d'homme. Elle nous parle des soldats perdus, incompris du pays, selon eux trahis par l'arrière après tant de sang versé en vain et de promesses reniées. Qu'on songe à *Au lieutenant des Taglaïts* de Philippe Héduy ou à *Cette haine qui ressemble à l'amour* de Jean Brune.

Le soldat d'aujourd'hui dont nous entretient Nicolas Zeller ne connaît pas ces tourments. Mais il a les fragilités du siècle qui commence : difficulté à regarder lucidement la mort, culte de l'immédiateté, illusions sur le sens de l'engagement – l'aventure et non le service –, incapacité à supporter la frustration, culte narcissique, addiction aux moyens de communication modernes ou à la pornographie en ligne. Le soldat de Zeller n'est ni un ange, ni un saint de vitrail. Il est un peu perdu, souvent fracassé par la vie. Aucun romantisme des armes : « *La guerre n'est pas une aventure. La guerre est une maladie. Comme le typhus.* » Le génie du livre est de montrer comment, de ces faiblesses mêmes, il est possible de tirer le meilleur, en cultivant les châteaux intérieurs, les bons auteurs, de Saint-Exupéry à Hélie de Saint Marc en passant par Sylvain Tesson ou Pierre Schoendoerffer, le sens des responsabilités – « *Chaque sentinelle, je la veux responsable de tout l'empire* », écrivait Saint-Exupéry –, le soutien de la nation et plus que tout l'engagement du chef : « *Nous avons besoin d'être inspirés par des figures qui nous élèvent, des hommes ou des femmes d'action, de grands soldats,* souligne Nicolas Zeller, reprenant là les propos du général Burkhard. (…) *Il ne s'agit pas d'une admiration qui aveugle, mais d'une admiration féconde* ».

Lire Zeller, c'est lire le *Rôle social de l'officier* du XXIe siècle. Ce sont des maximes d'action pour les chocs du futur. Le vade-mecum de l'espérance lucide.

À LIRE

Corps et âme
Nicolas Zeller
Tallandier
256 pages
19,50 €

© JEFF PACHOUD/AFP. © PATRICK AVENTURIER/GAMMA-RAPHO.

ENTRETIEN AVEC JEAN-ROBERT PITTE

Propos recueillis par Michel De Jaeghere et Geoffroy Caillet

La Géographie pour quoi faire ?

Président de la Société de géographie, qui vient de fêter son bicentenaire, Jean-Robert Pitte rappelle l'utilité de sa discipline pour notre monde et éclaire son rapport à l'histoire.

Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, professeur émérite de géographie à l'université Paris-Sorbonne, qu'il a présidée de 2003 à 2008, spécialiste du paysage et de la culture du vin, Jean-Robert Pitte est membre du conseil scientifique du *Figaro Histoire*. A l'occasion du bicentenaire de la Société de géographie, dont il est le président, il vient de publier deux livres passionnants : *A quoi sert la géographie ?* (dirigé avec Perrine Michon, PUF), recueil de contributions sur le rôle et l'avenir de la géographie dans un monde entièrement cartographié, et une bande dessinée, *L'Incroyable Histoire de la géographie* (Les Arènes BD), qui raconte l'exceptionnelle histoire des explorateurs, diplomates et universitaires qui ont « *noirci le blanc des cartes* » et fait rêver des générations de Français.

Comment expliquer la vision rébarbative que les Français semblent avoir de la géographie alors que l'histoire jouit, elle, d'une grande popularité ?

L'histoire nous fait rêver parce qu'elle est révolue. Aucune machine à remonter dans le temps ne nous y donnera plus jamais accès. Nous n'en connaissons que ce que nous en disent les livres. La géographie a beaucoup fait rêver à une certaine époque, elle aussi, pour les mêmes raisons que l'histoire, parce qu'elle évoquait des mondes inconnus. Il y avait très peu de chances, alors, d'aller visiter les terres lointaines. Celles-ci étaient donc revêtues d'une aura de mystère. Le blanc sur les cartes fascinait car il supposait tout un monde de dangers, de terres et de climats inhospitaliers, de peuples hostiles et d'animaux sauvages. La géographie permettait en outre de mieux connaître le monde dans lequel on vivait et surtout d'y agir. Aussi les rois et les puissants de ce monde étaient-ils passionnés de géographie, parce qu'ils avaient envie de connaître le monde, et parfois de le conquérir. Louis XIV, Louis XV et Louis XVI étaient entourés de savants géographes et de grands serviteurs de l'Etat (tel Vauban), qui partageaient avec eux une véritable culture géographique. Louis XVI était fou de géographie, et il avait écrit de sa main les instructions du voyage de La Pérouse, alors même qu'il ne verrait la mer qu'à une seule occasion, lors de son voyage (triomphal) de 1786 en Normandie au cours duquel il naviguerait un peu.

Comme l'a écrit Yves Lacoste en 1976 dans un livre célèbre, « *la géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre* ». De fait, la géographie a été indispensable aux militaires car il leur fallait connaître les lieux où leurs armées seraient appelées à intervenir. De là sont nées successivement les cartes de Cassini, financé par le roi pour cartographier la France, les cartes d'état-major du XIX^{e} siècle, les cartes de l'IGN – ancien service du ministère de la Défense. Alors que les plaines céréalières étaient laissées en blanc sur les cartes, les vergers, vignes et forêts y étaient indiqués très précisément. Aucune autre raison à cela que militaire : vignes et forêts étaient indiquées car il était impossible d'y faire avancer des régiments de cavalerie !

Plus tard, la IIIe République a fait de la géographie un moyen de former le citoyen à la connaissance de son pays après l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, indiquées en noir sur les cartes pour signaler que leur perte était un deuil national. En même temps qu'on enseignait l'histoire de France pour la faire aimer à ses fils, sur le conseil de Lavisse, on la leur faisait connaître par la géographie. Les élèves apprenaient par cœur les noms des départements, leur préfecture et leurs sous-préfectures. De grandes cartes illustraient, sur les murs de la classe, les spécialités agricoles de chaque province.

Les Français voyageant toujours peu, les grandes cartes de Vidal de La Blache, avec les océans et les grands aplats roses marquant nos colonies continuaient de faire rêver. Tout change après la Seconde Guerre mondiale, lorsque se développent les voyages. Le monde, soudain, se rétrécit, la géographie perd une part de son exotisme.

Il faut reconnaître que l'université française a sa part de responsabilité dans la désaffection qui frappe alors la matière. Elle a d'abord favorisé excessivement la géomorphologie, qui a émergé dès la première moitié du XXe siècle autour d'Emmanuel de Martonne, le gendre de Vidal de La Blache. Pour Martonne, elle devait permettre aux géographes d'être enfin pris au sérieux par les « sciences dures ». Or cette géographie physique pure et dure, ultra-spécialisée, qui met en rapport le relief, la géologie, le climat et l'érosion à travers des commentaires de cartes a terrorisé les historiens et découragé plus d'un élève ! De son côté,

© HELENE BAMBERGER/LE FIGARO MAGAZINE. © CHÂTEAU DE VERSAILLES, DIST. RMN-GRAND PALAIS/CHRISTOPHE FOUIN.

Monsieur de La Pérouse
Page de gauche : Jean-Robert Pitte, président de la Société de géographie. Ci-contre : détail de *Louis XVI donnant ses instructions au capitaine de vaisseau La Pérouse pour son voyage d'exploration autour du monde le 29 juin 1785*, par Nicolas-André Monsiau, 1817 (Versailles, châteaux de Versailles et de Trianon). Comme Louis XIV et Louis XV, le roi était passionné de géographie.

© BPK, BERLIN, DIST. RMN-GRAND PALAIS/SEBASTIAN AHLERS.

L'ALSACE ET LA LORRAINE Ci-dessus : *La Tache noire*, par Albert Bettannier, 1887 (Berlin, Deutsches Historisches Museum). Remplaçant les cours d'éducation morale et religieuse, l'instruction morale et civique est mise en place en France par la loi de 1882 et s'appuie sur la géographie. Sur le tableau, l'Alsace-Moselle est figurée en noir pour matérialiser le deuil national qu'elle représente alors. Page de droite, en haut : *Nouvelle carte de l'Afrique*, par John Cary, 1805. En bas : Paul Vidal de La Blache (1845-1918), figure majeure de l'école classique de géographie.

la géographie humaine, à cause de l'influence du marxisme à l'université, surtout à Paris, bascule dans une géographie très matérialiste, analogue à celle qui prévaut en Union soviétique, où il faut tout compter : les masses de population et la production de matières premières agricoles et industrielles (minerais, pétrole, etc.), le tout sous un angle quantitatif. Les statistiques envahissent les programmes du secondaire.

Dans le même temps, on délaisse au contraire la géographie culturelle, soit l'étude de l'influence de la liberté humaine sur l'organisation de l'espace. Les travaux de Roger Dion ou de Pierre Gourou, professeurs au Collège de France, qui la perpétuent, sont ignorés ou méprisés. C'est pourtant Gourou qui a montré de façon géniale que c'est pour des raisons culturelles qu'on compte 500 habitants au kilomètre carré dans les deltas du Vietnam ou de Chine et 2 habitants au kilomètre carré en Afrique : parce qu'en Asie on sait lire et écrire, qu'on respecte son père, son patron ou le chef du village, on y est capable de maîtriser un système d'irrigation complexe comme celui des rizières. Cette capacité est liée à ce que Gourou a appelé « *l'encadrement social* ». Cette branche de la géographie, qui nous donne des clés précieuses pour comprendre le monde, est devenue le parent pauvre de la discipline, en dépit des efforts d'immenses savants comme mon maître, Xavier de Planhol, qui affirmait que la géographie avait pour but de répondre à la question : « *Pourquoi ici et pas ailleurs ?* »

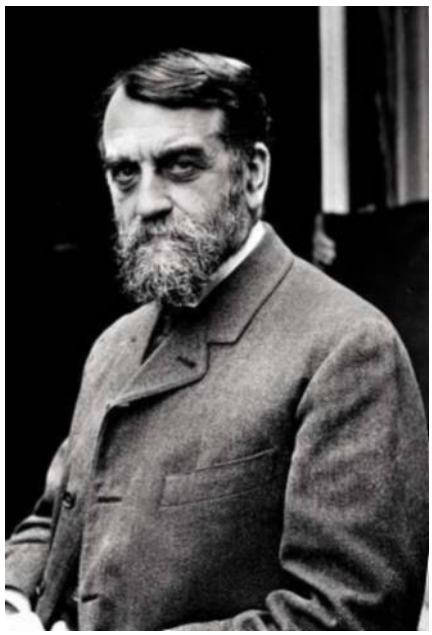
Au contraire, la géographie économique, marxisante, a abouti dans les années 1990 à un mariage inattendu entre les mathématiques et la géographie. Il s'agissait d'encadrer la géographie par des modèles théoriques, comme en physique ou en chimie, pour y faire rentrer la réalité au chausse-pied. Dès lors, le culturel, qui ne se compte pas et n'est donc pas jugé scientifique, a fini par ne plus exister. Dans cette perspective, des questions comme « *Pourquoi mange-t-on salé ici et sucré là ?* » ne présentent aucun intérêt, alors que, pour moi, elles sont essentielles, puisqu'elles s'intéressent à ce qui donne de la couleur à la vie et, au-delà, ce qui donne envie de vivre. Cette vision quantitative des choses a également gommé le rôle du sacré. Or celui-ci est capital. Si les tribus amazoniennes ne croyaient pas qu'il y a des divinités dans les arbres, les oiseaux ou les serpents, elles ne pourraient pas supporter leurs conditions d'existence. C'est le fait de vivre dans un monde enchanté qui donne les moyens d'y vivre. Dès lors que le monde est désenchanté, il devient un enfer que l'on fuit.

La réhabilitation de la géographie passe donc à mes yeux par celle de la géographie culturelle, celle qui m'a personnellement permis d'étudier des sujets aussi divers que le vin, l'aménagement des paysages, la gastronomie ou les religions. C'est elle qui rend particulièrement précieuse notre discipline pour comprendre

le monde dans lequel nous vivons, ce qui devrait être, il me semble, le premier objectif de la géographie.

L'enseignement associe en France l'histoire et la géographie. En quoi une bonne connaissance de la géographie est-elle indispensable à un bon historien ?

Elle lui permet de répondre à la question de Planhol : pourquoi les faits qu'il étudie se déroulent-ils à ce moment de l'histoire et à cet endroit ? Pourquoi tel empire est-il né ici et pas ailleurs ? On ne peut étudier l'Empire romain sans connaître la géographie de la Méditerranée. C'est elle qui explique qu'il soit né sur ses rives et non au milieu de l'Europe centrale ou du Sahara, car c'est grâce à cet ensemble de terres disposées autour d'une mer qui permettait les communications que Rome a pu tisser des liens avec des peuples et créer des complémentarités dans la production, la culture, les mentalités. Quel que soit son objet d'étude, l'historien a besoin de la connaissance de cette géographie qui crée des contraintes, mais aussi des opportunités pour faire des choses extraordinaires. Titulaire de la première chaire de géographie, Vidal de La Blache était lui-même un helléniste et un historien, ancien pensionnaire de l'Ecole française d'Athènes.



La géographie dicte-t-elle donc l'histoire ?

En aucun cas, même si elle influe naturellement sur elle. Mais il n'existe aucun déterminisme. La volonté et le rêve des sociétés humaines sont bien plus importants que les contraintes environnementales, auxquelles elles feront face si elles ont un idéal, une volonté de vivre d'une certaine manière et de créer quelque chose qui leur ressemble et dans lequel elles se sentent bien. Voilà le plus important. On trouve ensuite les moyens de rendre droits les sentiers du Seigneur, pour plagier Isaïe, et de faire que les montagnes deviennent des plaines !

La géographie nous montre ainsi, par exemple, qu'il n'y a pas de frontières naturelles. Bien sûr qu'une ligne de crête commande une ligne de partage des eaux, mais on en fait ce qu'on veut : soit on décide qu'elle est une frontière qui sépare les hommes, soit les sociétés s'unissent autour d'elle – les Alpes ont été un trait d'union entre la Savoie et le Piémont avant de devenir, par la grâce de Napoléon III, une frontière entre la France et l'Italie. La plupart des frontières sont des créations humaines ou des invitations par la nature à les respecter ou à les dépasser, mais la liberté humaine est toujours plus forte que la donnée naturelle.

Cette vision selon laquelle l'environnement serait décisif, qu'il expliquerait à lui seul une forme de développement, était celle de l'Allemand Carl Ritter (1779-1859), pour qui l'homme est contraint par la nature. On retrouve là l'héritage du vieux paganisme germanique, pour lequel la nature est sacrée. Au contraire, Vidal de La Blache et toute l'école française classique de géographie ont montré que seule la liberté humaine compte. Dans *Terres de bonne espérance, le monde tropical,* publié en 1982, Pierre Gourou fait ainsi valoir que, contrairement à ce que suggère Lévi-Strauss dans *Tristes tropiques* (1955), le monde tropical est neutre en soi : on peut en tirer le meilleur comme le pire. En s'appuyant sur les grandes réussites des tropiques en Asie et en Amérique, il a montré que c'est la civilisation qui importe, c'est-à-dire les techniques que l'on invente au prix d'une véritable motivation et d'une culture faite d'apprentissage, d'écriture, d'accumulation de savoir. Pratiquement, la carte mondiale du PIB coïncide avec celle de la lecture et de l'écriture : les pays pauvres représentent les taux d'analphabétisme les plus élevés. Et pourtant, on trouve sous les tropiques à la fois les bidonvilles africains, Singapour ou Taïwan. Il n'y a pas de fatalité. Les Alpes, elles aussi, ont été un monde extrêmement pauvre pendant très longtemps,

©ALBERT HARLINGUE/ROGER-VIOLLET. © PRINCETON UNIVERSITY, HISTORIC MAPS COPY, GIFT ROY AND SHEREE ROSSER, 2008.

L'HOMME NOUVEAU
Ci-contre : *La France touristique et gastronomique*, édition Jacques-Petit, 1948. En bas : exposition du Congrès international des sciences géographiques aux Tuileries, en 1875, organisée par la Société de géographie. Dès sa création en 1821, celle-ci joua un rôle essentiel dans la connaissance du monde. Page de droite : tours Aillaud ou tours Nuages, à Nanterre. Elles sont caractéristiques des villes nouvelles bâties après-guerre selon la logique marxiste d'une sociabilité organisée par l'Etat.

comme nous le rappelle la lecture de Chateaubriand. Mais à partir du moment où les gens ont appris à lire et à écrire, ont étudié et ont voulu y vivre mieux, ils ont inventé les sports d'hiver avec les remontées mécaniques, qui leur permettent aujourd'hui de faire de leur région l'une des plus prospères d'Europe grâce au tourisme.

De ce point de vue, la seule géographie déterminante est celle du savoir. Un poète malien bien connu, Amadou Hampâté Bâ, a écrit : « *En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle.* » Cette phrase est terrible. Car il faut laisser les vieillards mourir en paix et construire des bibliothèques ! Le Rwanda et le Burundi, où les Belges ont laissé des infrastructures et notamment des écoles, font partie des pays où le taux d'analphabétisme est le plus faible et s'en sortent aujourd'hui. Cela ne va pas sans drames, bien sûr, car l'homme est capable du meilleur comme du pire. C'est la preuve qu'à l'encadrement social dont parle Gourou, il faut ajouter l'empathie pour son prochain, ce qui constitue assurément une géographie difficile à tracer. Une autre condition de réussite est l'état de droit : les pays d'Afrique qui s'en sortent le moins mal sont aussi ceux dont la structure politique présente une certaine sécurité juridique comme le Sénégal ou le Maroc, par opposition à l'Algérie.

L'une des applications de la géographie consiste dans l'aménagement du territoire…

De fait, je crois que l'on ne peut faire de bon aménagement du territoire sans une véritable culture géographique. C'est pourtant ce à quoi on s'est essayé en France dans les années 1960, sous le général De Gaulle et Georges Pompidou, selon la vision théorique de la Datar (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), qui a développé les villes et l'industrie en négligeant complètement l'espace rural. C'est un drame dont on commence à se rendre compte aujourd'hui, notamment avec le retour à la campagne entraîné par la pandémie de la Covid-19 : certaines régions sont difficiles à habiter car il n'y a pas de lycées pour les jeunes, non plus que d'hôpitaux ni de médecins suffisamment proches pour les vieux. Cette politique de gribouille est directement liée à l'ignorance géographique des princes qui nous ont gouvernés.

Dans ces années-là, l'enthousiasme pour les villes nouvelles était inouï. Aujourd'hui, elles sont en complète décrépitude, ce sont des lieux de délinquance et de désespérance où personne ne veut habiter. Voilà à quoi a abouti l'application idéologique de la charte d'Athènes de Le Corbusier qui, dès 1933, fondait cet idéal d'un entassement des populations en ville. Elle a déterminé, sans aucun esprit critique, la politique des grands ensembles d'après-guerre, en France comme en URSS ou dans la Chine maoïste. On a voulu faire vivre les gens ensemble pour créer l'homme nouveau, selon une sociabilité organisée par l'Etat. Les géographes n'ont rien dit et ont même laissé faire parce qu'ils étaient dominés par le marxisme et par l'idée que ce qui était bon pour l'Union soviétique l'était aussi pour la France et les Etats-Unis, au mépris des différences de lieux, de peuples, de climats.

Quel est le bilan de la Société de géographie, deux cents ans après sa fondation ?

Même si la Société de géographie n'est née qu'en 1821, sous la Restauration, elle correspondait à un souhait de Napoléon. La plupart de ses fondateurs sont d'ailleurs des vétérans de l'expédition d'Egypte, comme Edme Jomard, qui a participé à la rédaction de la *Description de l'Egypte*. L'activité de la Société a d'abord consisté à noircir le blanc des cartes en envoyant, favorisant et récompensant des explorateurs dans le centre de l'Afrique, de l'Amérique du Sud et de l'Asie. René Caillié a ainsi répondu à un appel lancé par la Société de géographie pour atteindre Tombouctou et en revenir et a reçu la médaille d'or pour son expédition. La Société encourage alors toutes les explorations possibles, y compris militaires et commerciales, et joue un rôle important dans la connaissance du monde, puis dans sa transformation à la fin du XIXe siècle, en particulier avec le canal de Panama, dont le congrès qui en a préparé le tracé s'est tenu dans ses murs. Elle s'essaie ensuite à la géopolitique en accueillant en 1913 le congrès

© DAVID RUMSEY MAP COLLECTION, DAVID RUMSEY MAP CENTER, STANFORD LIBRARIES. © BNF, SOCIETE DE GEOGRAPHIE. © XAVIER POPY/REA.

panarabe, réunissant les nations arabes de l'Empire ottoman qui souhaitent accéder, sinon à l'indépendance, au moins à une plus grande autonomie. Les membres de la Société de géographie participent enfin au fameux comité d'étude de 1917-1919 qui prépare l'Europe de l'après-guerre. Son rôle diminue après la Seconde Guerre mondiale, au moment où la géographie universitaire devient puissante.

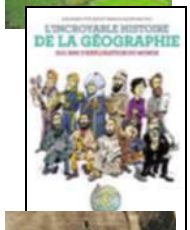
Aujourd'hui, il n'y a plus de blanc sur les cartes mais encore d'immenses connaissances à établir sur le fonctionnement de la planète. La Société de géographie pourrait ainsi jouer un rôle utile dans la réflexion sur la question climatique, si le débat n'était pas monopolisé par des experts médiatiques, qui présentent la situation en termes catastrophistes. Or, la géographie montre que le climat a toujours changé par évolution naturelle et que les sociétés humaines y ont toujours fait face en inventant des techniques qui leur ont permis de vivre, quel que soit le climat.

Il en va de même pour la démographie (la fameuse bombe P, dont on agite le spectre depuis les années 1970). Dès 1975, Joseph Klatzmann a montré avec *Nourrir dix milliards d'hommes ?* que des solutions étaient possibles pour faire face à l'expansion de la population de la planète. Le Japon vit très bien avec une densité de population énorme, tandis que de grandes régions de l'Afrique vivent très mal avec des populations infimes. Il n'y a donc rien de fatal. Tout dépend de l'intelligence avec laquelle nous serons capables d'aménager la terre pour faire face aux nouveaux défis.

La géographie ne fait pas de la Terre un paradis mais elle rend la relation entre l'homme et son environnement plus amène, plus optimiste, plus encourageante à l'action et à l'amélioration de la vie sur Terre. Croyant ou non, on peut considérer que la clé se trouve dans le récit de la Genèse, lorsque, le sixième jour, Dieu confie la Terre à l'homme : là se trouve la vérité profonde de la géographie, de la planète et de l'histoire de la planète. Quand on a une vraie culture géographique et historique, on ne peut pas être pessimiste car l'histoire de l'humanité montre qu'elle s'est toujours sortie des drames qu'elle a traversés. Le cerveau humain dispose de ressources inimaginables et voilà pourquoi le pessimisme actuel est à mes yeux d'une absurdité totale, nos ancêtres ayant inventé, avec infiniment moins de moyens techniques que nous, des solutions pour vivre sur cette planète, pour y circuler et finalement la maîtriser. Certes, l'humanité commet énormément de fautes. Mais le bilan est plus que globalement positif. La grande leçon de la géographie, comme nous avons essayé de le montrer au cours des cérémonies du bicentenaire de la Société de géographie, c'est de désarmer les grandes peurs. Elle nous apprend que l'homme s'en sort toujours.

À LIRE

A quoi sert la géographie ? **Perrine Michon et Jean-Robert Pitte (dir.), PUF, 444 pages, 25 €.**



L'Incroyable Histoire de la géographie, **Jean-Robert Pitte, Benoist Simmat, Philippe Bercovici, Les Arènes BD, 192 pages, 22 €.**

Décrire la Terre, écrire le monde, **Jacques Gonzales Glénat/La Société de géographie, 272 pages, 45 €.**

À LIVRE OUVERT

Par Michel De Jaeghere

Ravage

L'écologie politique est une idéologie tendue vers la destruction de la civilisation occidentale. Le réquisitoire haut en couleur de Bérénice Levet.

Le 4 octobre 2020, Journée mondiale des animaux, le maire écologiste de Tours débaptisait le jardin municipal portant le nom de Nicolas Frumeaud, un bourgeois qui s'était illustré au XII^e^ siècle dans l'affirmation du pouvoir communal, pour lui donner celui de Fritz, un éléphant qui s'était, en 1902, échappé d'un cirque et, semant la panique dans la ville (il y avait fait un mort et plusieurs blessés), avait fini par être maîtrisé et abattu. L'information est de celles auxquelles nous avons, depuis longtemps, cessé de prêter attention : nous en avons tellement vu passer, tellement entendu ! Certains précédents devraient pourtant nous mettre en garde. Comme l'ont souligné les livres que leur ont consacrés Mathieu Bock-Côté et Eugénie Bastié, il en a été ainsi, d'abord, du politiquement correct et du néoféminisme. Nous en avons accueilli d'un haussement d'épaules les premières absurdités. Nous les avons négligées parce que c'était trop gros, parce que c'était trop bête. Nous en sommes désormais environnés, assaillis sans qu'il ne nous soit plus loisible de nous en dégager.

C'est à un exercice tout aussi salutaire que se livre aujourd'hui Bérénice Levet avec l'essai qu'elle dédie au déploiement contemporain de l'écologie politique. Son influence n'a plus rien, de fait, de marginal. Elle s'étend avec une singulière efficacité. Au terme des dernières élections municipales, ce sont, après Grenoble, rien de moins que les villes de Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Annecy, Poitiers, Besançon et Tours qui ont uniment choisi des maires acquis à ses mots d'ordre, sachant qu'on peut leur ajouter Paris, dont le maire, socialiste, a fait d'eux sa priorité. Ici (à Lyon), on refuse le passage du Tour de France, jugé machiste et polluant. Là (à Bordeaux), on récuse la tradition du sapin de Noël, parce que l'exposition d'un « *arbre mort* » aurait quelque chose de morbide. Ailleurs (à Poitiers), on refuse de subventionner le baptême de l'air d'enfants handicapés afin qu'ils n'en viennent pas à rêver d'aviation. Partout, apparaissent des « adjoints à la transparence », « à l'innovation démocratique », « à la ville inclusive », « à la résilience » qui auraient aiguisé la verve de Philippe Muray, quand on ne met pas en place une mission d'évaluation de la gestion du rat, invitant à faire preuve à son égard de bienveillance, à « *apprendre à vivre à ses côtés* ». Sur les trottoirs, règne la trottinette, qui fend la foule des piétons avec l'arrogance extatique propre au cadre du tertiaire, tandis que le conducteur de voiture, ce plouc, est persécuté par la multiplication des interdits, des limitations de vitesse, des taxes. Dans les campagnes, on ne se contente plus de saccager les paysages en construisant des zones commerciales, des lotissements standardisés, des ronds-points paysagers : on parsème les crêtes des montagnes de ventilateurs énergétiques, poétiquement rebaptisés éoliennes, dont l'installation se traduit par le bétonnage des sols, l'utilisation de matériaux non recyclables et l'appel aux centrales à charbon pour pallier les pénuries liées à l'intermittence du vent. La laideur y a pris une dimension morale : elle y est propagée au nom du Bien.

L'un des mérites du livre de Bérénice Levet est cependant qu'elle ne se contente pas d'y accumuler les anecdotes qui forment le plus savoureux des bêtisiers : elle montre que, sous les dehors parfois délirants ou comiques, les dérives de l'écologisme contemporain relèvent d'une idéologie non moins dogmatique que le marxisme dont il a pris le relais. Derrière le récit accusatoire, les prophéties apocalyptiques, ce à quoi nous assistons est bien en effet le déploiement d'un projet de société qui promeut pêle-mêle l'idéologie du genre, l'abaissement des frontières, l'écriture inclusive, la lutte contre l'islamophobie, la défense des droits des LGBT, dans la perspective d'un arasement de tout l'héritage de la civilisation occidentale, jugée unique responsable, par son identité même, de l'épuisement de la planète. A l'horizon, se profile la construction d'un monde sans cathédrales et sans beauté, d'une humanité délivrée des crimes du passé par l'acceptation d'un destin sans histoire et sans privilège, l'inclusion de la condition humaine dans le règne indifférencié du « vivant ».

Comme le montre superbement Bérénice Levet, l'ultime paradoxe est que, redéfinie par ses plus récents porte-parole, l'écologie apparaît ainsi comme la pourvoyeuse des maux qu'elle prétend combattre. Car s'il est évident que le productivisme des Trente Glorieuses, les excès de la société de consommation, n'ont pas été sans conséquences fâcheuses pour la protection de la nature, ils n'ont nullement été l'expression de la nocivité propre de l'Occident ; ils ont bien plutôt été dus à une obsession de la rentabilité et de l'accumulation des biens matériels qui est l'autre face de la philosophie qui a fait de l'homme un être désaffilié, revendiquant ses droits contre la société pour y jouir sans entraves d'un présent enchanté. Or, telle est la conception de la vie que l'écologie contemporaine a justement faite sienne.

Bérénice Levet le souligne : là contre s'impose la nécessité d'une écologie nourrie de compassion et de gratitude pour les trésors du passé, pour cette histoire et cette culture qui n'avaient proclamé le pouvoir de l'homme sur la nature que pour l'embellir et l'aménager ; qui avaient donné un sens à l'aventure humaine en la consacrant à la transmission, en même temps qu'à l'inlassable recherche du Beau, du Bien et du Vrai. Son livre est un hymne et un plaidoyer pour une civilisation menacée par des barbares aussi redoutables que le furent, en d'autres temps, les Goths.

***L'Ecologie ou l'ivresse de la table rase*, de Bérénice Levet, Editions de l'Observatoire, 224 pages, 19 €.**

Côté livres

Par Michel De Jaeghere, Jean-Louis Voisin, Frédéric Valloire, Geoffroy Caillet, Marie Peltier, Thierry Lentz, François-Joseph Ambroselli, Eric Mension-Rigau, Philippe Maxence, Henri-Christian Giraud et Eugénie Bastié

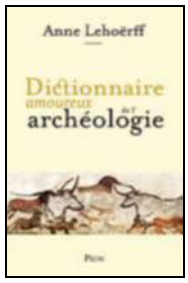
La politique : une activité dangereuse en Grèce ancienne ?

Danielle Jouanna

L'histoire de la démocratie athénienne n'est pas un fleuve tranquille. Elle n'eut pas la sérénité que reflète l'architecture des monuments qu'elle fit bâtir. S'y engager en politique vous mettait en situation d'être traîné dans la boue par les poètes comiques (Aristophane excella dans cet exercice), traîné en justice par les sycophantes, poursuivi pour avoir proposé un décret illégal ou ne pas avoir respecté la procédure, quand vos engagements ne vous exposaient pas à être assassiné par les partisans de l'oligarchie. L'ostracisme permettait de vous bannir pour dix ans d'Athènes, sous prétexte que votre présence y constituait un danger pour la démocratie, sans qu'il soit nécessaire que le moindre fait précis soit relevé contre vous. Sauveur de la patrie à Marathon, Miltiade finit sa vie en prison. Vainqueur à Salamine, Thémistocle termina la sienne en exil, chez ce roi perse dont il avait épargné à ses concitoyens la tyrannie. Périclès fut lui-même frappé d'une énorme amende pour avoir entraîné Athènes dans la guerre du Péloponnèse, alors même qu'on le réélisait, faute de meilleur candidat, stratège. Socrate fut condamné à boire la ciguë parce que plusieurs de ses disciples avaient participé aux coups d'Etat oligarchiques qui avaient marqué la fin du conflit. Helléniste et historienne, Danielle Jouanna fait revivre avec bonheur ces péripéties pour brosser, par petites touches, un portrait du régime démocratique qui s'éloigne de l'image idéalisée qui nous a été transmise, et remet en question bien des idées reçues. ***MDeJ***

Les Belles Lettres, 312 pages, 21,50 €.

Dictionnaire amoureux de l'archéologie. **Anne Lehoërff**



« Alain Fournier », « Enfant », « Jardin », « Whisky » : des entrées insolites pour un dictionnaire amoureux de l'archéologie. Qui peuvent faire désordre mais que le texte justifie avec brio. Ni panorama exhaustif des activités de l'archéologue, ni état de la question, encore moins manuel technique, cette flânerie en 161 étapes alphabétiques, qui va de chantiers en musées, de Bibracte à l'Anse aux Meadows, est résolument affective. Difficile alors de contester ces coups de cœur ou ces centres d'intérêt, même si une entrée « Napoléon III » aurait été bienvenue. L'auteur, archéologue confirmée, a tenu à faire partager sa passion. Elle la présente telle qu'elle l'imagine, la voit et la vit. Mission accomplie. Avec, en plus, de l'humour et une belle aisance d'écriture. ***J-LV***

Plon, 608 pages, 26 €.

Le Siècle d'Auguste. **Raphaël Doan**

Hormis quelques légers clins d'œil à la mode, voici un petit livre qui répond totalement aux buts de cette célèbre collection : donner des informations sûres, présenter l'état des recherches, provoquer la réflexion, être accessible à tous. On pourra discuter certaines assertions telle l'existence d'« *une forme d'incroyance généralisée* » dans la société romaine de la fin du Ier siècle av. J.-C., ou la quasi-impasse faite sur l'état des provinces et des royaumes clients. Mais l'auteur, campé sur une solide documentation, a trouvé le ton juste pour présenter cette époque qui « *bouillonne de créativité et d'énergie* », qui voit naître un nouveau système politique et une floraison culturelle sans précédent. Ce « Que sais-je ? » remplace celui de Pierre Grimal paru en 1955 à qui l'auteur rend hommage. Il n'en est pas indigne. ***J-LV***

PUF, « Que sais-je ? », 128 pages, 9 €.

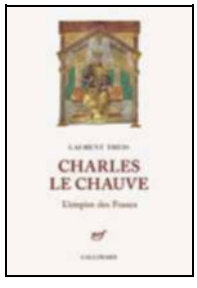
L'Occident médiéval

Joël Chandelier

Il faut de l'aplomb pour embrasser seul ce millénaire. Il s'ouvre avec la rencontre entre l'héritage romain et chrétien et les apports germaniques, et se referme sur des phénomènes, tels que l'invention des caractères mobiles d'imprimerie par Gutenberg. Les seuls traits communs à cette période : l'espace dominé par le pape de Rome où le latin est langue de connaissance ; la culture chrétienne qui touche élites et peuples ; l'articulation entre religion, politique et société ; l'ascendant que prend l'Occident sur les autres civilisations. L'auteur retient les grands courants économiques, intellectuels, artistiques et politiques et fréquente le monde des idées. Ainsi la guerre de Cent Ans qu'il évoque dans des pages pertinentes. Un livre intelligent, agréable à lire, mais à quel lecteur s'adresse-t-il ? ***FV***

Belin, « Mondes anciens », 700 pages, 49 €.

Charles le Chauve. L'empire des Francs. **Laurent Theis**



De Charles le Chauve, on retient qu'il fut l'un des trois rois qui se partagèrent les royaumes francs au traité de Verdun de 843. Couronné empereur d'Occident en 875 – deux ans avant sa mort –, il est souvent resté dans l'ombre de son grand-père Charlemagne : la postérité l'accusa d'avoir laissé un royaume dévasté par les invasions normandes, qui fit le lit de la féodalité. C'est tout le mérite du livre de Laurent Theis de restituer, dans un style plein d'allant, le portrait vigoureux de ce souverain cultivé et déterminé qui, en poursuivant l'œuvre organisatrice de Charlemagne, « *écrivit le dernier chapitre d'une épopée exceptionnelle* ». Le dernier de ses descendants serait remplacé par Hugues Capet en 987 et son royaume de Francie occidentale formerait le socle de la France actuelle. ***GC***

Gallimard, 272 pages, 21 €.

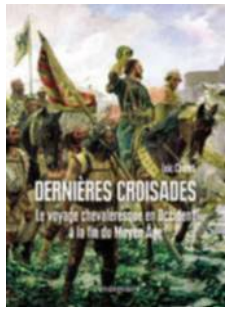
La Terre plate. Généalogie d'une idée fausse

Violaine Giacomotto-Charra et Sylvie Nony

Au moins 2 % de la population française croyait en 2017 que la Terre était plate ! Et combien sont-ils avec Marlène Schiappa à penser que Galilée a été condamné en 1633 par l'Eglise pour avoir affirmé la sphéricité de la Terre ? Alors que depuis Platon, depuis Eratosthène (276-194 av. J.-C.) et sa démonstration mathématique, l'idée de la rotondité de la Terre n'a jamais quitté l'esprit des savants et a circulé tout au long du Moyen Age. Quand donc apparaît et se diffuse cette idée saugrenue d'une Terre plate ? Nos deux universitaires, à la fois scientifiques et littéraires, mènent l'enquête. Surprise, c'est au XIXe siècle que se répand et s'enracine l'idée que les hommes du Moyen Age entretenaient cette illusion. Mais sa généalogie remonte au siècle des Lumières, Voltaire en tête. Il fallait montrer que l'Eglise avait persécuté les savants et que s'opposaient foi et science. Peu importe la confusion entre l'héliocentrisme et la rotondité, la présentation erronée des opinions de Lactance et d'Augustin. L'attaque était lancée. Et avec elle, le mythe de la Terre plate… ***J-LV***

Les Belles Lettres, 280 pages, 17,50 €.

Dernières croisades. **Loïc Chollet**



Si la perte des Etats latins d'Orient en 1291 marque la fin de l'aventure franque en Terre sainte, les croisades persistent néanmoins en Europe orientale jusqu'à l'aube du XVIe siècle. Dans ces terres si proches et si lointaines, l'idéal chevaleresque et la mythologie croisée se heurtent au réel, et finissent par se dissoudre dans les irrésistibles intérêts politiques et économiques d'un compromis pacifique. Loïc Chollet compose un récit puissant au souffle épique, et narre avec jubilation ces expéditions méconnues, en territoire baltique, balkanique ou ottoman. Si les héros de cette geste sont oubliés, le morcellement des frontières et l'identité complexe des peuples demeurent, éclairant les racines lointaines de la naissance de la Grèce ou même l'assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo. ***MP***

Vendémiaire, 424 pages, 24 €.

La Caravane du pape. **Hélène Bonafous-Murat**

Les richesses de la Bibliothèque vaticane doivent beaucoup aux efforts de Grégoire XV pour sauver les raretés manuscrites et imprimées du Palatinat dévasté par les guerres de Religion et leurs suites. C'est l'histoire authentique de la récupération et du voyage périlleux de plusieurs milliers d'ouvrages de Heidelberg à Rome, en 1623, sous la conduite du légat Leone Allacci, que raconte ici avec verve et ce qu'il faut de précision Hélène Bonafous-Murat. Bien documentée, cette aventure exceptionnelle et méconnue permet aussi à l'auteur et, partant, à ses lecteurs une réflexion sur la valeur de l'érudition, sur la beauté des œuvres de ces chaotiques débuts de la Renaissance, autant que sur les hommes, leurs œuvres, leurs grandeurs et leurs petitesses. ***TL***

Le Passage, 352 pages, 19 €.

Dictionnaire amoureux illustré de Versailles. **Franck Ferrand**

C'est une déclaration d'amour, une ode au fleuron de l'ancienne France. Comme le plus savoureux et le meilleur des guides, Franck Ferrand nous fait pénétrer dans les galeries du château, nous emmène à travers les enfilades, nous entraîne jusqu'aux confins du parc pour nous en révéler les secrets. Chaque lettre de l'alphabet est l'occasion d'épanchements savoureux où se mêlent anecdotes, rêveries poétiques, souvenirs intimes et connaissances pointues. Franck Ferrand nous raconte notamment la jeunesse du palais, lorsque ses environs étaient encore parsemés de terrains vagues où s'activaient des milliers d'ouvriers, scrute l'architecture des façades, pénètre dans les bosquets pour débusquer ces « *salons de verdure* » qui ont « *le ciel pour plafond et du gravier pour parquet* ». On referme ce livre comme l'on part en exil : avec l'envie d'y retourner bientôt. ***F-JA***

Plon/Gründ, 296 pages, 29,95 €.

Le Duc du Maine. Le fils préféré de Louis XIV. **Pierre-Louis Lensel**

D'une écriture très cinématographique, Pierre-Louis Lensel nous conte l'histoire douloureuse du duc du Maine, fils adultérin de Louis XIV et de Mme de Montespan. Les sources manquent pour retracer l'existence de celui qui était le fils préféré du roi et le « mignon » de son éducatrice, Mme de Maintenon. Les contemporains ont jugé sévèrement la place que son père souhaitait donner à ce bâtard dont les qualités intellectuelles promettaient pourtant beaucoup. Sa vie fut une succession de rendez-vous manqués. L'analyse psychologique finement menée parvient à montrer que sa « *malédiction est celle des perdants, des prudents, des continents, des vulnérables* ». En ce sens, ce livre montre l'impact des personnalités sur les événements. Tout juste peut-on lui reprocher la confusion entre les citations de l'époque et celles des historiens postérieurs. ***EM-R***

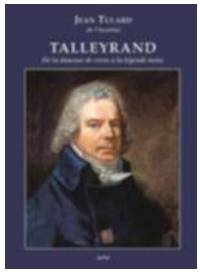
Perrin, 600 pages, 25 €.

La Princesse de Lamballe

Emmanuel de Valicourt

Dans le cercle de Marie-Antoinette, une femme se distingua par son dévouement au point d'en perdre la vie puisqu'elle fut, comme le démontre l'auteur, intentionnellement assassinée le 3 septembre 1792 dans des circonstances odieuses. Tandis que des individus promenaient sa tête sur une pique, d'autres traînèrent son corps dans les rues. Marie-Thérèse de Savoie-Carignan était née princesse de la maison royale du Piémont. Mariée en 1767 au prince de Lamballe, l'arrière-petit-fils de Louis XIV, épouse délaissée, rapidement veuve, elle est propulsée à la Cour par son beau-père. C'est là que son caractère sensible, droit et sincère s'épanouit auprès de la reine. Porté par un récit chronologique rigoureux, le propos d'Emmanuel de Valicourt, tout en finesse, montre la réalité d'une cour plus complexe qu'on ne le dit, dont il est désormais le meilleur spécialiste. ***EM-R***

Tallandier, 320 pages, 21,90 €.



Talleyrand. De la douceur de vivre à la légende noire

Jean Tulard

Fut-il d'abord un immense diplomate, qui défendit la France sur le tapis vert avec plus d'efficacité que d'autres sur les champs de bataille, ou un opportuniste corrompu, reniant l'une après l'autre ses fidélités successives dans le seul dessein d'accumuler la fortune qui lui permît de perpétuer, à son profit, le faste de l'Ancien Régime ? Un évêque apostat, traître à sa religion comme il l'avait été à sa classe sociale, parfois à son pays, ou un infirme qu'on avait obligé, malgré lui, à embrasser sans vocation l'état ecclésiastique ? L'ennemi de Fouché ou son complice ? Le précieux collaborateur de Napoléon ou son pire ennemi ? Jean Tulard ne nous propose pas ici une nouvelle biographie de l'évêque d'Autun, devenu le ministre des Relations extérieures du Directoire, du Consulat et de l'Empire, l'habile négociateur du traité de Vienne en 1814. Bien plutôt une collection de vignettes réfractant les mille et un visages d'un homme qui paraît avoir eu plusieurs vies. Elles font apparaître, comme un kaléidoscope, les facettes innombrables d'un personnage hors du commun, le plus fascinant (après Napoléon bien sûr), peut-être, de ceux que révélèrent la secousse révolutionnaire et l'aventure napoléonienne. ***MDeJ***

SPM, 148 pages, 20 €.

Divine Dorothée. La dernière duchesse de Courlande

Imants Lancmanis

La dernière duchesse de Courlande, Anne Charlotte Dorothée von Medem (1761-1821), est surtout connue en France par sa fille, Dorothée de Courlande (1793-1862), la célèbre duchesse de Dino, mariée à Alexandre Edmond de Talleyrand-Périgord, neveu de Charles-Maurice dont elle fut la maîtresse. Ce magnifique ouvrage, superbement illustré, tout entier consacré à la mère – qui a la beauté, le charme et l'intelligence de la fille –, retrace sa vie et fait découvrir ses résidences, en particulier Rundale, le Versailles letton, et son art de vivre raffiné. En 1796 son époux vend la Courlande à Catherine II contre une somme monumentale ; il meurt en 1800. Libérée de toute contrainte, elle partage son temps entre ses résidences de Saxe et de Bohême et son palais berlinois où elle tient un brillant salon qui réunit, en ces temps de grands bouleversements, l'intelligentsia européenne. Un livre enchanteur qui fait presque oublier les destructions patrimoniales dont a souffert la Lettonie au siècle dernier. ***EM-R***

Lacurne, 424 pages, 55 €.

L'Indivisible. **Laurence Malençon**

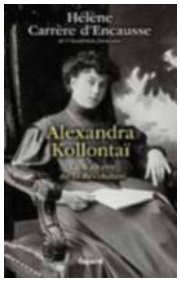
Passionnée et lectrice systématique de tout ce qui touche à la Révolution, Laurence Malençon a préféré passer par le roman pour écrire sur sa spécialité. Elle nous immerge ainsi dans le Paris et la France de la dictature « de salut public », à la suite d'une jeune noble et de son ancien intendant, désormais mêlé à la diplomatie et, partant, aux rivalités entre les membres des Comités. On croise Robespierre, Saint-Just et Danton, mais aussi un étonnant Barère et une poignée de personnages réels et parfois hauts en couleur que Malençon semble connaître intimement. Trafic d'armes et aventures, conflits d'intérêts et de personnes, guillotine et prisons, haine et amour pimentent ce roman formidablement documenté et surprenant de bout en bout. ***TL***

Plon, 550 pages, 20 €.

Le Siècle des chutes. **Charles-Eloi Vial**

De 1814 à 1870 en passant par 1815, 1830 et 1848, le XIX[e] siècle fut *« une succession de couronnes brisées »*, fait remarquer l'auteur, qui s'est penché sur les chutes des deux empereurs et des deux rois constitutionnels français, chassés du pouvoir par les crises de leur temps. Car avec l'abdication, le siècle des révolutions a substitué à l'exécution de Louis XVI la mort politique non sanglante, invariable point de départ d'un exil en forme d'errance. C'est le récit passionnant de chacune de ces chutes, doublé d'une solide analyse de leur signification, que l'on lit ici avec bonheur, de leurs coulisses à leurs ultimes développements, à travers des sources parfois inattendues comme les souvenirs de ces anciens domestiques de Louis-Philippe retrouvés par *Le Figaro* en 1883 pour relater la révolution de 1848. ***GC***

Perrin, 432 pages, 24 €.



Alexandra Kollontaï. La Walkyrie de la Révolution

Hélène Carrère d'Encausse

Le 20 septembre 1924, Alexandra Kollontaï devenait la première femme ambassadeur, représentant les Soviets en Norvège, et marquait ainsi une date dans l'histoire du féminisme international. Hélène Carrère d'Encausse retrace la vie tumultueuse de cette théoricienne de l'émancipation féminine, née en 1872 dans une famille noble d'Ukraine, passionnée par « la question ouvrière », qui se sépare de son mari pour aller à Zurich s'instruire de la pensée de Marx, rencontre Rosa Luxemburg qui l'éblouit, se lie d'amitié avec Paul Lafargue, multiplie les voyages pour parfaire sa connaissance des langues et sans cesse élargir le champ de ses relations au sein du monde socialiste. L'académicienne retrace en détail la carrière de la « camarade Kollontaï », belle et élégante, tôt attirée par les mencheviks réformistes mais attentive à ménager les partisans de Lénine, son exil à Berlin à partir de 1908, puis à Paris à partir de 1911, son ralliement en 1915 aux bolcheviks, son retour triomphal à Petrograd en mars 1917, porteuse des instructions de Lénine qu'elle devance de quelques semaines et dont elle devient porte-parole, son exercice du pouvoir comme commissaire du peuple de la révolution d'Octobre jusqu'à mars 1918, son opposition à la réduction des libertés politiques et à l'oppression, enfin sa vie de diplomate qui l'oblige à se taire mais lui permet de rester utile à son pays. Un portrait subtil d'une femme à l'énergie exceptionnelle ne reculant devant aucun défi, capable de mobiliser des foules par ses talents d'orateurs, combattant sans relâche l'inégalité dont les femmes sont victimes en termes de statut politique, de salaires et de conditions de vie, et convaincue que, pour elles, la solution ne peut exister sans la révolution mais aussi que le mouvement révolutionnaire ne peut réussir s'il exclut les femmes. ***EM-R***

Fayard, 312 pages, 23 €.

Isorni. Les procès historiques. **Gilles Antonowicz**

Avocat de Robert Brasillach et du maréchal Philippe Pétain, Jacques Isorni, surnommé très tôt « l'ange de la défense », avait été d'abord le défenseur des militants communistes pendant la Seconde Guerre mondiale ; il serait plus tard celui des soldats de l'Algérie française. Avocat lui-même, Gilles Antonowicz retrace ici les grandes plaidoiries de ce véritable passionné, habité jusqu'au bout par le souci d'être la voix des sans-voix et marqué à vie par le procès Pétain. Il dresse ce faisant autant le portrait d'un avocat confronté aux soubresauts d'une époque politiquement troublée que l'éloge de la défense, faisant souvent face aux vindictes des pouvoirs en place. ***PM***

Les Belles Lettres, 208 pages, 19 €.

Le Temps des guépards. **Michel Goya**

Le savez-vous ? Depuis la fin de la guerre d'Algérie, l'armée française a été présente en permanence sur plusieurs points du globe. Une véritable « *guerre mondiale* », note Michel Goya, spécialiste des questions militaires. « *En soixante ans*, explique-t-il, *nos soldats ont été ainsi engagés dans 32 grandes expéditions, guerres, confrontations et opérations de police internationale et une centaine d'opérations de plus petite ampleur.* » Elles se nomment Daguet, Turquoise, Licorne ou Barkhane et l'auteur les raconte tout en essayant de distinguer les forces et les faiblesses de la France pour les années futures. ***PM***

Tallandier, 368 pages, 21,90 €.

Penser le communisme. **Thierry Wolton**

Après sa magistrale *Histoire mondiale du communisme* (en trois volumes, *Les Bourreaux*, *Les Victimes*, *Les Complices*, désormais accessibles dans la collection « Tempus »), consacrée à la pratique mortifère de ce totalitarisme dans toutes ses versions, Thierry Wolton ne pouvait pas manquer de traquer la théorie qui lui a donné naissance. Sous tous ses angles : les conditions préalables, les ressorts du succès (chapitre particulièrement instructif), les raisons de l'échec, mais aussi les mutations possibles. Car, c'est un fait, l'*Homo communistus* a fait des petits, ardents fourriers d'une régression des libertés que l'égalitarisme a toujours portée. Avec ce décryptage fouillé jusqu'à l'os et aux aperçus parfois dérangeants, Wolton clôt en majesté une œuvre nécessaire sur un phénomène idéologique aux dégâts incommensurables. ***H-CG***

Grasset, 288 pages, 20,90 €.

Islam et islamisme. Frères ennemis ou frères siamois ?

Marie-Thérèse Urvoy

« Islamisme » : ce mot est-il une précaution langagière ou recouvre-t-il une réalité ? Après tout, aucune autre religion ou spiritualité – christianisme, judaïsme, bouddhisme – ne distingue un degré de radicalité par l'usage du suffixe « isme ». Ce court essai érudit de l'éminente islamologue Marie-Thérèse Urvoy vient creuser la délicate question du partage des eaux entre l'extrémisme et la modération en islam. Sans surprise, elle montre que la limite est difficile à trancher et que, dès ses débuts, la tension interne du Coran prête le flanc à une lecture violente. Si les plus absolutistes ont pu être marginalisés par souci de réalisme social, il y a au cœur du texte et de la doctrine islamique les ingrédients d'un sectarisme de conquête, dans lesquels puiseront sans cesse les plus radicaux. ***EB***

Artège, 168 pages, 14,90 €.

Par Eugénie Bastié

© HANNAH ASSOULINE/OPALE.

L'AMOUR, LA MORT ET L'OCCIDENT

Dans son dernier roman, *Anéantir*, Michel Houellebecq décrit avec une rare puissance et une inhabituelle forme de tendresse ce qui demeure lorsque le monde s'effondre.

Que peut écrire Houellebecq qu'il n'ait déjà écrit ? Le romancier de la misère sexuelle, de la détresse de l'individu occidental, de la folie transhumaniste a-t-il encore des choses à nous dire ? Après *Soumission* qui décrivait l'islamisation de la France sur fond de vide spirituel et *Sérotonine* qui montrait l'horreur du monde sans Dieu, *Anéantir* parvient pourtant à renouveler le genre houellebecquien dans une forme plus tendre. Bien sûr, on est encore loin de la « positive attitude », on croise des héros dépressifs, de nombreuses marques d'alcool, du sexe cru et consolateur, des sandwichs Sodebo et des halls de gare déprimants. Mais il y a aussi dans ce livre une douce lumière qui réchauffe notre modernité glacée.

La politique, comme toujours chez Houellebecq, est présente dans le livre, mais sous forme d'arrière-plan ébauché. Nous sommes en 2027, un président de la République startupeur converti aux vertus de la réindustrialisation achève son deuxième mandat. La France retrouve son rang économique, mais le déclin est toujours là, comme une fièvre endémique que rien ne peut guérir. « *Le concept de décadence avait beau être difficile à cerner, il n'en était pas moins une réalité puissante ; et cela aussi, cela surtout, les hommes politiques étaient incapables de l'infléchir (…). Le destin de la France, malgré les pittoresques fanfaronnades du général, avait-il réellement différé de celui des autres pays occidentaux ?* » Une mystérieuse secte commet des attentats technophobes qui donnent leur titre au livre. « *Si l'objectif des terroristes était d'anéantir le monde tel qu'il le connaissait, d'anéantir le monde moderne, il ne pouvait pas leur donner tout à fait tort* ». Pourtant, toute l'intrigue politique demeure inachevée et s'efface peu à peu pour laisser place aux trajectoires singulières des personnages, comme si, derrière l'anéantissement qui est la toile de fond de l'Occident, le romancier cherchait à décrire ce qui demeure. L'amour, la mort, la famille, le couple : quelques murs porteurs au milieu des gravats que s'attache à dessiner l'écrivain dans un saisissant dénuement.

L'amour d'abord. Dans *Sérotonine*, Houellebecq avait déjà décrit pour la première fois de son œuvre une vraie histoire d'amour sous la forme d'un chagrin irréparable, la perte par Florent-Claude de Camille. C'était la réhabilitation de l'amour romantique. Dans *Anéantir*, c'est celle de l'amour conjugal. On y suit quatre couples composés de mâles blancs amoindris ou dépressifs et de quatre femmes qui, c'est rare chez Houellebecq, sont toutes des personnages positifs : Cécile, la sœur et mère de famille catholique ; Madeleine, la belle-mère de condition modeste ; Maryse, l'aide-soignante béninoise et Prudence, la compagne haut fonctionnaire du narrateur, dont le roman raconte les retrouvailles progressives avec sa féminité. Ces quatre femmes ont pour points communs de ne pas être des féministes vouées à leur carrière et leurs désirs (comme la détestable Indy, personnage archétypal de la salope libérée houellebecquienne), mais d'être dévouées, patientes, et fidèles. Le couple et, même, la conjugalité se voient dépeints comme la seule occasion restante de bonheur. « *L'entité constituée par un couple, et plus précisément par un couple hétérosexuel, demeure la principale possibilité pratique de manifestation de l'amour* ».

La mort ensuite. Les personnages houellebecquiens sont très souvent suicidaires (le dernier héros de *Sérotonine* mettait fin à ses jours tout en se convertissant au christianisme), mais c'est moins le suicide que l'agonie qui intéresse le romancier dans *Anéantir*. Dans des pages saisissantes, Houellebecq décrit au scalpel l'enfer des Ehpad où sont parqués les vieux dont on ne veut plus s'occuper. La question de l'euthanasie, dont on sait qu'elle obsède l'écrivain, règne en surplomb. Certains trouveront la longue agonie qui occupe la dernière partie d'une lassitude déprimante, un long tunnel menant au néant. Mais c'est justement ce dépouillement littéraire progressif, cette description minutieuse de l'univers médical (nourrie de nombreuses recherches menées auprès de médecins), ce renoncement à toutes les intrigues devenues secondaires quand sonne le glas, qui font la puissance de ce roman. Ce Golgotha sans espérance, triste et poignant, nous pose cette question essentielle : comment mourir dans une civilisation qui ne veut plus vivre ?

À LIRE

Anéantir
Michel Houellebecq
Flammarion
736 pages
26 €

Par Marie-Amélie Brocard

Sissi face à un autre destin

Après la version niaise d'Ernst Marischka qui faisait rêver les petites filles, voici désormais la variante féministe porno chic du mythe Sissi, qui ne fera rêver personne.

Que les mères de jeunes filles qui escomptaient faire partager les émois de leur enfance à leurs adolescentes passent leur chemin ! Comme un panneau indiquant « *Attention : transgression* », la série s'ouvre sur la jeune duchesse (on rappelle qu'elle a alors 15 ans) s'adonnant aux plaisirs intimes, bien qu'elle admette quelques scènes plus tard ignorer ce qui doit lui arriver dans la chambre nuptiale. Les cartes détaillant les différentes positions du Kama-sutra fournies par sa sœur n'étant manifestement pas suffisantes, elle finit dans le bordel du coin afin d'en apprendre davantage auprès de la prostituée choisie quelque temps plus tôt par son fiancé, avant de déguiser cette dernière en aristocrate pour en faire à la Cour sa dame de compagnie, confidente et meilleure amie. Il ne faut jamais avoir peur d'en faire trop…

Parce qu'il ne peut y avoir de figure féminine populaire dans l'Histoire sans que notre narcissique monde moderne n'en fasse une icône féministe avant l'heure, perdue dans une société qui n'était pas encore prête, cette Sissi 2021 n'échappe pas à la règle, peu importe si cela ne correspond en rien au personnage historique. Sissi était une dépressive, capricieuse et lunatique, obsédée par son apparence, fuyant autant qu'elle le pouvait son rôle d'épouse et ses devoirs d'impératrice. Qu'à cela ne tienne, on en fera une femme forte, jouant de sa sexualité, habitée par son rôle dans les plus grandes épreuves, participant à la vie politique et guidant l'empereur dans l'art du gouvernement.

Ce portrait s'accommode assez difficilement de l'image d'une pauvre jeune fille victime de la vilaine cour de Vienne. Aussi sa lutte contre l'étiquette et le protocole est-elle rapidement réduite à quelques passes d'armes avec la comtesse Esterházy, tournée en ridicule, qui deviendra étonnamment son alliée avec le temps et l'aidera finalement à imposer à la Cour sa dame de compagnie aux origines douteuses. Quant à l'archiduchesse Sophie, dont le rôle de méchante belle-mère acariâtre est traditionnellement acquis, elle ne s'oppose ici à sa belle-fille que très superficiellement, lui apportant même régulièrement soutien et réconfort dès le moment où son fils s'apprête à la choisir à la place de sa sœur, en jouant le rôle de la bonne fée qui transforme la robe déchirée en robe de bal à paillettes du meilleur goût !

Car en réalité, c'est François-Joseph, l'empereur d'Autriche, qui est dans le viseur. On tente de nous vendre une romance de contes de fées, mais on peine à comprendre ce qui attire la jeune fille au point d'oublier en un instant le « grand amour » dont elle porte le deuil pour les beaux yeux de ce prince moyennement charmant, qui dès leur rencontre manifeste un mépris crétin et une forme de violence toxique. On sent bien que la série essaye de nous convaincre qu'ils vivent une histoire d'amour de légende, mais malgré quelques oasis de bonheur conjugal en forme de parties de jambes en l'air, leur idylle ne parvient pas à faire illusion. Entre deux orgies, passages au bordel ou consommation de drogue, Franz fuit dès que la moindre difficulté se présente, rejetant systématiquement la responsabilité sur sa femme, se détournant d'elle et l'accablant de reproches, tandis qu'elle se démène pour lui plaire et porte à bout de bras son couple et un époux qu'elle n'abandonne jamais.

Où est passé l'homme fou d'amour pour sa fantasque épouse qui, s'il fut sûrement maladroit et manqua probablement de finesse, ne cessa jamais de l'adorer, cédant à tous ses désirs, la suppliant de revenir de ses incessants voyages aux allures de fuites et l'attendant inlassablement ? Les tentatives d'intrusion des questions politiques, jamais contextualisées, achèvent de dessiner le portrait caricatural d'un homme violent, étranger à toute pitié, incapable de prendre une décision (systématiquement stupide) autrement que sous le coup de la colère, dont la gouvernance est heureusement tempérée par les interventions de sa femme. Finalement, ce qui fait ici de Sissi une icône, c'est d'être à la fois victime et bouclier contre le pouvoir de nuisance du dernier grand monarque européen. *Die Kaiserin*, une autre mini-série sur Sissi, produite cette fois par Netflix, devrait sortir en 2022. Annoncée comme la nouvelle *The Crown*, on attend avec curiosité de voir comment, cette fois, la vie de la célèbre impératrice sera exploitée.

***Sissi*, disponible sur la plateforme Salto, 6 épisodes de 50 minutes.**

© RTL. © COURTESY OF HBO. © AMAZON PRIME VIDEO/STX ENTERTAINMENT.

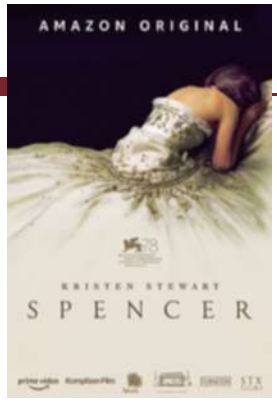
AMERICAN DREAM

Depuis le sous-sol s'affaire le ballet des domestiques. A l'étage, de vieilles familles tentent de maintenir leurs positions dans un monde qui change. L'arrivée d'un jeune parent, étranger à cet univers et qui remet en question en même temps qu'il les découvre les règles qui le régissent, va marquer l'avènement d'une nouvelle ère. Ce scénario vous semble familier ? Rien de surprenant puisqu'il s'agit de *The Gilded Age,* la nouvelle série de Julian Fellowes, le créateur de *Downton Abbey.* Pour l'occasion, on quitte les contrées humides de Grande-Bretagne et leurs demeures ancestrales pour découvrir la fin du XIXe siècle dans une Amérique en plein essor. Orpheline et ruinée, la jeune Marian Brook quitte ainsi sa Pennsylvanie natale pour habiter avec ses tantes, Agnes van Rhijn et Ada Brook, dans l'effervescence d'un New York en plein âge d'or, le *« Gilded Age »,* qui commence à la fin de la guerre de Sécession. La jeune femme sert alors de guide au spectateur dans un monde qu'elle découvre en même temps que lui, obéissant à ses propres codes. Alors que les Etats-Unis, émancipés depuis un siècle de la tutelle britannique, connaissent une période de croissance économique, industrielle et démographique sans précédent, le visage de New York se transforme en profondeur avec l'installation de nouveaux arrivants aux fortunes récentes, désireux à la fois de s'intégrer et de supplanter les vieilles familles historiques new-yorkaises qui tiennent lieu d'aristocratie locale. En face de chez tante Agnes, George et Bertha Russell ont ainsi fait bâtir leur hôtel particulier dans une débauche de luxe. Lui est un magnat des chemins de fer, déterminé à développer son empire quoi qu'il en coûte ; elle, tout aussi ambitieuse, est prête à tout pour être admise dans la bonne société qui, malgré sa fortune, continue à la regarder de haut et à l'éviter. Bien que sa tante soit très soucieuse de ne pas frayer avec ces voisins parvenus, Marian, embarquée dans ce conflit de classes, souhaite bousculer cet ordre établi qui lui est imposé. La traversée de l'Atlantique n'a en rien altéré les qualités auxquelles Julian Fellowes nous a habitués : une reconstitution historique impeccable, une photographie remarquable, une réalisation aux airs de ballet, des dialogues ciselés, des costumes et des intérieurs sublimes. Si le va-et-vient entre le monde des domestiques et celui de leurs maîtres rappelle *Downton Abbey,* l'importance qu'il occupait dans la série britannique est remplacée ici par l'alternance entre la maisonnée des nouveaux arrivés et celle des anciennes familles, *« the New and the Old »,* dont l'opposition s'installe rapidement comme le cœur de la série.

***The Gilded Age,* sur OCS, saison 1, 9 épisodes.**

FILM

PRISON BREAK



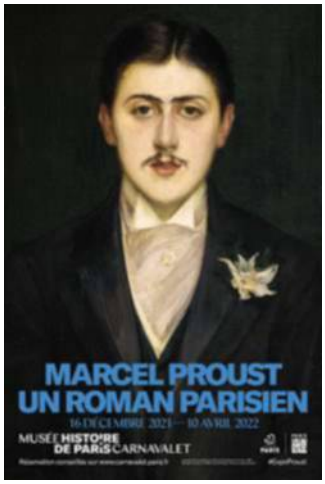
Encensé à la Mostra de Venise, le dernier biopic en date sur la princesse Diana est arrivé en janvier en France directement sur la plateforme de streaming d'Amazon. Réalisé par Pablo Larraín, à qui l'on doit également le biopic sur Jackie Kennedy, et porté par Kristen Stewart, *Spencer* se concentre sur trois jours passés par la famille royale à Sandringham House à l'occasion de Noël, une dizaine d'années après le mariage de la jeune femme avec le prince de Galles. Week-end décisif qui voit Diana lutter contre ses démons, être à la limite de sombrer avant de reprendre de force sa liberté. L'ambiance fantasmagorique, qui flirte à l'occasion avec l'univers du film d'horreur, l'absence de repères datés habillent l'ensemble d'un flou entre fiction et reconstitution historique.

Déboussolée, oppressée, prisonnière de règles qu'elle honnit et de sa boulimie, la princesse occupe pratiquement seule la plus grande partie du film : le reste de la famille royale est relégué au rôle de figurants dont on ne sait pas même quels noms mettre sur quels visages. L'ombre de « elle », la maîtresse dont on ne prononce pas le nom, plane continuellement. Dans ses crises d'angoisse, Diana voit Anne Boleyn, la reine délaissée, encombrante, exécutée pour laisser place à la nouvelle maîtresse. Au bord du gouffre, elle transforme finalement son désespoir en force pour s'enfuir vers la liberté.

On nous avait vendu un « miracle ». Or, si ce film comporte quelques bons éléments, on est malheureusement loin du compte. Kristen Stewart surjoue une Diana à la tête penchée et aux épaules remontées. La musique est irritante. Le film accumule longueurs et lenteurs. Malgré tous les efforts du cinéaste – peut-être à cause d'eux, d'ailleurs – on ne parvient pas à adhérer à cette ode forcée à la liberté qui ne dit rien de plus sur la princesse Diana que ce qui a déjà été dit mille fois. ***M-AB***

***Spencer,* de Pablo Larraín, sur Prime Video, 1 h 56.**

Par François-Joseph Ambroselli
et Pierre-Alexis Michau



Paris retrouvé

A l'occasion du 150e anniversaire de la naissance de Marcel Proust, le musée Carnavalet nous emmène à la découverte du Paris que connut l'écrivain.

Une ville où se mêlent fiction et réalité, des rues où se côtoient auteur et personnages : le musée Carnavalet plonge le spectateur au cœur du Paris proustien, dans les dédales de cette ville tentaculaire qui servit de cadre à son inspiration. Près de 280 tableaux, dessins, photographies, sculptures, maquettes, accessoires, manuscrits, vêtements, pièces de mobilier font découvrir notamment le décor de son enfance près de l'église de la Madeleine (*« un des quartiers les plus laids de la ville »*), où les avenues se croisent et déversent sur les places leur flot de calèches et de passants, que Pissarro se plut à peindre en quelques touches de pinceau. Plus loin, on s'imagine pénétrer dans ces soirées mondaines où, devenu adulte, l'écrivain brillait par sa finesse d'esprit et observait avec attention les manières affectées des aristocrates pour les reproduire dans les chroniques qu'il donnait au *Figaro*.

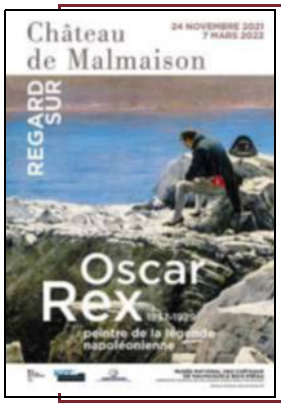
A partir de 1906, constamment accablé par de douloureuses crises d'asthme, il s'installa boulevard Haussmann où, retranché dans une chambre capitonnée de liège pour se protéger des bruits de la ville, il allait se consacrer pleinement à sa *Recherche du temps perdu*, ne quittant sa tanière que la nuit tombée, pour dîner rue Royale ou place Vendôme. Cet ermite de la littérature, dont l'on observe la *« tête d'œuf de Pâques »* (Jean Cocteau) dans le célèbre portrait peint par Jacques-Emile Blanche, s'éteignit le 18 novembre 1922, quelques semaines après avoir annoncé *« une grande nouvelle »* à sa servante : *« Cette nuit, j'ai mis le mot "fin". »*

« Marcel Proust, un roman parisien » jusqu'au 10 avril 2022. Musée Carnavalet-Histoire de Paris, 75003 Paris. Ouvert tous les jours sauf les lundis, de 10 h à 18 h. Tarifs : 11 €/9 €. Rens. : www.carnavalet.paris.fr ; 01 44 59 58 58. Catalogue, Paris Musées, 256 pages, 39,90 €.

MOLIÈRE SUPERSTAR

Du comédien on ne sait presque rien, sinon qu'il pouvait faire rire une assistance avec le mouvement de ses sourcils. Il en va de même pour sa vie : nimbée de mystères. Jean-Baptiste Poquelin, dit Molière, est mort en 1673, à 51 ans, au sommet de sa gloire, quelques heures après la quatrième représentation de son *Malade imaginaire*, sans laisser derrière lui aucun manuscrit. Ces zones d'ombre ont permis à nombre d'affabulateurs de prospérer. Elles ont surtout permis à chaque époque de s'inventer leur propre Molière : philosophe moraliste au XVIIIe siècle, porte-étendard de l'esprit français et de la « race gauloise » au XIXe siècle, homme proche du peuple au XXe siècle… L'exposition de l'espace Richaud à Versailles décape le mythe et présente près de 200 peintures, sculptures, archives manuscrites, costumes, maquettes de décors, accessoires de jeux, qui témoignent de la richesse de son héritage.

« Molière, la fabrique d'une gloire nationale (1622-2022) », jusqu'au 17 avril 2022. Espace Richaud, 78000 Versailles. Ouvert du mercredi au vendredi de 12 h à 19 h, et de 10 h à 19 h le week-end. Tarif : 5 €/4 €. Rens. : www.versailles.fr ; 01 30 97 28 66. Catalogue, Editions du Seuil, 272 pages, 35 €.



LE SOUVENIR ET LA LÉGENDE

Autrichien né à Graz en 1857, le peintre Oscar Rex a grandi sur une terre que Napoléon s'était plu à conquérir. Il ne semble pas lui en avoir gardé rancune. Un peu avant 1900, cet artiste à la touche précise lui consacra en effet un cycle d'une vingtaine de peintures aux titres évocateurs, mettant en scène l'Empereur dans son quotidien. Six d'entre elles sont actuellement mises à l'honneur au château de Malmaison, au côté des mille et une merveilles de la collection permanente. On y voit notamment « l'Ogre » lever un poing rageur vers l'Angleterre depuis une plage de la Manche *(Et vous là-bas !)*, tenir son fils debout sur un globe terrestre *(C'est pour toi)*, ou se morfondre à Sainte-Hélène, ruminant ces mots fatals : *C'est fini !*

« Oscar Rex, peintre de la légende napoléonienne », jusqu'au 7 mars 2022. Musée national du château de Malmaison, 92500 Rueil-Malmaison. Ouvert tous les jours sauf le mardi, de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 15 (17 h 45 le week-end). Tarifs : 6,50 €/5 €. Rens. : www.chateau-malmaison.fr ; 01 41 29 05 55.

Par Jean-Robert Pitte, *de l'Institut*

© H-K.

LES PETITS PLATS DANS LES GRANDS

Longtemps le service « à la française » fut de règle aux tables d'Europe, avant qu'il ne cède la place aux modes russe et anglaise.

Depuis l'Antiquité, dans toutes les civilisations de la planète, les repas festifs ont toujours été accumulatifs, c'est-à-dire constitués de plats multiples servis sur la table ou sur des dessertes, en même temps ou en plusieurs services successifs. C'est le cas des grandes cuisines du monde, en particulier la romaine, la chinoise, la coréenne, la japonaise (c'est le principe du *washoku*, entré au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco en 2013), l'ottomane, en grande partie héritée de Byzance, la grecque, la persane, la marocaine, l'indienne, la mexicaine. C'était le cas jadis dans toute l'Europe occidentale, surtout dans la haute société, en particulier à la table des rois et des princes, la France ayant poussé cet art à son paroxysme, surtout sous les derniers Bourbons et dans la première moitié du XIXe siècle avec le grand service « à la française », au cours duquel des dizaines de mets présentés dans des plats d'argent, voire d'or, ou de porcelaine fine, pouvaient être disposés sur la table au cours de plusieurs services. La profusion des mets interdisait de manger chaud et de les marier à des vins différents. On servait un vin unique, coupé d'eau et, parfois, de glace.

Cette pratique somptuaire est encore vivante sous le Premier Empire. Le cuisinier Antonin Carême y est passionnément attaché. Elle est brusquement remise en cause par l'ambassadeur de Russie à Paris, le prince Alexandre Kourakine, qui subit de graves brûlures au cours d'un incendie survenu pendant un bal donné en 1810 à l'ambassade d'Autriche. La mobilité de ses membres étant réduite, il demande que les différents plats offerts à sa table soient présentés un à un à chaque convive, invité à se servir lui-même. C'est l'époque où la qualité des vins s'améliore en même temps que leurs saveurs se diversifient. Naît alors la belle idée de marier mets et vins afin de susciter des harmonies et des émotions dont Brillat-Savarin sera le premier théoricien en 1825 dans sa *Physiologie du goût*. La mode du service « à la russe » se répand et triomphera sous le Second Empire. Les Anglais l'adoptent mais, dans le service « à l'anglaise », c'est le maître d'hôtel qui dépose les mets dans l'assiette du convive. En France, ne demeurent du vieux style que les buffets de hors-d'œuvre, qui eux-mêmes se démodent depuis les années 1960, hormis dans les bouchons, ces temples du bien-manger de la capitale des Gaules, où les « saladiers lyonnais » demeurent une institution, arrosés d'un seul vin tiré du troisième fleuve de la ville : le beaujolais. Une nouvelle mode se répand depuis quelques décennies dans l'univers de la restauration : celle du service « à la japonaise », qui consiste à apporter aux convives de minuscules bouchées plus décoratives que bonnes, servies dans de grandes assiettes les unes après les autres. Malgré les apparences, cette manière confuse n'a que de lointains rapports avec les codes raffinés de la cuisine nippone…

© BRIDGEMAN IMAGES. © WWW.SOSGRISBICHE.BLOGSPOT.COM

IMPÉRIAL
Repas du couronnement de l'archiduc d'Autriche, futur Joseph II, à Francfort en 1764 (détail), atelier de Van Meytens, XVIIIe siècle (Vienne, Kunsthistorisches Museum).

LA RECETTE

LES HUÎTRES À LA BORDELAISE

Brillat-Savarin a suggéré quelques alliances mets-vins d'anthologie : les marrons grillés avec un vin bourru du Bugey, la poularde avec un graves, la bécasse ou le faisan sur sa rôtie avec un chambertin, le consommé avec du madère, le fromage avec du malaga. Les Bordelais raffinés affectionnent quant à eux un mariage audacieux entre les huîtres du bassin d'Arcachon et des crépinettes de porc grillées, accompagnées d'un sauternes : un feu d'artifice terre-mer et salé-sucré !

EN COUVERTURE

36
Rome, ville ouverte

La marche sur Rome, qui porta Mussolini au pouvoir le 29 octobre 1922, est l'aboutissement d'un long enchaînement de crises et d'erreurs politiques dans une Italie fracturée par la Première Guerre mondiale.

50
Anatomie du fascisme

La dictature instaurée par Mussolini visait, par l'encadrement des citoyens, à métamorphoser la société italienne et à créer un homme nouveau. Décryptage.

© TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES. © FOTOTECA/LEEMAGE/BRIDGEMAN IMAGES. © LAURENT PATURAUD POUR LE FIGARO HISTOIRE. © KEYSTONE-FRANCE.

60

La Troisième Rome

Pour donner à son pouvoir l'aura de la Rome impériale, Mussolini se livra pendant vingt ans à une transformation radicale et irréversible du centre historique de la capitale italienne.

Mussolini
L'illusion fasciste

Et aussi

Un gendre idéal
Le monde selon Mussolini
Le colosse aux pieds d'argile
Tête d'affiche
Le bal des maudits
Mortelle randonnée
À l'ombre des faisceaux
Le voyage du condottiere

Les ombres du passé Des militants d'extrême droite font le salut fasciste (salut romain) devant la tombe de Mussolini, dans sa ville natale de Predappio (Emilie-Romagne), le 28 octobre 2012, à l'occasion du 90e anniversaire de la marche sur Rome.

© TIZIANA FABI/AFP.

Rome Ville Ouverte

Par Philippe Foro

L'avènement du fascisme en Italie, en 1922, se joua dans un pays affaibli économiquement par la Première Guerre mondiale et secoué par des mouvements sociaux de grande ampleur. Profitant de la faiblesse de l'Etat et d'une situation de quasi-guerre civile, Mussolini n'eut aucun mal à s'imposer à la tête du gouvernement.

Le 30 octobre 1922, au lendemain de la marche sur Rome, Benito Mussolini était nommé président du Conseil. Presque rien à l'automne 1919, il se retrouvait trois ans plus tard chef du gouvernement. Avec lui, le Parti national fasciste (PNF) parvenait au pouvoir. Comment expliquer une telle situation ? Fruit de multiples crises, des erreurs des uns, de l'opportunisme des autres, l'avènement du fascisme ne manque pas d'interroger l'historien.

Ancienne et prestigieuse par la culture, l'Italie est alors une jeune nation, dont l'Etat unitaire n'a été proclamé que soixante ans plus tôt, en 1861. D'importants problèmes ne sont pas encore résolus au moment de la Grande Guerre : les relations entre l'Etat et l'Eglise restent délicates et la question romaine n'est toujours pas close ; l'écart entre le nord de la péninsule et le *Mezzogiorno* (le Midi) n'est pas résorbé ; la question de l'émigration subsiste et 873 000 Italiens ont quitté le pays en 1913.

Plusieurs facteurs fracturent en outre l'Italie au sortir de la Première Guerre mondiale. La Grande Guerre, attendue par certains, subie par beaucoup, a bouleversé un pays encore fragile mais qui a soutenu le coût de la guerre par des efforts humains (le pays a compté 671 000 morts) et économiques considérables. L'Italie est certes victorieuse, mais le conflit laisse des stigmates profonds, qui favoriseront l'arrivée du fascisme au pouvoir.

La délégation italienne qui se rend à la Conférence de la paix de Paris en janvier 1919 a pour principal document de négociations le traité de Londres, que l'Italie a signé avec la Grande-Bretagne, la France et la Russie le 26 avril 1915. Dès le 24 octobre 1918, Gabriele D'Annunzio, l'un des maîtres de la littérature italienne, écrivait dans le *Corriere della Sera* : *« Notre victoire ne sera pas mutilée. »* Il est vrai que parmi les quatorze points énoncés par Wilson le 8 janvier 1918, le point 9 précise qu'une *« rectification des frontières italiennes devra être opérée conformément aux données clairement perceptibles du principe des nationalités »*. C'est dire qu'elle devra obéir non aux souhaits de son bénéficiaire, mais au consentement des populations. Le 7 février 1919, quand Orlando, président du Conseil italien, présente donc les revendications prévues par le traité de Londres, les exigences italiennes se heurtent logiquement à l'opposition de Wilson et des dirigeants de la future Yougoslavie. Finalement, le traité de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919 accordera à l'Italie le Trentin et le Haut-Adige jusqu'au Brenner, la Vénétie julienne, l'Istrie, une partie de la Dalmatie. Mais elle n'obtiendra, comme elle l'exigeait, ni la totalité de la Dalmatie, ni le protectorat sur l'Albanie, encore moins des colonies en Afrique.

Ces résultats diplomatiques, souvent présentés comme un facteur essentiel de la montée du fascisme, ont-ils traumatisé à ce point le peuple italien ? Les élections du 16 novembre 1919, organisées selon le système proportionnel et le suffrage universel masculin, adopté en janvier 1919, sont une bonne jauge. Le parti socialiste y triple sa représentation parlementaire par rapport à 1913, avec 156 députés au lieu de 52. Le nouveau parti populaire, de tendance démocrate-chrétienne, obtient 100 députés. Ainsi, les deux grandes forces opposées à la participation de l'Italie à la guerre, les socialistes et les catholiques, rassemblent près de 53 % des voix. Les députés libéraux, force politique dominante de l'avant-guerre, regroupent de leur côté 216 sièges. Parmi eux, environ 75 sont proches de Giovanni Giolitti. Or le vieux leader libéral, qui a dominé la vie politique au début du XX^{e} siècle, avait lui aussi dénoncé l'intervention dans la guerre lors d'un discours prononcé le 12 octobre 1919. Pour leur

© TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES. © COSTA/LEEMAGE/BRIDGEMAN IMAGES.

L'ARME AU POING Ci-dessus : à Milan, en août 1922, des équipes fascistes *(squadre)* s'organisent pour mener des expéditions punitives contre les ouvriers grévistes dans les usines et les campagnes. Page de gauche : Mussolini et les quadrumvirs à la tête de la marche sur Rome, le 28 octobre 1922. De gauche à droite : Michele Bianchi, Italo Balbo, Benito Mussolini, Cesare Maria De Vecchi et Emilio De Bono.

part, les listes d'anciens combattants nationalistes n'obtiennent que 17 élus. Ainsi, ce sont bel et bien les héritiers des tendances neutralistes de 1915 qui remportent les élections et l'on constate que, dans ses profondeurs, le peuple italien n'adhère guère aux thèses des défenseurs de la « victoire mutilée ».

La grande figure du mouvement nationaliste est Gabriele D'Annunzio. Le 12 septembre 1919, ulcéré par les traités de paix, il occupe Fiume, ville d'Istrie revendiquée par les divers courants nationalistes, avec des anciens combattants issus pour beaucoup des *arditi,* membres de troupes d'élite italiennes. L'expérience politique de Fiume annonce, par certains aspects, le fascisme à travers le culte du chef et une liturgie de grands rassemblements. Elle est empreinte d'une atmosphère qui hypothèque l'avenir de la jeune démocratie italienne. Attaqués par les troupes du général Caviglia, D'Annunzio et ses partisans devront évacuer Fiume le 18 janvier 1921.

Difficultés d'après-guerre

L'économie italienne sort affaiblie du conflit. Le déficit budgétaire atteint 23,3 milliards de lires en 1918-1919 et les prix ont été multipliés par six entre 1913 et 1920. La reconversion de l'économie de guerre se fait lentement, favorisant le chômage. La démobilisation est ralentie au printemps 1919, à la fois pour permettre à l'Italie de disposer d'une armée lorsque s'ouvrent les négociations internationales et pour éviter l'aggravation des tensions sociales que risque de provoquer la démobilisation sans emploi de trop nombreux soldats.

Si la guerre a fait de l'Italie une grande puissance industrielle, cette réussite reste fragile car très liée aux circonstances. Stimulée jusque-là par le conflit, la production est à la baisse. Les grandes entreprises souffrent de l'arrêt des commandes de l'Etat et des difficultés des banques à les soutenir dans cette période de marasme. Ainsi la Fiat, qui produit 15 000 véhicules en 1918, n'en produit plus que 7 500 en 1921. La production agricole ne sort pas non plus indemne de la guerre à cause du manque de bras dans les campagnes. La production de blé, qui atteignait 5,6 millions de tonnes en 1913, n'est plus que de 3,7 millions en 1920. A ce marasme économique s'ajoute une crise sociale qui affaiblit un peu plus la démocratie libérale italienne.

Les revendications ouvrières concernent les salaires et les conditions de travail ; elles aboutissent à une multiplication des conflits sociaux, qui s'étendent du printemps 1919 à l'automne 1920, une période baptisée *« biennio rosso »* (les deux années rouges). En juin 1919, les usines métallurgiques de Naples sont en grève. En septembre, un premier conseil d'usine est constitué à Turin par les ouvriers de la Fiat pour se substituer à la commission interne, accusée de collaborer avec la direction. Une vague de grèves débute en janvier 1920 dans les chemins de fer et les postes, en mars à Turin, afin de protester contre la mise en vigueur de l'heure d'été dite heure légale. Le phénomène nouveau vient de l'habitude d'occuper des usines en grève, avec des tentatives plus ou moins longues de gestion ouvrière.

De manière simultanée, l'agitation se développe dans le milieu rural. Des grandes propriétés sont occupées en juillet et

en août 1919 dans la campagne romaine. Le mouvement s'étend dans le *Mezzogiorno,* en particulier dans les Pouilles et en Sicile, puis en Emilie-Romagne et dans la vallée du Pô. Ces manifestations rurales rassemblent près de 500 000 ouvriers agricoles *(i braccianti)* qui réclament une réelle réforme agraire, promise en 1915 et en 1917. Entre janvier et mars 1920, les campagnes d'Emilie-Romagne connaissent des manifestations d'ouvriers agricoles réclamant de meilleurs contrats, d'autant plus que les pertes de la guerre ont diminué la concurrence sur le marché du travail.

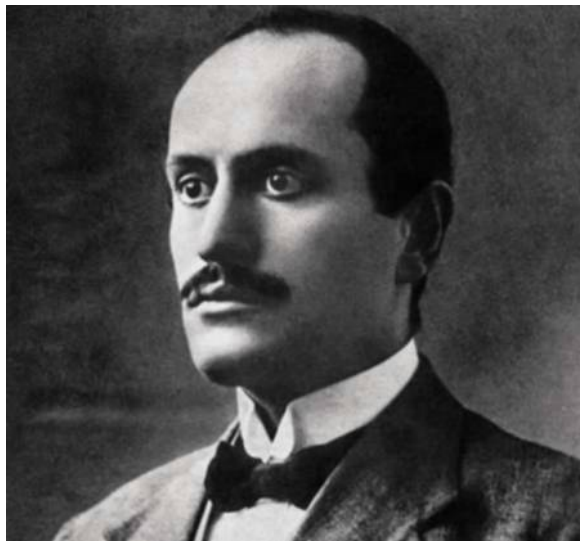
Or l'Etat italien n'adopte pas une politique claire. Le gouvernement Nitti (juin 1919-juin 1920) est passif, craignant de ne pouvoir contrôler une politique de franche répression, même si localement des préfets ont pu prendre des initiatives fermes. Lorsque Giolitti retrouve la présidence du Conseil en juin 1920, il ne souhaite pas non plus agir brutalement et préfère laisser la situation se décanter, espérant bénéficier de la lassitude et négocier en position d'arbitre. Mais la peur d'une expérience bolchevique est dans de nombreux esprits et la politique du gouvernement est dès lors mal comprise par une large partie des industriels. A l'automne 1920, l'essentiel de l'agitation sociale est passé, mais elle laisse frustrations et rancœurs. Une partie de la gauche italienne estime qu'une chance a été gâchée de renverser le système bourgeois. De l'autre côté, la bourgeoisie italienne et une bonne partie du monde des campagnes ont eu peur et veulent éviter une récidive, quitte à tenter une expérience politique lourde d'inconnu.

Naissance du fascisme

Formule d'Angelo Tasca, la *« contre-révolution posthume et préventive »* signifie la volonté de briser toute velléité d'un retour à l'agitation sociale au moment où la vague révolutionnaire des années 1919-1920 est en reflux. A la fois réaction à retardement et réaction préventive en prévision de l'avenir, cette volonté d'une partie de la société italienne trouve son instrument dans le fascisme.

Son principal fondateur est Benito Mussolini. Né en 1883 à Dovia di Predappio (province de Forlì), ce fils d'un forgeron socialiste et d'une institutrice catholique adhère au Parti socialiste italien (PSI) en 1900, mais quitte l'Italie pour la Suisse en juillet 1902 afin d'échapper au service militaire. Rentré en novembre 1904, à la faveur d'une amnistie royale, il travaille comme instituteur jusqu'en 1909. A cette date, il s'installe à Trente, alors ville autrichienne, où il dirige le journal *L'Avvenire del lavoratore (L'Avenir du travailleur)*. Expulsé et revenu à Forlì, Mussolini devient secrétaire de la fédération provinciale du PSI et directeur de l'hebdomadaire *La Lotta di classe (La Lutte des classes)*.

C'est également le moment où sa vie privée connaît un événement important. Au début de l'année 1910, il se met en ménage avec Rachele Guidi, jeune serveuse dans un restaurant de Forlì. Ce n'est qu'en 1915 qu'un mariage civil officialisera leur union et il faudra attendre 1925 pour la régularisation religieuse, situation peu commune dans l'Italie de l'époque. De l'union entre Benito et Rachele naîtront cinq enfants. Mussolini n'en cultive pas pour autant la fidélité conjugale. Dès les premiers temps de sa vie commune avec Rachele, il a pour maîtresse Ida Dalser. De leur liaison naît Benito Albino en 1915. Mais cet amour tourne à la tragédie car Mussolini refuse de reconnaître sa paternité et Ida, internée dans un hôpital psychiatrique, y mourra en 1937. Quant à Benito Albino, il mourra en 1942 sans avoir jamais pu faire reconnaître ses droits. Une autre femme compte dans la vie de Mussolini : Margherita Sarfatti. Issue d'une famille de la bourgeoisie juive vénitienne, elle devient sa maîtresse peu avant la Grande Guerre et l'introduit dans les milieux artistiques et culturels. Son influence est importante jusqu'après l'accession au pouvoir, mais leur relation s'arrêtera au début des années 1930.



En rouge et noir
Ci-contre : *Les Partisans de la première heure,* par A. Barrera, 1939 (Rome, Galleria Nazionale d'Arte Moderna e Contemporanea). Au milieu : l'occupation d'une usine à Milan par les gardes rouges, en 1920. Du printemps 1919 à l'automne 1920, l'Italie est confrontée à une vague de conflits sociaux et de grèves touchant aussi bien les usines métallurgiques, les chemins de fer et les postes, que les exploitations agricoles. En bas : portrait de Mussolini en 1912, à l'époque où il dirigeait le quotidien *Avanti !,* organe officiel du Parti socialiste italien. Sa prise de position en faveur de l'intervention italienne dans la guerre aux côtés de l'Entente lui vaudra d'être exclu du parti en novembre 1914.

Cette intense vie sentimentale se conjugue avec un important engagement politique. Mussolini milite contre la guerre en Libye et prend la direction du journal *Avanti !* à la suite du congrès de Reggio Emilia en juillet 1912, qui voit la victoire du courant maximaliste, favorable à l'idéologie révolutionnaire. Le 18 octobre 1914, il se prononce en faveur de l'intervention italienne dans la guerre aux côtés de l'Entente. Ce revirement lui vaut d'être expulsé du parti et de participer à la campagne interventionniste par le journal qu'il crée, *Il Popolo d'Italia.*

Comment analyser le revirement politique de Mussolini ? Cet homme d'instinct a perçu à quel point le conflit allait bouleverser la société libérale, permettre la création des conditions autorisant l'émergence d'un autre système, que construiraient des hommes téméraires. Engagé volontaire en août 1915, il participe à la guerre jusqu'en février 1917, où il est blessé lors d'un exercice. Durant le conflit, il se détache peu à peu de ses origines socialistes (le sous-titre « organe des combattants et des producteurs », donné au *Popolo d'Italia* en août 1918, est significatif). A la fin de la guerre, ses perspectives sont pourtant limitées.

Le 23 mars 1919, à Milan, sont formés les Faisceaux italiens de combat *(Fasci italiani di combattimento)*. Ce mouvement est alors au confluent de plusieurs courants : révolutionnaire anarchisant, nationaliste, *arditi,* futuriste d'avant-guerre alliant nationalisme et esprit libertaire. Le poète Marinetti en a publié le manifeste en 1909 dans *Le Figaro.* Le désir de détruire l'*Italietta* (la petite Italie) de la vieille société bourgeoise, son libéralisme, ses institutions parlementaires, unit des aspirations contraires. Le programme adopté par les Faisceaux de combat est ambitieux : proclamation de la République, suffrage universel masculin et féminin, journée de travail de huit heures, confiscation des bénéfices de guerre… Si ce programme est appelé à rester lettre morte, il est significatif d'une large partie des origines politiques de ce « premier fascisme ».

Celui-ci connaît vite ses limites électorales. Les élections du 16 novembre 1919 sont un désastre. Dès lors, le fascisme va clairement évoluer vers des positions de lutte contre la gauche traditionnelle, afin de briser les « rouges ». Les Faisceaux de combat entament une mue politique et idéologique. Les 24 et 25 avril 1920, leur 2e congrès approuve un nouveau programme, qui s'éloigne du radicalisme de celui de l'année précédente. La violence y apparaît en outre comme un instrument politique. Le fascisme va la systématiser, en s'appuyant sur cette « brutalisation » des sociétés européennes opérée par le premier conflit mondial et étudiée par George Mosse.

Organisés en *squadre* (équipes), les militants fascistes *(i squadristi),* habillés en chemises noires à l'image des *arditi* de la Grande Guerre, interviennent par des actions violentes à partir de l'été 1920, marqué par de grandes grèves d'ouvriers agricoles. Les associations agrariennes de la vallée du Pô, de la Toscane, de l'Ombrie financent ces groupes armés. Il existe un rituel de l'expédition punitive, avec des attaques menées en camions contre des organisations paysannes, des coopératives socialistes et catholiques, des sièges de partis, des cafés qui servent de salles de réunion. C'est le règne du *manganello,* gourdin utilisé contre les opposants, et de l'huile de ricin, que ces derniers sont souvent obligés d'ingurgiter.

N'imaginons cependant pas que les actions fascistes ne se heurtent pas à une résistance. Les heurts comptent leur lot de victimes. Dès lors, doit-on utiliser le concept de guerre civile ? L'historien Fabio Fabbri l'estime légitime : 105 morts pour la période du 8 avril au 14 mai 1921. On compte 71 autres morts dans la seconde moitié du mois de mai dont 16 fascistes, 31 socialistes, 20 « divers » et 4 membres des forces de l'ordre. S'il y eut un *biennio rosso,* il y eut aussi un *biennio nero.*

De mouvement politique plus ou moins organisé, Mussolini veut transformer les Faisceaux de combat en un parti politique,

© AKG-IMAGES/FOTOTECA GILARDI. © FOTOTECA/LEEMAGE/BRIDGEMAN IMAGES. © BRIDGEMAN IMAGES.

Tous les chemins mènent à Rome
Ci-contre : les Chemises noires entrant dans Rome en octobre 1922. Page de droite : la marche sur Rome du Parti national fasciste, entre le 27 et le 29 octobre 1922.

© FARABOLA/LEEMAGE/BRIDGEMAN IMAGES. © AKG-IMAGES/WHA/WORLD HISTORY ARCHIVE.

rompant avec l'esprit qui avait présidé à leur fondation. Pour nombre de responsables locaux du squadrisme, il n'est pas aisé d'accepter le principe d'une participation légale à des élections afin de s'introduire dans le système parlementaire et de s'intégrer à un parti avec ses règles, sa hiérarchie, au risque d'apparaître comme une formation politique comme les autres. En la matière, Mussolini voit cependant plus loin. Un parti organisé, structuré et discipliné est un levier vers le pouvoir si tant est que l'on sache jouer des circonstances et des hommes. Il veut en faire un parti-milice, à la fois instrument de conquête du pouvoir et aristocratie de l'Italie des anciens combattants.

Cet effort d'organisation lui apparaît d'autant plus nécessaire que les effectifs ne cessent d'augmenter, avec 320 000 adhérents à la fin de 1921, au sein desquels les classes moyennes sont fort représentées. La guerre a accentué leur désir de participer directement aux affaires publiques. Elles ont pris conscience d'être une classe émergente de la nouvelle Italie. Dans un contexte de crise, le fascisme leur donne un moyen de s'affirmer. Le congrès de Rome, du 7 au 11 novembre 1921, transforme le mouvement des Faisceaux en Parti national fasciste, dont le secrétariat est confié à Michele Bianchi, issu des milieux syndicalistes révolutionnaires. Le programme de la nouvelle formation politique abandonne ses références d'extrême gauche du programme des Faisceaux de combat pour des thèmes qui la rapprochent d'une droite plus traditionnelle : un Etat régalien fort mais qui *« doit être réduit à ses fonctions essentielles d'ordre politique et juridique »* ; un système de corporations afin d'encadrer le monde du travail ; une défense de la propriété privée qui *« est à la fois un droit et un devoir »* ; l'interdiction de la grève dans les services publics ; une politique extérieure active afin de *« remplir sa fonction de bastion de la civilisation latine en Méditerranée »*.

Deux partis de masse peuvent, théoriquement, s'opposer à la montée du fascisme et sauver un Etat libéral qu'ils n'ont pourtant jamais véritablement aimé. D'abord le Parti socialiste italien (PSI). Né en 1892 de la fusion des divers courants du socialisme italien, il est divisé entre voie réformiste (les minimalistes) et voie révolutionnaire (les maximalistes). Dominé par ces derniers au sortir de la guerre, il n'envisage pas de collaborer avec les « partis bourgeois » dans le cadre des institutions de la monarchie constitutionnelle. Sa volonté révolutionnaire va toutefois en rester au plan de la parole : une attitude insuffisante pour détruire le système politico-économique en place mais suffisante pour effrayer les classes moyennes italiennes. Ces hésitations provoquent en outre la fondation du Parti communiste italien en janvier 1921.

L'autre chance pour la démocratie italienne pourrait être le Parti populaire italien (PPI), première tentative d'une formation démocrate-chrétienne dans la péninsule, fondé par don Luigi Sturzo le 18 janvier 1919. Fort d'un peu plus de 250 000 adhérents, il est cependant d'une extrême diversité, ce qui entrave sa cohérence. Il regroupe en effet des catholiques conservateurs, des modérés, des catholiques sociaux, voire des réformistes engagés. Une alliance est difficilement envisageable avec le PSI, compte tenu de l'anticléricalisme de nombre de socialistes. Il est tout aussi délicat pour ceux-ci de collaborer avec une formation qu'ils accusent de cléricalisme et de soutien à l'ordre bourgeois. Quant aux gouvernements libéraux, les populaires leur apportent un soutien très conditionnel.

Quelle est l'attitude du pouvoir vis-à-vis du fascisme ? Si des consignes ont pu être données à l'égard des violences qu'il occasionne, elles ne sont guère appliquées car, sur le terrain, il trouve des sympathies, voire des connivences. Pour nombre de militaires, le retour à l'ordre, la lutte contre le « péril rouge » sont prioritaires et les fascistes peuvent en être les instruments. De ce point de vue, la répression de la manifestation fasciste de Sarzana, en Toscane, le 21 juillet 1921, fait figure d'exception.

Par ailleurs, le président du Conseil, Giolitti, croit pouvoir domestiquer le fascisme en l'incluant dans une coalition en vue des élections législatives prévues en mai 1921, à la suite de la dissolution de la Chambre. Il reprend ainsi la traditionnelle formule du « transformisme » *(il trasformismo),* pratique qui consiste, à force de compromis, à amener un adversaire politique à rejoindre la majorité gouvernementale ou à assouplir son opposition. Aussi les candidats fascistes se retrouvent-ils inclus dans le Bloc national aux côtés des libéraux, qui espèrent mieux les contrôler. A l'issue du scrutin du 15 mai 1921, 35 fascistes, dont Mussolini, entrent au palais Montecitorio.

Le nouveau député de Milan a deux fers au feu. D'une part, il peut se montrer accommodant. Ainsi, lors de son premier discours au palais Montecitorio, le 21 juin, il fait un pas en direction du PPI en reniant les origines anticléricales du fascisme, mais aussi en direction du PSI en posant les bases d'un futur pacte de pacification avec lui – stratégie politique largement incomprise par sa base. D'autre part, Mussolini se présente comme un intransigeant défenseur du maintien de l'ordre. Face à la grève générale prévue par la Confédération générale du travail le 31 juillet 1922, le chef du fascisme donne trois jours aux autorités légales pour y mettre fin, sans quoi les fascistes s'en chargeront. La grève ayant été brisée par eux, le crédit de l'Etat, déjà faible, est désormais bien mis à mal.

La marche sur Rome

Au cours de l'année 1922, la crise du système politique libéral s'accentue. Après un échec de Giolitti, qui s'est heurté au veto des populaires, Luigi Facta est appelé à former un nouveau gouvernement. Dans le même temps, Mussolini manie le chaud et le froid. Le 26 mars a lieu une grande manifestation fasciste à Milan réunissant 20 000 *squadristi*. Le 12 mai, 40 000 fascistes

se réunissent à Ferrare. Le PNF n'hésite plus à faire directement pression sur le pouvoir. Le 13 juillet, les sièges du PSI et du PPI de Crémone sont saccagés par des militants menés par Roberto Farinacci. Deux jours plus tard, la mairie de Novare est occupée. Le 17, c'est au tour de la ville de Tolentino, dans les Marches. Le 26, une expédition menée à Ravenne fait 9 morts parmi les opposants au fascisme. Le sentiment d'impunité et de puissance renforce le fascisme dans son élan politique. Le 3 août, des *squadre* fascistes occupent Milan pendant une semaine. En même temps, des heurts violents se déroulent à Gênes, où le siège du journal socialiste *Il Lavoro* est mis à sac. Le sentiment que le pays est au bord de la guerre civile ne cesse de grandir dans l'opinion italienne.

De plus en plus, au sein de la classe dirigeante, l'idée d'une participation des fascistes au pouvoir fait son chemin, d'autant que Mussolini annonce, le 20 septembre, que le fascisme renonce à ses origines républicaines et accepte le principe de l'institution monarchique, levant ainsi l'une des hypothèques à son éventuelle arrivée au pouvoir. Des rencontres ont lieu entre les dirigeants fascistes et les personnalités libérales que sont Facta, Giolitti, Nitti, Salandra. Le maréchal Diaz, l'amiral Thaon di Revel, la reine mère Marguerite et le duc d'Aoste, cousin du roi, conseillent à Victor-Emmanuel III de tenter l'expérience parlementaire d'un cabinet Mussolini. Du côté du PNF, une pression sur le pouvoir est envisagée dès l'été.

Le 13 août a eu lieu une réunion du Conseil national qui a posé les bases d'une préparation des forces fascistes en vue d'une grande manifestation à Rome. Le 16 octobre, Mussolini réunit à Milan Italo Balbo, Michele Bianchi, le général De Bono, Cesare Maria De Vecchi afin d'affiner l'organisation. Lorsque le congrès du PNF s'ouvre à Naples le 24 octobre, Mussolini lance un ultimatum : *« Ou l'on nous donne le gouvernement, ou nous le prendrons en marchant sur Rome. »* Derrière des proclamations martiales, des contacts sont en réalité maintenus avec des milieux proches de la Couronne par l'intermédiaire d'Emilio De Bono, de Cesare Maria De Vecchi, de Giacomo Acerbo.

Le 27 octobre débute la marche sur Rome. Plus qu'un véritable coup d'Etat, qui suppose une collaboration active d'institutions d'Etat telles l'armée et la police, c'est une manœuvre illégale pariant sur la faiblesse de l'Etat pour accéder au pouvoir. Alors que Mussolini est à Milan, d'où il peut à la fois superviser l'opération et se replier sur la Suisse si l'affaire tourne mal, quatre colonnes de fascistes regroupant de 25 000 à 30 000 hommes partent de Pérouse, siège des « quadrumvirs » Balbo, Bianchi, De Bono, De Vecchi, de Tivoli à l'est de Rome, de Civitavecchia au nord-ouest, de Monterotondo au nord.

Mais la marche sur Rome n'est pas seulement une pression plus ou moins folklorique. C'est également la prise de possession des centres locaux du pouvoir (gares, centres téléphoniques, mairies…) qui empêchent les autorités de

L'EXERCICE DE L'ÉTAT Ci-contre : Benito Mussolini se présente à Victor-Emmanuel III après la marche sur Rome d'octobre 1922. En bas : le premier Conseil des ministres après la nomination de Mussolini à la tête du gouvernement en octobre 1922. Page de droite : Giacomo Matteotti, député socialiste assassiné par un groupe fasciste le 10 juin 1924.

communiquer avec Rome. Dans la capitale stationne une garnison de 28 000 hommes sous le commandement du général Pugliese. Ce militaire fidèle à la Couronne a les moyens de mettre fin à une marche qui ne rassemble que des effectifs assez réduits, trempés par une pluie d'automne et mal ravitaillés.

Le président du Conseil, Luigi Facta, prépare alors un décret d'état de siège. A ce moment, l'attitude du roi est déterminante. Il consulte le maréchal Diaz, commandant en chef des armées italiennes en 1918, sur l'attitude de l'armée. Celui-ci lui indique qu'elle ferait sans doute son devoir, mais qu'il existe une part d'incertitude. Le lendemain, Victor-Emmanuel III refuse de signer le décret et accepte la démission de Facta. Mussolini ayant refusé un gouvernement présidé par Salandra auquel auraient participé des fascistes, le roi le charge le 29 octobre de former un gouvernement et, le 30 au matin, le nouveau président du Conseil est reçu en audience par le souverain au palais du Quirinal. Les aspects formels de la monarchie parlementaire sont ainsi préservés. Circonvenu par un entourage qui estime possible de jouer la carte fasciste, Victor-Emmanuel III a peut-être cru sauver l'Italie de la guerre civile tout en sauvegardant la Couronne. Quoi qu'il en soit, le défilé dans la capitale de quelques dizaines de milliers de militants, devenus 300 000 dans la bouche de Mussolini, fait de la marche sur Rome l'événement mythique de l'histoire du fascisme, et le 28 octobre une date clé de sa liturgie politique.

Avec une rapidité inhabituelle dans le cadre du parlementarisme italien, Mussolini présente son gouvernement le 31 octobre. S'il se réserve les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères, il n'appelle que deux fascistes. La Couronne est rassurée par la présence des prestigieux chefs militaires, l'amiral Thaon di Revel à la Marine, le maréchal Diaz à la Guerre. Le cabinet est élargi aux populaires, aux nationalistes, aux démocrates-sociaux et aux diverses tendances libérales car, avec 35 députés fascistes, Mussolini ne peut envisager un gouvernement uniquement composé de personnes issues du PNF. Le 16 novembre, l'investiture est accordée par 316 voix contre 116 et 7 abstentions. Le 24 novembre, elle est complétée par les pleins pouvoirs en matière économique et administrative, jusqu'au 31 décembre 1923. Il y a là une sous-estimation fondamentale du dynamisme politique du fascisme et de sa volonté d'en finir avec l'Italie libérale.

L'instauration de la dictature

Beaucoup espèrent que l'arrivée au pouvoir de Mussolini mettra fin à la violence de rue qui ensanglante l'Italie depuis près de trois ans. La réalité est loin de ces attentes. Du 18 au 21 décembre, à Turin, des militants fascistes incendient la Chambre du travail, des cercles ouvriers, le siège du journal d'Antonio Gramsci. Ces violences font 18 morts. La décision de dissoudre les *squadre,* prise le 12 janvier 1923, n'a pas d'effet. Les violences continuent et touchent aussi les milieux catholiques. Le 23 août, à Argenta, près de Ferrare, des *squadristi* tuent don Giovanni Minzoni, prêtre engagé dans l'organisation de cercles sociaux catholiques. Ces violences gênent et avantagent Mussolini. Elles tendent à démontrer qu'il ne contrôle pas totalement les chefs locaux, qui agissent comme avant l'arrivée des fascistes au pouvoir. Mais elles lui donnent l'occasion de se présenter comme le seul rempart efficace pour éviter des violences pires : l'art du double langage.

Ce moment est aussi celui où Mussolini entame une fascisation des institutions en créant des organismes parallèles à ceux de l'Etat. Le 15 décembre 1922 a lieu la première réunion du Grand Conseil du fascisme, sorte de conseil de gouvernement informel. Le 28 décembre, le Conseil des ministres approuve la création de la Milice. Elle bénéficie d'une autonomie vis-à-vis de l'armée ou des carabiniers, n'étant même pas soumise à la prestation de serment au roi. Le 1er février, le général De Bono en reçoit le commandement.

Dès le début, la Milice apparaît comme un instrument du pouvoir personnel de Mussolini, qui lui permet aussi de tenter de canaliser le squadrisme. Puisque la dissolution des *squadre* a fait long feu, il convient de les mettre au service du fascisme dans le cadre d'une structure officielle et hiérarchisée. Mussolini peut espérer soustraire leurs troupes aux *ras* locaux, disposer d'une troupe fidèle et utilisable comme moyen de pression vis-à-vis des adversaires politiques. Cependant, il reste sous la menace d'une majorité où les fascistes sont minoritaires. Avec le départ, en avril 1923, des ministres populaires, la majorité de novembre 1922 commence à se fissurer et la maîtrise du Parlement apparaît comme un objectif capital.

Une modification de la loi électorale devient dès lors une nécessité. Le projet qui se fait jour prévoit la mise en place d'un système majoritaire à l'intérieur d'un seul collège électoral national : la liste dépassant les 25 % des suffrages bénéficie d'une prime majoritaire qui lui accorde les deux tiers des sièges (356 sièges) ; les sièges restant à pourvoir sont répartis sur une base proportionnelle aux autres listes. Le 23 novembre, la loi est définitivement adoptée par le Parlement. Ce moment est capital car, en toute légalité, le fascisme dispose désormais d'un instrument pour conquérir une majorité parlementaire. Le 25 janvier 1924, le décret de dissolution est publié et les élections fixées au 6 avril. Avec 60,1 % des suffrages exprimés, elles donnent une large victoire au *Listone,* qui regroupe le parti fasciste et des ralliés issus pour l'essentiel du libéralisme et du nationalisme. Mussolini a désormais les moyens de sa politique. Mais un événement inattendu survient.

Le 30 mai 1924, le député socialiste Giacomo Matteotti prononce un réquisitoire contre le pouvoir et ses méthodes devant un Mussolini renfrogné et sous les huées et les insultes des députés fascistes. Le 10 juin, il est enlevé par un groupe d'hommes dirigé par le responsable fasciste Amerigo Dumini. Même si l'on ne retrouve son corps que le 16 août, rares sont ceux qui doutent que le député n'ait été éliminé par des fascistes. L'émotion est vive en Italie. Le président du Conseil est soupçonné d'avoir commandité le meurtre. S'il n'est pas certain que Mussolini soit lui-même responsable de l'initiative d'enlever et de tuer Matteotti, sa responsabilité politique et morale est évidente. Il a trop couvert de violences pour que les assassins du leader socialiste n'aient pas cru agir dans le sens voulu par lui. Pour le chef du fascisme, la situation est délicate.

Les groupes d'opposition décident alors de constituer un comité et font savoir qu'ils ne participeront plus aux travaux de la Chambre tant qu'un nouveau gouvernement ne sera pas formé afin de rétablir la légalité constitutionnelle : ils se retirent « sur l'Aventin de leur conscience », allusion au retrait de la plèbe de Rome sur cette colline en 494 av. J.-C. La presse, dont une bonne part était jusque-là assez favorable au gouvernement, se fait critique. Des groupements d'anciens combattants, qui ont accueilli avec bienveillance l'installation du gouvernement Mussolini, le désapprouvent désormais. Le président du Conseil traverse une période d'isolement, caractérisée par des phases de déprime. Le pouvoir fasciste vit-il alors ses derniers moments ?

Contre un « Aventin » qui, dépourvu de projet commun, montre vite ses limites, Mussolini peut compter en réalité sur trois appuis. D'abord, sa majorité parlementaire. Le 25 juin et le 15 novembre, la confiance est accordée au gouvernement. Ensuite, l'attitude du roi. Il maintient sa confiance à Mussolini, liant un peu plus la monarchie au fascisme. Enfin, le noyau dur du PNF appuie Mussolini. Des délégations provinciales se rendent à Rome afin d'assurer leur chef de leur appui, de leur volonté d'en découdre si besoin avec l'opposition antifasciste. Le 31 décembre, il reçoit 33 consuls de la Milice qui lui intiment de pousser désormais à fond la révolution fasciste, au point que l'on a pu évoquer un *pronunciamiento* des consuls. Le 3 janvier 1925, Mussolini prononce alors un discours où il assume le passé fasciste et la mise en place de la dictature. En augmentant les attributions du chef du gouvernement, devenu Duce, en donnant au pouvoir exécutif la possibilité d'élaborer des normes juridiques, en mettant au pas la presse et les syndicats, les lois « fascistissimes » de 1925-1926 réduisent bientôt à néant l'héritage de l'Italie libérale. La dictature est désormais un fait.

© ROGER-VIOLLET/ROGER-VIOLLET. PHOTOS : © COLL. CASAGRANDE/ADOC-PHOTOS.

Maître de conférences à l'université de Toulouse-Jean-Jaurès et chargé de cours à l'Institut catholique de Toulouse, Philippe Foro est spécialiste de l'Italie contemporaine.

À LIRE de Philippe Foro

L'Italie fasciste,
Armand Colin, 304 pages, 32 €.
Dictionnaire de l'Italie fasciste,
Vendémiaire, 384 pages, 28 €.

PORTRAIT

Par Michel Ostenc

Un Gendre Idéal

Marié à la fille de Mussolini, Galeazzo Ciano accéda au poste de ministre des Affaires étrangères de l'Italie en 1936. Il serait fusillé huit ans plus tard pour haute trahison.

Le matin du 11 janvier 1944, au polygone de tir du fort San Procolo à Vérone, une unité fasciste de la république de Salò abattait Galeazzo Ciano, comte de Cortellazzo, ligoté sur une chaise. Au terme d'un procès privé de toute légalité, l'ex-ministre des Affaires étrangères de Mussolini avait été condamné à mort pour haute trahison avec quatre autres membres du Grand Conseil fasciste, un an et demi après sa séance du 24 juillet 1943 qui avait provoqué la chute du Duce. Par faiblesse ou par calcul, Mussolini n'avait pas fait un geste pour sauver son gendre. Comment, en si peu de temps, le puissant diplomate du régime en était-il devenu l'ennemi numéro un ?

Fils d'un amiral originaire de Livourne, où il naquit en 1903, Galeazzo Ciano avait vécu toute son enfance dans les milieux militaires de la marine royale italienne. Il admirait son père, Costanzo Ciano, qu'il accompagnait en costume de marin aux revues navales, et se mit à lui vouer une admiration sans limites lorsque celui-ci, entre autres exploits, attaqua la marine austro-hongroise aux côtés de Gabriele D'Annunzio en 1918 : des hauts faits qui lui valurent le titre de comte de Cortellazzo. Galeazzo fut un bon élève dans le secondaire, mais un étudiant médiocre. Tenté par le théâtre, auquel il consacra quelques pièces sans grand intérêt, il fut reçu dans les derniers au concours de recrutement dans la carrière diplomatique en 1925 et se retrouva alors affecté à des consulats italiens en Asie et en Amérique du Sud.

De son côté, son père réussissait une carrière politique remarquable. Député, ami proche de Mussolini, il fit fortune comme ministre des Postes et Communications grâce à la privatisation de services publics. De surcroît armateur et principal industriel des activités portuaires, il était devenu la personnalité marquante de Livourne.

Par contraste, la fille aînée de Mussolini, Edda, était « l'enfant de la misère ». Elle était née en 1910, à une période difficile de l'existence de ses parents : Mussolini avait été contraint de la coucher dans un simple berceau de bois apporté sur son dos dans leur pauvre logis, au sommet d'un escalier branlant. Devenue une jeune femme, elle avait présenté à son père des prétendants inacceptables. Aussi Mussolini, qui aimait beaucoup sa fille, fut-il satisfait lorsque le choix d'Edda se porta sur Galeazzo, rentré en Italie en 1929. La jeune fille était très amoureuse et Mussolini s'inquiétait de la voir griller les étapes, Galeazzo ayant entraîné sa fiancée dans un « night-club »…

Le mariage fut célébré à Rome le 24 avril 1930 en présence d'une garde d'honneur fasciste, avec poignards et « chemises noires ». Le couple partit en voyage de noces à Capri, mais Mussolini décida de les suivre à distance dans une voiture de police jusqu'à ce

qu'Edda réussît à le convaincre de rebrousser chemin… Quelques semaines plus tard, les jeunes mariés rejoignirent le poste consulaire de Ciano en Chine. C'est à Shanghai, alors qu'elle attendait son premier enfant, qu'Edda s'aperçut des infidélités de son mari. Elle en fut très affectée et le couple entra dans une longue phase de son existence émaillée de brouilles et de réconciliations.

Mussolini appréciait son gendre, qu'il jugeait intelligent, et il estimait qu'une brillante carrière s'ouvrait à lui. Rentré en Italie en 1933, Ciano se vit aussitôt confier par son beau-père le contrôle des moyens de communication du pays afin de les mettre au service de l'Etat totalitaire. Il s'y employa avec une redoutable efficacité, centralisant la presse et la radio en s'inspirant peut-être du ministère de la Propagande du IIIe Reich. Les résultats furent en tout cas très appréciés par Mussolini, et Ciano entra au gouvernement en 1934 comme sous-secrétaire d'Etat, puis comme ministre de la Presse et de la Propagande.

Il recruta le journaliste Giovanni Ansaldo, un transfuge génois du libéralisme, qui donna une audience nationale à *Il Telegrafo*, le journal de Livourne, propriété de la famille Ciano. Ansaldo, qui devait accompagner Galeazzo dans ses déplacements à l'étranger, a livré sur lui un témoignage très précieux dans son livre *Il giornalista di Ciano : 1932-1943* (Bologne, 2000). Ciano se constituait en outre à Rome une cour de fidèles, prenant sous sa protection les victimes d'autres potentats fascistes, comme l'écrivain Malaparte, poursuivi par Italo Balbo. Le golf de l'Acquasanta, au sud de Rome, devint le rendez-vous de la haute société romaine, Galeazzo y trônant entouré de ses conquêtes féminines. Il avait acquis la réputation d'un séducteur. Quant

© AKG-IMAGES/ULLSTEIN BILD. © AKG-IMAGES/PICTURES FROM HISTORY.

Le plus jeune ministre
Ci-contre : Galeazzo Ciano vers 1938, alors à la tête de la diplomatie italienne. Page de gauche : le gendre de Mussolini dans son bureau en 1934, année où il entra au gouvernement comme sous-secrétaire d'Etat. Il fut nommé ministre de la Presse et de la Propagande en 1935, puis ministre des Affaires étrangères en 1936, à 33 ans.

à Edda, elle enchaînait les aventures sans lendemain, tout en conservant un attachement profond au père de ses enfants.

Le caractère de Galeazzo était complexe. Vaniteux, dévoré d'ambition, il était tyrannique envers ses subordonnés mais pouvait se montrer très fidèle en amitié. Il alternait des caprices d'enfant gâté avec des plaisirs simples, comme une partie de pêche suivie d'une dégustation d'une soupe de poisson très relevée « à la livournaise ».

Lors de l'agression italienne de l'Ethiopie en 1935, son escadrille, *La Disperata*, fut engagée dans des bombardements qui firent de nombreuses victimes civiles. La propagande ayant fait de lui un héros, Mussolini lui confia alors, le 9 juin 1936, le ministère des Affaires étrangères : à 33 ans, Ciano donnait au régime fasciste une image jeune et dynamique, et sa nomination annonçait un renversement des alliances dont il fut l'artisan, sous la conduite de Mussolini. Si le dictateur avait manifesté maintes fois son mécontentement face au refus de la France de toute concession coloniale, l'Italie redoutait cependant l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne. Aussi, après le putsch manqué des nazis à Vienne en juin 1934, les accords de Stresa (1935) avaient-ils semblé renouer l'Entente de la Grande Guerre. Mais en mai 1936, la victoire italienne en Ethiopie, remportée en dépit des sanctions de la SDN, changea la donne.

Grand jeu diplomatique

Conservateur nationaliste et autoritaire, Ciano fréquentait la grande bourgeoisie et les riches industriels de son pays. Il n'avait rien de commun avec les aspirations sociales du syndicalisme fasciste et s'accommodait parfaitement de la dictature césarienne de Mussolini. En 1936, le Duce lui donna la direction de l'intervention italienne en Espagne aux côtés des nationalistes. Elle fut organisée indépendamment de l'état-major par la cellule « Spagna » du palais Chigi (alors siège du ministère des Affaires étrangères), qui serait compromise en 1937 dans l'assassinat des frères Rosselli – des antifascistes exécutés en France par la Cagoule sur instruction des services secrets italiens. L'intervention militaire italienne en Espagne poursuivait, pour autant, des objectifs stratégiques en Méditerranée occidentale et ne visait nullement à imposer un régime fasciste à Madrid.

Après une première visite de Ciano en Allemagne, Mussolini invita les peuples européens à rejoindre l'axe Rome-Berlin (Toussaint 1936). L'année suivante, lors de sa visite d'Etat à Hitler, le Duce fut impressionné par la puissance de la Wehrmacht, par l'ordre et la discipline qui régnaient dans le pays. Le rapprochement germano-italien passa par l'adhésion de Rome au pacte anti-Komintern (6 novembre 1937) et par son départ de la SDN. Cette politique impliqua aussi l'acceptation de l'Anschluss, en mars 1938. Mussolini s'efforça de le justifier en invoquant la marche inéluctable des peuples vers leur unité nationale. Elle lui permit finalement de jouer les médiateurs lors de la crise des Sudètes, dénouée en septembre 1938 par les accords de Munich.

Ciano considérait que l'Europe ainsi redessinée était une revanche sur le traité de Versailles. L'agressivité de son discours du 30 novembre 1938 sur la politique étrangère italienne et sur les « aspirations naturelles » de son pays – saluée par les députés aux cris de « *Tunisie, Djibouti, Nice, Corse !* » – ne visait pas à transformer les Italiens de Tunisie en « nouveaux Sudètes » : elle traduisait l'inquiétude de Rome devant un éventuel rapprochement franco-allemand susceptible de compromettre le nouvel équilibre européen. Le « coup de Prague » (mars 1939), qui fit disparaître la Tchécoslovaquie, mit l'Italie devant le fait accompli. Elle l'accepta cependant, considérant qu'en contrepartie l'Allemagne ne s'opposerait pas à l'annexion de l'Albanie, à laquelle elle se livra de fait un mois plus tard.

Devenu méfiant à l'égard des ambitions allemandes, Ciano s'efforça de les contenir dans les Balkans par un axe Rome-Belgrade-Budapest. Mais sa politique fut remise en cause par les dispositions du pacte d'Acier, qui lia l'Italie au III^e^ Reich en mai 1939. Elles avaient entièrement été rédigées par les bureaux de la Wilhelmstrasse, les Affaires étrangères allemandes, Ciano acceptant même de leur donner un caractère offensif sur la seule promesse verbale que la guerre n'aurait pas lieu avant trois ans au moins. Cette erreur monumentale, partagée il est vrai par Mussolini, était une manifestation

Liaisons dangereuses Page de gauche : Edda Mussolini et Galeazzo Ciano posant dans le parc de la villa Torlonia à Rome, le 23 avril 1930, veille de leur mariage. Ci-dessus : au premier plan, de gauche à droite, Ribbentrop, Ciano, Hitler et Göring saluent l'alliance germano-italienne qui vient d'être conclue avec le pacte d'Acier, le 22 mai 1939. En bas : Galeazzo Ciano durant le procès de Vérone en janvier 1944, à l'issue duquel il sera fusillé avec quatre autres accusés pour avoir voté la destitution de Mussolini en juillet 1943.

supplémentaire de la légèreté en matière diplomatique d'un ministre dépourvu de l'expérience que donnent les grandes négociations internationales.

Alerté par des informations contradictoires concernant des concentrations de troupes allemandes à la frontière polonaise, Ciano découvrit en août 1939 que la guerre était imminente. Il considéra que ce manquement à la parole donnée, assumé avec arrogance par Ribbentrop, délivrait l'Italie de ses engagements et il n'eut pas de mal à convaincre Mussolini de se réfugier dans la « non-belligérance ». Il semblait alors au faîte de sa puissance, peuplant de ses amis le « ministère Ciano » (septembre 1939). Mais le Duce restait attaché de façon indéfectible à l'alliance allemande, interdisant toute politique alternative. Ciano assista donc impuissant à l'évolution de Mussolini vers l'entrée en guerre de juin 1940, en espérant vainement qu'une « victoire de la Marne » l'en dissuaderait. Il n'en déclara pas moins à l'ambassadeur français André François-Poncet : « *Je n'existe que par Mussolini et pour Mussolini.* » Comme l'aristocratie romaine de l'époque, Ciano était anglophile et aurait sacrifié son conservatisme sur l'autel d'une entente avec le Royaume-Uni.

Persuadé à tort d'un succès facile, Ciano joua un rôle important dans la préparation de l'attaque italienne désastreuse contre la Grèce d'octobre 1940. Si ses liens familiaux lui permirent d'échapper aux sanctions qui auraient dû frapper ses erreurs, il dut cependant se plier à la décision du Duce d'envoyer les hiérarques combattre sur le front et fut lui-même affecté à une escadrille basée à Bari. Réintégré dans ses fonctions ministérielles après l'offensive allemande dans les Balkans qui conduisit au démembrement de la Yougoslavie (printemps 1941), il ne joua plus qu'un rôle mineur dans la diplomatie du Duce. Son admiration pour Mussolini s'était évanouie et, persuadé d'une défaite inéluctable de l'Allemagne, il se contenta dès lors d'en commenter les étapes avec une ironie sarcastique. Limogé de son poste ministériel en février 1943, il s'efforça vainement d'utiliser son ambassade auprès du Saint-Siège pour entrer en contact avec les Alliés, conservant l'espoir de succéder à son beau-père malgré son impopularité en Italie. On lui reprochait en effet d'avoir profité de sa position pour amasser une immense fortune, le « milliard » de Ciano.

Lors du Grand Conseil fasciste du 24 juillet 1943, Ciano vota l'ordre du jour de Dino Grandi qui destituait Mussolini. Assigné à résidence à Rome avec sa famille, il chercha à s'enfuir et, au mois d'août, Edda finit par le convaincre de se rendre en Allemagne afin de gagner l'Espagne. Mais Hitler jugeait impardonnable sa double trahison envers le fascisme et envers sa famille. Après une entrevue très tendue avec son beau-père, libéré par les nazis, au cours de laquelle Ciano essaya de justifier son vote par la nécessité de provoquer un sursaut national en Italie, son séjour en Allemagne se transforma en résidence forcée. En octobre 1943, après la proclamation de la république de Salò, il fut extradé vers l'Italie et incarcéré à Vérone dans la prison des Scalzi. Les nazis introduisirent alors auprès de lui une belle infirmière, Frau Beetz, qu'ils chargèrent de s'emparer de son « Journal », supposé contenir des informations compromettantes. Mais Galeazzo retourna l'espionne, qui était tombée amoureuse de lui. Edda s'efforça ensuite d'obtenir son évasion en échange du fameux « Journal » : le complot fut éventé, Ribbentrop contribuant à le faire échouer.

Condamné à mort avec les autres membres du Grand Conseil du fascisme lors du procès de Vérone, Ciano devait être fusillé dans le dos comme un traître. Mais à l'instant fatal, il se retourna pour faire face à la mort. C'était le 11 janvier 1944. Son corps repose auprès de celui de son père dans le monument funéraire, aujourd'hui en ruine, qu'il lui avait fait construire sur les hauteurs de Livourne. Une ambition digne d'un personnage stendhalien avait jeté Ciano dans un grand jeu diplomatique qu'il était incapable de mener à bien. Héros vulnérable, il subit la loi d'airain que la dictature réservait à ses opposants.

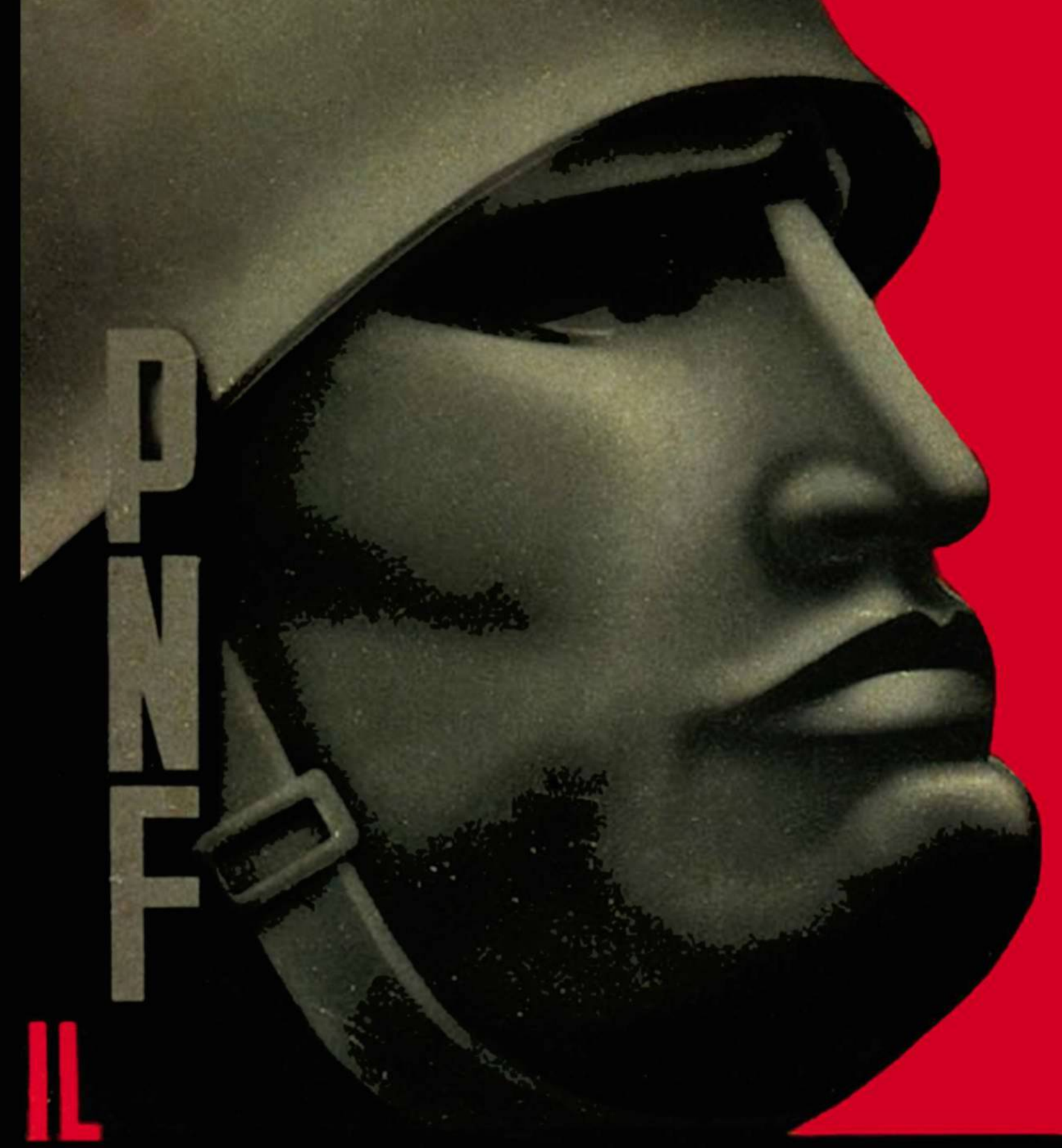
Professeur honoraire à l'université d'Angers, Michel Ostenc est spécialiste de l'Italie contemporaine. Il a enseigné aux universités de Pérouse et de Gênes.

© ALBERT HARLINGUE/ROGER-VIOLLET. EN BAS : © COSTA/LEEMAGE. EN HAUT : © AKG-IMAGES.

À LIRE de Michel Ostenc

Ciano. Le gendre de Mussolini, **Perrin, « Tempus », 456 pages, 10 €.**

Mussolini. Une histoire du fascisme italien, **Ellipses, 336 pages, 23 €.**



IL PRIMO LIBRO DEL FASCISTA

Anatomie du fascisme

Par Frédéric Le Moal

De sa prise de pouvoir en 1922 à sa destitution en 1943, Mussolini œuvra à la révolution fasciste qui devait, selon ses vœux, changer radicalement la société italienne, avec la création d'un homme nouveau affranchi de ses racines et de ses traditions. Décryptage de cette entreprise totalitaire.

HOMO FASCISTUS
Couverture de l'ouvrage de propagande *Il primo libro del fascista* (*Le Premier Livre du fasciste*), publié en 1938 par le Parti national fasciste à l'usage de la jeunesse.
© AKG-IMAGES/WHA/WORLD HISTORY ARCHIVE.

© FOTOTECA/LEEMAGE/BRIDGEMAN IMAGES. © KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO.

GRANDE REVUE
Ci-contre : affiche pour l'Exposition de la révolution fasciste, organisée en 1932 pour célébrer le dixième anniversaire de la marche sur Rome et la première décennie du régime. Durant deux ans, l'exposition attirera près de quatre millions de visiteurs. Page de droite : le roi Victor-Emmanuel III et Mussolini lors de la grande revue des forces armées à Rome, en mai 1937. Si Mussolini exerça la réalité du pouvoir dans cette dyarchie que formait la monarchie italienne avec le régime fasciste, c'est bel et bien le trône qui l'emporta quand Victor-Emmanuel III destitua le Duce le 25 juillet 1943.

Le fascisme fut-il une dictature nationaliste traditionnelle ou un totalitarisme ?

L'historiographie a longtemps été tributaire de l'analyse proposée par Hannah Arendt, qui ne classait pas le régime fasciste parmi les Etats totalitaires à cause du niveau très faible des répressions, ce qui apparaît évident si on les compare avec les crimes de masse du système soviétique et du IIIe Reich. Le mot de « totalitarisme » fut pourtant inventé par un antifasciste italien, Giovanni Amendola, terme repris par Mussolini lui-même. Des historiens italiens, comme Renzo De Felice et Emilio Gentile, ont battu en brèche cette vision trop réductrice de ce que fut le fascisme, idéologie et régime politique en réalité fort complexes. Si l'on reprend la typologie définie par Carl Joachim Friedrich et Zbigniew Brzezinski dans les années 1950 – à savoir qu'un système totalitaire se caractérise par six critères : une idéologie, un parti unique, une répression policière, un monopole sur les médias ainsi que sur les forces armées, et une économie planifiée –, force est de constater que le fascisme y correspond, bien qu'à des degrés divers et sans oublier que le régime a connu un crescendo dans sa construction totalitaire.

L'essentiel se situe dans son aspiration à créer un homme nouveau, à remodeler autant son esprit que son corps afin d'en faire un être sociopolitique neuf, coupé de ses racines et de ses traditions. Si les contours n'en ont jamais été tracés avec exactitude, l'Italien régénéré aurait ressemblé à un soldat dans l'âme, libéré des miasmes du christianisme, endurant, obéissant, ardent patriote et antipacifiste, maître de la nature, enraciné dans sa terre, au service de la collectivité dans laquelle il se serait fondu. Mussolini aimait d'ailleurs se comparer à un artiste pétrissant l'âme humaine. C'est cette tentation démiurgique, héritée du jacobinisme français passé en Italie via le *Risorgimento* et la philosophie politique de Giuseppe Mazzini, qui donne au fascisme son caractère révolutionnaire et donc totalitaire. Car, c'est un point crucial, la transformation de l'Italien en *homo fascistus* conduit inévitablement à l'exercice d'une contrainte sur l'ensemble des individus par l'intermédiaire des structures du Parti national fasciste (PNF), devenu parti unique en 1926, de la prise en charge des jeunes au sein d'organisations chargées d'infuser l'idéologie dans leur cerveau pour en faire les futurs soldats du fascisme, de la propagande omniprésente et du culte de la personnalité, sans oublier la surveillance de l'Ovra (la police politique). Le fascisme visait à une prise de contrôle de la vie de millions d'Italiens, de leur éducation, de leurs loisirs, de leur façon de marcher et même de parler, puisque, en 1938, un ambitieux programme de réforme de la langue italienne visait à supprimer la formule de politesse traditionnelle. *« Nous ne sommes pas nés pour réformer mais pour transformer »,* tel était le credo mussolinien.

Qui dirigeait l'Italie fasciste ? En quoi consistait le rôle du parti ?

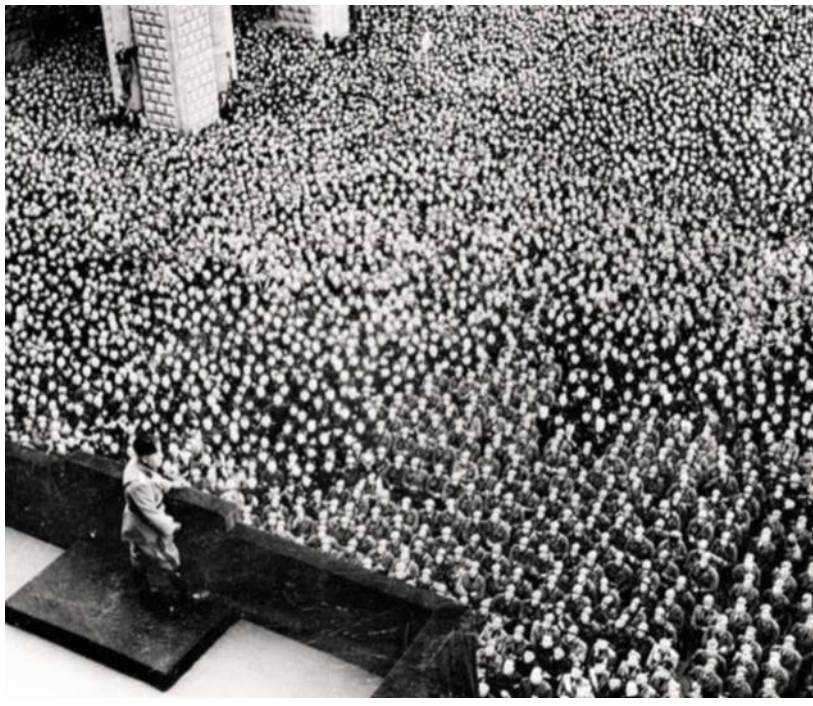
La dictature de Mussolini dura vingt et un ans, de 1922 à 1943, période appelée le *Ventennio,* pendant laquelle il dirigea l'Italie en concentrant dans ses mains l'essentiel du pouvoir. Toutefois, il faut toujours garder à l'esprit que le fascisme se caractérisa par l'existence de deux institutions en un seul régime : le gouvernement autocratique dirigé par Mussolini et la monarchie avec, à sa tête, le roi Victor-Emmanuel III. Homme aussi intelligent que secret, le souverain appela le chef des Chemises noires à la tête d'un cabinet de coalition le 30 octobre 1922, afin que la marche sur Rome ne s'achevât pas en bain de sang. Par la suite, il le laissa gouverner, supprimer les libertés et vider de leurs pouvoirs les institutions traditionnelles de l'Etat libéral et parlementaire, sans les supprimer pour autant, au profit d'une dictature personnelle. Ses seules résistances s'exprimaient quand il fallait défendre les symboles de la monarchie, ce qui peut paraître dérisoire mais révèle chez le roi la conscience de la permanence de la couronne et du caractère transitoire du fascisme.

Il ne faut donc pas parler d'une monarchie fasciste mais d'une dyarchie, terme utilisé pour décrire cet étrange attelage qui obligeait le dictateur à se rendre chaque semaine au palais du Quirinal pour la signature royale des décrets et, lors des cérémonies officielles, à se tenir derrière ce petit homme malingre qui ne se décidait pas à mourir. Chef de l'Etat, le roi nommait les sénateurs et restait chef des armées, dont les officiers lui prêtaient serment de fidélité. Incarnation d'une légitimité traditionnelle, contraire au pouvoir charismatique de Mussolini, Victor-Emmanuel III se tenait dans une réserve absolue mais n'avait pas besoin de parler pour demeurer un contre-pouvoir vers lequel tous les opposants, quels qu'ils fussent, se tournaient, quoique en vain, jusqu'aux désastres de la Seconde Guerre mondiale. En fin de compte, ce fut bien le trône qui l'emporta lorsque le monarque destitua le Duce le 25 juillet 1943.

On l'a néanmoins compris, Mussolini exerçait la réalité d'un pouvoir qu'on peut qualifier de césarisme. Chef du gouvernement, il ne distribuait qu'avec une grande prudence les portefeuilles ministériels aux fortes personnalités de son mouvement qui, pour la plupart, se trouvaient à la tête de « fiefs » provinciaux et de tout un réseau menaçant de Chemises noires. Ainsi attendit-il 1929 pour nommer ministres les grands du fascisme (Dino Grandi, Giuseppe Bottai), avant de les destituer sans préavis à l'occasion d'un remaniement ministériel inopiné, dont il avait le secret. Méfiant à l'excès, il éloignait les plus puissants, tel Italo Balbo, dans des postes lointains de gouverneur colonial. Tous, néanmoins, obéissaient, fascinés par l'ensorcelante personnalité qui guidait l'Italie vers son rendez-vous avec l'Histoire. De surcroît, Mussolini cumula les fonctions ministérielles pendant de longues années, s'appuyant sur de fidèles sous-secrétaires d'Etat, comme il le fit avec le ministère de l'Intérieur, qu'il garda jalousement entre ses mains durant tout le *Ventennio* à l'exception de deux années.

Il veilla en outre avec un soin méticuleux à assécher toute contestation, y compris celles venues de son propre camp. D'où ses efforts pour institutionnaliser dans une Milice officielle le mouvement désordonné et autonome des *squadre* (équipes) de Chemises noires, sur lequel il n'avait jamais vraiment eu d'autorité. Cette mise au pas s'accompagna de celle du PNF. Fidèle en cela au nationalisme péninsulaire, Mussolini considérait l'Etat comme fondateur de la nation. Il résuma l'étatisme fasciste dans une formule célèbre : « *Tout dans l'Etat, rien en dehors de l'Etat, rien contre l'Etat.* » Partant, le PNF ne devait être qu'un simple instrument subordonné à la politique gouvernementale et chargé de la fascisation des Italiens. Le dictateur veilla à n'en confier la direction qu'à de pâles personnalités qui lui étaient entièrement soumises, à l'exception de la période 1925-1926 où il dut composer avec Roberto Farinacci, chef du courant radical, dont il avait besoin pour sortir de l'ornière où l'avait placé la crise Matteotti. Bref, le fascisme devint mussolinisme.

Mussolini et le fascisme étaient-ils populaires ?



Comme toujours avec un Etat totalitaire, il est difficile pour l'historien de connaître le degré d'adhésion de la population, soumise à la peur des répressions, au silence et à l'enthousiasme de façade. La facilité avec laquelle les Italiens applaudirent en 1943 à la chute du fascisme, qu'ils confondaient avec la paix, autant que leur accueil des Alliés pourraient faire croire à une approbation de surface. Mais ce serait oublier deux éléments. D'une part, un consensus, défini par Renzo De Felice, se fit autour du régime au milieu des années 1930, que seules brisèrent l'alliance avec Berlin puis la succession de défaites militaires. D'autre part, aussi brutale qu'elle fut, la république de Salò bénéficia d'un réel appui, notamment auprès des jeunes et même des femmes, qui ne cesse d'interroger. Il faut donc rester prudent.

Les rapports des préfets lèvent le voile sur la permanence d'une opposition, et il arriva au monde ouvrier de gronder, notamment lors de la dépression des années 1930 ou pendant la guerre. Mais les réussites du régime avaient de quoi satisfaire une majorité d'Italiens : la restauration de l'ordre, une législation sociale certes timide mais efficace, une modernisation des infrastructures et surtout des succès de politique étrangère propres à flatter l'orgueil national, comme on le vit lors des sanctions de la SDN en 1936 à cause de l'invasion de l'Ethiopie. Jamais l'Italie ne fut aussi puissante et courtisée que pendant le *Ventennio*.

Fascistes, les Italiens ? A coup sûr, mussoliniens. Une majorité participa de bonne foi au culte de la personnalité, crut aux dons de ce tribun charismatique, nouveau César, génie sorti des profondeurs du pays, incarnation de la nation régénérée. On peut même parler d'un véritable amour, d'un attachement quasi religieux pour ce prophète des temps nouveaux. Très révélatrice fut la tendance à rejeter sur les hiérarques et autres petits chefs du PNF tous les péchés du régime. A la fois adulé et haï, Mussolini incarnait le fascisme, d'où l'horrible piétinement de son corps sur la place Loreto en avril 1945 par une foule ivre de vengeance.

Le fascisme a-t-il apporté la prospérité à l'Italie ?

Le bilan économique du fascisme apparaît difficile à dresser d'une manière claire. Le *Ventennio* correspondit à une réelle tentative de modernisation des campagnes, dans un élan ruraliste qui relie le fascisme à ses racines antiquisantes et jacobines. Hostile au monde urbain et ouvriériste, industriel et capitaliste, le régime lança un programme d'augmentation des rendements agricoles et d'extension des terres cultivées, afin de libérer l'Italie des importations étrangères. D'où la fameuse bataille du blé qui porta, rappelons-le, le pays au troisième rang mondial des producteurs de blé, au prix du sacrifice d'autres cultures et à l'abri d'un protectionnisme élevé. L'autre versant de cette politique fut le plan de bonification des terres,

financé par l'Etat à la hauteur de 2 milliards de lires et qui permit l'aménagement de 5 millions d'hectares, dont, près de Rome, les fameux marais Pontins (60 000 ha divisés entre 3 000 exploitations).

Le régime enregistra aussi des succès non négligeables en termes de stabilisation monétaire, d'équilibre budgétaire et de relance économique. Mais la dépression des années 1930 toucha avec violence l'économie péninsulaire, d'où une accentuation de l'emprise étatique et de la volonté autarcique. Cette démarche dirigiste et de dépassement de la lutte des classes irriguait le grand projet de Giuseppe Bottai : le corporatisme, qui proposait une troisième voie entre capitalisme et communisme, en regroupant, par catégories professionnelles, les travailleurs et les patrons. A travers l'Institut de reconversion industrielle, créé en 1933, le fascisme assurait le financement public de tous les grands secteurs industriels du pays. Une politique de grands travaux, guère éloignée de celle du *New Deal*, vit sortir de terre des villes, des monuments, des autoroutes, des voies ferrées électrifiées. Mais la guerre d'Ethiopie augmenta les difficultés (inflation et chômage en hausse), tandis que l'efficacité de l'autarcie restait du domaine de l'utopie. Son résultat fut surtout d'accentuer la dynamique belliqueuse du régime. Il n'empêche. Si la misère ne fut pas éradiquée, bien des aspects du miracle économique de l'après-guerre trouvent leurs racines dans le *Ventennio*.

© ROGER-VIOLLET/ROGER-VIOLLET. © ALBERT HARLINGUE/ROGER-VIOLLET. © MANUEL COHEN/AURIMAGES.

Les travaux et les jours Page de gauche, en haut : discours de Mussolini devant la foule massée sur la piazza Maggiore à Bologne, en octobre 1936. Page de gauche, en bas : Mussolini durant la première récolte de blé à Littoria (aujourd'hui Latina), ville fondée en 1932 grâce aux travaux d'assèchement des marais Pontins, au sud de Rome. En haut : le palais de la Civilisation italienne des architectes Giovanni Guerrini, Ernesto Lapadula et Mario Romano. Construit entre 1938 et 1940 dans le quartier de l'EUR pour l'Exposition universelle de Rome prévue en 1942, le « Colisée carré » est le monument le plus emblématique de l'architecture fasciste.

Y a-t-il eu une culture fasciste ?

Loin d'être une idéologie réactionnaire, le fascisme regarda vers l'avenir, dans une démarche en fait très moderne. L'art, notamment architectural, qu'il promut en reflétait l'esprit : un style antiquisant avec colonnes et arcades mêlé à une rigueur rationaliste faite de lignes droites et sévères. On en a un exemple précis avec le quartier de l'EUR, au sud de Rome, bâti pour accueillir l'Exposition universelle qui aurait dû se tenir dans la capitale italienne en 1942. Le régime laissa aux artistes une liberté de création indéniable, tant que les lignes rouges de la subversion n'étaient pas franchies, et il ne jeta pas les imprécations nazies contre l'art moderne, ayant bu à la source du futurisme – art révolutionnaire, s'il en est – lors de sa naissance en 1919. Moderne, le fascisme le fut dans son approche des médias, avec un investissement très fort dans la généralisation de la radio, qui portait la voix du Duce jusque dans les régions les plus archaïques, et surtout dans le cinéma, pour lequel le dictateur créa les studios de Cinecittà, qui devaient rivaliser avec Hollywood. Là aussi, on constate un esprit créatif et libre, cohabitant avec la propagande la plus grossière, qui donnerait naissance, après-guerre, au mouvement néoréaliste. On découvre aujourd'hui l'ampleur de l'investissement du régime dans le domaine culturel, de son rayonnement à l'extérieur et de l'instrumentalisation qu'il en fit à son bénéfice.

On s'en doute, le sport occupa une place primordiale dans la transformation des Italiens. Aimant se présenter comme le sportif accompli qu'il n'était pas, Mussolini voyait dans ce type d'activité un moyen de préparer aux futurs combats autant les esprits que les corps, y compris des filles, qui devaient elles aussi s'adonner aux bienfaits du sport, au grand dam de l'Eglise. Les grandes manifestations autour du football ou des Jeux olympiques devenaient en outre pour l'Italie des instruments de prestige que le régime ne se priva pas d'exploiter, surtout quand l'équipe nationale gagna la Coupe du monde en 1934, puis en 1938. D'abord réticent, Mussolini comprit les potentialités du football en termes de cohésion, de nationalisme et d'enracinement populaire. On vit alors sortir de terre des stades monumentaux, des complexes sportifs à la fois modernes et « romains » au sens antique du terme, comme le stade des Marbres, bâti à Rome sur le forum… Mussolini !

RÊVE D'EMPIRE
Ci-contre : couverture du magazine *Il Mondo* du 5 janvier 1936, saluant la conquête fasciste de l'Ethiopie. L'agression italienne bousculant le statu quo colonial fut sanctionnée par la SDN sous la pression des Britanniques. Isolée, l'Italie se rapprocha alors de l'Allemagne nazie. Page de droite : Mussolini et le cardinal Pietro Gasparri signant à Rome, le 11 février 1929, les accords du Latran, qui consacraient notamment la création de l'Etat du Vatican.

Pourquoi Mussolini s'est-il lancé à la conquête de l'Ethiopie ?

L'Ethiopie avait laissé aux Italiens un goût particulièrement amer depuis que leur armée, lancée elle aussi dans la course aux colonies, avait été battue en 1896 à la bataille d'Adoua par des soldats éthiopiens aux pieds nus. Cette humiliation avait provoqué une très grave crise interne, qui entraîna la chute du tout-puissant ministre Francesco Crispi et des troubles dans toute la péninsule, qui culminèrent avec l'assassinat du roi Humbert Ier en 1900. La fragile conquête de la Libye ottomane, entre 1911 et 1912, avait certes pu constituer un dérivatif, mais le prestige italien ne s'était en réalité jamais vraiment relevé du désastre d'Adoua.

Très vite, le fascisme reprit à son compte la tradition impériale de l'Italie, tournant ses regards vers la Méditerranée, appelée à redevenir la *Mare nostrum* de Rome. Si, dans les années 1920, le régime était encore trop instable, fragile et contesté pour rêver à des expéditions coloniales nouvelles et s'il devait concentrer ses efforts dans la pacification violente de la Libye, il n'en était plus de même dans la décennie suivante. Dès 1932, Mussolini pensait sérieusement à une conquête de l'Ethiopie. Trois motifs principaux le poussaient dans cette direction. Le premier se trouvait dans le projet impérial qui commandait de s'emparer du dernier territoire africain encore libre de toute domination européenne, de bousculer l'hégémonie des Anglais et des Français sur le monde colonial, d'entrer en force dans la cour des grands. Des raisons économiques jouèrent également en faveur de l'invasion afin d'offrir à la surpopulation péninsulaire un dérivatif à l'émigration vers les pays occidentaux et un vaste espace de colonisation. Toutefois, la principale raison résidait dans l'idéologie du fascisme, nationaliste, belliqueuse et expansionniste : Mussolini avait besoin d'une guerre afin de forger dans la dureté des combats l'âme virile et violente du nouvel Italien formé par le fascisme. Il fallait que la génération trop jeune pour avoir participé à la Grande Guerre reçût ce baptême des *homines novi*. Venger Adoua et réussir là où l'ancienne Italie avait échoué !

L'agression contre l'Ethiopie débuta en octobre 1935 et ne s'acheva qu'en mai 1936, après une campagne beaucoup plus difficile que prévu. Victor-Emmanuel III y gagna le titre d'empereur d'Ethiopie et Mussolini celui de fondateur de l'empire. Cette guerre constitue un véritable tournant à plus d'un titre. Elle marqua l'entrée dans une nouvelle période de l'histoire des totalitarismes en ouvrant la voie aux agressions internationales et aux piétinements des principes de la sécurité collective des années 1920. A partir de ce moment, le fascisme entra dans une phase de radicalisation dont il ne devait plus sortir jusqu'à sa chute finale en 1945. Il y expérimenta en outre des méthodes de guerre particulièrement violentes, faisant usage de gaz et de bombes incendiaires, faisant exécuter avec cruauté prisonniers et civils. Mis au ban des démocraties sous l'influence des Britanniques, hors d'eux devant cette atteinte au statu quo colonial et à leurs intérêts autour de la mer Rouge, le Duce se tourna alors vers l'Allemagne hitlérienne, malgré ses préventions personnelles à l'encontre du Führer et les divergences géopolitiques germano-italiennes autour de l'Autriche et du bassin danubien. Berlin sut exploiter avec habileté l'isolement de l'Italie sanctionnée par la SDN pour attirer Mussolini dans le piège infernal de l'axe Rome-Berlin.

Quels rapports Mussolini entretint-il avec l'Eglise ?

Les racines rousseauistes, jacobines et socialistes du fascisme en faisaient un mouvement viscéralement anticlérical, et l'on ne compte plus les imprécations du Mussolini marxiste contre les prêtres et le Vatican. Pourtant, une fois au pouvoir, il devenait difficile de poursuivre sur cette voie, d'autant plus que l'anticommunisme des Chemises noires offrait un point de convergence avec l'Eglise toute-puissante que l'habile Romagnol entendait exploiter à son profit, tout comme le très anticommuniste Pie XI comptait le faire de son côté.

Un problème hantait l'Italie depuis son unification : celui de l'Etat pontifical et du statut de Rome, spoliés par les Savoie. Cette question romaine, comme on l'appelait, avait créé un gouffre entre le pouvoir italien et le Saint-Siège qu'aucune tentative de dialogue ne parvenait à combler. Mussolini voulait la résoudre et donna des gages personnels en se mariant religieusement en 1925 avec sa femme Rachele, dix ans après leur union civile. La voie était ouverte pour des négociations laborieuses : commencées en 1926, elles ne débouchèrent qu'en 1929 avec la signature, le 11 février, des accords du Latran entre le Duce et le cardinal secrétaire d'Etat Gasparri. Ils comportaient en fait trois volets : la création de l'Etat du Vatican, un concordat donnant bien des avantages à l'Eglise, une large indemnité pour la perte des Etats pontificaux. Pie XI salua dans le fils de l'anarchiste romagnol l'homme de la Providence, et le dictateur se crut le nouveau Bonaparte rendant l'Italie à un Dieu auquel il ne croyait sans doute pas.

Or la lune de miel ne dura guère. Dès la ratification des accords en juin 1929, Mussolini réaffirma que, dans l'Italie du fascisme, l'Eglise n'était pas autonome et que l'éducation des enfants demeurait une prérogative de l'Etat. Il s'agissait pour lui de rassurer les puritains de son mouvement, effarés par cette compromission avec les soutanes honnies. Il affirma à un journaliste français : *« L'enfant, dès qu'il est en âge d'apprendre, appartient à l'Etat, à lui seul… pas de partage possible. »* La papauté répliqua avec l'encyclique *Divini illius Magistri* (décembre 1929), qui condamnait tout monopole éducatif de l'Etat. La crise rebondit au printemps 1931 quand le fascisme s'attaqua à l'Action catholique, ensemble d'organisations de laïcs très actives dans l'apostolat, accusées d'activités antifascistes. De graves incidents éclatèrent dans Rome, on parla même de rupture du concordat. Pie XI fulmina une encyclique, *Non abbiamo bisogno* (juin 1931), condamnation implicite du fascisme et explicite de l'idolâtrie de l'Etat. Comprenant qu'elles devaient malgré tout dialoguer, les deux parties engagèrent alors des discussions qui permirent la signature d'un accord, le 2 septembre, par lequel l'Eglise réaffirmait l'apolitisme de ses organisations, que le fascisme, de son côté, s'engageait à laisser fonctionner.

L'Eglise et le fascisme entrèrent alors dans une période de *modus vivendi* faite de méfiance sourde et de soutien affiché, la première pleinement satisfaite de la politique corporatiste et de la promotion des valeurs traditionnelles, le second enchanté d'avoir muselé les voix antifascistes au sein du clergé. Mais cette harmonie vola en éclats en 1938 quand Mussolini s'engagea sur la voie de l'alliance avec le IIIe Reich et de la législation antisémite. Pie XI y vit une transposition inacceptable des thèses germano-païennes dans sa chère Italie et, lorsque l'Etat interdit les mariages mixtes, une atteinte au concordat. Les relations entre les deux Rome et surtout entre les deux hommes ne cessèrent de se dégrader, l'Eglise retirant alors son soutien à la dictature.

Après la disparition, en février 1939, de Pie XI, mort à la veille de prononcer un discours quelque peu critique à l'encontre du fascisme et de son maître, son successeur Pie XII opta pour une politique plus conciliante afin de ne pas jeter Mussolini dans les bras de Hitler et de le garder dans le camp des nations latines. Le pontife multiplia en pure perte les efforts pour empêcher l'entrée en guerre en 1940, puis s'activa en coulisses en faveur de solutions de paix et ne bougea pas quand le régime s'écroula en juillet 1943. Le Vatican évita de reconnaître la république de Salò (1943-1945) tandis que la branche la plus radicale du fascisme, menée par Farinacci, rêvait d'une Eglise catholique italienne détachée du Siège apostolique, éternelle tentation des totalitarismes. Le fascisme mourut abandonné par l'Eglise.

© COSTA/LEEMAGE/BRIDGEMAN IMAGES. © ROGER-VIOLLET.

Comment le fascisme devint-il antisémite ?

Une évidence s'impose : l'antisémitisme ne constitua pas la matrice idéologique du fascisme. Les nazis ne cessaient d'ailleurs de le lui reprocher et nous connaissons les liens à la fois intimes et politiques unissant Mussolini à Margherita Sarfatti, intellectuelle juive du meilleur monde. Cela n'empêche pas les historiens de s'interroger sur l'éventuel antisémitisme de Mussolini et sur les raisons qui le poussèrent à opérer un tournant antisémite qui surprit tout le pays.

Sans être un vrai antisémite, Mussolini oscilla entre indifférence, philosémitisme et prévention à l'encontre des Juifs. Il lut d'ailleurs *Mein Kampf*, dont il annota favorablement plusieurs passages. Pourtant, au début des années 1930, il prit bien soin de réaffirmer l'absence de tout antisémitisme pour mieux se différencier du national-socialisme désormais au pouvoir. L'Italie était un peuple, non une race. Pourquoi alors tomba-t-il dans cette spirale infernale de l'antisémitisme d'Etat et mit-il au ban de la nation des Juifs dont certains étaient membres du PNF ?

Tout d'abord, sans parler de servile imitation, on ne peut balayer d'un revers de la main le contexte des prolégomènes de l'alliance avec le Reich, qui exerçait sur le Duce une attraction toujours plus forte. Ajoutons les conséquences de la conquête de l'Ethiopie sur les problématiques raciales, qui poussèrent le régime à adopter des lois d'une ségrégation très nette entre Italiens et Ethiopiens. Tout comme les problèmes démographiques, la question de l'avenir de la race blanche obsédait, on le sait, le dictateur. Il faut aussi garder à l'esprit la nature révolutionnaire du fascisme : pour Mussolini, la révolution fasciste devait être permanente et avait donc toujours besoin d'un adversaire à abattre afin de maintenir la société dans un état de tension guerrière, surtout depuis l'élimination des ennemis politiques. Enfin, la désignation des Juifs comme ennemis de la nation fasciste présentait l'avantage de renouer avec les racines anticapitalistes du fascisme, de ranimer cette haine de la bourgeoisie à laquelle le judaïsme était facilement identifiable et que Mussolini porta jusqu'à son dernier souffle. Cette radicalisation antisémite, si elle ne fut pas exempte de violences, resta au niveau d'une législation de discrimination. Tout commença avec la parution à l'été 1938 d'un *Manifeste de la race*, signé de plusieurs scientifiques, suivi d'une série de lois, prises entre septembre 1938 et juin 1939, excluant les Juifs de l'administration, de l'enseignement, du domaine culturel, et interdisant les mariages mixtes. Il faudra attendre la guerre, la fin du régime et l'occupation de la péninsule par les Allemands pour que les Juifs italiens subissent le sort dramatique de leurs coreligionnaires européens, Rome ayant refusé jusque-là de livrer aux bourreaux nazis les Juifs encore sous son autorité.

Quel est le bilan de la répression fasciste ?

Malgré la tendance actuelle de l'historiographie à associer le fascisme à ses comparses nazi et soviétique dans les crimes de masse, force est de constater un bilan modéré de la répression fasciste. La violence du fascisme s'exerça par périodes et par secteurs. Elle se manifesta de manière brutale lors de la guerre civile après-guerre, puis s'institutionnalisa via la création de la police politique et du Tribunal spécial, avant de retrouver toute sa sauvagerie lors de la sanglante république de Salò, de 1943 à 1945. Elle atteignit une intensité plus forte et surtout permanente dans les espaces périphériques : colonies à pacifier en Libye, en Somalie puis en Ethiopie, où l'armée usa de moyens barbares pour écraser les foyers de rébellion ; régions balkaniques tombées sous le contrôle de Rome à la suite du démembrement yougoslave de 1941 et vite ravagées par des soulèvements partisans, contre lesquels Mussolini exigea que cesse *« le lieu commun qui dépeint les Italiens comme des sentimentaux incapables d'être durs quand il le faut »*. Les répressions purent en effet y être féroces, menées par des militaires qui, en même temps, sauvèrent cependant Serbes et Juifs martyrisés par les Oustachis croates.

En dehors de ces périodes, les Italiens subirent une répression fort relative. En furent victimes les opposants politiques, les marginaux, les homosexuels, qui subissaient une peine de confinement *(confino)* – une sorte de résidence surveillée – dans les régions les plus reculées et hostiles de la péninsule. Bien des adversaires choisirent l'exil. Pour sa surveillance des activités et des propos subversifs, l'Ovra utilisait de multiples indics et mouchards, noircissant des pages de fiches dont le Duce faisait son miel. Avec 5 620 accusés jugés par le Tribunal spécial, 17 000 peines de *confino* et 160 000 surveillés spéciaux – auxquels on ajoutera les 4 000 morts des années 1919-1922 –, l'Italie fasciste fait pâle figure comparée aux millions de morts du communisme soviétique accumulés entre 1918 et 1939. Entre l'absence de cruauté chez Mussolini et le consensus dont le régime disposait dans la population, une répression de grande échelle était parfaitement inutile.

L'entrée en guerre de l'Italie était-elle l'aboutissement inévitable du fascisme ?

Bruit de bottes Ci-dessus : inspection des troupes fascistes à la frontière italo-yougoslave en novembre 1940. En avril 1941, les puissances de l'Axe se partagèrent le pays. Page de gauche, en haut : après l'instauration des lois raciales visant la communauté juive en septembre 1938, une commerçante de Rome affiche sur sa devanture une mention précisant que sa « *boutique est aryenne* ». Page de gauche, en bas : carte postale illustrant la pratique du supplice favori infligé par les Chemises noires à leurs opposants : l'ingurgitation forcée d'huile de ricin pour provoquer de sévères diarrhées.

Sans l'alliance avec l'Allemagne et l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale, le 10 juin 1940, peut-être Mussolini serait-il mort dans son lit, à l'image du rusé Franco. Mais en réalité cette hypothèse n'en est pas une, car le fascisme proclamait une idéologie qui ne pouvait que l'entraîner dans une conflagration générale et titanesque.

Commençons par rappeler que les fascistes arrivés au pouvoir en 1922 constituaient une nouvelle élite issue du front et des tranchées, façonnée par la dureté des combats que tous magnifiaient comme l'expérience la plus extraordinaire de leur vie. Bien des hiérarques du régime avaient été de valeureux guerriers médaillés. A leurs yeux, le fascisme poursuivait la guerre, d'abord en éliminant par la violence des *squadre* les adversaires politiques devenus des ennemis, puis par l'usage d'un vocabulaire combattant et d'une propagande guerrière qui, depuis les militants du PNF jusqu'au reste de la société, devait transformer le pays en caserne. L'objectif des *Balilla* fascistes et des *Avanguardisti*, qui accueillaient les jeunes de 8 à 18 ans, était bien d'en faire des soldats. Impossible donc de ne pas soumettre les Italiens à l'épreuve du feu avec ses souffrances formatrices. L'agression de l'Ethiopie et l'engagement dans la guerre civile espagnole accompagnèrent cette marche vers le conflit général.

Pourtant, ce fut à reculons que l'Italie y entra, d'abord en proclamant sa non-belligérance en septembre 1939 pour d'évidentes raisons d'impréparation, puis en attendant l'écrasement total de la France en mai-juin 1940 pour entrer en lice. Ce n'était certes pas glorieux, mais regarder l'arme au pied l'Allemagne écraser les démocraties occidentales devenait une torture pour Mussolini. La neutralité revenait à renier le fascisme et les promesses qu'il avait faites à l'Italie de lui assurer sa grandeur. L'abandon du pacte d'Acier signé en mai 1939 avec Hitler ramenait l'Italie fasciste à l'*Italietta* (petite Italie) de 1915. Le dictateur n'écouta alors plus personne, ni le roi, ni le pape, ni son gendre Ciano dont il avait fait son ministre des Affaires étrangères, ni le groupe des hiérarques opposés à cette aventure. Il voulait sa guerre. Celle du fascisme. « *Cette lutte gigantesque*, lança-t-il à la foule ce fatal 10 juin 1940, *n'est qu'une phase dans le développement logique de notre révolution.* »

Il faut bien comprendre que l'enjeu dépassait de loin l'acquisition de simples gains territoriaux au détriment de la France et de la Yougoslavie ou la conquête de l'espace vital méditerranéen. Ce qui se jouait alors était d'une autre nature. Le fascisme menait une guerre de civilisation pour une nouvelle Europe, anticommuniste et antilibérale, débarrassée des puissances ploutocratiques, régénérée par les valeurs du fascisme. Farinacci l'exprima à sa manière : « *Notre guerre, comme celle de l'Allemagne, est révolutionnaire et totalitaire.* » La Seconde Guerre mondiale devenait le moment du grand règlement de comptes avec l'héritage libéral et démocratique des traités de 1919, qu'on liquiderait, et le fascisme serait à ce rendez-vous en dépit des réalités économiques et militaires du pays, qui ne lui permettaient pas d'envisager une guerre longue.

Docteur en histoire, spécialiste des relations internationales, Frédéric Le Moal enseigne au lycée militaire de Saint-Cyr et à l'Institut Albert-le-Grand.

À LIRE de Frédéric Le Moal

Histoire du fascisme, Perrin, 432 pages, 23 €.

Victor-Emmanuel III. Un roi face à Mussolini, Perrin, 440 pages, 26 €.

© FOTOTECA/LEEMAGE/BRIDGEMAN IMAGES. © PHOTO12/ALAMY. © NEW YORK TIMES CO./GETTY IMAGES.

ANALYSE

Par Alexandre Grandazzi

La Troisième Rome

Le centre de Rome tel qu'on le connaît doit une grande part de son aspect aux travaux entrepris sous Mussolini. Il s'agissait pour le Duce de manifester que *« l'esprit immortel de Rome surgit de nouveau dans le fascisme »*.

« *Mes idées sont claires, mes ordres sont précis et je suis certain qu'ils deviendront une réalité concrète. Dans cinquante ans, Rome devra apparaître comme une merveille à tous les peuples du monde : vaste, remise en ordre, puissante, comme elle le fut au temps du premier empire d'Auguste. Vous continuerez à libérer le tronc du grand chêne de tout ce qui l'étouffe encore. Vous dégagerez largement le théâtre de Marcellus, le Capitole, le Panthéon. Tout ce qui s'est développé autour durant les siècles de la décadence doit disparaître. Avant cinq ans, un grand vide devra rendre visible depuis la place Colonna la masse du Panthéon. Vous libérerez aussi des constructions parasites et profanes les temples majestueux de la Rome chrétienne. Les monuments millénaires de notre histoire doivent dominer comme des géants dans la solitude qui leur est nécessaire.* »

Ainsi Mussolini s'adresse-t-il, le 31 décembre 1925, au nouveau gouverneur de la capitale, annonçant ce qui sera réalisé durant les deux décennies suivantes : une transformation radicale et irréversible du centre historique de Rome, qui passera d'abord par des destructions très étendues. Ce qui rend ce discours fascinant, c'est qu'il décrit exactement ce qui va se passer, énonçant clairement, presque ingénument, les présupposés idéologiques et esthétiques de l'orateur : la promotion exclusive de l'Antiquité romaine, l'élimination de tout ce qui relève du Moyen Age, de la Renaissance et du baroque – rien de moins ! –, le rythme accéléré, pour ne pas dire frénétique, auquel seront menées les opérations, la recherche des effets scénographiques et spectaculaires qui caractériseront cet urbanisme démolisseur. Ayant choisi la voie d'une dictature qui se veut totalitaire depuis janvier 1925, Mussolini et son régime vont chercher et, pendant une décennie

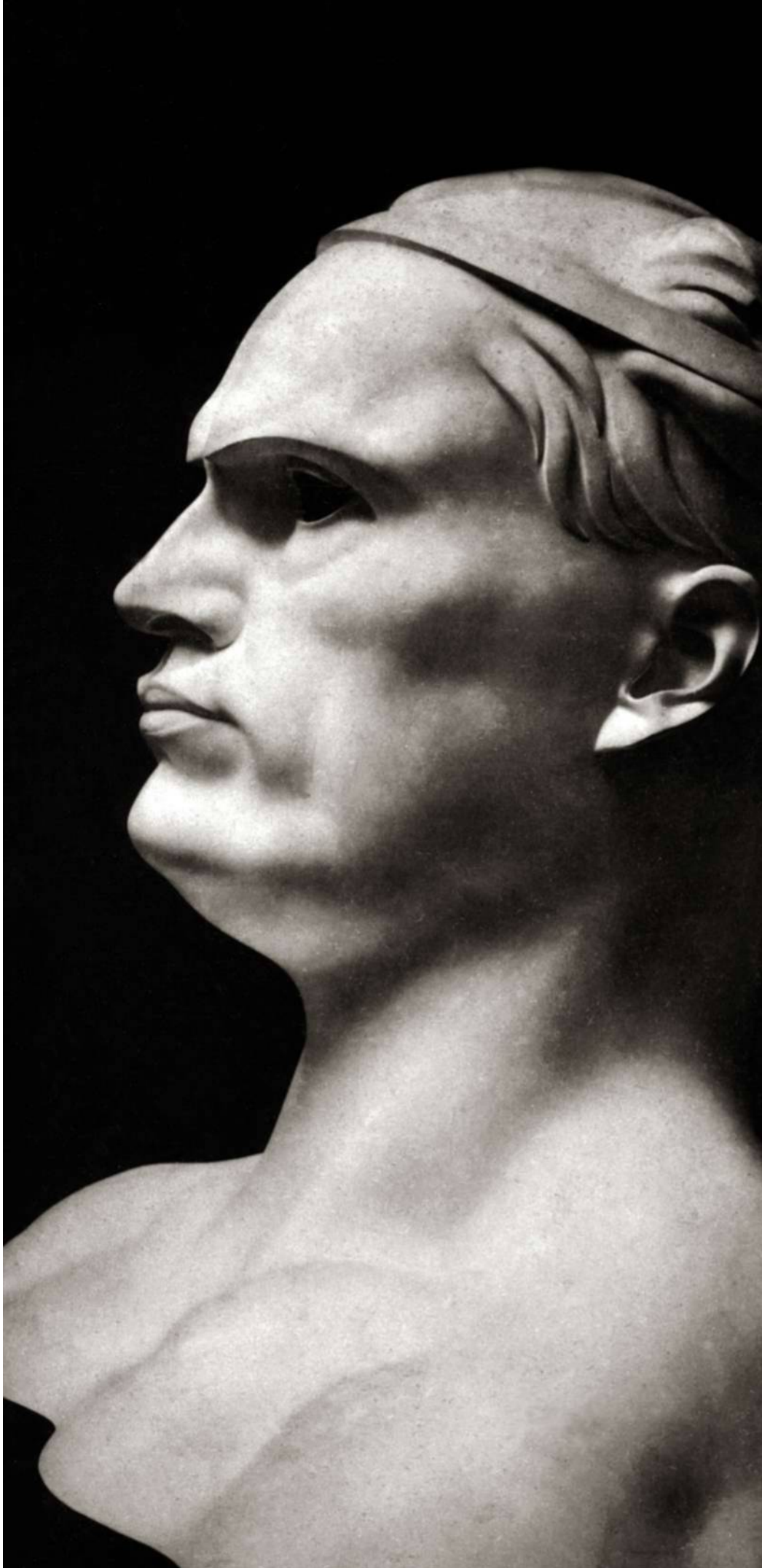
AVENUE DE L'EMPIRE FASCISTE
Ci-dessus : vue du Vittoriano, place de Venise, inauguré en 1911, en l'honneur de Victor-Emmanuel II, premier roi de l'Italie unifiée. A droite : le quartier Alessandrino en 1928, avant sa démolition pour aménager la via dell'Impero (aujourd'hui via dei Fori Imperiali). Au fond, on distingue le Vittoriano.

au moins, trouver dans la référence obsédante à une Antiquité fantasmée le moyen de faire bénéficier la « révolution fasciste » du consensus des masses.

Pour mettre en scène ce consensus, dans un pays où il n'y aura plus de contre-pouvoirs ni d'élections libres, il faut un théâtre où puisse être représentée la rencontre, régulièrement renouvelée, entre le Duce et son peuple. Ce théâtre, ce sera la ville de Rome : une ville débarrassée autant que possible de son pittoresque et de ses aspects populaires, et où les grandes ruines antiques dégagées de tout apport postérieur serviront de décor au bon ordre des parades militaires et au délire des foules enthousiastes, le tout immédiatement relayé aux quatre coins du monde par la presse, la radio et le cinéma. Après la Rome des Césars, après celle des papes, celle de Mussolini sera « la troisième Rome », fière de son passé antique mais tournée vers un avenir radieux. Dès 1922, peu avant la marche sur Rome, celui qui n'était alors que le chef d'un parti d'opposition avait déclaré : « *Rome est notre point de départ, notre référence ; c'est notre symbole ou, si l'on veut, notre mythe. Nous rêvons l'Italie romaine, c'est-à-dire sage et forte, disciplinée et impériale. Beaucoup de ce qu'a été l'esprit immortel de Rome surgit de nouveau dans le fascisme : le faisceau des licteurs est romain, romaine notre organisation de combat, romains notre orgueil et notre courage :* civis romanus sum. »

En ce début du XX^e siècle, l'hommage à ce qu'on appelle alors « la romanité » n'est pas vraiment original. Ce qui l'est, c'est l'outrance bien mussolinienne du propos, qui relève d'un objectif de fond, le recours à la Rome antique permettant d'écarter tout souvenir de la papauté, mais aussi du *Risorgimento* libéral et, bien sûr, du socialisme révolutionnaire. De même, la volonté de promouvoir les monuments antiques, en les dégageant de toute construction postérieure, n'était pas neuve : dès 1812, au

© SHUTTERSTOCK/AERIAL-MOTION. © CINECITTA LUCE/SCALA, FIRENZE. © PHOTO-RE-PUBBLIC/LEEMAGE/BRIDGEMAN.



Les yeux de l'amour Ci-contre : buste de Mussolini, par Adolfo Wildt, réalisé pour le frontispice du livre *Dux* (1926), biographie du Duce écrite par sa maîtresse Margherita Sarfatti.

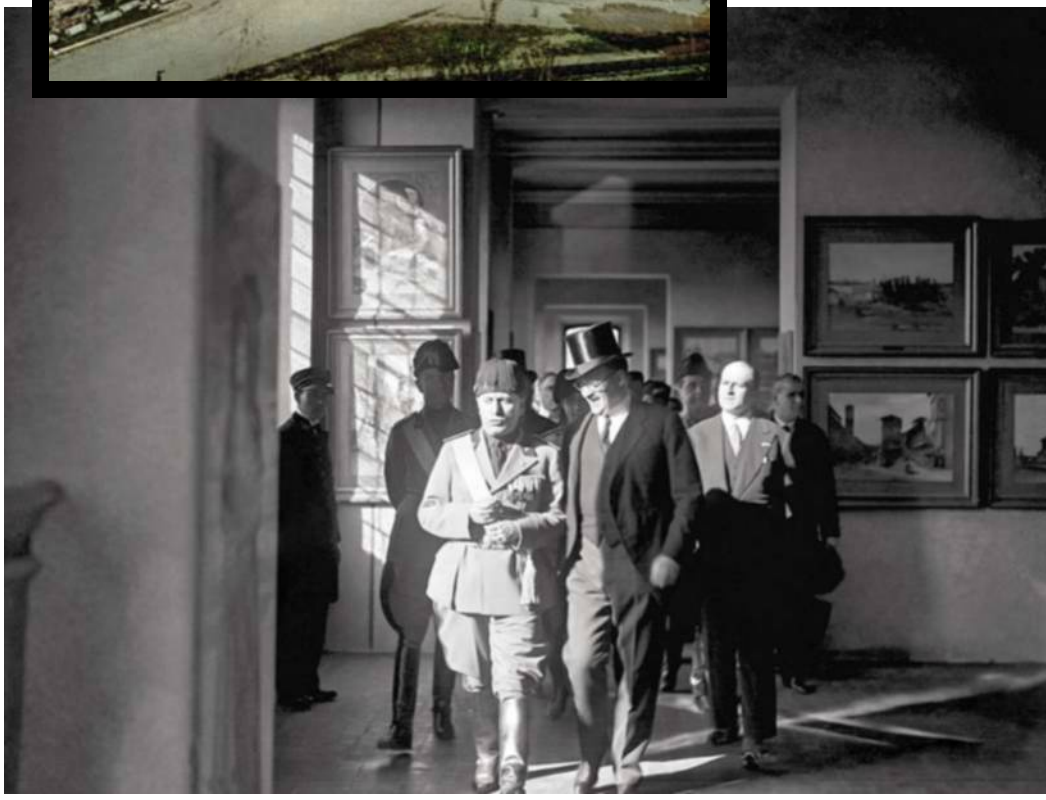
PLACE NETTE Ci-dessus : vue de Rome où l'on distingue, au centre, la place de Venise et le Vittoriano reliés au Colisée, à droite, par l'ancienne via dell'Impero (via dei Fori Imperiali). A gauche : le chantier de la via dell'Impero vers 1932. Page de droite, en haut : le Colisée et la *Meta Sudans* devant l'arc de Constantin vers 1900. La dernière fontaine antique de Rome fut détruite à l'époque de Mussolini car elle gênait les défilés. En dessous : Mussolini visitant le musée de Rome accompagné par l'architecte et archéologue Antonio Muñoz, maître d'œuvre de la construction de la troisième Rome et destructeur zélé des anciens bâtiments et quartiers qui gênaient la réalisation des grands travaux voulus par Mussolini.

temps d'un empire dont le chef se voulait un nouveau Trajan, les autorités françaises d'une Rome alors préfecture du département du Tibre avaient fait abattre une église (Sainte-Euphémie) et un monastère (Santo Spirito) médiévaux, situés via Alessandrina, pour pouvoir dégager la basilique Ulpia. On ne peut comprendre l'urbanisme mussolinien qu'en l'inscrivant dans une histoire longue, qui commence vraiment avec l'accession de Rome au rang de capitale en 1870 et qui va jusqu'au seuil des années 1960, où furent terminées plusieurs grandes opérations qui avaient été conçues par les autorités fascistes.

Nouvelle capitale

Rome devenue capitale avait connu durant le dernier tiers du XIX^e^ siècle d'énormes travaux avec le percement de larges voies (Nazionale et Cavour), la création de quartiers entiers, la construction de grands monuments publics comme, au bord du Tibre, le gigantesque palais de justice. A partir de la fin du siècle, l'édification, place de Venise, du Vittoriano, le colossal monument en l'honneur de Victor-Emmanuel II, le premier roi de l'Italie unifiée, avait déjà présenté toutes les caractéristiques des grandes opérations urbaines que mènerait le fascisme : en effet, pour faire place à ce géant, édifié dans un style ostensiblement antique, il avait fallu d'abord amputer et entailler profondément la colline du Capitole, puis éliminer tout un ancien quartier qui s'étalait à sa base et sur ses pentes, le tout à des fins d'exaltation nationaliste de l'unité et des vertus guerrières de la nouvelle Italie. Dès 1911, l'année même de l'inauguration du Vittoriano, Corrado Ricci (1858-1934), un archéologue qui allait devenir l'un des acteurs de la transformation de Rome, prônait dans un mémoire le dégagement des forums impériaux par l'ouverture d'une voie qui unirait la place de Venise au Colisée ; c'est le même homme qui serait, en juillet 1924, nommé vice-président de la Commission pour les travaux de rédemption (sic) du forum d'Auguste, c'est-à-dire l'institution officielle qui piloterait les démolitions pour l'ouverture de la via dell'Impero (l'empire en question étant l'empire fasciste), devenue aujourd'hui la via dei Fori Imperiali.

Ville encore provinciale et endormie de seulement 200 000 habitants en 1870, Rome devenue capitale avait, en quarante ans, vu sa population plus que doubler et son urbanisme être profondément transformé : les grands travaux et les destructions y avaient été la norme, plus ou moins anticipés par une succession de plans régulateurs. C'est ainsi que celui de 1873 prévoyait, place de Venise, la destruction du palais Torlonia (qui sera réalisée au début du siècle suivant), mais aussi l'ouverture d'une large voie allant jusqu'au Colisée et, au-delà, jusqu'au Latran, tandis qu'un viaduc de fer aurait enjambé le Forum, dont l'exploration archéologique venait de commencer… Dans le plan de 1886, le viaduc était conservé mais porté à 20 m de largeur, et il était prévu de démolir toutes les constructions étagées sur la pente nord du Capitole. Quant au plan adopté par les



autorités municipales en 1909, s'il renonçait au viaduc du Forum, il prévoyait, outre le dégagement du mausolée d'Auguste, deux larges voies qui correspondent à peu près exactement, de part et d'autre du Capitole, aux futures via dell'Impero et via del Mare (aujourd'hui via del Teatro di Marcello, continuée par la via Petroselli). En 1919 est nommée une Commission royale pour la systématisation édilitaire de la colline du Capitole, la systématisation étant en l'occurrence la destruction des quartiers anciens qui en occupaient alors les pentes et les alentours immédiats ; la même instance développe aussi le projet d'une gigantesque zone archéologique joignant les Forums impériaux, qu'il s'agira de fouiller, au Forum républicain, le théâtre de Marcellus alors épicentre d'un pittoresque quartier médiéval devant, pour sa part, être dégagé de toute construction adventice.

Si l'on ajoute qu'à cette époque, de l'autre côté de l'opinion, les futuristes exhortent architectes et urbanistes à « *s'emparer des pioches, des haches et des marteaux pour pratiquer les éventrements salutaires* », on voit que le fascisme n'a rien inventé. La concentration de tous les pouvoirs dans les mains d'un seul homme qu'il a mise en place a, en revanche, annihilé toutes les possibilités de contestation et permis que des projets, jusque-là plus ou moins utopiques, aient pu, du jour au lendemain, devenir, grâce à l'aide financière de l'Etat (dont l'absence avait jusque-là bloqué bien des initiatives), une réalité concrète : celle d'une Rome livrée aux pioches et aux camions des démolisseurs, et qui allait, en seulement vingt ans, perdre en superficie une partie notable de son centre historique. De façon révélatrice, les énormes destructions entreprises à partir de 1924 sont désignées très officiellement par le mot *sventramento* qui, à la lettre, signifie « éventrement », « éviscération », « étripage » : comme si la ville, avec ses quartiers anciens, était une volaille qu'il s'agissait de vider… Les autres termes chers aux autorités fascistes ne sont pas moins révélateurs : on parle alors d'« isolation », de « libération », de « rédemption », de « résurrection » des monuments antiques quand on en élimine toutes les constructions voisines, fussent-elles anciennes et remarquables.

L'archéologue et architecte romain Antonio Muñoz (1884-1960), auteur par ailleurs d'une *Roma di Mussolini* (1935) dont il fait l'apologie, va être le maître d'œuvre de la construction de cette troisième Rome, qui passe d'abord par la destruction de la deuxième. Travailleur acharné, il est, malheureusement, d'une efficacité exceptionnelle, qui sera pour beaucoup dans le respect des délais et du rythme effréné voulus par Mussolini pour ses grands travaux. Il n'hésite d'ailleurs pas à dévaloriser les quartiers voués à disparaître : sous sa plume, les églises à démolir (il y en aura près d'une vingtaine) deviennent des « *petites chapelles sans intérêt* », les anciens palais et les vieilles maisons, des « *masures crasseuses* » ou des « *taudis croulants, avec des guenilles suspendues aux fenêtres* », les rues, *des « venelles puantes »*. Au même moment, Mussolini ironise lourdement : « *Seul quelque attardé qui voudrait encore visiter Rome avec le guide de Stendhal peut se désespérer de ne plus trouver ses chères ruelles malpropres pleines de poux* » ; et un autre jour : « *Tout le pittoresque est confié à Sa Majesté la pioche. Tout ce pittoresque est destiné à s'écrouler et doit s'écrouler au nom de la décence, de l'hygiène et, si vous voulez, aussi de la beauté de la capitale.* »

L'auteur de pareilles formules étant le tout-puissant chef du gouvernement, les destructions vont atteindre une ampleur sans précédent. Le grand plan régulateur de 1931, adopté alors qu'elles ont commencé depuis sept ans, fait ainsi la somme de tous les « éventrements » projetés depuis 1870. Ceux-ci vont être réalisés selon un rythme semestriel, chaque 21 avril et chaque 28 octobre, fêtes choisies par le régime parce qu'elles marquent respectivement l'anniversaire de la fondation de l'*Urbs* et celui de la marche sur Rome. Commencé dès 1924 avec le dégagement du Forum d'Auguste,

© GETTY IMAGES/ISTOCKPHOTO. © AKG-IMAGES/UIG/TOURING CLUB ITALIANO/MARKA. © GLASSHOUSE IMAGES/PHOTO12. © CINECITTA LUCE/SCALA, FIRENZE.

Esprit de conquête
Ci-contre : les vestiges des temples antiques du Largo Argentina ont été mis au jour lors de travaux commencés en 1926. A l'époque, il était prévu de les détruire pour construire un ensemble immobilier de luxe. En dessous : le 18 septembre 1935, à Rome, Mussolini faisait le salut fasciste à côté de la statue de Jules César, deux semaines avant de se lancer à la conquête de l'Ethiopie. Page de droite : vue de Saint-Pierre de Rome depuis la via della Conciliazione. En dessous : en 1936 commence la destruction du Borgo, nécessaire au percement de la via della Conciliazione, qui doit relier le château Saint-Ange à la place Saint-Pierre. L'aménagement de l'artère ne sera achevé qu'en 1950.

suivi à partir de 1926 de celui des marchés de Trajan, le percement de l'immense voie (presque 1 km de longueur pour 30 m de largeur) créée pour relier d'un trait la place de Venise au Colisée est la réalisation la plus spectaculaire : désormais se font face le lieu où se trouve le palais au balcon duquel Mussolini harangue les foules et le monument symbole de la romanité impériale. L'inauguration, en 1932, de cette nouvelle via dell'Impero connaît un retentissement mondial, qui apporte beaucoup de prestige au régime, maintenant installé depuis dix ans. Ni en Italie, ni ailleurs, curieusement, il n'y a eu de vraie protestation contre la destruction, à cette occasion, d'une des plus vénérables collines de Rome, sans doute riche de vestiges remontant aux origines de la cité : la Vélia, qualifiée préalablement par les thuriféraires du régime de « *bosse* » et de « *verrue* », a été rasée en trois mois et demi et, comme pour la faire oublier, quatre grandes cartes de marbre illustrant la formation et la croissance de l'Empire romain, plus une (absente aujourd'hui) représentant « l'Empire fasciste » qui se veut son successeur (comprenant, outre l'Italie, l'Albanie, le Dodécanèse, l'Erythrée, la Somalie, l'Ethiopie et la Libye), sont affichées sur le côté de la basilique de Maxence, que borde maintenant la nouvelle voie.

Faire table rase

Le respect affiché pour l'Antiquité trouve donc vite ses limites : devant l'arc de Constantin, la *Meta Sudans*, la seule fontaine antique subsistant à Rome, est détruite car elle gêne les défilés, tout comme la base du colosse (à l'origine du nom du Colisée) de Néron. Le plus curieux pour un régime qui se réclame sans cesse de la tradition, c'est que toutes ces destructions se font dans la hâte, sans être décrites, ni archivées, à l'exception d'albums de photos confectionnés sur ordre de Mussolini, mais d'une valeur documentaire très insuffisante. Cette négligence était, il est vrai, une manière de signifier que ce qui avait été détruit ne valait pas la peine d'être conservé. Aussi bien les démolitions se multiplient-elles.

Le versant méridional du Capitole est entièrement dégagé, suite à la destruction de tout un ancien quartier, sur consigne de Muñoz, qui y cherche en vain la roche Tarpéienne… Dans le centre, du côté du corso Vittorio Emanuele, des travaux, commencés en 1926, permettent de mettre au jour, au Largo Argentina, les vestiges de quatre temples datant de l'époque républicaine ; mais il est alors prévu qu'ils céderont bientôt la place à un ensemble immobilier de grand luxe. En 1934 commence le dégagement du mausolée d'Auguste et, deux ans plus tard, le long de la place Navone, écornée pour l'occasion, une nouvelle artère est ouverte, le corso Risorgimento, qui vient buter sur la façade de San Andrea delle Valle ; mais il est alors prévu de lui faire traverser le Campo dei Fiori, de manière à le prolonger jusqu'au Tibre.

En liaison avec le bimillénaire d'Auguste, qui sera célébré par une grandiose exposition en 1938, l'autel de la Paix, *Ara Pacis*, dont les panneaux ont été récupérés grâce à une fouille faisant appel aux techniques les plus modernes, est remonté et abrité dans un pavillon construit en trois mois le long du Tibre. Au même moment débutent les travaux de l'EUR, le nouveau quartier, d'une modernité riche en colonnades néoclassiques, qui, dans la banlieue sud, devra accueillir en 1942 l'*Esposizione universale di Roma* pour fêter la victoire à venir des puissances de l'Axe… Dix ans auparavant, à partir de 1928, la construction, au pied du Monte Mario, d'un grandiose complexe sportif de style classicisant, auquel avait été donné le nom de Foro Italico, avait déjà illustré la volonté du régime de placer le sport, considéré comme le legs d'une Antiquité « régénératrice », au centre de la vie sociale des Italiens. Du même côté du fleuve, mais dans Rome même, commence en 1936 la

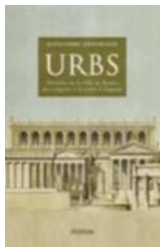
© JOHANNA HUBER/SIME / PHOTONONSTOP. © KEYSTONE-FRANCE. ©SHUTTERSTOCK / K_SAMURKAS. © CINECITTA LUCE/SCALA, FIRENZE.

destruction de la *Spina* du Borgo, ancien et dense quartier situé en face de la basilique Saint-Pierre, dont il s'agit de dégager la perspective depuis le château Saint-Ange, en ouvrant une nouvelle voie, via della Conciliazione, qui ne sera achevée qu'en 1950.

Ainsi Rome sortira-t-elle du *Ventennio* profondément changée. Loin d'être critiquées, les destructions n'ont pas suscité de mouvement contraire de l'opinion, même si, par exemple, la disparition, au pied du Capitole, des places Aracoeli et Montanara – la préférée de Goethe – avait suscité certains regrets. Enthousiastes pour la plupart, archéologues et architectes auraient souvent voulu aller plus loin, à tel point que Mussolini lui-même a parfois joué le rôle de modérateur ! Il a exigé que les ruines des temples découverts au Largo Argentina restent en place et qu'on renonce au complexe immobilier prévu ; il a refusé la suppression du dernier étage du *Tabularium*, proposée par Muñoz ; surtout, il n'a finalement pas voulu du prolongement du corso del Rinascimento ni du « dégagement » du Panthéon, qui eussent abouti à la disparition de deux des plus beaux quartiers du centre historique. Reste que, si son régime et son idéologie n'ont pas dépassé la vingtaine d'années, Rome est encore aujourd'hui telle qu'il l'a transformée : d'un urbanisme plus grandiloquent que grandiose, avec, dans le tissu urbain, de larges cicatrices que cache mal la verdure des promenades archéologiques.

Alexandre Grandazzi est professeur à la Sorbonne, dont il dirige le département d'études latines. Il est notamment l'auteur de *La Fondation de Rome* (Tallandier, 2020), et de *Urbs. Histoire de la ville de Rome, des origines à la mort d'Auguste* (Perrin, 2017), couronné par le prix Chateaubriand.

À LIRE d'Alexandre Grandazzi



Urbs. Histoire de la ville de Rome, des origines à la mort d'Auguste
Perrin
768 pages
30 €

Le monde selon Mussolini

Par Georges-Henri Soutou, *de l'Institut*

Si dans les années 1920 la diplomatie de Mussolini semble s'inscrire dans un souci de respect de l'ordre né de la guerre de 1914-1918, la conquête brutale de l'Ethiopie, en 1935, fit voler en éclats ce statu quo et précipita l'Italie dans le camp de Hitler, par défaut plus que par convergence de vues en matière de politique étrangère.

AXE ROME-BERLIN
Mussolini et Hitler sur le front de l'Est, en août 1941. Alors que les objectifs de Hitler étaient la conquête d'un « espace vital » et la recomposition raciale de l'Europe orientale, Mussolini tenta de lui faire accepter, sans succès, un projet de « charte du continent » qui prévoyait notamment le respect de la souveraineté des Etats et leur *« homogénéité ethnique »*.

© TOPFOTO/ROGER-VIOLLET.

© ULLSTEIN BILD/HEINRICH HOFFMANN/ROGER-VIOLLET. © AKG-IMAGES/ULLSTEIN BILD.

Malgré sa complexité et ses variations, la politique extérieure de Mussolini s'est déroulée dans un cadre de référence stable : elle visait en effet à accomplir les anciens objectifs de l'Italie libérale depuis le *Risorgimento,* vers les Balkans, vers l'Afrique, vers la Méditerranée. Mais en même temps, elle ajoutait deux grands axes : la revendication d'un rôle déterminant en Méditerranée au nom du passé romain ; la régénération, grâce au fascisme, d'une Europe en déclin à cause des suites de la Grande Guerre et de la crise des années 1930. Tout cela se voulait cohérent : la tradition romaine justifiait la vocation régénératrice de la nouvelle Italie fasciste, sa politique impériale et méditerranéenne lui conférerait la puissance nécessaire pour faire peser son « poids déterminant » entre les camps qui s'opposaient sur le continent.

Le fascisme est largement né de l'entrée en guerre de l'Italie en 1915, de la dureté du conflit et des frustrations éprouvées lors des traités de paix de 1919. Mais Mussolini n'a pas rompu tout de suite avec la politique de l'Italie libérale, tout en utilisant rudement le système international existant : à la suite d'un incident, il occupa Corfou dès 1923 et imposa à la Grèce excuses et indemnités, sans trop tenir compte de la médiation de la SDN. En même temps, il jouait le jeu des traités et de la diplomatie européenne traditionnelle : l'Italie signa les accords de Locarno de 1925, qui rétablirent un minimum d'entente en Europe en réinsérant l'Allemagne dans le jeu diplomatique (la France, la Belgique et l'Allemagne se reconnaissaient leurs frontières réciproques, Berlin renonçant à toute revendication sur l'Alsace-Lorraine et la France abandonnant toute visée sur la Rhénanie, le tout garanti par Londres et Rome, placées ainsi en position d'arbitre). En 1933, Mussolini suscita le Pacte à Quatre avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, qui, en fait, revenait à restaurer le concert européen des grandes puissances d'avant 1914, en leur confiant la gestion du continent et en tentant de canaliser la révision des traités de 1919-1920. On remarquera que ce fut le format de la conférence de Munich en 1938, qui dut beaucoup à Mussolini.

Les projets africain et méditerranéen de Mussolini commencèrent à être mis en œuvre assez tôt et de façon très organisée. D'abord la Somalie, occupée depuis 1889 et pacifiée de 1923 à 1928, et ensuite la Libye (envahie en 1911), alors en pleine dissidence, mais où l'ordre fut brutalement rétabli entre 1928 et 1932, permettant une mise en valeur et une colonisation italienne efficaces.

N'oublions pas les Balkans, où l'Italie, qui y avait une présence économique importante, plaça l'Albanie dans son orbite à partir de 1926, préludant à l'invasion de Pâques 1939, tandis qu'elle concluait un traité d'amitié avec la Hongrie en 1927 et entamait une politique de dissociation de la Yougoslavie en soutenant les Oustachis croates.

Pendant ce temps, en Europe, Rome poursuivit son rôle de puissance stabilisatrice pendant les premières années après l'avènement de Hitler, en particulier quand le Duce envoya des

© AKG-IMAGES/ALINARI/FAF TOSCA.

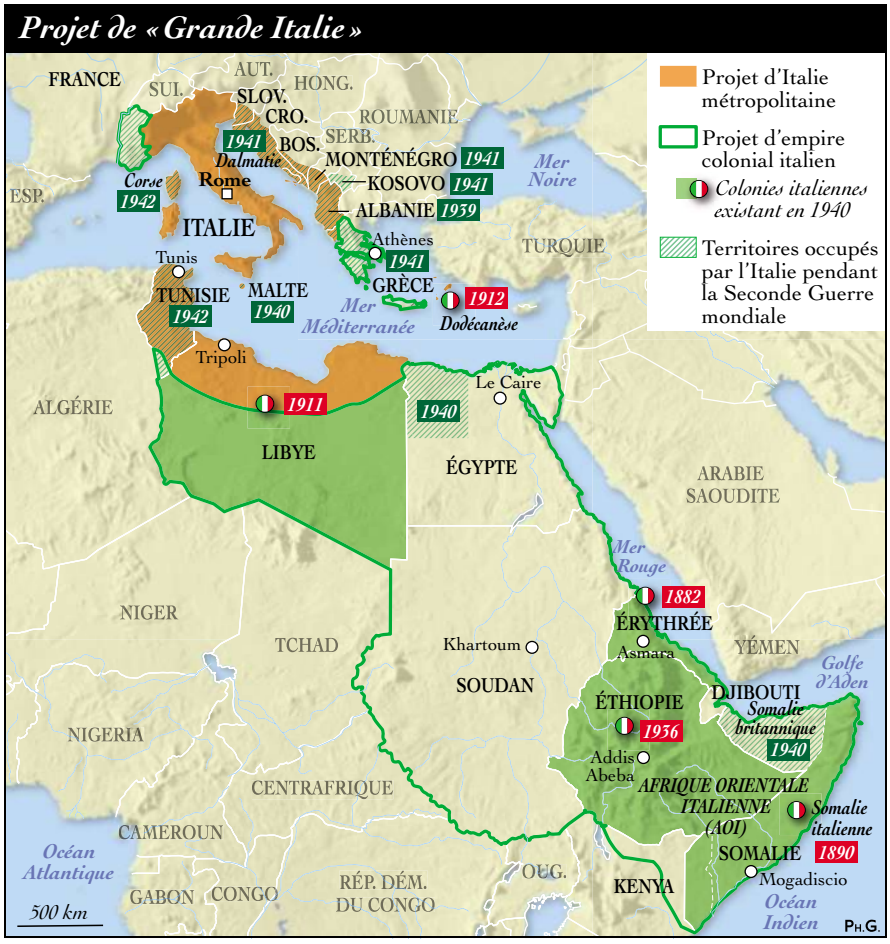
JE T'AIME MOI NON PLUS Page de gauche, à gauche : Mussolini accueillant Hitler à Venise, en juin 1934. « *Ce Hitler, quel polichinelle ! C'est un fou ! Un obsédé sexuel* », s'exclama le Duce après le départ du Führer. Page de gauche, à droite : du 11 au 14 avril 1935, la conférence de Stresa, sur l'île d'Isola Bella, sur le lac Majeur, avait réuni le ministre des Affaires étrangères Pierre Laval, Mussolini et le Premier ministre britannique James Ramsay MacDonald. Après la tentative de putsch nazi en Autriche en 1934, et le rétablissement de la conscription en Allemagne en mars 1935, Mussolini s'était rapproché des démocraties. Mais le « front de Stresa » fut mis à mal dès juin 1935 par un traité naval germano-britannique, puis par la guerre d'Ethiopie en octobre. Ci-dessus : à Rome, la foule acclame Mussolini à son retour d'Allemagne, en septembre 1937. « *Quand le fascisme a un ami, il marche avec cet ami jusqu'au bout* », avait déclaré le Duce à Berlin.

troupes à la frontière italo-autrichienne en 1934 pour faire échec à un putsch nazi à Vienne et à une première tentative d'Anschluss. En 1935, Mussolini organisa le « front de Stresa » avec la France et la Grande-Bretagne, en réaction contre le réarmement allemand. Tout le monde considérait désormais l'Italie comme une grande puissance, un pilier de l'ordre de 1919.

La vision d'une Europe fasciste

Mais le Duce se préparait à passer du rôle de défenseur de l'ordre européen de 1919 (sans jamais l'abandonner définitivement) à celui de promoteur d'une révolution européenne. Ce changement correspondait à l'approfondissement de la fascisation de l'Italie à partir de 1930 et du très grand surcroît de prestige et de liberté d'action, sur le plan intérieur comme extérieur, qu'apporta au Duce la signature des accords du Latran avec le Saint-Siège en 1929. En effet, depuis la prise de Rome par le royaume d'Italie en 1870 et la suppression des Etats pontificaux et du pouvoir temporel des papes, la Ville éternelle étant proclamée capitale de l'Italie unifiée et la papauté s'étant réfugiée au Vatican, les catholiques italiens et l'Eglise étaient dans l'opposition. Les accords du Latran, reconnaissant l'existence de l'Etat du Vatican, permirent la normalisation de leurs rapports avec l'Etat italien et le régime fasciste, malgré des tensions répétées. Par ailleurs, le gouvernement italien avait obtenu des Alliés pendant la Grande Guerre qu'ils n'associent pas le Saint-Siège à la vie internationale de l'après-guerre. Là aussi, l'obstacle fut levé, ce qui, en supprimant un obstacle dans ses rapports avec les pays catholiques, facilita la politique extérieure de Mussolini.

Tandis que le Duce reprenait personnellement la direction de la politique extérieure, la crise économique, tout particulièrement dévastatrice dans l'Europe danubienne, faisait émerger un peu partout des initiatives et des projets européens. Dès octobre 1930, le Duce avait évoqué publiquement la vision d'une Europe fasciste, capable de résoudre les problèmes de l'époque sur la base du fascisme. Il y revint dans un grand discours à Milan en octobre 1932 et à nouveau devant le Conseil national des corporations le 14 novembre 1933 : « *L'Europe n'est plus le*



Mare Nostrum

Ci-contre : la politique expansionniste de Mussolini, à partir du début des années 1930, s'inscrit dans son désir d'établir un nouvel empire fasciste dans le bassin méditerranéen, appelé à redevenir la *Mare Nostrum* de Rome. En bas : unité d'infanterie italienne dans la plaine de Macallè (Mekele), en Ethiopie, en 1935. Lancée en octobre 1935, la conquête italienne de l'Ethiopie renforça la popularité de Mussolini et l'engagement des Italiens dans le fascisme. Page de droite : troupes italiennes à Bilbao durant la guerre d'Espagne. Lors du soulèvement nationaliste en Espagne, en juillet 1936, l'aide italienne fut immédiate. La guerre permit notamment à Rome et à Berlin, qui apporta également son soutien aux nationalistes de Franco, de commencer à bâtir une communauté politico-stratégique.

continent qui conduit la civilisation humaine… L'Europe peut encore tenter de reprendre le gouvernail de la civilisation universelle si elle trouve un minimum d'unité politique. »

Dans l'esprit de Mussolini, Hitler apparut d'abord comme un élève. Le Duce reconnaissait une proximité idéologique, il annota favorablement une traduction italienne de *Mein Kampf* et reçut le Führer à Venise en juin 1934. Mais le mois suivant, on l'a vu, il n'hésita pas à faire échouer un coup d'Etat nazi à Vienne. C'était au Reich de s'aligner sur Rome. Le nouveau thème européen proclamé par le Duce était aussi une façon de le rappeler.

Mais ce thème soulevait un problème structurel qui irait croissant : si Mussolini continuait à encourager un « fascisme international » ou « européen », comme il l'avait fait à partir de 1930, très vite le leader de ce mouvement serait l'Allemagne, beaucoup plus puissante et influente que l'Italie. C'est ce qui explique le recentrage de Mussolini, à partir de 1935, sur l'autre versant du fascisme : le nationalisme exacerbé, l'achèvement des ambitions du *Risorgimento,* l'empire méditerranéen et africain… Le Duce ne cesserait plus de balancer entre les deux orientations.

Démontage du système européen

En 1935, la guerre d'Ethiopie fut un événement considérable, et pas seulement « exotique » : c'est elle qui fit exploser définitivement l'ordre de 1919. Seul pays resté indépendant en Afrique avec le Liberia (elle avait battu les Italiens à Adoua en 1896), l'Ethiopie était membre de la SDN. Or Mussolini voulait développer son empire africain et mettre la main sur elle, prise entre l'Erythrée et la Somalie italiennes, reprenant ainsi un vieux projet. Il pensait qu'en échange de son soutien à la France et à la Grande-Bretagne contre Hitler en 1934-1935, on lui devait bien cela. De fait, depuis 1916 et à nouveau début 1935, la Grande-Bretagne et surtout la France avaient dit à Rome qu'elles n'étaient pas hostiles à une sphère d'influence italienne en Ethiopie, et Mussolini pensait, après la visite de Laval à Rome en janvier 1935, avoir un feu vert discret. Il ne voyait pas de contradiction entre son axe impérial et le concert européen révisé auquel participait l'Italie depuis 1925.

En octobre 1935, l'attaque italienne commença, très brutale. La Grande-Bretagne s'enflamma (l'opinion était alors très pro-SDN et l'Ethiopie était sur la « route des Indes ») et fit voter des sanctions économiques par la SDN. Mais la France traînait les pieds et aurait souhaité une transaction (en décembre 1935, Laval et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères

britannique Hoare mirent d'ailleurs au point un plan de paix comportant d'importantes concessions à l'Italie, mais les deux Parlements grondèrent, et Hoare et Laval durent démissionner ; or Paris comptait sur l'Italie contre l'Allemagne, considérée comme la menace prioritaire). La désunion entre Paris et Londres contribua à rendre la SDN inefficace : les sanctions, décidées lentement et difficilement, ne concernaient en effet pas le pétrole, point essentiel, et n'étaient pas respectées par tous les membres. Hitler, lui, soutenait cependant Mussolini de façon décisive en contournant les sanctions et ainsi se rapprochait de lui. L'Italie l'emporta et le roi d'Italie devint empereur d'Ethiopie. Malgré l'opposition des démocraties, la victoire en Ethiopie et la (re)fondation d'un empire « romain » suscitèrent beaucoup d'enthousiasme et marquèrent le sommet du consensus et de la popularité du Duce, de l'engagement des Italiens dans le fascisme, dans un nationalisme renforcé et dans l'illusion impériale. Le régime entrait en effet dans sa phase nettement totalitaire, on s'écartait résolument des catégories politiques et idéologiques précédentes, encore compatibles avec les valeurs du *Risorgimento*.

Une nouvelle étape dans le démontage du système européen fut engagée par Mussolini en 1936 avec la guerre d'Espagne. S'il y eut une occasion où la contradiction entre le nationalisme fondamental du fascisme et ses orientations « européennes » parut devoir être surmontée, ce fut bien là. Lors du soulèvement nationaliste, en juillet 1936, l'aide italienne fut immédiate et nombreuse (jusqu'à 70 000 hommes des milices fascistes, des chars, des avions, une aide maritime en Méditerranée). Mussolini poursuivait des objectifs géostratégiques évidents en Méditerranée occidentale, mais aussi des objectifs politico-idéologiques, en bénéficiant du soutien des milieux conservateurs (par exemple en Grande-Bretagne) ou nationalistes antibolcheviques, qui craignaient, un peu partout en Europe, la diffusion du communisme. Le Reich intervint aussi (avec l'unité aérienne dite légion Condor) et la guerre fut l'occasion de commencer à bâtir une communauté politico-stratégique entre Rome et Berlin.

La marche à la guerre

La guerre d'Espagne permit l'édification du contre-système hitlérien, les pays mécontents de la SDN (que le Führer avait quittée dès 1933) se rapprochant de l'Allemagne : le pacte anti-Komintern fut signé entre Allemagne et Japon le 25 novembre 1936 ; en novembre 1936, Mussolini parla de l'axe Berlin-Rome, avec en fait une répartition des tâches : l'Italie laissait les régions danubiennes à l'Allemagne (ce n'était pas le cas avant, comme l'avait montré la réaction de Rome en 1934) et se tournait vers la Méditerranée.

En novembre 1937, Mussolini adhéra lui aussi au pacte anti-Komintern, qui réunit alors les trois alliés de la guerre à venir. Il reposait sur l'idéologie allemande des « grands espaces », plus ou moins reprise par les deux autres partenaires : l'Europe pour le Reich, la Méditerranée plus le Proche-Orient pour l'Italie, l'Asie (« sphère de coprospérité ») pour le Japon, en fonction d'une pensée géostratégique et d'une idéologie raciste : trouver l'espace suffisant pour les ambitions et le développement des peuples « supérieurs », au-delà du morcellement des Etats-nations issus du XIXe siècle, tout en échappant à la mondialisation libérale.

La politique romaine restait cependant très complexe et n'évacuait pas encore totalement les cadres de la diplomatie européenne traditionnelle. Ou plutôt, il existait des tensions entre Ciano, gendre de Mussolini et ministre des Affaires étrangères, velléitaire et suffisant, mais qui voyait assez juste, et le Duce, davantage prisonnier de l'idéologie. Certes, au départ, Mussolini et Ciano étaient d'accord pour jouer la carte allemande, mais de façon encore très classique, pour faire pression sur Londres et accessoirement sur Paris. Ce n'est que progressivement que Ciano commença à diverger par rapport au Duce : celui-ci accordait, en effet, de plus en plus la priorité à Berlin, tandis que Ciano, beaucoup plus réticent à l'égard du IIIe Reich, poursuivit une diplomatie, en fait traditionnelle, quoique brutale. Après l'Anschluss en mars 1938 (qu'il accepta, à la différence de 1934), étape essentielle dans son rapprochement avec Hitler), Ciano essaya de préserver les intérêts italiens dans les régions danubiennes, multiplia les tentatives de rapprochement avec Londres, parfois avec succès, et aida Mussolini à gérer la crise des Sudètes à l'automne 1938 de façon à éviter la guerre. Bien entendu, c'était parfaitement ambigu, puisqu'il s'agissait aussi d'arracher le maximum d'avantages aux démocraties, mais enfin, on ne pouvait pas parler encore d'alignement sur Berlin.

Par ailleurs, les revendications brutalement annoncées à l'égard de la France à partir de 1938 *(« Corse ! Nice ! Tunisie ! Djibouti ! »)* ne purent que contribuer à rendre impossible tout accord avec celle-ci. En fait, la divergence avec le Duce devint définitive à partir du pacte d'Acier de mai 1939 ; dans sa légèreté, Ciano accepta de signer avec Berlin un pacte à la fois défensif et offensif, fort dangereux pour l'Italie, parce qu'il avait obtenu l'assurance de Ribbentrop que le Reich ne ferait pas la guerre avant trois ans ; pour lui, c'était assez pour exercer une forte pression sur les Alliés et retourner la situation diplomatique. En fait, Ciano n'était pas partisan de l'alliance avec le Reich et il estima, en septembre 1939, que Berlin, en attaquant la Pologne sans consulter Rome et sans attendre les trois ans promis, avait

© PHILIPPE GODEFROY. © DE AGOSTINI PICTURE LIBRARY/SCALA, FIRENZE. © LUCIANO PEDICINI/LA COLLECTION.

annulé le pacte ; il contribua au maintien de l'Italie hors du conflit à ce moment-là. Mais le Duce, finalement, se sentit humilié par la non-belligérance et décidera d'intervenir à son tour en juin 1940.

Les Anglais et les Français auraient-ils pu essayer davantage de s'appuyer sur Ciano, pour encourager à Rome une politique plus réaliste ? Aurait-on pu réformer Versailles en accord avec Rome et isoler Berlin, comme le Duce l'avait proposé en 1933, à l'époque du Pacte à Quatre ? Incontestablement, le fait est que les Alliés n'ont pas tout tenté ; en particulier, les Français se sont souvent laissé conduire par un antifascisme de principe, voire par un complexe de supériorité méprisante à l'égard des Italiens. Reste que la convergence croissante des deux régimes totalitaires (y compris la législation antisémite introduite par Rome en 1938) rendit bientôt illusoire toute tentative de séparer Rome de Berlin.

Cependant, lorsque l'Italie entra dans le conflit, ses objectifs vers les Balkans, la Méditerranée orientale et l'Afrique n'étaient pas les mêmes que ceux de Berlin, qui concevait un « grand espace européen » dirigé par l'Allemagne. Rome essaya du coup de mener d'abord une « guerre parallèle » à celle de Berlin, en Libye et en Grèce (attaquée en octobre 1940). Mais les échecs militaires la firent entrer de plus en plus dans l'orbite du Reich.

Le choc de Barbarossa

Début 1943, Mussolini devait se rendre compte que sa « guerre parallèle » avait échoué : le désastre d'El Alamein, en novembre 1942, aux côtés de l'Afrikakorps de Rommel face à la 8e armée de Montgomery, la situation préoccupante de la Tunisie après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord le 8 novembre 1942, faisaient voler en éclats le projet méditerranéen. Berlin, débordé à l'Est, s'était toujours montré, depuis Barbarossa (juin 1941), très réticent à envoyer des renforts en Méditerranée, ce qui provoqua beaucoup d'amertume chez Mussolini. Dans les Balkans, le Reich, qui avait dû voler au secours de l'allié italien en grande difficulté face aux Grecs en avril 1941, prenait les choses en mains et réduisait constamment la présence et l'influence italiennes.

L'attaque allemande contre l'URSS en juin 1941, avec pour objectif la conquête d'un « espace vital » jusqu'à l'Oural, avait changé la nature de la guerre. En fait, le « nouvel ordre européen », tant évoqué par Berlin depuis l'été 1940 et auquel Rome pouvait adhérer, était passé au second plan. Les premiers à s'en rendre compte et à poser le problème furent les dirigeants italiens. Mussolini rencontra Hitler à son quartier général en août 1941. Il estimait indispensable d'indiquer aux opinions publiques les grandes lignes de la future nouvelle Europe, de proclamer qu'il ne s'agissait pas d'une guerre coloniale faite en Europe, d'autant plus que, dès la proclamation de la charte de l'Atlantique par Roosevelt et Churchill en août 1941, Rome comprit que cette charte et les principes qu'elle proclamait (pas d'annexions, droit des peuples à choisir leur gouvernement, égalité d'accès aux matières premières…) allaient avoir un considérable écho en Europe. Il fallait opposer à la charte de l'Atlantique quelque chose de substantiel. Mais le Duce n'obtint pas satisfaction : en effet, c'était à une recomposition raciale de l'Europe orientale, antisémite mais aussi antislave, que pensait Hitler, pas à une véritable organisation.

En avril 1943, Mussolini revint à la charge avec un projet de « charte du continent », qui prévoyait une ample confédération européenne, ainsi que la redistribution des ressources économiques du monde et une collaboration économique européenne dans tous les domaines. Mais Hitler refusa, ne voulant pas risquer de donner un signe de faiblesse.

Le *Gauleiter* d'Italie du Nord ?

La chute de Mussolini le 25 juillet 1943 ne mit pas fin au fascisme. Certes, l'Italie centrale et du Nord fut d'abord soumise à un régime d'occupation par l'Allemagne après l'armistice conclu le 8 septembre par le maréchal Badoglio, et les 700 000 soldats italiens en garnison dans les régions occupées par la Wehrmacht furent faits prisonniers et envoyés en Allemagne comme travailleurs forcés. Mais progressivement, en même temps que le front se stabilisait au sud de Rome et après la libération de Mussolini par les parachutistes allemands le 12 septembre, se mit en place la République sociale italienne

© ULLSTEIN BILD/ROGER-VIOLLET. © LUCIANO PEDICINI/LA COLLECTION.

Fin de partie Page de gauche : les chars de l'armée italienne sur le front d'El Alamein, en Egypte, en 1942. La victoire des Britanniques face aux Allemands et aux Italiens à El Alamein le 3 novembre 1942 et le débarquement des Alliés en Afrique du Nord cinq jours plus tard mirent un coup d'arrêt définitif au projet méditerranéen de Mussolini. Ci-contre : le Duce en 1940.

(RSI), dite république de Salò, et se reconstitua une autorité italienne fasciste. Celle-ci connaissait un double rapport avec Berlin, un rapport d'occupation mais aussi de collaboration. L'« allié occupé », a-t-on pu écrire, mais Mussolini ne fut pas un simple *Gauleiter*. Bien entendu, le régime de Salò a été immédiatement attaqué par un mouvement de partisans relativement puissant, soutenu par différentes forces politiques à commencer par les communistes, mais il a eu des défenseurs convaincus. La RSI a pu mobiliser une nouvelle armée de 245 000 hommes (qui se battirent, par exemple, avec acharnement dans les durs combats des Alpes pendant l'hiver 1944-1945) et des formations de police et de milice comptant 135 000 hommes. Les fascistes les plus convaincus (sans doute davantage qu'un Duce vieilli et amer) se retrouvaient pleinement dans ce régime et y voyaient toujours un modèle pour une Europe antibourgeoise. La RSI apporta en outre une contribution ultime non négligeable à l'économie de guerre du IIIe Reich.

Sur le plan européen, la RSI proclama que le but était de forger une confédération européenne de façon encore plus marquée que le régime précédent (manifeste de Vérone du 14 novembre 1943) et fit figurer l'objectif dans le projet de nouvelle constitution. Le tout se situait dans une perspective fasciste dure : socialiste, antibolchevique, anticapitaliste, antisémite, avec des soutiens réels dans le pays, indépendamment des Allemands. Mais tout cela n'était plus de saison, et le 28 avril 1945 Mussolini était exécuté par des partisans alors qu'il tentait de s'enfuir, dissimulé dans un convoi allemand.

Professeur émérite d'histoire contemporaine à Sorbonne Université et membre de l'Académie des sciences morales et politiques, Georges-Henri Soutou est spécialiste des relations internationales au XXe siècle.

À LIRE de Georges-Henri Soutou

Europa ! Les projets européens de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste
Tallandier
544 pages
24,90 €

Le jour où

Par Didier Musiedlak

Le colosse aux pieds d'argile

En quelques heures à peine et à la surprise de tous, celui qui avait été le maître de l'Italie pendant plus de vingt ans fut renversé par un vote de la plus haute instance du fascisme.

La chute de Mussolini reste entourée de zones d'ombre. Sa destitution, provoquée par un vote du Grand Conseil du fascisme, la plus haute instance du régime, le 25 juillet 1943, fut d'ailleurs vécue dans le monde avec stupeur et incrédulité. Comment croire un seul instant que le propre fondateur du fascisme italien pût être renversé par un simple vote ? Pourquoi Mussolini, alors que le Grand Conseil du fascisme ne s'était pas réuni depuis 1939, avait-il accepté de le réunir en urgence le 24 juillet ? Rien en outre ne pouvait expliquer qu'il se fût comporté comme un « *sanglier blessé* » (Galeazzo Ciano) prêt à aller au sacrifice, au point de proposer au vote la motion qui pouvait le faire destituer.

Le mystère est d'autant plus épais qu'il n'existe aucun compte rendu officiel de la séance. Le Duce avait pris soin de demander qu'aucune retranscription en fût établie. Il s'agissait d'une rencontre improvisée à la hâte dans son propre bureau du palais de Venise où, tant bien que mal, on avait pour la circonstance réuni chaises et tables. La réunion devait rester confidentielle. Il avait été demandé expressément aux hiérarques de pénétrer dans le palais non par l'entrée principale mais par l'arrière. Malgré l'insistance des collaborateurs de Mussolini, le service d'ordre avait été considérablement allégé pour démontrer qu'il s'agissait précisément d'une consultation anodine.

En l'absence de procès-verbal, les seules sources existantes proviennent des souvenirs et des Mémoires des participants, qui ont eu tendance à magnifier leurs propres positions en séance au point d'en déformer la réalité. Il faut y ajouter l'instruction des cinq condamnés à mort du procès de Vérone, dont Ciano, le propre gendre de Mussolini, en janvier 1944. Leurs recours en grâce furent présentés à Mussolini alors que les condamnations avaient déjà été prononcées. Le Duce s'empressa de donner sa version des faits dans une série d'articles publiés dans le *Corriere della Sera* entre le 24 juin et le 18 juillet 1944 pour démontrer qu'il avait été victime d'un complot.

En vérité, en raison des circonstances, nul ne pouvait ignorer l'importance revêtue par cette séance du Grand Conseil. Le destin du pays était en train de se jouer. Au début de novembre 1942, la défaite de Rommel à El Alamein en Egypte, le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, le brutal arrêt de l'offensive allemande à Stalingrad, associés à la tragédie de l'armée italienne en Russie, démontraient que la guerre était à un tournant. Entre la mi-décembre 1942 et la fin janvier 1943, la défaite totale de la 8e armée italienne sur le Don, anéantie par l'offensive soviétique pour briser l'encerclement de Stalingrad par les troupes du maréchal Paulus, se solda par la perte de 85 000 morts ou disparus. La capitulation de la forteresse de Pantelleria en Sicile et l'occupation de l'île le 10 juillet 1943 exposaient désormais la péninsule à

une future invasion. Les bombardements alliés massifs sur les villes italiennes, d'abord de jour puis de nuit, minaient le moral des populations, très éprouvées par les privations. Le 19 juillet 1943, Rome, symbole du régime, avait fini par être touchée.

Il n'échappait à personne que l'Italie ne pouvait plus tenir longtemps. L'issue de la guerre était proche. Lorsque le général Vittorio Ambrosio s'en était ouvert aux autorités allemandes pour envisager la possibilité d'un désengagement italien ou d'une paix séparée avec l'Union soviétique, l'état-major nazi avait opposé une fin de non-recevoir. Mussolini n'était pas parvenu à s'imposer face à Hitler, qu'il avait rencontré dans le château de Klessheim, près de Salzbourg (7-10 avril 1943), puis à Feltre, non loin de Trévise (19 juillet 1943). Il avait renouvelé en vain sa demande d'aide en armes et en matières premières et n'avait pas plus été entendu sur l'idée de se retirer de l'alliance. Sa dernière rencontre avec le Führer avait sur ce point dissipé ses illusions.

La question du maintien de l'Italie dans la guerre et de l'avenir de l'Etat fasciste était désormais l'objet de toutes les préoccupations. Le 16 juillet 1943, le secrétaire du parti fasciste, Carlo Scorza, avait convoqué les principaux hiérarques à Rome pour les inciter à agir en province et à soutenir la population. C'est au cours de ce débat houleux que Giuseppe Bottai, ancien ministre de l'Education nationale et l'une des figures les plus engagées dans l'Etat fasciste, avait souligné l'urgence de convoquer l'ensemble du Grand Conseil pour examiner la situation et proposer d'éventuelles solutions. Le groupe des participants avait été reçu au palais de Venise dès l'après-midi du 16 par le Duce qui, après une réunion très tendue, avait accepté de convoquer le Conseil sous

© FOTOTECA GILARDI/BRIDGEMAN IMAGES. © GINO BOCCASILE DROITS RÉSERRVÉS - NPL-DEA PICTURE LIBRARY/BRIDGEMAN IMAGES - .

Plus dure sera la chute
Ci-contre : affiche montrant Pietro Badoglio, successeur de Mussolini à la tête du gouvernement le 25 juillet 1943, détruisant symboliquement le fascisme à coups de pioche. Page de gauche : destruction d'une statue de Mussolini après sa chute, le 25 juillet 1943.

CARTES SUR TABLE Ci-dessus : Victor-Emmanuel III et Mussolini, par Achille Beltrame, dans *La Domenica del Corriere* du 16 mai 1937. Page de droite, en haut : Mussolini présidant une séance du Grand Conseil du fascisme. En dessous : l'ancien ministre du Duce, Dino Grandi, à l'origine de l'ordre du jour demandant sa destitution, approuvé le 25 juillet 1943.

la pression notamment de Bottai et de Roberto Farinacci, le plus fervent partisan de l'Allemagne nazie.

Commencée à 17 heures le 24 juillet, la réunion se termina le lendemain à 2 h 30 du matin, après dix heures de débat. Elle avait été précédée d'une intense agitation menée par Dino Grandi, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Mussolini, qui avait commencé à faire circuler une motion auprès des principaux membres du Conseil. Grandi était sans doute celui qui semblait avoir les idées les plus claires, même si elles étaient en grande partie irréalisables. Considéré comme un modéré, très critique envers l'alliance avec l'Allemagne nazie, il était en mesure d'être le plus écouté. Depuis la perte de la Libye, il considérait que seul un retournement du front contre les Allemands aurait permis d'arriver à la table des négociations pour parvenir à adoucir les conditions prévues par les Alliés à la conférence de Casablanca (janvier 1943). Après tout, non sans une certaine naïveté, il estimait que les Allemands ne disposaient dans la péninsule que de quatre à cinq divisions à opposer à plus d'une trentaine du côté italien. Selon lui, la restauration des prérogatives militaires du roi, que Victor-Emmanuel III avait déléguées à Mussolini lors de l'intervention italienne dans la Seconde Guerre mondiale, le 10 juin 1940, en était la condition. La constitution d'une forme d'union sacrée autour du souverain, intégrant fascistes et antifascistes, permettrait ensuite de sauver la patrie de la ruine.

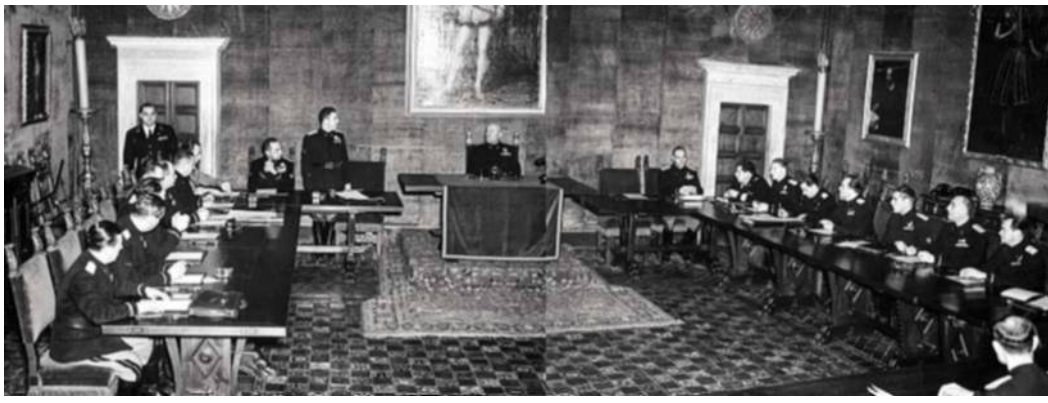
En réalité, sans parler de l'attitude des nazis, cette ébauche de plan ne tenait guère compte des réactions éventuelles du parti et de la Milice et surtout de Mussolini. C'est donc avec beaucoup d'appréhension que les membres du Grand Conseil se rendirent au palais le 24 juillet. Grandi avait pris soin d'emporter deux grenades et en avait donné une à Cesare Maria De Vecchi, l'un des quadrumvirs de la marche sur Rome, dans l'hypothèse où précisément la séance tournerait mal. L'ancien leader nationaliste Luigi Federzoni avait ajouté que nombre de membres n'avaient pas exclu la possibilité d'une fusillade et par conséquent étaient venus armés.

Lorsque Mussolini fit son entrée en compagnie du secrétaire général du parti pour présider le Conseil, il était loin de présenter l'image de l'homme sûr et décidé qu'il avait longtemps donnée. Deux heures avant, ses maux d'estomac l'avaient fait se plier de douleur alors qu'il préparait ses dossiers à son bureau de la villa Torlonia. A l'approche des 60 ans, il connaissait une longue dérive personnelle. C'était depuis son retour d'Afrique, le 21 juillet 1942, lorsqu'il avait compris que la situation militaire était sans issue en Méditerranée, que ses troubles physiques avaient commencé à le submerger. Il avait quitté Rome pour s'étourdir sur la plage de Riccione, au bord de l'Adriatique, avec sa maîtresse Clara Petacci, ou se réfugier dans sa maison de Rocca delle Caminate. Son absence des affaires jusqu'en octobre 1942 avait alimenté les bruits les plus divers. On murmurait même qu'il ne lui restait plus que quelques semaines à vivre.

En réalité, sa santé n'était guère reluisante depuis le début des années 1920. Il souffrait de troubles gastriques qui avaient évolué en ulcère de l'estomac. La maladie le conduisait à se refermer sur lui-même. Il savait aussi qu'autour du maréchal Badoglio, le chef d'état-major général, s'était tissé un réseau d'intrigues au début de 1943. Il n'ignorait pas non plus l'action des antifascistes, qui relevaient la tête. Mais il pensait avoir encore un peu de temps pour pouvoir négocier avec les Alliés un armistice et ne pas apparaître comme un traître envers l'Allemagne. Au fond, le roi Victor-Emmanuel III était un soldat et ne pouvait pas lui faire défaut sur le plan de l'honneur. Il l'avait une nouvelle fois rencontré le 22 juillet et était ressorti de l'entretien rasséréné. Et puis il estimait encore disposer de l'appui inconditionnel de la vieille garde fasciste.

La fronde des chefs fascistes

La véritable opposition à Mussolini s'était cristallisée au sein du fascisme le 16 juillet lors de la réunion des hiérarques, qui avaient déploré son isolement et sa pratique autoritaire du pouvoir. C'est sur ce mécontentement accumulé que Grandi



tablait pour rassembler progressivement la majorité des membres. Cependant, contrairement à l'image qu'il a voulu laisser à la postérité, il n'avait encore aucun plan d'action en juillet 1943. A l'égard du fascisme, il avait toujours témoigné d'un esprit contestataire et frondeur vis-à-vis même de Mussolini et de ses prétentions idéologiques. En 1921, il s'était opposé au pacte de pacification entre les socialistes et les fascistes. Au moment de la marche sur Rome, il était favorable, avec l'assentiment de la Couronne, à une simple participation des fascistes à un gouvernement de coalition.

Ministre des Affaires étrangères (1929-1932), puis ambassadeur en Grande-Bretagne, il était l'homme qui incarnait le double jeu, manifestant une bonne volonté évidente vis-à-vis des démocraties. Opposé à l'alliance avec l'Allemagne nazie, il avait lutté en vain contre l'entrée en guerre de l'Italie au côté du Reich en 1940. Depuis sa nomination à la présidence de la Chambre des faisceaux et des corporations, il avait cherché à élaborer un programme dont les grandes lignes avaient été arrêtées à Bologne avec l'ancien chef nationaliste Luigi Federzoni.

Les dernières retouches de ce qui allait devenir la motion Grandi furent apportées à Rome le 22 juillet avec Galeazzo Ciano au domicile de Giuseppe Bottai. Dès lors, Grandi s'était livré à une activité frénétique. Il avait même présenté sa motion au secrétaire du parti, Carlo Scorza, et à Roberto Farinacci. Il avait enfin fait une ultime tentative pour faire accepter ses propositions à Mussolini, qui l'avait reçu au palais de Venise deux jours avant le Grand Conseil.

Le 24 juillet, avant le début de la séance, rien cependant ne laissait présager que cette réunion allait entraîner la chute du régime. La pâleur de Ciano était due à son état de santé chancelant des jours précédents. Le seul signe qui rompait la monotonie ambiante était l'activité de Dino Grandi, qui passait de table en table pour recueillir de nouvelles adhésions en faveur de l'ordre du jour qu'il entendait défendre en séance.

La teneur de sa motion était claire. Celle-ci précisait que le Grand Conseil déclarait nécessaire « *la restauration immédiate de toutes les fonctions de l'Etat, attribuant à la Couronne, au Grand Conseil, au gouvernement, au Parlement, aux corporations les tâches et responsabilités établies par nos lois statutaires et constitutionnelles* ». Le texte visait non seulement le commandement suprême des forces armées, entre les mains de Mussolini depuis l'entrée en guerre, mais aussi le césarisme totalitaire qu'il avait mis en œuvre depuis la crise économique de 1932 : le parti était alors devenu omnipotent, et le Conseil des ministres et le Grand Conseil du fascisme de simples organes de représentation, privés d'autorité politique. Après une pause et avant la reprise, dix-neuf signatures sur vingt-huit furent apposées au bas du texte y compris celle de Ciano, qui, avec un certain courage, n'avait pas voulu se dérober devant ses responsabilités.

Mussolini était désemparé. Il commença son discours à la recherche d'un ton juste, que manifestement il ne trouvait pas. Durant plus d'une heure et demie, il puisa ainsi difficilement dans ses ultimes ressources pour alimenter un discours fleuve, qu'il entendait limiter strictement à la conduite de la guerre. Après l'avoir présentée, le Duce s'emporta contre l'inefficacité du commandement, le faible esprit de sacrifice du soldat italien, dénonçant pêle-mêle les « capitulards », les embusqués, soulignant la générosité de l'aide apportée par l'Allemagne. A aucun moment il n'aborda la question du maintien de l'alliance, se bornant à souligner que la seule option restait celle de la résistance à l'ennemi. A la fin de son discours, la gêne et la déception avaient gagné l'ensemble des conseillers. Sa longue exposition n'apportait aucune solution à la crise qui minait le pays.

C'est à Giuseppe Bottai que revint la responsabilité de faire sortir le débat des aspects purement militaires où le Duce avait tenté de l'enfermer. Selon lui, c'était l'ensemble du système de commandement de l'Etat fasciste qu'il fallait repenser. Grandi n'eut alors qu'à exploiter la brèche en se livrant à un véritable réquisitoire contre le césarisme totalitaire du Duce, qui avait

abouti selon lui à vider de leur substance l'esprit du fascisme et ses institutions. Luigi Federzoni lui emboîta le pas en concentrant ses critiques sur le parti, qu'il jugeait responsable de l'abîme créé entre le peuple et le régime. Mais ce ralliement à la motion Grandi de la majorité des membres du Conseil était loin de refléter une forme de consensus. La préoccupation principale de nombre de hiérarques se limitait au fait que le Duce devait renoncer à exercer le contrôle sur les armées et restaurer le fonctionnement régulier des institutions. A l'exception de Grandi et de Federzoni, il n'était pas question d'aller au-delà de ce programme.

Le lendemain matin, 25 juillet, se déroula d'ailleurs comme prévu pour Mussolini. Revenu à sa résidence de la villa Torlonia vers 3 heures du matin, le Duce était de nouveau à pied d'œuvre au palais de Venise à 8 heures. Il ne semblait nullement troublé par le vote du Grand Conseil. Afin de dissiper tout malentendu, il fit demander une audience au roi Victor-Emmanuel III, qui la lui accorda pour l'après-midi même. Il était 17 heures lorsque Mussolini se présenta à

© BIANCHETTI/LEEMAGE/BRIDGEMAN IMAGES. © COLAIMAGES/ALAMY STOCK PHOTO/HEMIS. © SZ PHOTO/KNORR+HIRTH/BRIDGEMAN IMAGES.

la résidence royale de la villa Savoia. Il eut à peine le temps de faire le récit des délibérations du Grand Conseil qu'il entendit le roi lui demander sa démission d'un ton très embarrassé et lui annoncer la nomination comme président du Conseil de son ancien chef d'état-major, Pietro Badoglio. Tandis que se déroulait cette étrange rencontre avec le roi, l'arrestation de Mussolini se préparait. Saisi à sa sortie de la villa Savoia, il fut conduit en ambulance à la caserne des carabiniers.

Le roi fut-il au centre de la manœuvre ? C'est la thèse qu'a avancée Mussolini : celle d'un complot tramé en particulier par Victor-Emmanuel III avec la complicité de Dino Grandi. C'était aussi l'avis des nazis, en particulier de Hitler. En réalité, elle ne résiste pas à l'analyse. Jusqu'en mai, le roi n'avait pris aucune décision et se montrait attentiste vis-à-vis des membres de l'opposition qu'il avait commencé à revoir. Fidèle à son caractère dominé par une forme de scepticisme, il répugnait à s'engager. Il avait montré lors de la marche sur Rome combien il était attaché à la Constitution en refusant de ratifier la proclamation de l'état de siège demandée par le président du Conseil Luigi Facta pour faire obstacle aux fascistes. Il avait manifesté ensuite un engagement sans faille auprès de Mussolini, y compris lorsqu'il avait décidé d'entrer en guerre au côté de l'Allemagne le 10 juin. Ce fut la capitulation de Pantelleria en Sicile, le 10 juillet, qui joua un rôle décisif dans son esprit. Il prit sa décision au retour de Mussolini de Feltre, sans doute entre le 20 et le 22 juillet, en tentant, en vain, de lui faire comprendre que sa personne était désormais un obstacle à une reprise du pays. Son idée était de mettre fin à la collaboration du Duce non le 25 juillet mais le 26, après le Conseil des ministres au Quirinal. Ce n'est qu'une fois qu'il eut pris connaissance de l'issue du vote du 25 juillet que le roi considéra qu'il fallait presser le mouvement. Sans la motion du Grand Conseil, il est douteux qu'il eût mis un terme au régime.

La mort politique

A la fin de juillet 1943, le Duce se considérait politiquement comme mort. Prisonnier du roi sur l'île de Ponza puis sur celle de La Maddalena, il pensait avoir définitivement perdu le pouvoir. Aussi l'armistice du 8 septembre 1943, signé entre l'Italie et les forces anglo-américaines, fut-il pour lui l'occasion d'un retour totalement inattendu. Vécu par les Allemands comme une trahison, cet armistice se traduisit par l'occupation nazie d'une grande partie du territoire national, y compris Rome, et plongea la nation dans une crise sans précédent. L'état-major italien ne donna aucune instruction précise aux troupes sur la conduite à adopter vis-à-vis des Américains comme des Allemands. A la suite de cet abandon, 700 000 soldats italiens furent internés dans des camps en Allemagne et en Pologne et astreints au travail forcé par l'ancien allié. Dès l'aube du 9 septembre, à l'annonce de l'arrivée des troupes allemandes dans la capitale, le roi, la reine et le président du Conseil Badoglio avaient fui pour gagner Brindisi, au sud.

L'Italie se retrouva de fait doublement occupée par les Anglo-Américains et les Allemands, avec deux Etats. Au nord, les Allemands firent en effet ressusciter le fascisme et son Duce à travers la République sociale italienne : elle s'installa à Salò, sur le

ÉTAT FANTOCHE En haut : évolution du territoire contrôlé par la république de Salò et les Allemands, de la fin septembre 1943 à avril 1945. Ci-contre : Pietro Badoglio, ancien chef d'état-major de l'armée italienne et président du Conseil après la chute de Mussolini, extrait de *La Domenica del Corriere* du 1er août 1943. Page de droite : Mussolini et le secrétaire du parti fasciste, Alessandro Pavolini, visitant le siège de la légion Muti, police politique et militaire de la république de Salò, à Milan, en décembre 1944.

lac de Garde, après la libération de Mussolini de sa prison de Gran Sasso, dans les Abruzzes, par un commando aéroporté nazi le 12 septembre 1943. Le fossé entre le fondateur du fascisme et le pays était si profond que l'annonce de cet exploit n'avait soulevé que l'incrédulité et le scepticisme. Quant au nouvel Etat républicain, il ne parvint jamais à obtenir la plénitude de ses pouvoirs. Sa rhétorique socialisante sur la gestion des entreprises fut vite emportée par les grèves de mars 1944, après celles de l'automne 1943. Surtout, en soumettant le nouveau système à une tutelle allemande, l'ambassadeur Rudolf Rahn doucha les attentes de ceux qui croyaient au renouveau social du fascisme.

Contrôlé étroitement dans sa résidence de la villa Feltrinelli, sur le lac de Garde, Mussolini confiait à Clara Petacci, le 25 août 1944, qu'il n'était plus qu'une « marionnette », symbole d'une collaboration d'Etat comme le Norvégien Quisling. Pleinement lucide sur sa condition politique, jugeant la comparaison insoutenable entre passé et présent, il songeait de plus en plus souvent au suicide.

La rupture avec Hitler

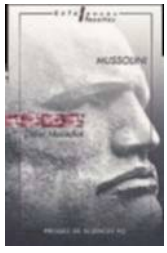
La dégradation de la situation militaire au printemps 1945 contribua à envenimer les rapports entre les autorités allemandes en Italie et les représentants de la République sociale italienne, jusqu'à aboutir à la rupture. L'arrêt momentané de l'offensive alliée en novembre 1944, à 300 km de Milan, le long des Apennins, donna à Mussolini l'illusion qu'il pouvait enfin s'émanciper de la tutelle nazie en faisant de Milan la véritable capitale du nouveau régime républicain fasciste. Il prononça le 16 décembre 1944, au Théâtre lyrique, son dernier grand discours, dit « de la reconquête », devant 1 600 partisans, dans lequel il appelait à l'union de l'ensemble des forces nationales, à un nouveau consensus populaire au moyen de la socialisation et à une politique de compromis avec les Alliés. Durant trois jours, Mussolini eut l'impression de recouvrer les accents du vrai Duce qui avait dirigé l'Italie pendant plus de vingt ans. Mais ce sursaut fut de courte durée.

Dès janvier 1945, la pénétration de l'Armée rouge en Allemagne et l'avancée anglo-américaine vers le Pô le plongèrent dans un profond abattement. Les négociations menées durant l'hiver 1944-1945 par le général Karl Wolff, commandant des SS en Italie, avec Allen Dulles, directeur des services secrets américains OSS en Suisse, pour organiser la capitulation de l'Allemagne en Italie du Nord lui démontrèrent que les autorités allemandes ne se souciaient guère de la République sociale et de son sort. Lorsqu'il retourna à Milan le 18 avril, il était trop tard pour modifier le cours des événements. Ignorant Mussolini, les Allemands négociaient la capitulation avec les partisans afin de se retirer sans confrontation. Lorsque le 25 avril, le jour même du début de l'insurrection nationale, Mussolini fit une ultime tentative avec Mgr Schuster, l'archevêque de Milan, et les délégués du CLNAI (Comité de libération nationale de Haute-Italie), il n'était plus temps d'envisager de se replier dans la Valteline pour y ériger un ultime réduit de résistance comme il l'avait envisagé en 1944. La seule voie qui s'ouvrait était celle de la fuite sans vraiment l'avoir organisée.

Le soir du 25 avril, il partit pour Côme pour gagner le lendemain Menaggio, où il fut rejoint par Clara Petacci avant de s'agréger à une colonne allemande en retraite. Dans l'après-midi, au poste de contrôle Garibaldi à Musso, à un kilomètre de Dongo, les partisans laissèrent continuer la colonne allemande, mais sans les fascistes. La colonne de véhicules longue d'un kilomètre fut finalement arrêtée par la 52e brigade partisane « Luigi Clerici » le 27 avril à Dongo, où Mussolini, reconnu sous un uniforme allemand, fut démasqué et livré aux partisans. Le mystère qui nimbe les circonstances de son exécution, survenue le lendemain, devait prolonger étrangement, à près de deux ans de distance, celui dont reste empreinte sa mort politique.

Professeur émérite en histoire contemporaine à l'université Paris-Nanterre, Didier Musiedlak est spécialiste de l'histoire du fascisme italien. Son prochain livre, *La Marche sur Rome, entre histoire et mythe*, paraîtra en mars 2022 (Sorbonne Université Presses).

À LIRE de Didier Musiedlak



Mussolini
Presses de Sciences Po
436 pages
17,50 €

© PHILIPPE GODEFROY. © LOOK AND LEARN/BRIDGEMAN IMAGES. © FARABOLA/LEEMAGE/BRIDGEMAN IMAGES.

© AKG-IMAGES. © ARTURO BALLESTER DROITS RÉSERVÉS-PHOTO COSTA/LEEMAGE/BRIDGEMAN IMAGES. © EMKA-PHOTO LUISA RICCIARINI/BRIDGEMAN IMAGES.

FRONT DE TAUREAU En 1930, le peintre futuriste Alfredo Gauro Ambrosi, adepte de l'aéropeinture, mouvement pictural exaltant les prouesses de l'aviation en matière de puissance et de vitesse, peint l'*Aeroritratto di Benito Mussolini aviatore*, où il superpose le visage épais du dictateur, le menton levé, les sourcils froncés, et la mâchoire contractée, à une vue aérienne des monuments de la Rome antique.

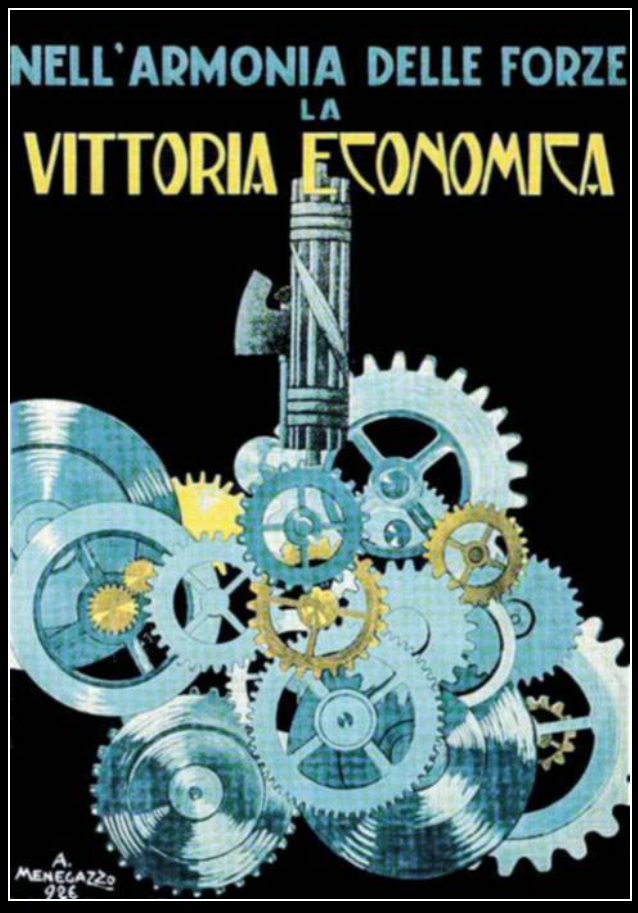
Tête d'Affiche

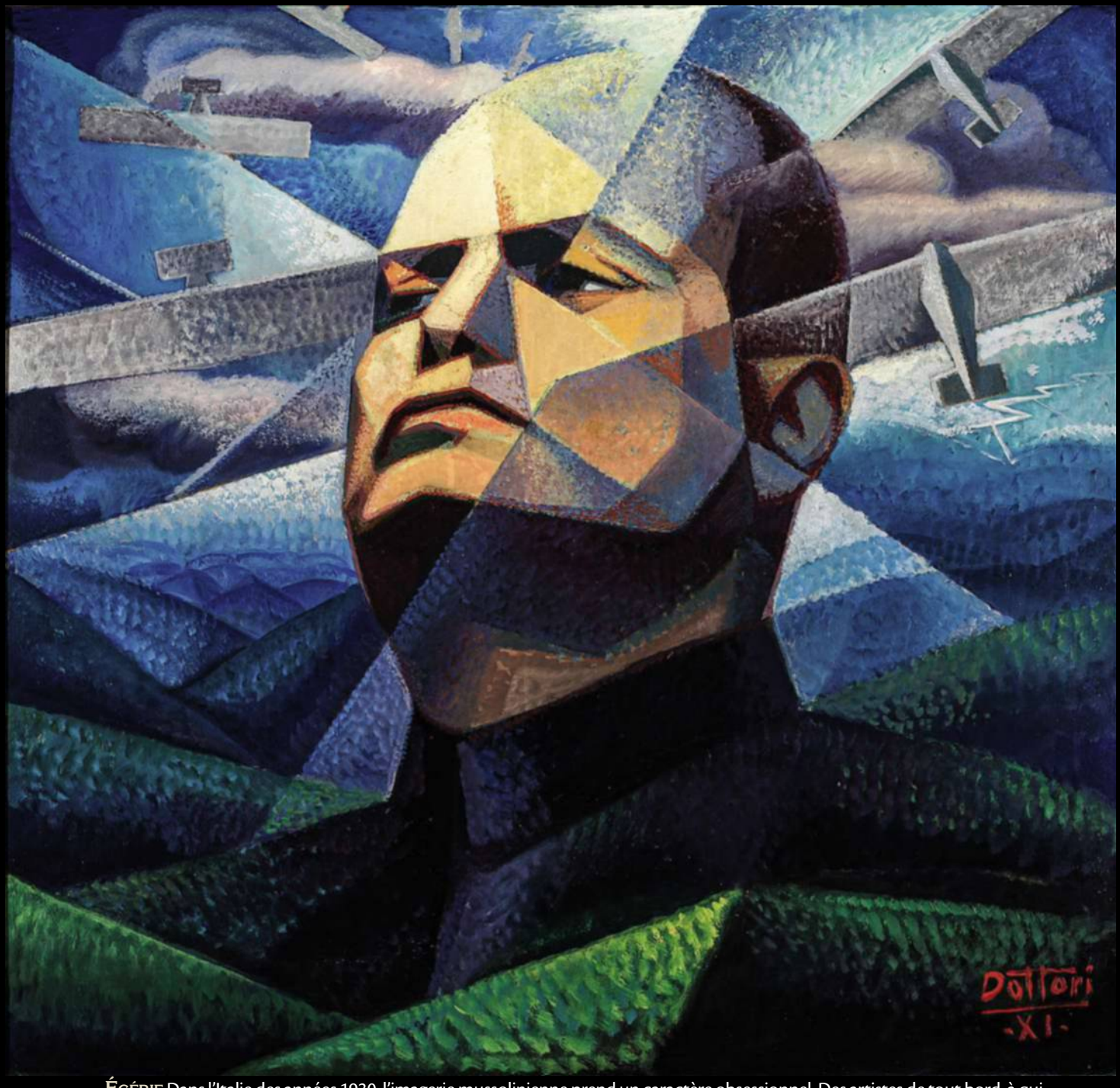
Pendant plus de vingt ans, le fascisme a pratiqué une « politique de l'image » qui mit grandement à contribution les peintres et les affichistes.

Mussolini accorde une grande importance à son image. Rien n'est jamais laissé au hasard. Lorsqu'il reçoit Hitler pour la première fois en 1934, à Venise, il est tiré à quatre épingles, le torse bombé sous son uniforme impeccable, rehaussé de toutes ses décorations extravagantes, et le crâne à l'abri de son fameux fez. Mal conseillé, le chancelier allemand se présente à lui en redingote et en pantalon rayé. Une tenue médiocre qui le fait ressembler, selon un témoin, à un ouvrier en *« vêtement de cérémonie »*. Le Duce en est étonné. S'il est indifférent au luxe, il considère la pompe comme un outil indispensable à la pérennisation d'un régime. Lui qui se définit comme le premier employé de l'Etat – un *« mulet national »* comme il aime se décrire – tient à donner à son peuple une image d'invulnérabilité. Ce culte de la personnalité est alimenté par des millions de bustes, de portraits, d'affiches, de bannières, de cartes postales, qui investissent autant les places publiques que les foyers. Outre sa tête d'empereur romain, le moindre slogan qu'il juge utile à la propagande fasciste est placardé à chaque coin de rue, jusqu'aux pissotières et aux bordels. Ainsi, lorsque l'écrivain Leo Longanesi lance son *« Mussolini a toujours raison ! »*, le Duce, incapable d'y déceler la part de moquerie, récupère la phrase à son compte, et la fait reproduire partout au côté de ses portraits idéalisés. En 1929, un voyageur français, Maurice Bedel, témoigne : *« Ce masque exprimant la volonté d'être dur, on se heurte à lui de quelque côté que l'on se tourne, dans les salles de rédaction, chez le confiseur, chez le perruquier, dans les cabines téléphoniques, chez le marchand de tabac (…). C'est une obsession. C'est à se demander s'il garde cet air-là en dormant. Mais dort-il ? Cesse-t-il, pendant de courts moments, d'être un demi-dieu porté par une destinée violente ? »* Devenu l'esclave de son propre mythe, l'homme allait peu à peu s'éclipser derrière ses reproductions, et tomber dans le piège que son maître Napoléon avait résumé en ces mots : *« Du sublime au ridicule, il n'y a qu'un pas. »*

CRI DE GUERRE *« A nous ! »* Tel était le cri de ralliement des Chemises noires. Il fut repris par la propagande du régime *(ci-dessus)*. Cette propagande ne put, lors de l'alliance avec Berlin en 1936 *(ci-dessous, les deux aigles de l'Axe)*, enrayer la méfiance naturelle du peuple italien envers les Allemands, successeurs de ces Autrichiens qui les avaient dominés pendant des siècles.

ORA ET LABORA Pour Mussolini, la civilisation urbaine était responsable de la décadence morale de son pays, ainsi que de son déclin démographique. Pour en contrer les effets, il ne cessa d'exalter, à grand renfort d'affiches bucoliques *(ci-dessus)*, les vertus morales du monde rural, louant l'exemple du paysan courageux et discipliné, père d'une famille nombreuse, prêt à laisser sa charrue pour empoigner le glaive, avant de retourner aux champs une fois l'ennemi vaincu. Il ne s'agissait pas néanmoins de désindustrialiser le pays : les moyens de production modernes étaient indispensables à l'élévation de l'Italie au rang de puissance impériale. Les ouvriers de l'industrie, « *aux bras infatigables et aux cœurs simples* », récoltaient donc logiquement les louanges du Duce. Dans son esprit, ils formaient avec le petit monde des campagnes, ce peuple de légionnaires dont l'« *alliance des forces* » *(ci-contre)* devait mener à la « *victoire économique* ».





ÉGÉRIE Dans l'Italie des années 1930, l'imagerie mussolinienne prend un caractère obsessionnel. Des artistes de tout bord, à qui le régime laisse une certaine marge de manœuvre, s'emparent du visage du « guide suprême ». Parmi eux, les peintres futuristes, qui exaltent ce monde nouveau dont le Duce semble être le prophète, n'hésitent pas à le réduire à ses traits les plus saillants : son front immense, son regard perçant, son menton ferme, le tout porté par un cou puissant *(ci-dessus, par Gerardo Dottori, 1933, Milan, Museo del Novecento)*.

© ADOLFO BUSI-PHOTO AKG-IMAGES/ANDREA JEMOLO. © WALTER ROVERONI-PHOTO BRIDGEMAN IMAGES. © PHOTO12/ANN RONAN PICTURE LIBRARY.
© ADAGP, PARIS, 2022-IMAGE ELECTA/LEEMAGE/BRIDEGMAN IMAGES.

Par Eric Vial

Le Bal des Maudits

Roi, ministres, militaires, écrivains… Proches de Mussolini ou ennemis, ils ont été au cœur de la vie politique et culturelle de l'Italie fasciste de 1922 à 1945.

VICTOR-EMMANUEL III (NAPLES, 1869-ALEXANDRIE, 1947)
Roi depuis que son père Humbert Ier a été tué par un anarchiste en 1900, Victor-Emmanuel a pu être vu comme le « roi socialiste » qui clôt une période de répression, favorise l'avènement du suffrage universel masculin et suscite des institutions humanitaires, puis comme un « roi soldat » qui passe la guerre loin de Rome, à l'arrière immédiat du front. Cet homme introverti, complexé par ses jambes atrophiées et son 1,53 m, se veut avant tout un parfait monarque constitutionnel, qui suggère, manœuvre, mais ne peut agir sans l'avis d'une assemblée. Peut-être est-ce un prétexte pour refuser – contre ses ministres et malgré la supériorité écrasante de l'armée sur les fascistes – de signer le décret instaurant l'état de siège lors de la marche sur Rome en octobre 1922. Ensuite, lors de l'affaire Matteotti, il demande un signe de la Chambre pour écarter Mussolini – qui y a la majorité… Puis il avalise toute la politique du régime, des lois « fascistissimes » aux lois antisémites de 1938, même s'il proteste en privé, rappelle au Duce les mérites de l'Italie libérale et surtout défend ses prérogatives : il sait que le fascisme est à l'origine républicain, que, au mieux, on attend sa mort pour écarter le prince héritier, et que Hitler, en visite à Rome en 1938, a susurré qu'il était, lui, devenu chef d'Etat. A la veille de la guerre, il sonde des membres du Grand Conseil fasciste pour mettre à l'écart le Duce, s'y prépare avec des chefs militaires fidèles, mais doit attendre jusqu'au 24 juillet 1943 le signal espéré. Dès le lendemain, il remplace Mussolini par Badoglio, mais quand l'armistice est rendu public le 8 septembre et que l'armée allemande déferle en Italie, leur fuite de Rome ne fait rien pour leur gloire… De fervents monarchistes le pressent alors d'abdiquer : il se contente de nommer son fils Umberto lieutenant général du royaume quand Rome est libérée le 5 juin 1944 et n'abdique en sa faveur que le 9 mai 1946, à moins d'un mois du référendum qui instaure la République. Ainsi, après avoir compromis la monarchie avec le fascisme, l'a-t-il définitivement condamnée.

ILLUSTRATIONS : © LAURENT PATURAUD POUR LE FIGARO HISTOIRE.

PIETRO BADOGLIO (GRAZZANO MONFERRATO, PIÉMONT, 1871-1956)

Général adjoint du chef de l'état-major fin 1917 et lui succédant de 1919 à 1921, ce Piémontais s'oppose d'abord aux fascistes et, consulté par le roi lors de la marche sur Rome, affirme qu'ils se disperseraient au premier coup de feu. Eloigné comme ambassadeur au Brésil, il se rallie finalement à Mussolini et revient à la tête de l'état-major à partir de 1925. Fait maréchal en 1926, il est aussi gouverneur en Libye de 1928 à 1934 et y avalise l'enfermement de 100 000 autochtones dans des camps où 40 % meurent avant que Balbo, son successeur, ne les ferme. En 1935, il remplace De Bono en difficulté dans la conquête de l'Ethiopie, utilise l'ypérite au mépris des traités internationaux, entre dans Addis-Abeba en mai 1936 et y est vice-roi jusqu'à son retour en métropole en septembre – de quoi s'enrichir, d'autant que son fils dirige la société qui doit doter la colonie de nouvelles routes. Il est fait membre honoraire du parti fasciste par le Duce, duc d'Addis-Abeba par le roi, et en 1939, son village natal, Grazzano Monferrato, devient Grazzano Badoglio. En 1940, il s'inquiète d'une guerre pour laquelle l'armée n'est pas prête ; Mussolini le rendant responsable de l'échec de l'offensive contre la Grèce, il démissionne de ses fonctions fin 1940 et se met à jouer ostensiblement aux boules sur la place de son village… En réalité, il reste en contact avec le roi, qui, le 25 juillet 1943, le nomme chef du gouvernement à la place du Duce. Il proclame alors que « *la guerre continue* », dissout les organisations fascistes, tente d'interdire la floraison des partis d'opposition et réprime durement des manifestations – 83 morts en une semaine, alors qu'un an plus tôt Mussolini avait calmé de grandes grèves sans verser de sang. Il tente de sortir de la guerre, puis d'obtenir un débarquement des Alliés le plus au nord possible et une mise en sécurité de Rome, mais ses atermoiements désespèrent ses interlocuteurs, qui finissent par rendre public l'armistice le 8 septembre : les Allemands déferlent et il fuit la capitale avec le roi, sans laisser de consigne aux troupes. Lorsque les Alliés atteignent Rome en juin 1944, il doit céder la place aux partis antifascistes et quitte la vie publique.

DINO GRANDI (MORDANO, ÉMILIE-ROMAGNE, 1895-BOLOGNE, 1988)

Ancien combattant, ce jeune avocat, agressé à l'automne 1920 par des révolutionnaires, se tourne vers le fascisme. Elu député l'année suivante, invalidé car trop jeune, il devient chef des faisceaux de l'Emilie, sa région d'origine. Quand Mussolini négocie un pacte de pacification avec les socialistes, il mène la fronde contre lui puis se rallie, mais mal à l'aise dans ce qui devient un parti discipliné, ne participe pas à la marche sur Rome et retourne au barreau. Réélu député en 1924, il est sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, puis, en 1925, aux Affaires étrangères, et ministre en 1929 : il démocratise le ministère en ouvrant la carrière diplomatique aux roturiers et obtient que les enfants d'émigrés ne soient plus arrêtés comme déserteurs s'ils rentrent au pays. Il incarne une politique de bonne entente internationale, retournant la rhétorique fasciste pour affirmer que les vertus viriles s'expriment autant dans la paix que dans la guerre. Mais bientôt le temps n'est plus au désarmement, et Mussolini est jaloux de son prestige international : en 1932, Grandi est démis de son ministère et nommé ambassadeur à Londres, où ses efforts de rapprochement, à contrecourant de l'évolution du fascisme, ne peuvent aboutir. Revenu à Rome en 1939, ministre de la Justice pilotant une réécriture de codes ayant survécu au régime (Code civil, code de procédure pénale, etc.) et président de la Chambre des faisceaux et corporations, il incarne le parti pro-occidental, ne peut s'opposer à la guerre mais rédige l'ordre du jour du Grand Conseil le 24 juillet 1943… Il espère alors sacrifier le chef pour sauver le régime. Condamné à mort par contumace au procès de Vérone en 1944, il vivote un temps au Portugal en donnant des cours de latin, puis améliore sa situation après 1950 comme représentant de Fiat et spécialiste des rapports avec les Amériques, avant de diriger une exploitation agricole au Brésil et enfin une ferme modèle en Italie, où il meurt, à près de 93 ans, en 1988.

EMILIO DE BONO (CASSANO D'ADDA, LOMBARDIE, 1866-VÉRONE, 1944)

Par son âge, il tranche parmi les hiérarques du fascisme. Général à la fin de la Grande Guerre, il supporte mal sa semi-retraite en 1920 et se propose comme possible ministre de la Guerre aux socialistes, aux catholiques et enfin à Mussolini. Sans avoir été squadriste, il est coopté comme l'un des quatre organisateurs de la marche sur Rome, peut-être pour amadouer un peu plus l'armée. Nommé alors directeur de la Sécurité publique avant de devoir démissionner au moment de l'affaire Matteotti, premier commandant général de la Milice, sénateur à partir de 1923, il est surtout gouverneur de Tripolitaine en 1925, secrétaire d'Etat puis ministre des Colonies de 1928 à 1935. Comme tel, il est à l'origine, en 1930, du regroupement de 100 000 Libyens dans des camps où la faim fait des ravages et, dès 1932, d'un plan de conquête de l'Ethiopie. En 1935, il commande les troupes qui attaquent celle-ci depuis l'Erythrée, mais sa prudence et ses lenteurs le font remplacer par Badoglio en décembre. Nommé maréchal et cantonné à des postes en partie symboliques, inspecteur des troupes d'outre-mer puis commandant de celles de Sicile, pro-occidental en 1940, il vote contre Mussolini le 25 juillet 1943 mais commet l'erreur de rester à Rome. Arrêté en octobre et condamné à mort à Vérone en janvier 1944 sous la pression des fascistes locaux, il réagit en déclarant « *Vous ne me prenez pas grand-chose, j'ai 78 ans* », et fait inscrire sur sa tombe : « *Il fut et voulut être surtout un soldat.* » Personnalité du fascisme mais resté en fait extérieur à celui-ci, il aura fini par en être une victime.

ITALO BALBO (FERRARE, 1896-TOBROUK, 1940)

D'abord agitateur mazzinien et garibaldien, puis militant pour l'intervention dans la Grande Guerre, il s'engage comme volontaire en tant que chasseur alpin bien que rêvant déjà d'aviation. La paix venue, il reprend ses études et se rapproche du fascisme, obtient l'emploi de secrétaire du faisceau de Ferrare et se révèle ambitieux, violent mais surtout excellent organisateur dans toute l'Emilie-Romagne, puis comme l'un des quadrumvirs de la marche sur Rome. Brièvement adjoint de De Bono à la tête de la Milice, puis sous-secrétaire d'Etat à l'Economie nationale, il devient sous-secrétaire puis ministre à l'Aéronautique royale de 1926 à 1933, avec promotion immédiate de capitaine à général. A la tête de « *l'arme la plus fasciste* », il trouve un compromis entre l'exploit et la discipline, avec de spectaculaires croisières d'hydravions en escadrille, auxquelles il participe (douze appareils vers le Brésil en 1930-1931, vingt-cinq vers le Canada et les Grands Lacs en 1933) avec un retentissement mondial, des rues à son nom à Chicago et à New York, et, en Italie, un titre de maréchal de l'Air. Vedette du Tout-Rome, il rêve d'un ministère unique de la Défense, mais Mussolini le voit comme un concurrent et l'éloigne en le nommant gouverneur de la Libye. Il y ferme les camps de concentration, crée des villages, des infrastructures routières pour le tourisme, etc. S'il aime le faste, une enquête écarte toute accusation de corruption. « *Le moins servile des hiérarques* », hostile à Franco, aux lois raciales qu'il n'applique pas en Libye, à l'Allemagne, participe cependant en personne à l'offensive contre les Anglais en Egypte, menant des opérations aériennes qui aboutissent à la capture de véhicules blindés ennemis. Le 28 juin 1940, l'avion qu'il pilote est abattu à Tobrouk par un « tir ami », juste après des bombardements anglais : vrai accident, même si Mussolini, mis au courant, déclare bel et bien, entre admiration et soulagement, que c'était le seul homme qui aurait été capable de le tuer.

ACHILLE STARACE (SANNICOLA, POUILLES, 1889-MILAN, 1945)

Après s'être fait connaître par une bagarre avec des manifestants pacifistes à Milan en août 1914 et avoir accumulé médailles et citations durant la Grande Guerre, il adhère au fascisme et prend nombre de responsabilités régionales et nationales dans la Milice et le parti, jusqu'à en être secrétaire national de 1931 à 1939. Une longévité unique dans la fonction. Dans ce rôle, il veut mettre l'Italie en uniforme, et on prétend qu'il a un jour convoqué le chef de la police pour en imposer un aux agents en civil. En tout cas, il codifie tout, boutons de manchette spécifiques selon grades et fonctions, interdiction de remonter les manches des chemises noires ou d'amidonner leur col, etc. Il impose aussi des démonstrations chorégraphiques et gymniques, et même s'il donne l'exemple, les hiérarques, souvent moins sveltes que lors de la marche sur Rome, apprécient peu de sauter à travers un cerceau enflammé. Il exige aussi que « Duce » soit toujours écrit en majuscules, et celui-ci, qui imagine l'effet lors de l'annonce d'un deuil, doit l'empêcher d'imposer que toute lettre privée se termine par « *Vive Mussolini* »… Bref, il incarne les ridicules du régime et il est unanimement tenu pour un imbécile, Mussolini ajoutant un jour, à l'usage de Grandi : « … *mais un imbécile obéissant* ». Après 1939, il reste chef d'état-major de la Milice, mais pour peu de temps : disgracié par Mussolini en 1941, il vivote à Milan, ruiné, surveillé, un temps même emprisonné, méprisé, jusqu'à la Libération, en avril 1945. Sorti faire sa gymnastique comme si de rien n'était, il est alors reconnu, jugé de façon expéditive, emmené devant le cadavre de Mussolini et fusillé le 29 avril. Il tombe après avoir crié « *Vive le roi ! Vive le Duce !* », attelage qui n'est plus de saison depuis juillet 1943.

GIUSEPPE BOTTAI (ROME, 1895-1959)

Après avoir fait la Grande Guerre dans les commandos de choc, il finit ses études de droit, adhère au futurisme, rejoint Mussolini dès 1919, est l'un des fondateurs du faisceau de Rome. Elu député en 1921 mais invalidé car trop jeune, il est sous-secrétaire d'Etat puis ministre des Corporations de 1926 à 1932, puis, jusqu'en 1935, président de l'Institut national pour la prévoyance sociale et gouverneur de Rome. Il incarne alors l'aile sociale du fascisme. Volontaire en Ethiopie, il devient à son retour, en 1936, ministre de l'Education nationale, toilette les lois de l'époque libérale et en promeut d'autres sur le patrimoine historico-artistique et les « *beautés naturelles* ». Son goût de la fronde, son refus de la censure et sa vision d'une « *révolution permanente* » fasciste attirent de jeunes militants, mais lui valent aussi d'être surveillé par la police politique à partir de 1938 et se conjuguent à un soutien enthousiaste aux lois antisémites. Ecarté de son ministère début 1943, il vote contre Mussolini le 25 juillet car, selon lui, le fascisme, devenu bourgeois et libéral depuis 1936, a trahi ses origines. Exfiltré vers l'Afrique du Nord grâce à l'Eglise catholique, il échappe au procès de Vérone et, « *pour expier [s]a faute de ne pas avoir su arrêter à temps la dégénérescence du fascisme* », explique-t-il, s'engage dans la Légion étrangère, participant au débarquement en Provence comme aux combats des Ardennes. Amnistié en 1947, il soutient ensuite la démocratie chrétienne, finissant dans une relative quiétude un parcours des plus agités, entre foucades et illusions, mais aussi réalisations concrètes et paradoxal souci de liberté au sein de la dictature.

ILLUSTRATIONS : © LAURENT PATURAUD POUR LE FIGARO HISTOIRE.

ROBERTO FARINACCI (ISERNIA, 1892-VIMERCATE, LOMBARDIE, 1945)

Syndicaliste socialiste puis partisan de l'intervention italienne en 1914-1915, il passe l'essentiel du conflit loin du front comme cheminot puis chef de gare. Correspondant à Crémone du journal de Mussolini, il participe en 1919 à la fondation des *Fasci di combattimento* et reprend des études couronnées par un mémoire… acheté à un autre étudiant. Chef squadriste, député en 1921 et invalidé car trop jeune, il tient les campagnes de sa région puis Crémone elle-même, dont il se proclame maire douze jours, jusqu'à ce que Mussolini, inquiet, l'oblige à se replier. En fait, il se veut plus fasciste que le Duce : il est hostile au pacte de pacification avec les socialistes et, après la marche sur Rome, réclame une « deuxième vague » révolutionnaire. Aussi est-il écarté du Grand Conseil. S'il croit son heure venue avec l'affaire Matteotti et les lois fascistissimes – il devient alors secrétaire général du parti –, il a le tort de se vouloir autonome face à Mussolini, qui l'écarte vite. Reste que son journal, *Il Regime fascista*, est le seul avec *Il Popolo d'Italia* à avoir une audience nationale : depuis Crémone, il vitupère contre l'Eglise et dénonce des cas de corruption plus ou moins réels dans le parti, dans un italien un peu approximatif : on le surnomme « la belle-mère du régime ». Quand le totalitarisme s'affirme, il revient au Grand Conseil, part en Ethiopie où il perd la main droite… en pêchant à la grenade dans un lac, et mise sur l'Allemagne et l'antisémitisme pour radicaliser le régime. Il se veut antibourgeois, anticlérical, belliciste. Mais Mussolini, prudent, le tient toujours en lisière. Le 25 juillet 1943, Farinacci veut écarter le Duce, mais au profit des Allemands et non du roi ! A Salò, il se déchaîne, menaçant par exemple d'exécution toute personne qui aiderait des Juifs… Dans la débâcle du régime, des résistants l'arrêtent le 27 avril 1945 avec douze valises de devises et de bijoux, et l'exécutent le lendemain après un procès sommaire.

MARGHERITA SARFATTI

(VENISE, 1880-CAVALLASCA, LOMBARDIE, 1961)

Fille d'un grand entrepreneur vénitien ami du futur Pie X, femme d'un avocat socialiste, nourrie d'antipositivisme et de volontarisme irrationaliste, critique d'art à l'*Avanti !*, le journal du parti socialiste, elle y rencontre Mussolini et entame avec lui une liaison. Elle est réputée avoir fait sa culture, même s'il n'était pas vraiment ignare auparavant, et en tout cas lui fait bénéficier de ses relations dans le monde intellectuel et artistique. En 1914, elle le suit au *Popolo d'Italia*, dont elle devient rédactrice en 1918, et radicalise son hostilité aux socialistes pacifistes, qu'elle accuse d'être responsables de la mort au front de son fils Roberto. Son salon, très réputé, accueille entre autres les futuristes. Elle dirige la revue culturelle du régime, *Gerarchia*, et voudrait susciter un art proprement fasciste. Veuve en 1924, elle publie en 1925 une biographie de Mussolini, vendue à un million et demi d'exemplaires en Italie et traduite en dix-huit langues. Convertie au catholicisme en 1928, elle s'installe à Rome l'année suivante, mais Mussolini se lasse d'elle et l'envoie en 1934 aux Etats-Unis, où Eleanor Roosevelt la reçoit encore comme une femme de chef d'Etat. Margherita s'inquiète de l'évolution du régime, de la montée des fascistes intransigeants, de l'alliance allemande. En 1936, on lui annonce que le Duce ne la recevra plus, et en 1938, après les lois antisémites, elle part à Paris, puis se partage entre Buenos Aires et Montevideo. Elle échappe ainsi au sort de sa sœur Nella, morte à Auschwitz, et rentre sans bruit en Italie en 1947.

ILLUSTRATIONS : © LAURENT PATURAUD POUR LE FIGARO HISTOIRE.

FILIPPO TOMMASO MARINETTI

(ALEXANDRIE, 1876-BELLAGIO, LOMBARDIE, 1944)

Après des études entre l'Egypte où il est né, Paris et l'Italie, il se voue à l'écriture et compose en français des vers libres mêlant symbolisme et goût pour l'horrible et le grotesque. Son *Manifeste du futurisme,* paru en 1909 dans *Le Figaro,* parle de détruire musées, bibliothèques et académies, et de glorifier « *la guerre – seule hygiène du monde –, le militarisme, le patriotisme, le geste destructeur des anarchistes, les belles idées qui tuent et le mépris de la femme* ». Son roman *Mafarka le futuriste* est condamné pour outrage aux mœurs et il publie des manifestes contre Venise, les ruines de Rome ou le clair de lune. Il invente aussi les « mots en liberté », sans syntaxe ni ponctuation. Enthousiasmé par la conquête de la Libye en 1911, fervent partisan de l'intervention militaire en 1915, engagé volontaire, il rêve de révolution et rejoint Fiume – d'où D'Annunzio l'éloigne vite. Il crée un parti futuriste, républicain et « dévaticaneur », et en 1919, à Milan, perturbe avec Mussolini une conférence contre les projets d'annexion de la Dalmatie. Il participe la même année à la création des *Fasci di combattimento* et à la mise à sac de l'*Avanti !*, le journal du parti socialiste. Il s'éloigne un temps de Mussolini, mais dès 1924 celui-ci le remet en avant et, en 1929, le nomme à l'Académie d'Italie, tout juste créée. Malgré des expérimentations comme l'« aéropeinture », le provocateur est devenu conformiste. Il participe aux campagnes du régime contre les mots étrangers ou la forme de politesse « *Lei* » (« elle »), jugée trop peu virile, et se porte volontaire en Ethiopie. Même s'il reste critique face aux lois raciales et à l'alliance allemande, et qu'il ne retrouve pas en 1940 son enthousiasme guerrier de 1915, il est de nouveau volontaire en Russie, d'où il rentre épuisé, adhère au régime de Salò, qu'il voit comme une résurgence du fascisme originel, et meurt d'épuisement cardiaque.

GABRIELE D'ANNUNZIO

(PESCARA, 1863-GARDONE RIVIERA, LOMBARDIE, 1938)

Poète à succès dès ses 16 ans, romancier, dramaturge, scénariste d'un des premiers péplums (*Cabiria,* 1914), il synthétise toutes les influences, du Parnasse à Tolstoï et à Huysmans, et joint à la splendeur de la langue le sens de la publicité, de la mise en scène de lui-même, de l'exploitation des scandales nés de l'exhibition d'une sensualité amorale. Immense écrivain, immense vedette, fasciné par le mythe du surhomme, couvert de gloire, de maîtresses et de dettes, il participe aussi à la vie politique, de façon fantasque : élu député en 1897, il siège à l'extrême droite et passe à l'extrême gauche en 1900, puis adhère au nationalisme en 1910 et prône une politique de puissance. Une fois étrangement apurées les dettes qui l'ont fait s'exiler en France cette même année 1910, il revient en Italie fin 1914, anime la campagne pour l'entrée en guerre, s'engage comme volontaire et participe à des missions spectaculaires – guidage de torpilles jusque dans une base navale dalmate, bombardements aériens ou raid sur Vienne, où des tracts remplacent les bombes. Il veut « *oser l'inosable* ». Devenu le symbole du nationalisme, il lance le slogan de la « *victoire mutilée* » et rejoint en septembre 1919 les soldats qui s'emparent de Fiume (Rijeka), dont il fait une principauté d'opérette, inaugurant là des formes reprises ensuite par le fascisme : cris de guerre sans signification (« *Eja, eja, eja, alalà !* ») ou discours « dialogués » avec le public. Mais il tente aussi une alliance avec Lénine, promeut une constitution anarchosyndicaliste, veut annexer l'Italie à Fiume plus que l'inverse : il lasse ainsi ses soutiens initiaux, et l'armée italienne met fin à l'aventure à Noël 1920. Du fait de cet échec, Mussolini, qui avait lancé pour lui une souscription et en a gardé une bonne part, n'a plus de concurrent d'audience nationale. Du reste, le poète oppose une fin de non-recevoir aux antifascistes qui veulent l'utiliser contre le Duce comme aux chefs locaux fascistes, pour qui Mussolini est trop conciliant, trop « politique ». Comblé d'honneurs, présenté en « *saint Jean-Baptiste du fascisme* », D'Annunzio s'enferme jusqu'à sa mort dans le Vittoriale degli Italiani, ensemble monumental sur le lac de Garde, loin de Rome et du pouvoir.

CURZIO MALAPARTE

(PRATO, TOSCANE, 1898-ROME, 1957)

Anarchiste puis républicain, le tout jeune Curt Erich Suckert, toscan malgré son nom, veut se battre pour la France en 1914 mais arrive après la dissolution des unités garibaldiennes décimées en Argonne. Il devance ensuite l'appel dans l'armée italienne et en retire le plus grand mépris pour le haut commandement, exprimé dans *Viva Caporetto !*, livre aussitôt censuré, ainsi que la certitude que le pays doit être pris en main par de jeunes officiers comme lui. S'il n'a sans doute pas participé à la marche sur Rome, c'est un fasciste de la première heure, qui se veut populaire, radical, révolutionnaire, se porte témoin à décharge lors du procès des assassins de Matteotti et est totalement incontrôlable. Signant Malaparte à partir de 1925, il fait carrière dans la presse, jusqu'à diriger, de 1929 à 1931, le grand quotidien turinois *La Stampa.* Mais le fascisme n'est pas la révolution espérée. Provocateur, il publie en 1929 *Monsieur Caméléon,* où cet animal fait carrière dans l'Italie de Mussolini. Des dents grincent. En 1931, c'est, en français, *Technique du coup d'Etat,* sorte d'essai comparatif, fascisme compris. Malgré Ciano et Bottai, il est exclu du parti fasciste en 1933 et écope de cinq ans de résidence forcée, même s'il est libéré dès 1935 et reprend sa carrière. Correspondant de guerre côté allemand, il en tire, après le 8 septembre 1943 et son passage côté américain, *Kaputt,* témoignage tragique et grotesque, tout comme *La Peau,* en 1949. Inclassable, il reçoit, en 1957, *in articulo mortis,* à la fois le baptême catholique, la carte du parti républicain devenu gouvernemental et celle du parti communiste, et lègue sa villa de Capri à la Chine de Mao au moment où elle se brouille avec Moscou. Au total, s'il est tentant de résumer son itinéraire par le mot attribué à Céline, *« déjà Caméléon perçait sous Malaparte »*, on ne saurait parler d'opportunisme, tant il aura pris de gens à contrepied.

LUIGI STURZO (CALTAGIRONE, SICILE, 1871-ROME, 1959)

Prêtre sicilien, ordonné en 1894, très actif dans l'Action catholique (crédit rural, coopérative, etc.), dont il devient secrétaire général en 1915, il s'engage en politique autant que le permet alors l'Eglise en Italie, devenant en 1905 conseiller provincial à Catane et « vice-maire » de sa ville natale, Caltagirone, puis en 1912 vice-président des maires d'Italie. Quand la papauté cesse d'interdire aux catholiques de participer à la vie politique nationale, il lance, début 1919, un « Appel aux libres et aux forts » et crée le Parti populaire italien, non confessionnel mais ancré dans la doctrine sociale de Léon XIII, qui obtient 20 % des voix en 1921. Trop « social » pour s'allier aux libéraux, trop catholique pour les socialistes, il se divise face au fascisme, une aile participant au premier ministère Mussolini tandis que Sturzo dénonce la statolâtrie fasciste et les violences contre les organisations catholiques. La Curie, séduite par la promesse fasciste de rompre avec la laïcité de l'Italie libérale, lui fait quitter la direction du parti. En exil à Paris en 1924, très vite à Londres, puis à New York en 1940, don Sturzo est plutôt isolé parmi des antifascistes souvent très anticléricaux, et comme eux très surveillé par une police politique plus zélée qu'éclairée (une lettre à son frère, évêque, où il parle de « *présence réelle* », est interprétée comme annonçant l'envoi d'un messager…). Il n'en continue pas moins de plaider pour la démocratie libérale, anime, de 1925 à 1939, le secrétariat international des partis démocratiques d'inspiration chrétienne – l'« internationale blanche » – et insiste sur la distinction entre Italie et fascisme. Rentré en Italie en 1946, il ne joue plus de rôle direct mais condamne l'étatisme et la corruption de trop de ses héritiers démocrates-chrétiens au pouvoir, siégeant pour sa part avec les « indépendants » après son élection comme sénateur à vie en 1952. La phase diocésaine de sa béatification, proposée en 1997, s'est achevée en 2017.

ILLUSTRATIONS : © LAURENT PATURAUD POUR LE FIGARO HISTOIRE.

EMILIO LUSSU

(ARMUNGIA, SARDAIGNE, 1890-ROME, 1975)

Chaud partisan de l'intervention de l'Italie dans la Grande Guerre, ce Sarde la termine comme capitaine multidécoré mais plein de mépris pour les chefs incompétents et les notables traditionnels (ses souvenirs du front sont traduits en France sous le titre *Les Hommes contre).* Cofondateur du Parti sarde d'action, qui obtient un tiers des voix en Sardaigne en 1921, il s'oppose à la fusion avec le parti fasciste demandée par Mussolini au nom d'un commun ancrage dans le « combattantisme ». Lorsque en 1926 des fascistes locaux veulent envahir son domicile et lui faire un mauvais parti, il tire – seul député italien à se défendre ainsi – sur le premier qui fait irruption et le tue : la justice reconnaît la légitime défense, mais le Tribunal spécial, création fasciste, l'envoie pour cinq ans en résidence forcée dans l'île de Lipari. Il s'en évade à l'été 1929 avec Carlo Rosselli et fonde à Paris avec lui un groupe libéral-socialiste et activiste, *Giustizia e Libertà* (GL), mais une tuberculose limite longtemps son action. Il devient alors avant tout polémiste, écrivant, par exemple, en 1936, que les antifascistes ont plus besoin d'aller aider l'Espagne républicaine que celle-ci n'a besoin d'eux, ou, au moment des procès de Moscou, que s'il fallait un jour supprimer tous les anciens fascistes, cela ferait le huitième des Italiens et serait « *excessif même pour un parti de bouchers professionnels* ». Parti en Angleterre en juin 1940, revenu clandestinement en France, il négocie avec les socialistes et les communistes italiens, eux aussi clandestins, rentre en Italie à la chute de Mussolini, est coopté à la direction du Parti d'action, héritier de GL, et participe à la résistance dans Rome occupée. Brièvement ministre en 1945, il rejoint les socialistes quand son parti se dissout en 1948 et devient alors sénateur pendant vingt ans ; il anime une dissidence en 1964 quand le Parti socialiste italien s'allie aux démocrates-chrétiens au pouvoir, mais comprend que l'opération est pilotée en sous-main par Moscou et, toujours impétueux et malcommode, le dénonce haut et fort.

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Cergy-Pontoise, Eric Vial est spécialiste de l'histoire politique de l'Italie contemporaine.

À LIRE d'Eric Vial

Guerres, société et mentalités. L'Italie au premier XX^e siècle
Seli Arslan
285 pages
D'occasion

Par Didier Musiedlak

Mortelle randonnée

Si le corps exposé place Loreto, à Milan, le 29 avril 1945 était bien celui de Mussolini, les circonstances de la mort du Duce restent à ce jour un mystère.

Après leur capture, le 27 avril 1945, à Dongo, au bord du lac de Côme, Mussolini et sa maîtresse Clara Petacci avaient été amenés à 21 km de là, à la ferme De Maria, dans le petit village de Giulino di Mezzegra, où ils passèrent leur dernière nuit ensemble. A partir de ce moment, le mystère s'épaissit. L'exécution proprement dite de Mussolini avait été décidée dès son arrestation par le Comité insurrectionnel antifasciste présidé par Luigi Longo, futur secrétaire général du Parti communiste italien (PCI). Le temps pressait pour se soustraire aux conditions du « Long Armistice » du 29 septembre 1943, signé à Malte par Eisenhower et Badoglio, qui stipulait expressément que le Duce devait être remis aux Nations unies, c'est-à-dire aux vingt-six représentants des pays vainqueurs de la guerre, pour un procès public.

Selon la première version fournie par *L'Unità* dès le 30 avril 1945, Mussolini et Clara Petacci auraient été exécutés le 28 avril à 16 h 10 par le « colonel Valerio » à Giulino di Mezzegra, devant le portail de la villa Belmonte. Très vite, en raison même des insuffisances du récit, la direction du PCI avait été contrainte cependant de fournir davantage de détails sous la forme de pas moins de vingt-quatre contributions successives. On apprit ainsi, selon la version approuvée par Luigi Longo, que le « colonel Valerio » était le comptable Walter Audisio, une figure assez terne du mouvement communiste milanais.

Celui-ci passa pour le principal instigateur de l'exécution jusqu'au moment où un autre partisan présent à Dongo, Aldo Lampredi, dans un rapport secret au parti (*Relazione riservata al partito*, 1972), commença à minorer son rôle. Cependant, pour la majorité des Italiens, Mussolini et Clara Petacci étaient bien morts sous les coups de feu tirés par le justicier Audisio. C'est lui qui avait lu la sentence aux deux condamnés, « *au nom du peuple italien* », puis procédé à l'exécution au moyen de cinq coups mortels portés par une rafale d'arme automatique.

Cette version fut cependant remise en cause en 1993 par un autre partisan communiste, Urbano Lazzaro (Bill), qui révéla que le « colonel Valerio » n'était autre que Luigi Longo. Le récit à plusieurs voix des représentants communistes qui avait fait foi jusqu'alors comportait, de fait, nombre de contradictions sur les lieux, l'itinéraire ou les moyens de locomotion utilisés. Certains détails laissaient perplexe. Ainsi, selon Audisio, Clara Petacci s'était effondrée dans l'herbe, en un lieu qui en était

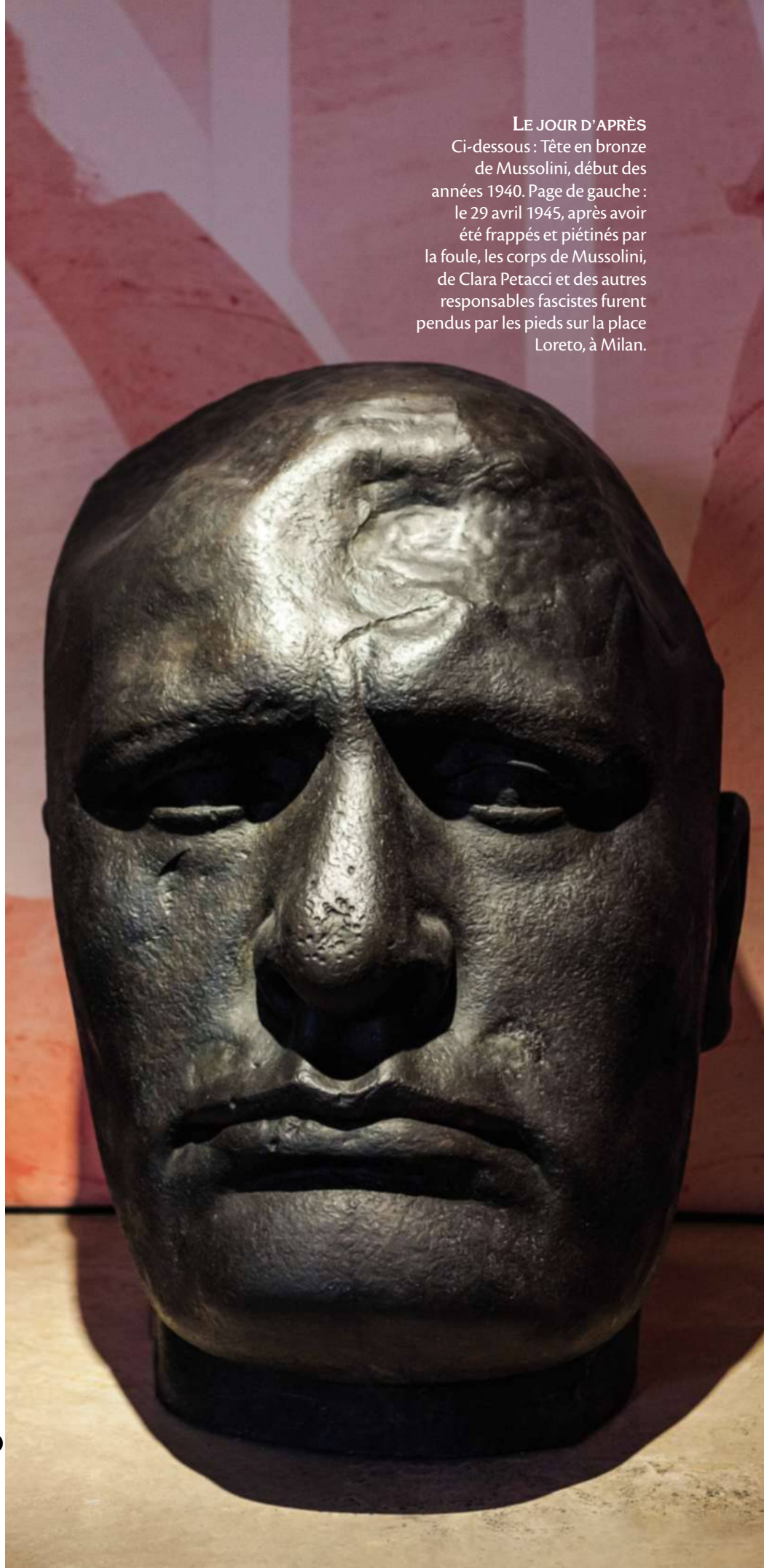
pourtant dépourvu. En définitive, qui devait-on croire parmi les partisans ? Walter Audisio, Aldo Lampredi et Michele Moretti avaient donné trois versions différentes du comportement de Mussolini au moment d'être fusillé. Fallait-il choisir le Mussolini tremblant de peur d'Audisio (1947), celui de Lampredi faisant face à la mort (« *Tirez dans le cœur !* », 1972) ou encore le Duce patriote de Moretti (« *Vive l'Italie !* », 1990) ?

Damnatio memoriae

Lorsque, vers 3 heures du matin, le 29 avril 1945, un camion de partisans dirigés par Walter Audisio arriva à Milan en transportant les corps de Mussolini, de Clara Petacci et de son frère Marcello, ainsi que ceux de quinze fascistes exécutés à Dongo, le choix de piazzale Loreto s'imposa tout de suite. C'est en effet à ce carrefour que, le 10 août 1944, quinze partisans avaient été exécutés en représailles après un attentat.

Vers 7 heures du matin, les premiers passants remarquèrent les cadavres empilés. Puis la foule s'en approcha et commença à les frapper à coups de pied en martelant en particulier la tête du Duce pour tenter de détruire ses qualités démiurgiques. Avilissement et exposition publique de son corps participaient de la même volonté de retirer au mythe toute possibilité de renaissance. On plaça dans la main de Mussolini une espèce de sceptre pour montrer qu'il était désormais un monarque déchu. Une femme tira plusieurs coups de feu en direction du cadavre de Mussolini pour venger ses cinq enfants morts. Quelqu'un urina sur le cadavre de Clara Petacci. On chercha à mettre dans la bouche de Mussolini un rat mort. Des détritus et des crachats furent jetés sur les corps. La violence exercée fut telle que le crâne du Duce fut réduit en bouillie par la foule.

Quelques heures après, vers 11 heures, la place était noire de monde. En raison de la poussée grandissante de la foule, les corps furent alors pendus par les pieds à une station-service afin que toute la foule pût se repaître du spectacle. Pour légitimer l'exécution auprès de l'opinion internationale, un groupe de correspondants anglais et américains fut ensuite autorisé à refaire



Le jour d'après
Ci-dessous : Tête en bronze de Mussolini, début des années 1940. Page de gauche : le 29 avril 1945, après avoir été frappés et piétinés par la foule, les corps de Mussolini, de Clara Petacci et des autres responsables fascistes furent pendus par les pieds sur la place Loreto, à Milan.

© FOTOTECA GILARDI/BRIDGEMAN IMAGES. © PHOTO12/ALAMY/STEPHEN BISGROVE.

jusqu'à la villa Belmonte le parcours de la fuite et de l'exécution de Mussolini.

L'exposition du corps du dictateur et des hiérarques répondait avant tout à un besoin de vengeance. Elle permettait aussi de montrer au peuple italien qu'il existait une justice partisane, en offrant à la foule la possibilité de participer directement à l'action pour s'approprier le Duce : comme dans un lynchage, le groupe put inscrire ainsi sa marque sur le corps au moyen de pancartes, de mutilations, de sévices. Elle visait enfin à détruire définitivement le lien mystique qui avait uni le peuple italien au Duce pendant plus de vingt ans, à clore l'histoire du fascisme et à redonner une nouvelle légitimité au pays. La nouveauté tenait à la possibilité de reproduire ce spectacle par le film et la photographie : les clichés que prit ce jour-là le Suisse Christian Schiefer, tel celui de la pendaison, sont restés fameux. La technique permettait ainsi à toute l'Italie d'accéder à l'exécution sous la forme du spectacle moderne que le régime fasciste avait lui-même instauré.

Autopsies et enquêtes

L'autopsie pratiquée le lendemain ne permit pas de mettre un terme aux polémiques sur la mort de Mussolini : en faisant parler le corps du Duce, elle en ouvrit à l'inverse d'autres. L'idée que Mussolini et Clara Petacci n'étaient pas morts devant la villa Belmonte émergea, au fil des décennies, des examens pratiqués par les différents médecins légistes qui s'intéressèrent au cas clinique Mussolini. Ils cherchèrent à démontrer que le récit de l'exécution ne pouvait correspondre aux blessures et aux entrées de projectiles relevées sur le corps.

La première autopsie fut effectuée dès le matin du 30 avril par le professeur Mario Cattabeni à l'institut médico-légal de Milan dans des conditions exceptionnelles : une salle ouverte à une foule d'individus, mêlant partisans et journalistes, notamment des Américains venus pour filmer et photographier – même si filmer n'avait pas été autorisé. Le rapport fit état de sept impacts, dont quatre étaient groupés sur le thorax. Mais sa plus grande lacune tenait à l'absence d'étude balistique. On ne disposait ainsi d'aucune description du calibre des balles ni de leur trajectoire. L'autopsie faisait état de sept coups, dont deux effectués avant la mort. Plus tard, l'examen des photos et des films réalisés le même jour conduisit à penser que les dépouilles présentaient alors déjà une rigidité cadavérique avancée, perceptible selon les témoins dès la pendaison de piazzale Loreto. Or le rapport de Cattabeni n'évoquait qu'une raideur dans la région maxillaire.

En outre, Cattabeni ne fournissait aucune explication sur le coup porté sur le flanc ni sur les lésions constatées sur le bras droit. Le fait qu'un mystérieux médecin de la direction générale de la santé du Corps volontaire de la liberté (CVL), portant le nom de guerre de « Guido », eût contresigné le rapport d'autopsie ajoutait au malaise. Le refus d'autopsier le corps de Clara Petacci, alors que des bruits de violence sexuelle avaient circulé, ne fit qu'amplifier la rumeur selon laquelle des éléments décisifs sur l'exécution avaient été délibérément occultés et l'autopsie avait été bâclée.

Un deuxième médecin légiste, Aldo Alessiani, décida donc de reprendre l'enquête dès les années 1950, puis en 1989, cette fois au moyen d'une étude minutieuse des photographies. Selon lui, il était désormais exclu que le corps de Mussolini eût été traversé par une rafale de cinq projectiles tirés par une arme automatique de la gauche vers la droite, comme l'avait prétendu le « colonel Valerio » dans sa reconstitution des événements. On dénombrait neuf coups et non pas sept comme l'avait affirmé Cattabeni : deux blessures non létales étaient perceptibles à l'avant-bras droit et au flanc droit. L'hypothèse d'Alessiani était donc que Mussolini avait cherché à parer le coup avec son avant-bras et avait ainsi fait dévier l'arme vers sa poitrine. Il en était arrivé à la conclusion que le dictateur avait été tué dans des circonstances bien différentes de celles présentées par le « colonel Valerio » : les coups de feu avaient été tirés par plusieurs personnes sous des angles différents.

Le dossier fut rouvert au milieu des années 1990 puis en 2006 par un troisième praticien, le professeur Giovanni Pierucci, de Pavie. Il interrogea de nouveau les photos du cadavre de Mussolini, cette fois à l'aide d'appareils numériques. Ses analyses permirent de déceler deux autres coups antérieurs à la mort, portés à l'abdomen et non mentionnés par Cattabeni. Le fait que Mussolini eût été atteint de onze balles remettait en cause le sérieux de l'autopsie pratiquée en 1945. Les photos mettaient aussi en évidence plusieurs anomalies. Le corps du Duce présenté à la table de dissection avait été lavé, empêchant d'autres analyses essentielles. Certains coups de feu avaient été tirés d'une distance comprise entre 20 et 40 cm, soit à bout portant, ce qui tendait à s'interroger sur les conditions mêmes de l'exécution.

Les résultats de ces différentes enquêtes soulignaient l'incohérence du récit officiel. Le corps de Mussolini avait suffisamment parlé pour discréditer la thèse défendue par les partisans. En substance, Mussolini et Clara Petacci n'étaient pas morts à 16 h 10 devant le portail de la villa Belmonte, mais avant midi dans d'autres lieux, ce qui excluait d'emblée la responsabilité de Walter Audisio puisque celui-ci n'était arrivé à Dongo qu'autour de 14 heures. Restaient donc sur la liste des exécuteurs potentiels Aldo Lampredi et, selon le témoignage de Bill (Urbano Lazzaro), Luigi Longo en personne.

Le témoignage tardif de Dorina Mazzola, qui, âgée de 19 ans, vivait dans une maison voisine d'une centaine de mètres de la ferme De Maria, vint corroborer les conclusions des médecins légistes. Elle raconta qu'au matin du 28 avril 1945, elle avait assisté à la scène de la mise à mort. Ce n'est qu'après avoir pris connaissance, dans *L'Unità* du 23 janvier 1996, de la publication du récit fourni par Aldo Lampredi au PCI en 1972 qu'elle s'était décidée à témoigner que Mussolini avait été tué vers 9 heures du matin, deux heures avant Clara Petacci.

Selon son récit très circonstancié, Mussolini avait été abattu devant la porcherie de la maison De Maria de sept projectiles par des individus venus de Milan, devant Clara Petacci qui avait imploré de l'aide. C'est en

grande partie pour la faire taire qu'Alfredo Mordini (Riccardo), un autre partisan, aurait tiré sur elle. Ainsi la reconstitution de la mort de Mussolini s'éclairerait-elle d'un jour nouveau. Voyant que des partisans étaient venus pour le tuer, Mussolini se serait défendu au moyen de son avant-bras et, blessé, aurait été conduit devant la porcherie pour y trouver la mort. Neuf coups de feu auraient été tirés. On avait ensuite abandonné son corps au milieu du purin durant deux heures. Il avait fallu ensuite le nettoyer et le revêtir pour pouvoir le présenter pour son exécution officielle devant la villa Belmonte. Mussolini et Clara Petacci auraient ainsi fait l'objet d'une forme de « double exécution », la première devant la maison De Maria, la seconde à l'état de cadavres devant la villa Belmonte.

La remise en cause progressive de la version officielle de l'exécution explique sans nul doute le succès des pistes concernant le rôle des services secrets britannique et américain. Participèrent-ils directement ou indirectement à l'opération en facilitant le travail des partisans ? La requête de Guido Mussolini visant à exhumer le corps de son aïeul pour pratiquer une nouvelle autopsie, repoussée par la Cour de cassation en 2007, a relancé l'hypothèse ouverte par Renzo De Felice selon laquelle les Britanniques auraient été à l'origine de l'exécution afin de s'emparer de la correspondance entre Mussolini et Churchill, jugée compromettante. Mais l'exploration de cette voie s'est révélée peu convaincante.

Il est indéniable en revanche que Britanniques et Américains menèrent un jeu trouble dans cette affaire. On sait que les Britanniques coopérèrent avec l'Américain James Angleton, principal responsable des services d'espionnage à Rome, entre 1944 et 1947, sans qu'on puisse toutefois avoir une idée de la nature de ces contacts. Côté américain, Allen Dulles avait envoyé à Côme le capitaine Emilio Daddario pour s'emparer du Duce et le transférer au commandement allié. Daddario ne fit pas preuve d'une grande énergie pour récupérer Mussolini, mais facilita en revanche la tâche de Walter Audisio en lui fournissant un ou deux laissez-passer pour se rendre à Dongo en franchissant les lignes alliées.

REVANCHE MACABRE Page de gauche : portraits de Mussolini et de sa maîtresse, Clara Petacci. Ci-dessus : les corps des exécutés livrés à la foule sur la place Loreto, à Milan.

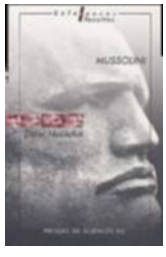
Le mythe du Duce

Au lieu de mettre un terme au traumatisme national, l'absence de récit cohérent et crédible sur les conditions de l'exécution de Mussolini a eu pour effet de réactiver le mythe du Duce. Investi d'une dimension symbolique singulière, son cadavre est devenu le vecteur d'un ensemble de croyances et de constructions qui ont autorisé une forme de résurrection politique autour d'une image de martyr : celle que Mussolini avait cherché à transmettre à la postérité après le 25 juillet 1943. La tradition mémorialiste fasciste exploita ainsi après 1945 le châtiment qui avait été infligé au Duce sans retenir ses fautes, en insistant sur la générosité d'un chef qui avait fait don de sa personne à la nation pour lui épargner la douleur et l'humiliation. La dépouille de Mussolini connut ainsi une nouvelle vie en continuant d'incarner l'Italie, au moins pour une partie de l'opinion.

L'exploit réalisé par de jeunes néofascistes, qui enlevèrent du cimetière de Musocco, dans la nuit du 22 au 23 avril 1946, son cadavre en putréfaction, visait à démontrer que la renaissance du fascisme était précisément liée à la possession du corps du Duce. Le moment était opportun puisque, deux mois plus tard, les Italiens avaient à s'exprimer par référendum sur le choix entre la monarchie et la république. Lorsque, en août 1946, on retrouva le cadavre, la crainte du ministère de l'Intérieur fut telle qu'il décida d'interdire la publication des images. Mussolini mort demeurait décidément un personnage encombrant. Entre 1946 et 1957, date de sa restitution à la famille, le corps du Duce, caché dans une armoire d'un couvent capucin, continua de hanter la conscience italienne. Et, à en juger par la popularité actuelle du personnage, le temps n'est pas encore venu d'ensevelir la figure centrale de l'histoire récente de l'Italie.

Professeur émérite en histoire contemporaine à l'université Paris-Nanterre, Didier Musiedlak est spécialiste de l'histoire du fascisme italien. Son prochain livre, *La Marche sur Rome, entre histoire et mythe*, paraîtra en mars 2022 (Sorbonne Université Presses).

À LIRE de Didier Musiedlak



Mussolini
Presses de Sciences Po
436 pages
17,50 €

© AKG-IMAGES/MICHAEL FOEDROWITZ. COLL. © CASAGRANDE/ADOC-PHOTOS.

Par Frédéric Valloire, Jean Sévillia, François-Joseph Ambroselli, Philippe Maxence et Michel De Jaeghere

A l'ombre des faisceaux

Histoire du fascisme

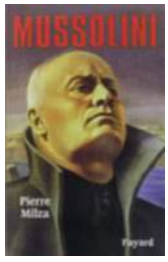
Frédéric Le Moal

« *Au commencement était le socialisme…* » Bigre ! Un livre sur le fascisme italien qui s'ouvre ainsi choquera. Le fascisme de Mussolini qui prend forme vers 1919, sa quête d'un homme nouveau, prend sa source dans une forme de révolution qu'il crut d'abord trouver dans un marxisme nietzschéen, puis dans la violence de la guerre. Et s'il joue, à partir de 1921, la carte parlementaire, ce n'est que par tactique. Cette étude solide, argumentée, documentée, pulvérise les lieux communs de la pensée conventionnelle. Elle dessine ce qu'auraient pu être un Etat fasciste et sa « révolution anthropologique ». L'échec ?

Pas seulement à cause de la guerre. Mais parce que, né d'une vision mécaniste de l'homme issu de la philosophie des Lumières, l'homme nouveau ne vit jamais le jour. ***FV***

Perrin, 2018, 432 pages, 23 €.

Mussolini. **Pierre Milza**



Ni anecdotique, ni hagiographique, l'étude de Pierre Milza (1932-2018) est la base de toute connaissance historique de Mussolini. Familier de l'Italie et du fascisme, Milza replace le personnage dans les circonstances politiques propres à son pays qui l'a autant aimé que haï. Il montre qu'avant le pacte avec Hitler, Mussolini avait cherché à ouvrir une troisième voie entre socialisme et libéralisme qui rassemblerait autour d'un projet social presque l'ensemble de ses compatriotes. Cela sans négliger le poids des « choses de la vie » dans le caractère du Duce. Plus de vingt ans après sa parution, une biographie qui s'impose. ***FV***

Fayard, 1999, 988 pages, 32 €.

Le Mystère Mussolini. **Maurizio Serra**

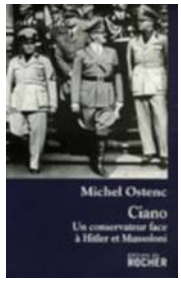
Diplomate, biographe (Malaparte, D'Annunzio), romancier et historien, Maurizio Serra donne avec *Le Mystère Mussolini. L'homme, ses défis, sa faillite*, écrit directement en français, une biographie puissamment originale du Duce, colorée de souvenirs personnels, pimentée de jugements cinglants et émaillée de personnages secondaires pittoresques (tels l'opposant sarde Emilio Lussu ou Roberto Farinacci, manœuvrier hors du commun au sein du parti fasciste). Que le lecteur ne se trompe pas, pourtant : il s'agit d'un portrait et non d'une synthèse sur le fascisme italien, son bilan et ses conséquences politiques, même si ces aspects sont abordés à travers le prisme de Mussolini. ***FV***

Perrin, 2021, 464 pages, 25 €.

Dictionnaire de l'Italie fasciste. **Philippe Foro**

Avant tout pratique, rigoureux et complet, même si j'ai cherché, par esprit de contradiction, une entrée « Opposition », une autre « Ezra Pound » ou « Ecrivains » et si la notice « Humbert II », un peu maigrelette, renvoie à « Monarchie », plus substantielle. « Cinecittà » et « Cinéma » ne sont pas oubliés. Sont présents les personnages les plus importants de l'époque, opposés ou partisans du régime, les questions institutionnelles, économiques, culturelles. Peut-être un index des entrées aurait-il été bienvenu ? Reste un instrument de travail et un outil indispensable pour qui s'intéresse à l'histoire du XX^{e} siècle. Excellente bibliographie. ***FV***

Vendémiaire, 2014, 384 pages, 28 €.



Ciano. Un conservateur face à Hitler et Mussolini

Michel Ostenc

Le destin de Ciano est des plus étranges. Comment cet élève modèle, fils d'un ministre de Mussolini, qui fréquentait les milieux artistiques, journalistiques et mondains, engagé dans une carrière diplomatique, devint-il le gendre du Duce et son « dauphin », avant d'être fusillé le 11 janvier 1944 avec l'accord de ce dernier ? Pourquoi ce philo-allemand en 1939 devint-il quelques mois plus tard anti-allemand ? L'ambition, la légèreté, la tradition diplomatique de conserver une carte dans chaque camp ? Ou un monde trop grand et trop cruel pour ce partisan d'un conservatisme autoritaire ? En voici une analyse serrée. ***FV***

Editions du Rocher, 2007, 316 pages, 22,40 €.

Europa ! Les projets européens de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. **Georges-Henri Soutou**

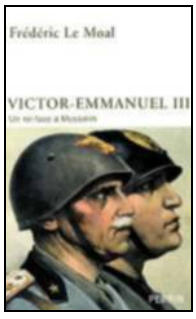
Tout le monde sait que les discussions menées dès 1946 entre Robert Schuman, Konrad Adenauer et Alcide De Gasperi, trois démocrates-chrétiens aspirant à une Europe unie dépassant les antagonismes nationaux, sont à l'origine de la Communauté européenne, fondée en 1951 et devenue l'Union européenne en 1992. Moins connue, en revanche, est la formation de l'idée européenne avant 1945. Encore moins connu est le fait que l'Italie fasciste et l'Allemagne nationale-socialiste, dont l'idéologie reposait sur un nationalisme exacerbé, eurent, chacune à sa manière, un projet européen. Tel est le sujet de ce livre passionnant, nourri par une documentation impressionnante, qui parvient à ce constat déroutant : soit comme repoussoir, soit comme cadre politique dans lequel des hommes ont appris à penser au-delà des frontières nationales, l'Europe de l'Axe a exercé une influence durable sur la genèse de l'Europe actuelle. ***JS***

Tallandier, 2021, 544 pages, 24,90 €.

Mussolini. Un dictateur en guerre. **Max Schiavon**

Ancien officier d'active, cet excellent historien militaire ouvre un dossier oublié, celui de Mussolini chef de guerre. Le pouvoir du Duce s'arrête à l'entrée des casernes : c'est au roi que les officiers prêtent serment. Au mieux, il donne des orientations à une armée vieillotte, mal équipée. Une réussite : la campagne d'Ethiopie (1935-1936). Ce succès aveugle Mussolini et provoque des sanctions franco-anglaises qui le poussent vers Hitler. Sans budget à la hauteur de son ambition – installer l'Italie au premier rang de la Méditerranée –, sans forte préparation militaire, la guerre dans laquelle le Duce s'engage en juin 1940 est une erreur majeure. Partout, des échecs. Lucide sur l'issue du conflit, Mussolini ne peut se désolidariser de Hitler. La suite ? L'arrestation, l'évasion, la république de Salò, l'exécution. ***FV***

Perrin, 2016, 270 pages, 21 €.



Victor-Emmanuel III. Un roi face à Mussolini

Frédéric Le Moal

Il mesurait 1,53 m et avait hérité de ses lointains ancêtres Habsbourg une mâchoire prognathe. A ces défauts physiques s'ajoutaient un esprit cynique et caustique, ainsi qu'un tempérament secret et taciturne qui lui faisait fuir les honneurs, la pompe, les réceptions officielles et la vie de cour. Le roi d'Italie Victor-Emmanuel III n'en était pas moins un homme à l'intelligence aiguë, d'une « *mémoire de fer* », qui portait sur la scène politique de son temps un regard tranchant. Frédéric Le Moal éclaire la personnalité et la vie de ce souverain invisible, dont la moitié du règne fut éclipsée par la dictature fasciste, mais qui joua un rôle politique de premier plan, autant dans l'avènement du Duce – qu'il admirait sincèrement – que dans sa destitution. Il s'acharna surtout à préserver la Couronne des luttes partisanes et préféra se retrancher, en période de crise, derrière « *le plus formaliste constitutionnalisme* », comme lorsqu'il apprit les détails de l'assassinat du député antifasciste Matteotti : « *Je suis aveugle et sourd. La Chambre et le Sénat sont mes yeux et mes oreilles.* » Cette souplesse ne suffit pas à sauver son trône. ***F-JA***

Perrin, 2015, 440 pages, 26 €.

Salò, l'agonie du fascisme

Mathilde Aycard et Pierre Vallaud

Quand le régime fasciste tombe, en juillet 1943, une page semble tournée. Mais Hitler, toujours admiratif de Mussolini et qui a besoin que l'Italie tienne le plus longtemps possible face aux Alliés, en décide autrement. La renaissance du régime est donc actée à Berlin et prend le nom de République sociale italienne (RSI). Sa capitale effective sera Salò, une petite ville de Lombardie. Dans une ambiance de tragicomédie, ce semblant de régime, pris entre les partisans, les fidèles du roi, les Alliés et, finalement, trahi par les Allemands, va tenir six cents jours. Des journées relatées ici avec précision dans un récit captivant. ***PM***

Fayard, « Histoire », 2018, 328 pages, 22 €.

Fascisme, histoire d'un concept

Paul Gottfried

Fut-il de droite ou de gauche, totalitaire ou contre-révolutionnaire, nationaliste ou socialiste ? Précéda-t-il son incarnation en Italie et lui survécut-il ? Peut-on lui rattacher toutes les dictatures qui proliférèrent dans l'entre-deux-guerres en Europe ? Celles qui ont vu le jour depuis ? Le mot « fascisme » s'est, depuis la guerre, détaché de l'expérience historique du pouvoir personnel de Mussolini pour devenir une appellation permettant de diaboliser des personnalités, des partis, des régimes qui n'ont souvent presque rien à voir avec lui. Professeur de sciences politiques, l'Américain Paul Gottfried fait ici la généalogie d'un concept attrape-tout, devenu un raccourci commode en même temps qu'un artifice de rhétorique pour associer ses adversaires politiques aux crimes du nazisme. Une synthèse admirablement bienvenue. ***MDeJ***

L'Artilleur, 2021, 464 pages, 23 €.

CHRONOLOGIE

Par François-Joseph Ambroselli

Le voyage du condottiere

Du militantisme socialiste d'avant la Première Guerre mondiale à la fin de la république fantoche de Salò en 1945, chronique de Mussolini et du fascisme.

Les premières années socialistes

FÉVRIER 1909 Déjà connu dans les milieux activistes socialistes pour son zèle communicatif, Benito Mussolini, âgé de 25 ans, s'installe dans le Trentin, province proche de Milan sous la souveraineté de l'Autriche-Hongrie, pour y occuper les postes de secrétaire de la Chambre du travail, rattachée au Parti socialiste autrichien, et de rédacteur en chef du journal *L'Avvenire del lavoratore*. Accusé « *d'incitation à la violence contre l'autorité de l'Etat* », il sera emprisonné puis expulsé en septembre de la même année.

JANVIER 1910 Retourné dans sa Romagne natale, Mussolini est nommé secrétaire de la section du Parti socialiste italien (PSI) de Forlì, qu'il oriente vers une ligne maximaliste marquée par une haine froide des classes dominantes, une exaltation de la violence et un internationalisme exacerbé : « *Le drapeau national est pour nous un chiffon à planter dans le fumier. Il n'existe que deux patries au monde : celle des exploités et l'autre des exploiteurs.* »

1912 Devenu le chef de file du courant maximaliste au sein des socialistes, Mussolini est nommé directeur d'*Avanti !*, principal organe de presse du PSI. L'année suivante, il publie en parallèle sa propre revue, *Utopia*, où il commence à s'affranchir de la ligne idéologique du parti.

28 JUIN 1914 A Sarajevo, l'archiduc François-Ferdinand, héritier de l'Empire austro-hongrois, est assassiné par un nationaliste serbe. Cet attentat déclenche une crise diplomatique sans précédent : l'Autriche-Hongrie, liée à l'Allemagne et à l'Italie par le traité de la Triplice signé en 1882, y voit un prétexte idéal pour une intervention dans les Balkans.

25 JUILLET 1914 Fidèle à sa ligne internationaliste, Mussolini signe dans *Avanti !* un éditorial intitulé « A bas la guerre ! ». Pour lui, l'intervention de l'Italie ne servirait que les intérêts des élites bourgeoises.

28 JUILLET 1914 Soutenue par son allié allemand, l'Autriche-Hongrie déclare une « *guerre préventive* » à la Serbie, qui elle-même peut compter sur le soutien de la Russie, alliée de la France. Inévitable, la guerre générale éclatera en août et se muera, au fil des semaines, en guerre mondiale opposant deux camps équilibrés : l'Alliance (l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman) et l'Entente (la France, le Royaume-Uni et la Russie).

3 AOÛT 1914 Le gouvernement italien, qui n'a aucune envie de se ranger du côté de son ennemi héréditaire autrichien, se déclare neutre, en se réservant la possibilité d'intervenir plus tard. Dans le même temps, un groupe très hétéroclite monte en puissance dans les milieux intellectuels et politiques : celui des interventionnistes. Ils rassemblent autant les nationalistes que les syndicalistes révolutionnaires et poussent, par la plume et par les manifestations, le cabinet à entrer en guerre contre les Empires centraux.

18 OCTOBRE 1914 Convaincu finalement que la guerre permettrait de hâter la révolution, Mussolini rédige dans *Avanti !* un article où il révise publiquement sa position, appelant les socialistes à devenir « *protagonistes* » du conflit : « *Voulons-nous être – comme hommes et comme socialistes – les spectateurs inertes de ce drame grandiose ?* »

15 NOVEMBRE 1914 Ayant été écarté de la direction d'*Avanti !*, Mussolini fonde son propre journal, *Il Popolo d'Italia*.

29 NOVEMBRE 1914 Mussolini est expulsé du parti socialiste : « *Le cas Mussolini n'est pas fini (…). Il commence et se complique* », lance-t-il à ses anciens camarades.

11 DÉCEMBRE 1914 Mussolini participe à la fondation, à Milan, du Faisceau d'action révolutionnaire interventionniste. Sans renier son appartenance au socialisme, il écrit pour la première fois, en février 1915 : « *Nous, fascistes…* » Les thèmes nationalistes et patriotiques feront progressivement leur apparition dans ses articles afin de mieux combattre l'ennemi ultime : le bourgeois.

26 AVRIL 1915 En échange de promesses territoriales (le Trentin, l'Istrie avec Trieste, une partie de la Dalmatie et de ses îles, un protectorat sur l'Albanie, des possessions outre-mer), l'Italie signe secrètement à Londres un traité d'alliance avec l'Entente.

24 MAI 1915 L'Italie déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie.

SEPTEMBRE 1915 Mussolini est envoyé sur le front alpin. En 1916, il sera nommé caporal, avant d'être démobilisé en 1917

pour des blessures provoquées par un incident lors du lancement d'un projectile.

3 MARS 1918 Ayant pris le pouvoir en Russie en octobre 1917, les bolcheviks signent le traité de Brest-Litovsk avec les Empires centraux : les combats sont terminés sur le front de l'Est. Mussolini voit dans cette paix une trahison de Lénine *« qui assassine la révolution »* en Europe occidentale.

24 OCTOBRE-3 NOVEMBRE 1918 L'Autriche-Hongrie est vaincue par l'armée italienne lors de la bataille de Vittorio Veneto. Cette défaite aboutit, le 3 novembre, à la signature d'un armistice entre les Autrichiens et la Triple Entente : la désintégration de l'Empire austro-hongrois est scellée.

18 JANVIER 1919 Ouverture de la Conférence de la paix à Versailles. En avril 1919, alors que s'engage le débat sur les frontières de l'Italie, le président américain Woodrow Wilson, qui a proclamé un an plus tôt le principe d'autodétermination des peuples, refuse aux Italiens l'Istrie orientale et la Dalmatie. Quant à la ville de Fiume, revendiquée à la fois par l'Italie et par les Yougoslaves, elle se voit accorder le statut de ville libre. Ces restrictions apportées au traité de Londres de 1915 sont ressenties comme une défaite diplomatique par le peuple italien.

L'avènement du fascisme

23 MARS 1919 Sous la houlette de Mussolini, des centaines de militants issus des multiples courants de la gauche interventionniste se réunissent à Milan pour assister à la création des Faisceaux italiens de combat : les fascistes sont nés. Adversaires du *« parti socialiste officiel »*, ils rassemblent autour d'eux les soldats insatisfaits de la paix et les travailleurs en lutte. Rapidement, les nationalistes révolutionnaires, et même les conservateurs et les monarchistes, les rejoindront par antibolchevisme.

12 SEPTEMBRE 1919 En réaction aux traités de paix qu'il juge injustes, l'écrivain nationaliste Gabriele D'Annunzio, accompagné de centaines de vétérans, s'empare de la ville de Fiume. Il la gouvernera pendant quinze mois avant d'en être délogé par les troupes régulières italiennes. Le fait d'armes tiendra lieu de modèle aux fascistes.

Couvre-chefs
Ci-contre : *Profil en relief de Mussolini*, années 1930. Page de gauche : fez porté par les mousquetaires du Duce, faisant partie du corps d'élite de la Milice volontaire (MVSN) et garde personnelle de Mussolini.

Été 1920 Alors que de grandes grèves paralysent le monde agricole, les militants fascistes, vêtus de chemises noires, participent aux expéditions punitives organisées par les grands propriétaires contre les organisations socialistes ou catholiques. A l'automne, ce militantisme musclé – appelé « squadrisme » – se développe dans toutes les grandes villes du Nord, industrielles et prolétaires, minées par les grèves insurrectionnelles.

15 MAI 1921 Ayant accepté de se joindre aux « blocs continentaux » des partis constitutionnels, les fascistes enlèvent 35 sièges aux élections législatives.

7-9 NOVEMBRE 1921 Mussolini fonde le Parti national fasciste (PNF). Les 2 200 faisceaux rassemblent 320 000 adhérents qui ont tous prêté serment de verser leur sang pour la révolution.

26 MARS 1922 Une grande manifestation fasciste réunit 20 000 squadristes à Milan. Le 12 mai, ils seront 40 000 à se rassembler à Ferrare. Tout au long de l'année 1922, les raids et les saccages s'enchaînent, plongeant le pays dans une atmosphère de guerre civile.

23 AOÛT 1922 Dans *Il Popolo d'Italia*, Mussolini prévient Victor-Emmanuel III : *« La Couronne n'est pas en jeu, à moins que la Couronne ne souhaite se mettre en jeu. »*

24 OCTOBRE 1922 Constatant que le système politique libéral est à l'agonie, Mussolini lance un ultimatum au congrès du PNF à Naples : *« Ou l'on nous donne le gouvernement, ou nous le prendrons en marchant sur Rome. »*

27 OCTOBRE 1922 25 000 à 30 000 fascistes partent de Pérouse et convergent vers Rome le gourdin à la main. Pour éviter un bain de sang, le roi Victor-Emmanuel III appelle Mussolini à la tête d'un cabinet de coalition le 29 octobre.

Vers la dictature

31 OCTOBRE 1922 Mussolini présente son gouvernement : outre ses fonctions de président du Conseil, il assumera la charge de ministre de l'Intérieur ainsi que de ministre des Affaires étrangères. Son cabinet, qui ne compte que deux fascistes, a dû ouvrir ses portes aux populaires, aux nationalistes, aux démocrates-sociaux et aux diverses tendances libérales.

24 NOVEMBRE 1922 Mussolini obtient les pleins pouvoirs en matière économique et administrative jusqu'au 31 décembre 1923.

15 DÉCEMBRE 1922 Première réunion du Grand Conseil du fascisme à Rome : ce conseil de gouvernement informel décide notamment de la constitution d'une milice afin de rétablir l'ordre.

18-21 DÉCEMBRE 1922 A Turin, des militants fascistes mettent le feu à la Chambre du travail, à des locaux d'associations ouvrières catholiques, ainsi qu'au siège de *L'Ordine Nuovo*, revue qui se veut *« de culture socialiste »* : ces heurts font 18 morts. Dans les mois qui suivent, de nombreuses expéditions similaires ont lieu.

14 JANVIER 1923 La création de la Milice volontaire pour la sécurité nationale (MVSN) est officialisée par décret royal : placée sous l'autorité de Mussolini, elle ne prête pas serment au roi mais s'engage à servir Dieu et la Patrie.

Août 1923 Crise de Corfou. A la suite du meurtre d'un général italien sur le territoire grec de Ioannina, Mussolini accuse le gouvernement d'Athènes d'être coupable du crime et demande notamment une indemnité de 50 millions de lires ainsi qu'une

PHOTOS : © AKG-IMAGES/INTERFOTO/HERMANN HISTORICA GMBH.

cérémonie d'« *expiation* ». Face au refus grec, il envoie ses troupes envahir l'île de Corfou : il les retirera après avoir reçu, en septembre, le paiement de l'indemnité demandée.

23 NOVEMBRE 1923 Une nouvelle loi électorale est adoptée : la liste dépassant les 25 % des suffrages bénéficie désormais d'une prime majoritaire qui lui accorde les deux tiers des sièges, laissant l'opposition se répartir les places restantes sur une base proportionnelle.

27 JANVIER 1924 L'Italie et la Yougoslavie signent à Rome un « *pacte d'amitié et de collaboration cordiale* » tandis que l'« *italianité* » de Fiume est reconnue.

6 AVRIL 1924 Aux élections législatives, la liste nationale *(listone)*, composée majoritairement de fascistes, remporte la majorité (60,1 % des suffrages exprimés).

30 MAI 1924 A la tribune de la Chambre, en présence d'un Mussolini contrarié, le député socialiste Giacomo Matteotti prononce un réquisitoire contre les méthodes criminelles du pouvoir.

10 JUIN 1924 Giacomo Matteotti est enlevé et assassiné.

26 JUIN 1924 123 députés quittent l'hémicycle de la Chambre pour protester contre la responsabilité du gouvernement dans l'enlèvement de leur confrère, dont le cadavre est retrouvé le 16 août.

3 JANVIER 1925 Devant les députés, Mussolini prononce un discours dans lequel il « *assume la responsabilité politique, morale, historique* » de la mort de Matteotti et annonce à demi-mot l'installation de la dictature : « *L'Italie veut la paix, elle veut la tranquillité, elle veut le calme du travail. (…) nous les lui donnerons avec amour si possible, avec la force si nécessaire.* »

Un fascisme d'Etat

JUIN 1925 Lancement de la « bataille du blé » afin d'assurer l'autosuffisance vivrière de l'Italie : grâce à un immense effort de mobilisation de la population et à la mise en place d'un tarif douanier quasi prohibitif, les rendements augmenteront de 50 % et la production passera de 50 à 80 millions de quintaux en quelques années. Outre le blé, toutes les grandes cultures alimentaires – maïs, seigle, betterave à sucre, oléagineux, élevage – s'engageront dans un effort analogue.

OCTOBRE 1925 Mussolini se rend sur les rives du lac Majeur, à Locarno, pour y rencontrer les ministres des Affaires étrangères français, britannique, allemand et belge. Il y signe le pacte qui garantit les frontières orientales de la France et de la Belgique, et assure pour un temps la sécurité collective en Europe.

4 NOVEMBRE 1925 Tito Zaniboni, un ancien député socialiste, tente d'assassiner Mussolini au fusil de précision : il est arrêté juste avant de faire feu, puis condamné à trente ans d'emprisonnement.

24 DÉCEMBRE 1925 Promulgation de la première des lois dites « fascistissimes », par laquelle Mussolini devient « *le chef du gouvernement, Premier ministre et Duce du fascisme* » (il ne parviendra jamais à constitutionnaliser le titre de « Duce » en raison de l'opposition du roi Victor-Emmanuel III). Il peut désormais nommer et révoquer des ministres, avec pour seule condition de prévenir le roi.

31 DÉCEMBRE 1925 Seuls les journaux ayant un responsable accrédité par le préfet sont autorisés à paraître.

31 JANVIER 1926 Le gouvernement peut désormais « *édicter des normes juridiques* » sans en référer à la Chambre.

3 AVRIL 1926 Le droit de grève est supprimé tandis que seuls les syndicats fascistes sont « *légalement reconnus* ».

1ER JUILLET 1926 Création des corporations par branche d'activité : ce système, présenté comme une alternative au capitalisme et au socialisme, doit permettre une collaboration des classes au sein d'une nation « *organique et vivante* ».

11 SEPTEMBRE 1926 A Rome, l'anarchiste Gino Lucetti lance sur la voiture du Duce une bombe qui rebondit contre le châssis et explose sans atteindre sa cible : l'homme est condamné aux travaux forcés.

31 OCTOBRE 1926 A Bologne, un garçon de 15 ans, Anteo Zamboni, tire sur Mussolini mais rate sa cible : il est lynché sur place.

5 NOVEMBRE 1926 Les partis politiques – hors PNF – sont dissous et la presse soumise à la censure. Quatre jours plus tard, les députés antifascistes sont déchus de leur mandat.

27 NOVEMBRE 1926 Mussolini signe avec les Albanais un pacte d'amitié et de respect mutuel : il sera suivi, le 22 novembre 1927, par un traité d'« *alliance défensive inaltérable* » qui achèvera de placer l'Albanie sous protection italienne.

4 AVRIL 1927 Signature d'un traité « *d'amitié, de conciliation et d'arbitrage* » entre l'Italie et la Hongrie. Face à cet encerclement stratégique de la Yougoslavie, Belgrade rompra, à l'été 1927, les relations diplomatiques avec Rome.

22 AVRIL 1927 Le Grand Conseil du fascisme adopte la Charte du travail, qui définit, en opposition à la lutte des classes, le principe inébranlable de l'unité de la nation et ouvre la voie à certaines avancées sociales (congés payés, assurances maladie et maternité, indemnisation en cas de chômage involontaire).

26 MAI 1927 Mussolini prononce à la Chambre un discours programmatique, dit « de l'Ascension », où il dresse le bilan des cinq premières années de l'ère fasciste et donne le coup d'envoi d'une politique nataliste : « *Si l'Italie veut compter pour quelque chose, elle doit se présenter, au seuil de la seconde moitié de ce siècle, avec une population qui ne soit pas inférieure à soixante millions d'habitants.* »

17 MAI 1928 Adoption d'une loi électorale qui transforme les élections législatives en plébiscite : une liste unique de 400 candidats, désignés par le Grand Conseil du fascisme, sera désormais soumise aux électeurs.

24 DÉCEMBRE 1928 La loi de « *bonification intégrale* » est

adoptée : elle prévoit la transformation de marais ou de brousses en espaces agricoles ou en zones d'élevage, ainsi que la création d'infrastructures y permettant l'installation de colons. Plusieurs millions d'hectares seront ainsi défrichés dans la basse vallée du Pô, le long de la côte Tyrrhénienne et au sud de Rome, dans la zone dite des « marais Pontins ».

11 FÉVRIER 1929 Mussolini et le secrétaire d'Etat du pape Pie XI, le cardinal Pietro Gasparri, signent les « accords du Latran » : le Saint-Siège reconnaît l'appartenance de Rome à l'Italie en échange de la reconnaissance de la pleine souveraineté de la Cité du Vatican, une indemnité de 750 millions de lires et de nombreux titres de rente. Un concordat garantit également l'indépendance de l'Eglise, tandis que le catholicisme est reconnu comme religion d'Etat. En contrepartie, les organisations catholiques ont interdiction de mener des activités politiques.

1930 A la suite du krach de Wall Street en 1929, la crise économique mondiale frappe l'Italie et entraîne une baisse de la production et l'explosion du chômage (qui affectera, en 1932, plus d'un million de salariés). Pour tenter d'atténuer ses effets, le Duce accentuera les mesures déflationnistes avant d'engager l'Italie, dès 1933, dans la voie de l'autarcie.

PRINTEMPS 1931 Accusées d'activités antifascistes, les organisations catholiques actives dans l'apostolat deviennent la cible des squadristes : des bâtiments sont pris d'assaut et incendiés.

30 MAI 1931 Le Duce ordonne la dissolution des mouvements de jeunesse qui ne sont pas affiliés aux organisations fascistes.

JUIN 1931 Le pape Pie XI fulmine une encyclique *Non abbiamo bisogno* où il condamne explicitement l'idolâtrie de l'Etat et accuse le régime de vouloir monopoliser l'éducation de la jeunesse.

2 SEPTEMBRE 1931 Mussolini et le Saint-Siège signent un accord de compromis réaffirmant l'apolitisme des organisations catholiques et autorisant les cercles de jeunesse (à condition que ceux-ci ne brandissent d'autres drapeaux que celui de la nation, et qu'ils renoncent aux activités sportives).

SIGNES EXTÉRIEURS
Ci-contre : jouet des années 1930 de la marque Elastolin représentant Mussolini. Page de gauche, en haut : pièce de 100 lires en or avec le symbole du faisceau de licteur, 1943 (collection particulière). Page de gauche, en bas : modèle de poignard des années 1930 porté par les dirigeants de la Milice fasciste (MVSN).

Césarisme mussolinien

20 JUILLET 1932 Remaniement ministériel : déjà ministre de l'Intérieur, le Duce récupère le ministère des Affaires étrangères (confié en 1929 à Dino Grandi) et s'arroge également celui des Corporations. Il y ajoutera, l'année suivante, les portefeuilles de la Guerre et de l'Aéronautique, et en 1935, celui des Colonies.

30 JANVIER 1933 En Allemagne, Hitler est nommé chancelier.

15 JUILLET 1933 L'Italie, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne signent à Rome le Pacte à Quatre : les Etats signataires s'engagent à maintenir la paix sur le continent. Initié par Mussolini, ce pacte n'a qu'une valeur déclamatoire.

14-16 JUIN 1934 Mussolini rencontre Hitler à Stra, près de Venise. Le Duce en ressort assommé par le flot de paroles du dictateur allemand et confie à un proche : « *C'est un fou ! Un obsédé sexuel.* »

25 JUILLET 1934 A Vienne, le chancelier fédéral d'Autriche, Engelbert Dollfuss, protégé de Mussolini, est assassiné lors de l'attaque de sa chancellerie par des SS autrichiens. Le Duce porte ses troupes à la frontière italo-autrichienne, au col du Brenner, pour intimider les putschistes : le coup d'Etat des SS échoue. Le nouveau chancelier, Kurt von Schuschnigg, cherchera dans les années qui suivent à s'émanciper de la tutelle italienne et à se rapprocher de Berlin.

28 JUILLET 1934 Face à la presse, Mussolini se dit « *déçu* » de l'« *apathie* » de la France et de l'Angleterre : « *Adolf Hitler est une menace pour la paix* », prévient-il.

19 AOÛT 1934 Hitler devient « *Fürher et chancelier du Reich* ».

5 DÉCEMBRE 1934 Une fusillade éclate à la frontière somalienne, entre les troupes italiennes et éthiopiennes : l'escarmouche fait une centaine de morts et donne au Duce un prétexte idéal pour envahir l'Ethiopie. Le 30 décembre, la décision est prise d'entamer les préparatifs d'une intervention militaire. Le Duce veut une « *guerre totale* ».

4-7 JANVIER 1935 Le ministre français des Affaires étrangères, Pierre Laval, rencontre Mussolini à Rome : en échange d'assurances sur son adhésion à l'alliance antihitlérienne, le Duce obtient de son interlocuteur que la France lui laisse les mains libres en Ethiopie où elle n'a d'ailleurs que peu d'intérêts à défendre.

1ER MARS 1935 Après un plébiscite favorable, la Sarre, région allemande située au nord de la Lorraine et placée sous tutelle de la Société des nations depuis 1919, retourne à l'Allemagne.

16 MARS 1935 Hitler dénonce les clauses militaires du traité de Versailles et rétablit le service militaire en Allemagne.

11-14 AVRIL 1935 A Stresa, sur le lac Majeur, Mussolini convoque le Premier ministre anglais, Ramsay MacDonald, et le président du Conseil français, Pierre-Etienne Flandin : ils réaffirment officiellement leur attachement à l'indépendance de l'Autriche, blâment les velléités guerrières de l'Allemagne et déclarent s'opposer à « *toute répudiation unilatérale des traités susceptible de mettre en danger la paix de l'Europe* ».

18 JUIN 1935 Sans consulter ni Paris, ni Rome, le Royaume-Uni conclut avec

© STEFANO BIANCHETTI/BRIDGEMAN IMAGES. PHOTOS : © AKG-IMAGES/INTERFOTO/HERMANN HISTORICA GMBH.

LE TEMPS DE L'INNOCENCE Ci-contre : pages d'un manuel de lecture du second degré de 1941 montrant Mussolini embrassant un enfant (Milan, Museo del Giocattolo e del Bambino). Page de droite : poupée représentant un jeune membre de la Gioventù italiana del Littorio (le « GIL » sur son polo, en dessous du « M » de Mussolini), l'organisation de jeunesse fasciste chargée de l'éducation physique et morale des enfants de 8 à 14 ans (Milan, Museo del Giocattolo e del Bambino).

l'Allemagne un traité naval qui autorise le IIIe Reich à bâtir une flotte de guerre. Le « front de Stresa » vole en éclats.

2 OCTOBRE 1935 A Rome, depuis le balcon du palais de Venise, Mussolini déclare : « *Avec l'Ethiopie, nous avons patienté quarante ans. Maintenant, ça suffit !* » Le lendemain, sans déclaration de guerre, les troupes du général Emilio De Bono franchissent la frontière éthiopienne. En novembre, agacé par la résistance inattendue des soldats éthiopiens, Mussolini limogera De Bono et le remplacera par le maréchal Pietro Badoglio qui, n'hésitant pas à recourir aux bombes incendiaires et aux gaz de combat, engagera ses soldats dans une guerre de terreur et d'extermination.

7 OCTOBRE 1935 A l'instigation de la Grande-Bretagne, la Société des nations condamne l'Italie comme Etat agresseur et lui inflige des sanctions économiques : de nombreux Etats – dont l'Allemagne et les Etats-Unis – ne les appliqueront pas.

7 MARS 1936 L'armée allemande s'installe en Rhénanie, région qui borde la frontière franco-allemande et qui avait été démilitarisée à l'issue de la Première Guerre mondiale. La France et l'Angleterre s'abstiennent de réagir.

5 MAI 1936 L'armée italienne pénètre à Addis-Abeba, la capitale de l'Ethiopie. Le lendemain, à Rome, Mussolini annonce que « *la paix est rétablie* ». Le 9 mai, le roi Victor-Emmanuel III est gratifié du titre d'empereur d'Ethiopie.

Du côté du plus fort

18 JUILLET 1936 En Espagne, les troupes nationalistes se soulèvent pour renverser la République : c'est le début d'une guerre civile qui s'achèvera en 1939 par l'installation au pouvoir du général Franco. Elle offrira surtout à l'Italie et à l'Allemagne l'occasion de faire converger leurs intérêts politico-stratégiques. Soutenant les franquistes, Mussolini enverra au cours du conflit près de 70 000 hommes, appuyés par l'aviation et la marine, ainsi que du matériel de guerre. Hitler, quant à lui, déploiera son unité aérienne dite « légion Condor ».

25 NOVEMBRE 1936 L'Allemagne et le Japon signent le pacte anti-Komintern, qui prévoit une assistance militaire mutuelle en cas d'attaque de l'URSS.

6 NOVEMBRE 1937 Mussolini adhère au pacte anti-Komintern.

12 MARS 1938 Anschluss. Les troupes allemandes franchissent la frontière à l'aube : elles ne rencontrent aucune résistance. L'Autriche est annexée. Mis devant le fait accompli, Mussolini, à qui le Führer a confirmé son intention de respecter « *l'imperméabilité de la frontière du Brenner* », accepte calmement et déclare à la Chambre, quatre jours plus tard : « *Quand un événement est fatal, il vaut mieux qu'il se produise avec vous que malgré vous, ou, pis encore, contre vous.* »

SEPTEMBRE-NOVEMBRE 1938 Par souci de donner des gages à Hitler, Mussolini fait adopter des lois raciales : toutes les naturalisations accordées à des Juifs depuis 1919 sont annulées tandis que les Juifs italiens sont évincés de l'enseignement, de l'armée, de la fonction publique, des académies, des associations scientifiques, artistiques ou littéraires. Quant à leurs enfants, ils sont expulsés des écoles publiques et envoyés dans des établissements juifs. Les mariages mixtes sont également interdits.

12 SEPTEMBRE 1938 Hitler réclame le rattachement au Reich des Allemands des Sudètes (implantés dans les régions frontalières de Tchécoslovaquie).

29-30 SEPTEMBRE 1938 A Munich, une conférence internationale réunit Hitler, Edouard Daladier, président du Conseil français, et Neville Chamberlain, Premier ministre britannique, afin de régler la question des Sudètes. Présent en qualité d'arbitre, Mussolini appuie fermement l'Allemagne. Les dirigeants français et britanniques, sans l'accord de la Tchécoslovaquie, donnent leur aval au rattachement des Sudètes au IIIe Reich. A son retour en Italie, le Duce est acclamé comme « *ange de la paix* ».

7-12 AVRIL 1939 L'armée italienne envahit l'Albanie.

22 MAI 1939 Ayant obtenu l'assurance que le Reich ne ferait pas la guerre avant trois ans, Galeazzo Ciano, ministre des Affaires étrangères italien et gendre de Mussolini, conclut avec Joachim von Ribbentrop, son homologue allemand, une alliance défensive et offensive : le pacte d'Acier.

23 AOÛT 1939 Les Allemands et les Soviétiques signent un pacte de non-agression. Deux jours plus tard, le Führer adresse une lettre à Mussolini où il s'excuse de ne pas l'avoir tenu au courant et fait appel à sa « *compréhension* ». Devinant l'invasion prochaine de la Pologne, Mussolini lui exprime en retour son « *approbation complète* » mais l'informe qu'au regard « *de l'état actuel des armements italiens* », il ne peut s'engager pour le moment dans des opérations militaires.

1ER SEPTEMBRE 1939 A l'aube, sans s'embarrasser d'une déclaration de guerre, les troupes allemandes envahissent la Pologne. Deux jours plus tard, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne. Comme prévu, l'Italie reste hors du conflit.

18 MARS 1940 Mussolini rencontre Hitler au col du Brenner, à la frontière italo-autrichienne, et lui promet d'entrer en guerre dès que la Wehrmacht aura créé une situation favorable.

10 JUIN 1940 Face à la débâcle des troupes franco-britanniques, Mussolini précipite l'Italie dans la guerre mondiale « *pour donner enfin une longue période de paix avec la justice à l'Italie, à l'Europe et au monde* ».

20 JUIN 1940 Alors que les pourparlers s'engagent à Rethondes entre l'Allemagne et la France, les troupes italiennes lancent l'attaque sur le front des Alpes mais ne parviennent pas à percer les défenses françaises. Le 24 juin, deux jours après l'armistice franco-allemand, un autre armistice est signé entre la France et l'Italie. 631 soldats italiens sont tombés, contre seulement 37 Français.

JUILLET 1940 Afin de mener une « *guerre parallèle* » à celle du Reich, Mussolini lance

quelques raids au Soudan et au Kenya. Le mois suivant, ses troupes s'emparent de la Somalie britannique.

13 SEPTEMBRE 1940 Depuis la Libye, l'armée italienne attaque les positions anglaises d'Egypte : les Britanniques se replient, permettant aux Italiens d'occuper la ville de Sidi Barrani, près de la frontière libyenne.

28 OCTOBRE 1940 Mussolini décide d'engager son armée sur un troisième front en Grèce. Cinq divisions se lancent à l'assaut de la montagne épirote. Confrontées à la résistance vaillante des Grecs et à la rudesse d'un hiver précoce, elles sont stoppées quelques jours plus tard. Malgré le renfort de 550 000 soldats italiens, le front des Balkans s'enlisera les mois suivants. En avril 1941, le Duce sollicitera l'intervention de son allié allemand : le désastre sera évité et les défenses grecques liquidées en trois semaines.

NOVEMBRE 1940 En Afrique orientale, l'armée britannique conquiert la Somalie italienne. Le mois suivant, les Anglais récupèrent leurs territoires perdus en Egypte, avant de pénétrer en Libye et de s'emparer, en janvier et février 1941, de Bardia, Tobrouk, Derna et Benghazi.

18 JANVIER 1941 Les Anglais pénètrent en Ethiopie. En avril, ils s'empareront de la capitale du pays, Addis-Abeba. Les troupes italiennes capituleront le 21 mai.

MARS-AVRIL 1941 Dépêché par Hitler pour prêter main-forte aux Italiens sur le front africain, le général Erwin Rommel, à la tête de ses *Panzerdivisionen*, reprend aux Anglais la majorité des territoires perdus de Libye, occupe Benghazi et encercle Tobrouk : privé de renforts, il devra finalement se replier en décembre, laissant Tobrouk et Benghazi aux mains des Britanniques.

29 JANVIER 1942 L'armée italo-allemande reprend Benghazi. En juin, elle occupe Tobrouk. La première bataille d'El Alamein commence : tout le mois de juillet, les unités blindées de Rommel tentent en vain de percer les défenses britanniques mais restent bloquées aux portes de la vallée du Nil.

23 OCTOBRE-3 NOVEMBRE 1942 Seconde bataille d'El Alamein. L'armée alliée commandée par le général Montgomery passe à l'offensive en Egypte : bousculées et réduites à quelques unités, les forces italo-allemandes se replient vers la Tunisie, alors sous protectorat français.

8 NOVEMBRE 1942 Les troupes anglaises et américaines débarquent au Maroc et en Algérie. Le 17 novembre, elles passent à l'offensive en Tunisie où les forces de l'Axe, qui ont débarqué en nombre quelques jours plus tôt, sont solidement retranchées. Le 12 mai 1943, après une âpre résistance, les armées italo-allemandes, acculées au cap Bon, capitulent.

10 JUILLET 1943 Les Alliés débarquent en Sicile et occupent l'île en quelques semaines.

La chute

24-25 JUILLET 1943 Dans la nuit, sous l'initiative du président de la Chambre, Dino Grandi, qui reproche au Duce d'avoir conduit le pays « *dans le sillage de Hitler* », le Grand Conseil du fascisme vote, en présence d'un Mussolini impassible, l'abolition de la dictature personnelle et demande au roi d'« *assumer toutes les initiatives suprêmes de décision* ». A l'aube, Victor-Emmanuel III nomme Badoglio chef du gouvernement avec pleins pouvoirs militaires puis, à 17 heures, reçoit Mussolini pour lui signifier son congé : l'ancien dictateur est emmené en captivité.

3 SEPTEMBRE 1943 A Cassibile, près de Syracuse, un armistice est signé dans le secret entre les Alliés et l'Italie : le nouveau gouvernement italien a obtenu en échange l'assurance d'un débarquement anglo-américain dans la péninsule. Le jour même, les troupes de Montgomery franchissent le détroit de Messine et progressent dans les montagnes du sud de la Botte.

8 SEPTEMBRE 1943 Dans la soirée, Badoglio proclame l'armistice. Dans la foulée, les troupes de la Wehrmacht et de la SS déferlent sur l'Italie par le nord, tandis que les Alliés débarquent à Salerne et à Tarente. Le lendemain, le roi et le gouvernement quittent Rome pour s'installer dans les Pouilles. A la fin septembre, la ligne de front se stabilisera au sud de Rome. Les Allemands occuperont les deux tiers de l'Italie.

12 SEPTEMBRE 1943 Placé en résidence surveillée dans les Abruzzes, dans un hôtel situé à 2 000 m d'altitude, Mussolini est délivré par des parachutistes allemands.

23 SEPTEMBRE 1943 Hitler place Mussolini à la tête d'un gouvernement inféodé au Reich, contrôlant officiellement toute l'Italie septentrionale : la République sociale italienne. Son gouvernement est installé à Salò, une bourgade située au bord du lac de Garde.

12 MAI 1944 Les Alliés lancent une offensive générale en direction du nord : à la tête du corps expéditionnaire français, le général Juin effectue notamment une percée dans les monts Aurunci qui lui ouvre la route de Rome. La Ville éternelle est investie le 4 juin. Au cours de l'été, une nouvelle offensive alliée est stoppée au sud de Bologne.

25 AVRIL 1945 Alors que les Alliés ont franchi le Pô deux jours plus tôt et que la débâcle allemande est totale, Mussolini rencontre à l'archevêché de Milan les représentants du Conseil de la Résistance qui réclament sa « *reddition sans conditions* ». Après avoir demandé une heure de réflexion, le Duce, qui refuse qu'il y ait « *un second 25 juillet* », s'enfuit vers le nord.

27 AVRIL 1945 Vers 7 heures du matin, à Musso, le convoi de Mussolini est arrêté par un barrage de partisans. Démasqué sous sa capote et son casque allemand, le Duce est arrêté.

28 AVRIL 1945 Mussolini est fusillé. Le lendemain, à Milan, son corps est exposé au carrefour de piazzale Loreto et mutilé par la foule.

© NPL-DEA PICTURE LIBRARY/BRIDGEMAN IMAGES. © AKG-IMAGES/DE AGOSTINI PICTURE LIBRARY.

L'ESPRIT DES LIEUX

© REINHARD SCHMID/SIME/PHOTONONSTOP. © PHOTO BRUNO COHEN. © LÉA CRESPI POUR LE FIGARO HISTOIRE. ©PHOTOPQR/JOURNAL SAONE ET LOIRE/GREGORY JACOB/MAXPPP.

106

La vie de Bohême

Elles sont restées le fastueux décor où souverains et artistes venaient prendre les eaux. Les villes thermales tchèques de Marienbad, Karlsbad et Franzensbad fêtent leur inscription sur la liste du patrimoine de l'Unesco.

114

Chaalis à tout prix

Niché au cœur du Valois, le domaine de l'abbaye royale de Chaalis porte haut le charme d'une histoire où se sont succédé Louis VI le Gros, Gérard de Nerval et Nélie Jacquemart-André.

126 Perles de culture

Conserver et mettre en valeur le patrimoine des entreprises : c'est la mission de Perles d'Histoire, un cabinet de conseil spécialiste de cet héritage méconnu et souvent stratégique.

Et aussi

Quand flamboyait la Toison d'or

La cour des ducs de Bourgogne au temps du chancelier Rolin resplendit à Beaune dans une magnifique exposition.

Mater dolorosa
Vierge de Pitié dite *Vierge des pêcheurs*, Bourgogne, pierre calcaire dorée et polychromée, dernier tiers du XV[e] siècle (Chalon-sur-Saône, chapelle de l'ancien hôpital Saint-Laurent).

La vie de Bohême

Par Philippe Bénet et Renata Holzbachová

Jadis adulées par les têtes couronnées, les écrivains et musiciens célèbres, les trois villes thermales tchèques les plus réputées, Marianske Lazne, Karlovy Vary et Frantiskovy Lazne, ont conservé leur charme d'antan. Pour les récompenser, l'Unesco vient de les inscrire sur sa prestigieuse liste. Retour aux sources.

Au cœur de vos dédales
Chopin, Beethoven, Liszt ou Mahler, Goethe, Tourgueniev, Gogol ou Kafka… Nombreux ont été les artistes à goûter les bienfaits des sources thermales de Marianske Lazne, connue alors sous le nom de Marienbad, qui inspira un film mythique à Alain Resnais et un refrain mélancolique à Barbara. Au cœur de la ville, la colonnade néobaroque est l'un des monuments emblématiques de cette cité thermale en République tchèque.

© REINHARD SCHMID/SIME/PHOTONONSTOP

© REINHARD SCHMID/SIME/PHOTONONSTOP © RENATA HOLZBACHOVÁ & PHILIPPE BÉNET. © ROGER-VIOLLET/ROGER-VIOLLET.

LÀ-BAS, À MARIENBAD En haut : érigée en 1889 par les architectes viennois Hans Miksch et Julian Niedzielski, la colonnade en fonte néobaroque de Marianske Lazne a été commandée par les moines du monastère de Tepla, qui avait fondé la ville peu avant 1820. Elle relie le pavillon de la source de la Croix à une fontaine chantante. Ci-dessus, à droite : le roi Edouard VII (1901-1910) était un familier de Marienbad. Le fils de la reine Victoria y séjourna régulièrement à partir de 1897 et contribua à la notoriété de la station thermale où se pressaient, à la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e} siècle, tout le beau monde aristocratique que comptait l'Europe, mais aussi des écrivains et des musiciens. Ci-dessus, à gauche : la cabine royale aménagée pour Edouard VII lorsqu'il séjournait à Marienbad.

Dans le roman ébouriffant de l'écrivain tchèque Bohumil Hrabal, *Moi qui ai servi le roi d'Angleterre,* le maître d'hôtel Skrivanek, l'un des héros de l'histoire, ne nous livre pas le nom de son mentor couronné. Mais tout laisse à penser qu'il s'agit d'Edouard VII, qui tomba fou amoureux de la ville thermale de Marienbad (de nos jours Marianske Lazne), située à 170 km à l'ouest de Prague. Fils de la reine Victoria, couronné roi en 1901 à l'âge de 59 ans, Edouard VII vint y prendre les eaux et du bon temps pas moins de neuf fois à partir de 1897. Hélas, Skrivanek reste discret sur la jeunesse de son maître, alors prince de Galles, qui, francophone et francophile, écumait, sans se cacher, les bordels parisiens. Délaissant femme et enfants, le dandy royal, jovial et bon vivant (Bertie pour les intimes !), rejoignait Marienbad au mois d'août avec ses deux valets, sa flamboyante Daimler dernier cri, ses fusils de chasse et des malles remplies de tenues raffinées. Sans oublier ses décorations d'empereur des Indes et son bicorne en taupé noir.

Sa présence faisait converger de partout princes allemands, aristocrates polonais, *hrabe* (comtes) tchèques, archiducs autrichiens, riches veuves américaines et demi-castors. On lui réservait une fastueuse suite royale au premier étage de l'ex-hôtel Weimar, qui trône sur la place Goethe dans l'attente d'une cure de rajeunissement. En contrebas, parade, sans se lasser, la splendide colonnade néobaroque érigée en 1889 par les architectes viennois Hans Miksch et Julian Niedzielski. Elle relie l'élégant pavillon de la source de la Croix à une fontaine dite « chantante », qui propose un spectacle de jets d'eau, rythmé par des morceaux de musique. Au milieu d'un parc, un kiosque à l'ancienne dévoile des photos couleur sépia prises lors de la venue du roi Edouard VII, qui avait jeté son dévolu sur cette ville de cure posée au cœur de la forêt de Slavkov, à 600 m d'altitude. Ce qui plaisait au roi, c'était cet heureux mélange entre la nature et l'architecture de la fin du XIX^{e} siècle, enjolivée de quelques rajouts Art nouveau.

Etagés en gradins sur les flancs d'un cirque de verdure, les hôtels pour curistes aux façades néo-Renaissance, néobaroque et Art nouveau semblent mis en scène pour une opérette de Franz Lehar. S'enfoncent dans la forêt des chemins de randonnée portant le nom de personnalités comme Metternich et Goethe. Ce dernier passait son temps entre la chasse aux pierres (il était passionné de géologie) et la chasse aux jolies filles. En 1823, à l'âge canonique de 74 ans, il s'enflamma pour Maria Szymanowska, une pianiste polonaise qui lui inspira une poésie intitulée *La passion amène les souffrances*. Mais c'est la frêle Ulrike von Levetzow qui avait fait chavirer l'auteur de *Werther*. Prudent, ce dernier courut d'abord se confier à son médecin pour s'assurer que cette aventure ne pourrait nuire à sa santé. Puis il demanda Ulrike en mariage. Dévasté par son refus, il quitta à jamais Marienbad.

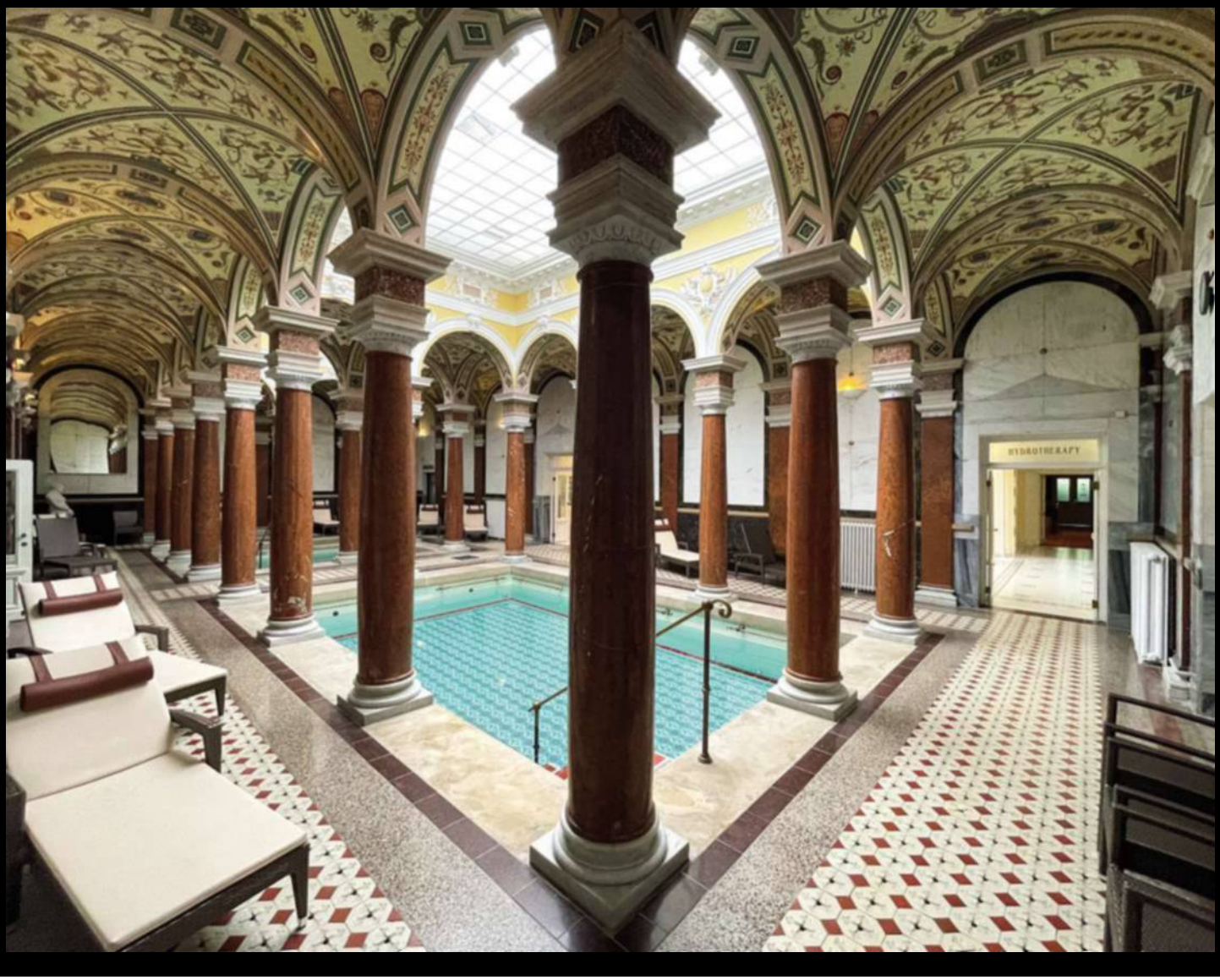
Parfois, Bertie allait arpenter les intérieurs du château de Kynzvart, ancienne résidence du prince de Metternich, ou la riche bibliothèque du monastère de Tepla. Ce sont en effet des Prémontrés qui fondèrent la ville, un peu avant 1820 (Marienbad signifie « le bain » ou « la source de Marie »). De nos jours, le monastère compte cinq religieux. Chaque année, en mai, accompagné de quelques thuriféraires, le supérieur conduit une procession sous la colonnade avant de bénir les sources, endormies pendant l'hiver. Même si leur pays compte le taux d'athéisme le plus élevé d'Europe, les Tchèques demeurent attachés aux valeurs chrétiennes et sont vent debout contre l'islamisation *« à la française »*.

A Edouard VII, son médecin attitré, Ernst Ott, avait prescrit un régime douceur : lever à 7 heures, grande balade à pied dans les parcs fleuris avec quelques rasades d'eau ferrugineuse, puis massage et bain chaud dans la « cabine royale », spécialement conçue pour lui. Autre moment de plaisir : les bains romains tout en marbre et en mosaïque, emblématiques de Marienbad, aménagés en 1896. L'après-midi, Ott n'avait plus son mot à dire. Le temps des mondanités et de la frivolité était venu. Bertie chérissait la boutique de la pétulante et sensuelle modiste tchèque Mizzi Pistlova. Seule condition : que Mizzi vienne lui apporter chaque nouveau chapeau dans sa chambre d'hôtel… Le soir, il dînait avec une jolie femme. Jamais la même.

Le soir, Edouard VII dînait
avec une jolie femme. Jamais la même.

Mais la diplomatie n'était pas en reste. En 1904, l'empereur des Indes rencontra l'empereur d'Autriche-Hongrie, François-Joseph, pour lequel on créa une cabine de bains impériale. Il s'agissait en fait d'une rencontre de politesse, car les intérêts politiques étaient ailleurs. Depuis 1882, la Triple Alliance unissait l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Pour sortir de l'isolement diplomatique, Edouard VII signa à Paris, en avril 1904, un traité d'Entente cordiale entre la France et la Grande-Bretagne. Le 26 août 1908, il invita à déjeuner Clemenceau, alors président du Conseil, qui prenait les eaux à Karlsbad, afin de consolider cet accord. Les deux pays étaient alors alignés comme dans un jardin à la française.

Installé dans l'ancienne auberge A la Grappe d'Or, jadis fréquentée par Goethe, le musée de la ville énumère les noms de prestigieux visiteurs, qui s'égrènent sur les fameuses *« Kurlisten »*, les listes de cure : Wagner, Tourgueniev, Ibsen et Liszt, Kafka et d'autres… accourus pour guérir leurs crises de foie et leurs chagrins d'amour. Au gré des explications en tchèque et en allemand,



on reconstitue les tsunamis politiques qui secouèrent les villes thermales et toute la région, soumises à de nombreux « grands remplacements » de leurs habitants mais aussi de leurs noms de rues et de localités.

Invités par les souverains de Bohême, royaume riche et indépendant, des colons germanophones s'installèrent à partir du XIIIe siècle sur le pourtour intérieur du royaume. On nommera plus tard ces territoires les Sudètes. Cette population allait vivre pendant des siècles à côté des Tchèques, conservant ses coutumes et sa langue, se définissant comme des *« Böhmer »* (Bohémiens, en allemand). Au XVIe siècle, la maison de Habsbourg fit main basse sur la Bohême. Les Tchèques furent alors contraints à la germanisation, l'allemand devint la langue officielle et le tchèque fut ramené à une sorte de patois. On vint prendre les eaux à Karlsbad (le bain de Charles), Marienbad (le bain de Marie) et Franzensbad (le bain de François).

Après l'unité allemande en 1871, le nationalisme allemand était vivace au sein de cette population germanophone. Au sortir de la Première Guerre mondiale, qui sonna le glas de l'Empire austro-hongrois, la Tchécoslovaquie fut créée. On déclina alors le nom des villes et des rues à la mode tchèque : Marienbad se métamorphosa ainsi en Marianske Lazne. On assista surtout à un renversement des relations germano-tchèques, qui fit passer les Allemands vivant en Bohême de l'état de peuple dominant à celui de minorité, comme les Tchèques sous l'Empire austro-hongrois.

Dans ce nouvel Etat, il fallait statuer sur la mosaïque de minorités qui cohabitaient dans l'ancien empire. On invita donc chaque *« nouveau citoyen tchécoslovaque »* à choisir sa nationalité. Les descendants des colons germaniques, aux revendications irrédentistes, choisirent en chœur la nationalité allemande et, en 1938, plus de 90 % des habitants des Sudètes votèrent pour le « retour au Reich » *(Heim ins Reich)* prôné par Hitler. Lequel, en octobre de la même année, envahit la région. Des milliers de Tchèques n'eurent alors d'autre choix que de partir, et les rues et les localités repassèrent à la mode allemande. A la Libération, en 1945, la majorité des Allemands des Sudètes, restés jusqu'au bout fidèles à l'idéologie nazie, se virent privés de leurs droits et la conférence de Potsdam autorisa leur expulsion de Tchécoslovaquie. Marienbad redevint Marianske Lazne. Avec la prise de pouvoir par les communistes, en février 1948, on « remplaça » de nouveau : l'hôtel Monty se fit hôtel Leningrad jusqu'à la révolution de Velours, en 1989, date à laquelle on rebaptisa certaines rues, comme la rue Anglaise (Anglicka).

Pour partir à la rencontre des curistes, il suffit de franchir le seuil de l'hôtel Hvezda (« Etoile », en français), le plus fastueux palace. Qui propose une

© RENATA HOLZBACHOVÁ & PHILIPPE BÉNET. © REINHARD SCHMID/SIME/PHOTONONSTOP. © GIOVANNI SIMEONE/SIME/PHOTONONSTOP.

D'AMOUR ET D'EAU FRAÎCHE
Page de gauche : les bains romains tout en marbre et en mosaïque de l'hôtel Nove Lazne, à Marianske Lazne. Ci-contre, en haut : la place Goethe de Marianske Lazne rend hommage à l'un de ses hôtes les plus célèbres. Alors qu'il séjournait dans la ville en 1821, Goethe, âgé alors de 72 ans, s'éprit éperdument d'Ulrike von Levetzow, malgré une différence d'âge de plus de cinquante ans. Le refus de la jeune femme d'épouser un homme qu'elle aimait *« comme un père »* rendra le poète fou de douleur et lui inspirera l'*Elégie de Marienbad*, l'un de ses plus beaux textes, qu'il rédigea dans la calèche qui le ramenait chez lui à Weimar. En bas : cité thermale prisée par les Russes depuis Pierre le Grand, Karlovy Vary (ou Karlsbad) avait également les faveurs de Georges Clemenceau qui, chaque été, de 1891 à 1913, s'y rendait avec l'Orient-Express pour soigner sa goutte et son diabète.

semaine en demi-pension et en chambre double avec deux rendez-vous chez un médecin et douze soins (massage, aquagym…) pour 900 euros. On croise les clients tchèques, allemands, russes ou ukrainiens en empruntant, à côté du restaurant Franz-Josef, un interminable couloir sous-terrain, serti de miroirs. Comment ne pas ressentir la même impression d'époché qui planait dans le film mythique réalisé par Alain Resnais, en 1961, *L'Année dernière à Marienbad* ? A la place de Delphine Seyring, icône flottante en robe Chanel des années 1960, on croise Jurij, moscovite, en mules et peignoir blanc. Pressé ! Non, il n'a jamais entendu parler d'Alain Robbe-Grillet, qui signa les dialogues du film. Son mentor à lui, c'est Gogol, qui consulta à Marienbad en 1839 – il n'avait pas 30 ans – car *« torturé par une maladie hémorroïdale remontée jusqu'à l'estomac »* (sic). Jurij a rendez-vous avec un médecin pour se faire administrer une *« hydrothérapie du colon »* (en clair, un lavement complet) et une piqûre de gaz.

Un leitmotiv russe

Emmitouflée au cœur d'une épaisse forêt, à 50 km au nord-est de Marianske Lazne, Karlovy Vary apparaît dans un amphithéâtre de collines, façonnée dans une étroite vallée de part et d'autre de la rivière Tepla (« chaude »). La plus réputée des trente-quatre villes-spas que compte la République tchèque est fière du Festival international du film qui, chaque année en juillet, fait converger pléthore de grands acteurs. Sa singularité est aussi due à l'importante communauté russe qui y réside et profite des liaisons aériennes régulières entre Moscou et l'aéroport de la ville. Karlovy Vary revient comme un leitmotiv dans la littérature russe (chez Gogol et Dostoïevski notamment) et auprès du tsar Pierre le Grand, qui ne jurait que par elle. La naissance de la ville est liée à une légende du XIVe siècle. Poursuivant un cerf, le roi de Bohême, Charles IV, serait tombé par hasard sur un geyser d'eau bouillante et en aurait constaté les qualités curatives sur son chien blessé. Le monarque décida alors d'y bâtir une cité thermale à son nom (Karlsbad, qui signifie en allemand « le bain de Charles »). Au XVIe siècle, le médecin Vaclav Payer n'hésitait pas à prescrire l'absorption quotidienne de cinquante tasses de ses eaux.

L'idéal est de prendre une chambre au Grandhotel Pupp, le plus raffiné de tous les hôtels du pays, un palace mythique où James Bond a fait une apparition dans le film *Casino Royale*. Le Pupp raconte la vie du pâtissier Jan Jiri Pop (1743-1810) qui, après son mariage, préféra germaniser son nom pour devenir Johann Georg Pupp. Si vous arrivez le soir, préférez à l'eau ferrugineuse un petit verre de Becherovka, liqueur locale à base d'herbes, lointaine cousine de la Chartreuse. Le lendemain matin, après un massage énergique et quelques longueurs dans la piscine de l'hôtel, il faut

aller se perdre dans les couloirs qui tournicotent derrière le Café. En pleine guerre froide, les généraux de l'Armée rouge et les dignitaires du Parti se faisaient chouchouter au Pupp, rebaptisé Grandhotel Moskva (Moscou).

Avec un peu de chance, vous aurez accès à la grande salle de spectacle où se déroula, en avril 1967, la conférence internationale du communisme. Les forces de sécurité et la StB (police secrète tchèque) étaient alors sur les dents : on attendait en effet le secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, Leonid Ilitch Brejnev. Dans ses Mémoires, Alexander Dubcek, héros malheureux du printemps de Prague, révèle un détail croustillant sur la venue du camarade Brejnev : pour éviter l'incontournable baiser sur la bouche, Dubcek, qui allait être promu en janvier 1968 premier secrétaire du Comité central du parti communiste tchécoslovaque, brandissait devant lui un énorme bouquet de fleurs comme bouclier contre les *« miasmes prolétariens »* !

Pour rejoindre les colonnades, la promenade le long de la Tepla a quelque chose d'un corso plutôt chic où boutiques de mode, joailliers et salons de thé se succèdent. Une flânerie mondaine qui fascina écrivains (Goethe, Schiller) et musiciens (Beethoven, Chopin, Dvorak), lesquels vinrent siroter les eaux pour voir et être vus. Partout, les inscriptions sont en cyrillique !

La ville gothique et Renaissance a totalement brûlé lors d'incendies en 1604 et en 1759. La troisième phase de construction a été néoclassique avant une reconstruction à la fin du XIXe siècle. On fit alors appel aux plus talentueux architectes de l'Empire austro-hongrois, comme Fellner, Helmer ou Zitek. Dans les hauteurs, ultime vestige d'un château, domine une puissante tour, décrite par Chateaubriand quand il arriva à Karlsbad, en mai 1833, à bord de sa calèche *« rapiécetée »* : *« Du haut de la tour de la ville,* Stadtthurm, *tour emmitrée d'un clocher, des gardiens sonnent de la trompe aussitôt qu'ils aperçoivent un voyageur. Je fus salué du son joyeux comme un moribond, et chacun de se dire avec transport dans la vallée :* "Voici un arthritique, voici un hypocondriaque, voici un myope !" *Hélas ! J'étais mieux que tout cela, j'étais un incurable. »*

L'édifice iconique de Karlovy Vary est la somptueuse colonnade du Moulin (Mlynska kolonada), au style néo-Renaissance, achevée en 1881 par l'architecte du Théâtre national praguois, Josef Zitek. Parée de longues colonnes et surmontée de douze statues représentant les douze mois de l'année, elle recèle cinq sources différentes. Quand Chateaubriand la découvrit, elle n'était encore qu'en bois. Le vicomte désargenté passa d'abord une nuit à l'auberge A l'Ecu d'Or. Malgré ses 64 ans, il n'avait guère le temps de soigner ses crises de goutte, ayant mieux à faire : *« Ce fut la dernière et la plus glorieuse de mes ambassades »,* confia-t-il au sujet de ce périple en Bohême. Après son audience avec le roi déchu Charles X, exilé au château de Prague depuis octobre 1832, il venait en effet, sur le chemin du retour, présenter ses hommages à Madame Royale, la duchesse d'Angoulême, née Marie-Thérèse Charlotte de France, fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, mais aussi petite-fille de l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche. Sans doute n'avait-elle pas oublié que sa mère, la reine Marie-Antoinette, prit, chaque jour de sa courte vie, un vrai bain, même pendant sa captivité à la prison du Temple. Ce qui était alors « révolutionnaire » !

En 1833, Chateaubriand rencontra Madame Royale à Karlsbad.

L'auteur du *Génie du christianisme* était venu en Bohême plaider la cause de la duchesse de Berry auprès de son beau-père, le roi Charles X, et de sa belle-sœur, cette austère duchesse d'Angoulême, qui avaient toujours méprisé la légèreté romantique de la jolie Marie Caroline, duchesse de Berry. Ecoutons notre ambassadeur au grand cœur : *« Le vendredi, trente et un mai, j'étais debout à cinq heures ; à six, je me rendis au Mühlenbad (bain du Moulin) : les buveurs et les buveuses se pressaient autour de la fontaine, se promenaient sous la galerie de bois à colonnes, ou dans le jardin attenant à cette galerie. Madame la Dauphine arriva, vêtue d'une mesquine robe de soie grise ; elle portait sur ses épaules un châle usé et sur la tête un vieux chapeau. Elle avait l'air d'avoir raccommodé ses vêtements, comme sa mère à la Conciergerie. Elle se mêla à la foule et présenta sa tasse aux femmes qui puisent l'eau de la source. Personne ne faisait attention à madame la comtesse de Marnes. »* Agée de 54 ans, la duchesse d'Angoulême, dernière reine de France et icône de la cause monarchique en France, avait pris en effet, pendant son exil, le titre de comtesse de Marnes.

Un peu plus loin surgit la colonnade des Sources chaudes ou *« Sprudel »* (en allemand), dont le jet fuse à 12 m de haut, à une température de 72 °C. Partageons les souvenirs de Clemenceau qui, chaque été, entre 1891 et 1913, traversait l'Europe à bord d'un luxueux wagon de l'Orient-Express pour se ressourcer à Karlovy Vary : *« C'est le Vichy de l'Europe orientale. Russes, Polonais, Allemands, Danubiens, Grecs et Turcs accourent en troupes serrées pour demander au* Sprudel *la guérison (…). Les hommes viennent en foule demander à ce génie de la terre l'heureuse santé que Lourdes n'accorde qu'à de trop rares élus. »*

Juste au-dessus de la colonnade du Verger, empruntons la rue Sadova, sertie de magnifiques villas avec jardins aux airs de pièces montées pour communiant d'autrefois. Le Corbusier qualifiait d'ailleurs la ville d'*« amas de gâteaux »*. On se croirait à Saint-Briac

ou à Dinard. A l'extrémité de la rue, donnant dans la rue Pierre-le-Grand, le consulat général de Russie toise la statue de Karl Marx, venu trois fois dans la ville entre 1874 et 1876. Dans les hauteurs, les sapins saluent les bulbes dorés byzantins de l'église orthodoxe Saints-Pierre-et-Paul, achevée en 1897 et financée par l'aristocratie russe.

Drôle d'endroit pour une rencontre

Non loin de la frontière allemande et de la pimpante cité de Cheb, la ville thermale de Frantiskovy Lazne excelle dans la discrétion. Elle a conservé son plan d'origine, du XVIIIe siècle, avec la rue principale où sont rangées les façades couleur soleil des établissements de bains. Dès le Moyen Age, l'eau était acheminée jusqu'à Cheb par les femmes qui travaillaient dans les carrières voisines et servie aux hôtes de passage. La station prit le nom de Frantiskovy Lazne (les thermes de François) en hommage à l'empereur d'Autriche François Ier, dont la statue domine le parc thermal.

Les nostalgiques de la Mitteleuropa choisiront comme lieu de villégiature le somptueux hôtel Imperial. C'est dans les salons patinés de cet hôtel qu'en 1909, Zita de Bourbon-Parme, âgée de seulement 17 ans, fit la connaissance de l'archiduc Charles François Joseph de Habsbourg. Alors en garnison en Bohême, celui-ci venait rendre visite à sa tante Maria Annunciata, qui y faisait une cure, accompagnée de sa cousine Zita. Laquelle racontera bien plus tard cette période heureuse de sa vie : *« Deux années de suite, j'allais avec ma cousine à Franzensbad. Nous nous rencontrions avec Charles, avec de plus en plus de joie. »* Dans le salon de thé de l'hôtel, les clients, allemands, autrichiens et tchèques, souvent des habitués, se retrouvent autour d'une pâtisserie bien crémeuse, comme à Vienne chez Demel ou au Café Central. Une sorte de rituel savoureux et mélancolique pour rendre hommage à ce couple mythique qui allait devenir les derniers souverains d'Autriche, de Bohême et de Hongrie.

Le génie du thermalisme En haut : la salle de spectacle de Karlovy Vary accueillit notamment, en 1967, la conférence internationale du communisme. Ci-dessus : achevé en 1881, la colonnade du Moulin à Karlovy Vary, est l'œuvre de l'architecte Josef Zitek, auquel on doit également le Théâtre national de Prague. Ci-contre : *Portrait de Marie-Thérèse Charlotte de France, duchesse d'Angoulême,* par Alexandre François Caminade, 1827 (Paris, musée du Louvre). En exil à Prague avec son oncle et beau-père Charles X depuis 1832, la fille aînée de Louis XVI et de Marie-Antoinette reçut la visite de Chateaubriand alors qu'elle prenait les eaux à Karlsbad.

PHOTOS : © RENATA HOLZBACHOVÁ & PHILIPPE BÉNET. © RMN-GRAND PALAIS (MUSÉE DU LOUVRE)/ADRIEN DIDIERJEAN.

LIEUX DE MÉMOIRE

Par Olivia Jan

© INSTITUT DE FRANCE/STUDIO SÉBERT PHOTOGRAPHES.

Chaalis à tout prix

Au cœur de l'antique Valois, le domaine de l'abbaye royale de Chaalis déploie de véritables trésors, entre sa chapelle décorée par le Primatice et le musée éclectique de Nélie Jacquemart-André.

© CHICUREL ARNAUD/HEMIS.FR. PHOTOS : © MATTES RENÉ/HEMIS.FR .

SAINTE-CHAPELLE Page de gauche, en haut : la demeure-musée, les vestiges de l'abbaye cistercienne et la chapelle Sainte-Marie de Chaalis. Dernière propriétaire du domaine, Nélie Jacquemart-André *(page de gauche, en bas,* Autoportrait, *vers 1880, Paris, musée Jacquemart-André)* le légua en 1912 à l'Institut de France. Ci-dessus : la contre-façade et le plafond de la chapelle Sainte-Marie, dont les fresques du Primatice viennent d'être restaurées.

Charme désuet, passions et art : telles sont les fleurs du domaine de l'abbaye royale de Chaalis, niché au cœur de l'antique Valois. Ces passions, ce sont celles des hommes illustres qui l'ont bâti et chéri. Les lieux résonnent encore des noms fameux de rois de France, tels Louis VI le Gros, Saint Louis, François Ier, d'artistes comme le Primatice, de mécènes comme Hippolyte d'Este et de collectionneurs comme Nélie Jacquemart-André, dernière propriétaire du domaine, qui le légua à l'Institut de France à sa mort en 1912. A une quarantaine de kilomètres au nord-est de Paris, cet écrin verdoyant abrite les ruines d'une abbaye cistercienne parmi les plus opulentes de son temps, une chapelle ornée de fresques du grand Primatice et une demeure-musée où sommeille la fabuleuse collection éclectique de Nélie Jacquemart et Edouard André. Classée « Jardin remarquable », la roseraie, qui, depuis 2001, attire près de 15 000 visiteurs lors des Journées de la rose le deuxième week-end de juin, ajoute à la visite une subtile note olfactive.

A l'origine du site, on trouve la piété familiale d'un homme. Quand Charles le Bon, comte de Flandre, est assassiné par ses sujets révoltés à Bruges en 1127, c'est dans ce lieu du domaine royal, baigné par la petite rivière la Launette, que Louis VI le Gros choisit d'honorer la mémoire de son cher cousin. Le site prend alors le nom de Chaalis, *Caroli locus*, « le lieu de Charles ». Le roi de France confie aux moines de Pontigny, l'une des quatre abbayes filles de Cîteaux, la charge de prier pour le repos de son âme. S'acquittant de bon cœur des aumônes « *à Dieu, à l'Eglise et aux frères* », le roi et ses successeurs multiplient les égards envers les cisterciens de Chaalis. De nombreuses donations de terres par plusieurs seigneurs de la région viennent compléter la fondation. En pleine « renaissance des années 1200 », une somptueuse église abbatiale y est bâtie.

Il n'est que de se promener au milieu de ses ruines pour imaginer quelles étaient la grandeur et la noblesse de la nef, proches de celles d'une cathédrale. La proximité des chantiers de Paris et de Senlis était dans tous les esprits lors de la construction de cette première église cistercienne de style gothique, qui serait démontée pierre par pierre sept siècles plus tard, à partir de 1793, par son propriétaire d'alors Pierre Etienne Joseph Paris, afin d'aménager les berges de la rivière toute proche. A l'époque de sa fondation, « *l'abbaye était au cœur de la zone d'influence des Capétiens, qui courait d'Orléans à Soissons en passant par Paris et Fontainebleau* », rappelle Alexis de Kermel, administrateur général de Chaalis depuis octobre 2020, après avoir été pendant huit ans directeur du développement et de la communication au château de Fontainebleau. Chaalis participait alors de la vaste entreprise

de légitimation de la dynastie capétienne, désireuse de voir s'étendre son domaine et d'affaiblir le pouvoir trop important des grands seigneurs. Ainsi devint-elle en un siècle et demi l'une des abbayes les plus influentes du royaume.

Derrière ses ruines, qui aujourd'hui n'évoquent qu'un pâle souvenir de sa puissance passée, se dresse, humble, la chapelle Sainte-Marie, restaurée à l'automne dernier. Cette « sainte-chapelle » fut édifiée selon la volonté de Saint Louis, qui aimait à se retirer à Chaalis en y menant la vie des moines, pour abriter, en 1262, les reliques d'un compagnon de saint Maurice et celles de sainte Berge.
La richesse de sa bibliothèque, la proximité de Paris et l'érudition des cisterciens font alors de l'abbaye le centre d'une vie intellectuelle et spirituelle féconde.
Chaalis connaît plus de troubles au milieu du XIVe siècle, secoué par la guerre de Cent Ans et la Grande Peste, mais la paix revient et, en 1541, la nomination du premier abbé commendataire, Hippolyte d'Este, marque pour l'abbaye l'avènement d'une période d'émulation. L'ambitieux cardinal de Ferrare, lié à la famille de France par le mariage de son frère, fait entrer Chaalis dans la modernité du XVIe siècle en y introduisant l'art italien. Il se livre à de grands aménagements avec le vif désir de recevoir la visite de François Ier, qui ne viendra cependant jamais à Chaalis. Dans ce but, le cardinal fait appel aux talents italiens qui œuvrent déjà pour le roi à Fontainebleau. Il passe commande à l'architecte royal, Sebastiano Serlio, d'un mur crénelé qui fermerait le « petit jardin de l'abbé », aujourd'hui occupé par la roseraie. Il fait également concevoir un décor peint dans la chapelle Sainte-Marie, dont il confie la commande à un autre de ses compatriotes, le Bolonais Francesco Primaticcio, dit le Primatice.

Pour lui, le Primatice (ou peut-être son atelier sur ses dessins) peint à fresque la contre-façade et les voûtes, ainsi décrites par Gérard de Nerval en 1854 : « *Vous allez voir des saintes un peu décolletées (…). Tous ces anges et toutes ces saintes faisaient l'effet d'amours et de nymphes aux gorges et aux cuisses nues* ». Ce témoignage ironique du poète décrit la nuée d'anges de la contre-façade entourant Dieu le Père, lequel surplombe une Annonciation. Ce sont des anges de chair, descendance assumée de ceux qui ornent le plafond de la chapelle Sixtine, dont le chantier s'est achevé en 1512. Poursuivant la leçon de Michel-Ange, le Primatice conçoit un Dieu le Père tout en *terribilità*, dont la main tendue n'est pas sans rappeler le geste créateur du Père dans les nuées de la Sixtine. L'influence de Raphaël, maître de son propre maître, Jules Romain, est aussi forte sur le Primatice. L'artiste tire de cette filiation un dessin gracieux qui adoucit la force michelangelesque. Toutes charnelles qu'elles soient, les figures ailées forment un cortège de jeunes gens aux corps gracieux, souples et allongés, auréolés de vêtements tourbillonnants. Leur peau diaphane est rehaussée de ces couleurs acidulées vertes, jaunes, parme, si caractéristiques du courant maniériste italien qui exacerbe les leçons de Raphaël et de Michel-Ange.

Dans la partie inférieure de cette vaste composition, un œil averti remarque la différence de teinte et de style de l'Annonciation. L'humidité du domaine ayant imprimé aux fresques d'importantes dégradations, Mme de Vatry, propriétaire du domaine à partir de 1850, décida en effet d'en confier la restauration à l'un de ses protégés, Paul Balze, élève d'Ingres, qui reprit alors à l'huile les parties basses de la contre-façade et les voûtains. Aux voûtes siègent une foule d'évangélistes, d'apôtres, de Pères de l'Eglise et de putti élevant les instruments de la Passion, tous imaginés par le Primatice. On y distingue saint Grégoire le Grand, saint Pierre, saint Luc, mais aussi la couronne d'épines, le fouet, la Croix. De la méditation sur le mystère de l'Annonciation, l'artiste mène ainsi le spectateur vers le mystère de la Passion, à l'aune des évangélistes, des apôtres et des Pères de l'Eglise qui les ont vécus, étudiés ou prêchés. Le grand goût italien si cher au cœur du roi François Ier séduit toujours par son insurpassable maîtrise.

La visite de Chaalis se poursuit dans l'ancien bâtiment abbatial, qui abrite aujourd'hui la demeure-musée de Nélie Jacquemart-André. Un édifice conçu en 1737 à la faveur d'un grandiose chantier de reconstruction des bâtiments

Rêve d'enfant L'attachement que Nélie Jacquemart-André *(ci-contre, vers 1880)* porte à Chaalis remonte à son enfance, alors que, petite protégée de Mme de Vatry, elle y avait passé le plus clair de son temps. En 1902, elle réalise son rêve en acquérant le domaine et fait de la maison de plaisance de sa protectrice l'écrin de la splendide collection qu'elle a constituée au fil de ses voyages et dont l'un des fleurons est le *Portrait du cardinal de Richelieu* attribué à Philippe de Champaigne *(page de droite, début du XVIIe siècle)*. En haut, au centre : la salle de billard.

conventuels, confié à l'architecte des Grandes Ecuries de Chantilly, Jean Aubert. Mais le projet avait bientôt tourné court, faute de crédits, et seul le bâtiment nord et l'amorce des grandes ailes latérales avaient été construits. Après la vente de Chaalis comme bien national en 1793, ils servirent de demeure aux différents propriétaires. Mme de Vatry y tient salon au XIXe siècle. On y croise alors, pour des parties de chasse, les notoriétés du temps : la famille d'Orléans, intimement liée avec les Vatry, les poètes Théophile Gautier et Gérard de Nerval, les compositeurs Giacomo Meyerbeer et Daniel Auber, mais aussi le riche banquier et collectionneur Edouard André.

Rien ne brise l'élan bâtisseur de Paméla de Vatry, femme de caractère, qui investit à Chaalis des sommes considérables et transforme son domaine en une résidence moderne et élégante. Charmante hôtesse et sans enfant, elle prend soin de ceux de son entourage : elle s'enquiert de leur santé, leur prodigue mille attentions. Parmi ses protégés, la petite Nélie Jacquemart, fille d'un agent électoral de son mari, bénéficie de ses largesses. Un mystère entoure les liens de ces deux êtres au caractère bien trempé ; toujours est-il que la brune Nélie est reçue en protégée et fille adoptive. Elle passe, enfant, à Chaalis le plus clair de son temps, apparaissant à sa guise dans les salons de Mme de Vatry, qui lui reproche de ne descendre au souper que lorsque « *les noms parcheminés garnissaient le salon* ». A 22 ans, en 1863, cette jeune femme exercée à la peinture est reçue au Salon pour la première fois et n'a de cesse en effet de réaliser le portrait des grands noms qui séjournent chez Mme de Vatry. Son talent est indéniable et pourtant son activité de peintre s'arrête net lorsqu'elle épouse le riche Edouard André en 1881, quelques semaines après la mort de Mme de Vatry. Comme si elle avait soudain eu honte de son passé d'artiste, elle déchire et brûle alors ses toiles. Elle et son mari formeront désormais un insatiable duo de collectionneurs.

Lorsque Nélie André, veuve depuis 1894, apprend en 1902 la vente prochaine de Chaalis, elle se trouve en voyage en Orient. Elle arrête net son périple, obsédée par l'idée de racheter la demeure de son enfance, et le 14 juin 1902, elle devient propriétaire de Chaalis pour la somme totale de 1 200 050 francs, « *comme si l'achat de Chaalis était pour elle une manière de se réaliser, indépendamment de son mari* », suggère Alexis de Kermel. Pour « *cette petite femme rondelette, primesautière et très originale* » l'intérêt principal qu'offre Chaalis est de mettre en scène sa merveilleuse collection. Dans ce but, elle entreprend, avec une vitalité déconcertante, de nombreux voyages à Milan, Rome, Florence, Londres, Le Caire, Ceylan, Calcutta. Chaque fois, ses achats sont âprement négociés et l'authenticité vérifiée. Elle est guidée par un goût certain, une intuition nette de la beauté sensible d'une œuvre d'art.

« *Objets inanimés avez-vous donc une âme ?* » se demandait le poète. Tout dans la demeure est empreint d'un charme suranné : de modestes papiers jaunis par les ans en guise de cartels, un agencement qui n'a pas changé depuis la mort de sa propriétaire, et surtout une incroyable collection éclectique d'objets d'art s'offrent à l'admiration, tels des panneaux peints par Giotto, du mobilier signé Boulle, un tapis d'éléphant provenant de Birmanie, un *Portrait de Richelieu* attribué à Philippe de Champaigne… Les parfums de sa sensibilité, de ses passions et de son charme imprègnent encore les lieux. De la prime austérité des moines, ceux-ci conservent seulement le cadre bucolique.

Même tombé dans un demi-oubli, ce « *paysage de Walter Scott* » chanté par Gérard de Nerval est toujours merveilleusement vivant. Sous la direction d'Alexis de Kermel, les projets de l'Institut de France promettent de l'en tirer tout à fait. Après la chapelle, deux chantiers de rénovation sont prévus à cette heure : celui des communs en septembre 2022, puis celui du château au printemps 2023 afin d'inventorier, de restaurer et d'étudier la riche collection de Nélie Jacquemart-André, qui conserve encore des zones d'ombre. A l'image de ce domaine enchanteur, qu'elle dépeignait comme « *un des plus beaux paysages de France, à l'abri de la prétendue civilisation qui envahit, étreint et brise tout* ».

• **Domaine de Chaalis, 60300 Fontaine-Chaalis. Rens. : www.domainedechaalis.fr ; 03 44 54 04 02.**

© DOMAINE DE CHAALIS. © GARDEL BERTRAND/HEMIS.FR © PHOTO BRUNO COHEN.

HABITS DE DOULEUR
La Pâmoison de la Vierge, noyer sculpté et polychromé, anonyme, vers 1450 (collection particulière). La composition de cette œuvre, qui faisait partie d'un retable, ainsi que le drapé nerveux de la robe de la Vierge sont des références évidentes à *La Descente de Croix* de Rogier Van der Weyden, conservée au musée du Prado, à Madrid.

Par Albane Piot

Quand flamboyait la Toison d'Or

A Beaune, une exposition ressuscite les fastes de la cour de Bourgogne du temps du chancelier Rolin.

La mâchoire carrée, le nez fort, les cheveux coupés au bol, les épaules larges, Nicolas Rolin a près de 67 ans lorsqu'il signe, le 4 août 1443, l'acte de fondation de l'hôtel-Dieu de Beaune, édifié les années qui suivent *« sur un plan si vaste et si parfait qu'il provoque l'admiration des plus puissants seigneurs et qu'il attire les nobles étrangers »*, comme le conte l'abbé de Cîteaux Jean de Cirey, en 1494. Cet homme flamboyant, à qui la ville de Beaune consacre jusqu'à la fin mars une exposition sur trois sites, est alors l'un des hommes les plus puissants de Bourgogne.

Né vers 1376 dans une famille de riches bourgeois d'Autun, il avait suivi des études de droit et exercé comme avocat avec un talent tel qu'il avait été remarqué par le duc de Bourgogne Jean sans Peur. Il était devenu en 1409 son conseiller juridique et son avocat auprès du parlement du roi de France à Paris, avocat à la cour du Trésor en 1414-1417, puis maître des requêtes du même duc. De ce fait, il avait été son émissaire ou tout au moins son témoin dans nombre de ses négociations : celles qui avaient pour but de fonder un « grand-duché d'Occident » ; celles qu'induisait la guerre opposant alors les Bourguignons aux Armagnacs – les partisans de Louis d'Orléans, cousin du duc, que celui-ci avait fait assassiner le 23 novembre 1407 afin de récupérer la prépondérance au Conseil qui gouvernait le royaume de France en lieu et place du roi fou Charles VI ; celles qui avaient compromis Jean sans Peur avec les Anglais, en pleine guerre de Cent Ans, et qui entraînèrent l'extermination des Armagnacs et partant d'une grande partie de la chevalerie française à Azincourt en 1415 ; celles enfin qui tentèrent d'obtenir par la suite – car le

CHANCELIER MÉCÈNE

Ci-dessus : *Buste de Philippe le Bon,* copie d'après l'original en bronze daté vers 1510 et attribué à Jörg Muskat (Bruxelles, Palais royal). En haut : *Portrait de Nicolas Rolin,* volet du retable du *Jugement dernier,* par Rogier Van der Weyden, vers 1443-1450 (Beaune, musée de l'Hôtel-Dieu). Sur le second volet du retable se trouve le portrait de Guigone de Salins, la femme du chancelier, qui l'avait incité à faire œuvre de charité en fondant les hospices.

© PHOTOS SPELDOORN. © HOSPICES CIVILS DE BEAUNE/PHOTO FRANCIS VAUBAN. © VILLE DE BEAUNE.

Bourguignon n'avait nulle envie de devenir vassal d'Henri V d'Angleterre – sa réconciliation avec Charles VI.

Après l'assassinat de Jean, à Montereau-Fault-Yonne, le 10 septembre 1419, c'est Nicolas Rolin qui surveille le traité de Troyes scellant l'alliance anglo-bourguignonne, le 21 mai 1420. C'est lui enfin qui prononce, en qualité de procureur général des enfants du duc Jean, la complainte contre le dauphin Charles, le 23 décembre 1420, réclamant sa condamnation pour le meurtre de Jean sans Peur. Au service de Philippe le Bon, qui le nomme chancelier en 1422 et le fait chevalier en 1424, il est la cheville ouvrière de la politique bourguignonne, notamment de l'extension du duché vers les anciens Pays-Bas, avec l'achat du comté de Namur, la succession en Hainaut, en Hollande-Zélande et en duché de Brabant : une extension qui fera tout à la fois la puissance et la faiblesse des ducs, peinant à maintenir une autorité constante et uniforme sur des territoires aussi disparates et éloignés les uns des autres. Nicolas Rolin est aussi l'artisan de la paix avec le royaume de France à travers le traité d'Arras en 1435. S'il perd la confiance de Philippe le Bon au profit du premier chambellan Antoine de Croÿ en 1457, c'est pour lui avoir préféré son fils le comte de Charolais, futur duc Charles le Téméraire. Pourtant, quand Charles, dans ce conflit, se voit contraint à l'exil pour quelque temps, Nicolas Rolin, lui, ne perd pas sa fonction de chancelier, tant sa puissance est respectée, inébranlable.

L'exposition orchestrée à Beaune par Philippe George, conservateur honoraire du Musée et Trésor de la cathédrale de Liège, rend hommage au chancelier, mais aussi à la splendeur des grands ducs de Bourgogne, notamment sous les règnes de Philippe le Bon et de Charles le Téméraire, et en particulier dans les « pays de par-deçà », anciens Pays-Bas méridionaux. Pour l'occasion, le musée des Beaux-Arts de la ville, sis à la porte Marie-de-Bourgogne (du nom de la fille de Charles le Téméraire, dernière représentante des Valois de Bourgogne), a mis en réserve l'ensemble de ses collections pour leur substituer les œuvres de l'exposition. *La Vierge au chancelier Rolin* de Van Eyck, en restauration, n'a pu être déplacée mais est évoquée pour le magnifique portrait qu'elle livre du chancelier et pour la présence à la cour de Bourgogne de ce peintre, parmi les plus grands de ce temps, qu'on appelait alors Jean de Bruges. Engagé par Philippe le Bon en 1425 et nommé « valet de chambre », Van Eyck achève *La Vierge au chancelier Rolin* sans doute vers 1434-1435 pour servir au chancelier de tableau épitaphe, à suspendre au-dessus de son tombeau dans sa chapelle personnelle dédiée à saint Sébastien, en l'église Notre-Dame-du-Châtel d'Autun.

De Philippe le Bon est présentée la copie d'un buste en bronze daté du début du XVIe siècle qui le montre, âgé d'une cinquantaine d'années, portant un chaperon à cornette et une houppelande garnie d'un col de fourrure, avec, sur les épaules, le collier de la Toison d'or. L'institution de ce nouvel ordre de chevalerie, le 10 janvier 1430, à Bruges, par Philippe le Bon, pour *« l'exaltacion de la foy et de saincte Eglise et excitacion de vertus et bonnes meurs »*, est un coup de maître destiné à marquer les esprits, à illustrer la splendeur des Valois de Bourgogne et à attacher au duc les services de vingt-quatre chevaliers choisis dans l'aristocratie de ses Etats. L'ordre devint rapidement le marqueur d'une consécration sociale, la plus haute reconnaissance d'une carrière vouée au service du prince. Ses élus sont chacun gratifiés d'un somptueux collier auquel est suspendue la dépouille de la toison d'un bélier, évoquant le mythe grec de Jason, chef des Argonautes, les maillons du collier étant rythmés par la répétition des emblèmes de Philippe le Bon, le fusil et la pierre à feu.

Les chapitres de la Toison d'or se réunissent régulièrement dans les grandes

SALUT ÉTERNEL En haut : la cour des hospices de Beaune. Le 4 août 1443, Nicolas Rolin, chancelier de Philippe le Bon, avait annoncé son désir de fonder, avec sa femme Guigone de Salins, *« un hôpital pour la réception, l'usage et la demeure des pauvres malades »*. Il souhaitait assurer ainsi son salut éternel. Ci-contre : *Portrait de Charles le Téméraire*, copie du XVIe siècle d'après un original de 1474 (Avignon, musée Calvet). Page de droite : *Ecu de Charles le Téméraire*, attribué à Pierre Coustain, vers 1477-1478 (Saint-Omer, musée Sandelin).

© MANUEL COHEN/AURIMAGES. © FRANÇOIS JAY. © 8KSTORIES, MUSÉES DE SAINT-OMER.

© BRUXELLES IRPA. © PH. BEURTHERET, MUSÉES DE SAINT-OMER. © HOSPICES CIVILS DE BEAUNE.

villes de Bourgogne ou de Flandre. Au-dessus des stalles des églises où prennent place les chevaliers sont suspendus des blasons peints à leurs armoiries, dont plusieurs sont présentés à l'exposition. Illustration de la gloire et de la puissance des Croÿ à partir de 1457, le coffret en argent de la collégiale de Chimay, contenant une icône en mosaïque du Christ *Pantocrator,* est orné des armoiries de Philippe II de Croÿ flanquées du collier de la Toison d'or, auquel il accède en 1473.

C'est peut-être en vue du chapitre de la Toison d'or, tenu pour la deuxième fois à Saint-Omer en 1461, que Guillaume Fillastre, abbé de Saint-Bertin et évêque de Tournai, fait exécuter des tapisseries pour le chœur de son abbatiale, dont trois exemplaires illustrant des scènes de l'Ancien Testament sont présentés à l'exposition. Cette puissante abbaye bénédictine est alors un important foyer artistique, et Fillastre, un mécène prolixe. C'est lui qui reprend la fonction de chancelier après la mort de Nicolas Rolin en 1462, sans toutefois en prendre le titre. Lors d'une ambassade en Italie, il découvre les terres cuites vernissées de l'atelier des Della Robbia à Florence, auquel il passe commande pour son propre monument funéraire. Si l'abbatiale fut détruite pendant la Révolution, on conserve des vestiges de ces majoliques, notamment un prophète Jérémie timbrant une coquille et un fragment de l'épitaphe flanqué d'une figuration de la mort, présentés à l'exposition.

Héritier du gothique international, de son raffinement, de son goût pour le détail familier, de sa délicatesse, le langage stylistique qui se développe dès la deuxième décennie du XV^{e} siècle au nord des Alpes, appelé gothique tardif par les historiens de l'art, accentue le réalisme de la représentation des personnages et l'agencement brisé du drapé de leurs vêtements. La perspective s'impose et les personnages sacrés sont insérés dans des cadres réalistes. Illustré en peinture par les biens connus « primitifs flamands », ce style trouve autant d'expressions magnifiques, quoique plus méconnues, dans la sculpture des anciens Pays-Bas, à Bruxelles, Anvers, Gand, Tournai, la sculpture faisant écho à la peinture, la tapisserie et l'orfèvrerie. Ainsi, avec l'intensité dramatique de sa composition et le drapé nerveux de la robe de la Vierge, *La Pâmoison de la Vierge,* présentée à l'exposition et probablement réalisée à Bruxelles vers 1450, fait évidemment écho à la *Descente de Croix* de Rogier Van der Weyden, conservée au Prado. Une intensité aussi bien illustrée par la *Mise au tombeau* monumentale de Binche en calcaire sculpté et peint, dont la finesse des visages et des expressions traduit avec une rare éloquence la douleur intime de la Vierge, de saint Jean et des saintes femmes.

A quelques encablures du musée des Beaux-Arts, les Hospices de Beaune, le grand œuvre de Nicolas Rolin dans la

Pauvre parmi les pauvres A droite : *Christ de Pitié* dit *« le Piteux »*, chêne polychromé, seconde moitié du XVe siècle (Beaune, musée de l'Hôtel-Dieu). Dénudé, couronné d'épines et les pieds et mains liés, ce Christ attendant son supplice était installé au-dessus de l'entrée de la salle des « Pôvres ». Pauvre parmi les pauvres, il pouvait ainsi être vu de tous les malades. Page de gauche : *La Mise au tombeau de Binche*, calcaire sculpté et polychromé, vers 1440 (Binche, Belgique, collégiale Saint-Ursmer). Ci-dessus : le prophète Jérémie timbrant une coquille, majolique de l'atelier d'Andrea Della Robbia, vers 1460 (Saint-Omer, musée Sandelin). Ce fragment de faïence est un vestige du monument funéraire de Guillaume Fillastre, abbé de Saint-Bertin, qui, après la mort de Nicolas Rolin en 1462, assuma un temps la charge de chancelier sans en porter le titre.

ville, prolonge l'exposition. Là, cet homme richissime, poussé par sa troisième femme, Guigone de Salins, fit œuvre de miséricorde et investit pour son salut. Dans cet hôtel-Dieu, il fait de la salle des « Pôvres », destinée à accueillir les malades, une véritable aula de palais médiéval, avec sa charpente lambrissée au riche décor peint et sculpté, et l'omniprésence de sa devise, *« Seulle »*, du monogramme « NG » pour Nicolas et Guigone, de ses armoiries. Pour l'exposition, le *Christ de Pitié*, dit *« le Piteux »*, d'ordinaire placé sur une console au-dessus de la porte d'entrée, à 5 m du sol, a été descendu et se trouve donc visible comme rarement on a pu l'admirer. Sculpté en bois de chêne peint, couronné d'épines, les mains liées, il est représenté dépouillé de ses vêtements, quelques instants avant d'être crucifié. Pauvre parmi les pauvres, il a porté sa croix jusqu'au calvaire ; sa mort approche, mais aussi sa Résurrection. Car la souffrance et la mort sont un passage et un moyen de purification : voilà ce que les malades depuis leur lit peuvent se rappeler à la vue de leur sauveur qui, avant eux et pour eux, a vécu la souffrance et la mort.

A la vue aussi du retable du *Jugement dernier* de Rogier Van der Weyden, qui surplombe l'autel de la chapelle, à l'autre extrémité de la salle des « Pôvres ». Pour des raisons de conservation, le retable original se trouve actuellement dans une autre salle des Hospices. Mais pour l'exposition, une copie a été réalisée et placée au-dessus de l'autel, restituant ainsi le décor d'origine voulu par le chancelier Rolin, cette parfaite beauté nécessaire aux pauvres, hommage à Celui que la charité voit à travers les plus faibles et les plus déshérités : *« Ce que*

vous avez fait au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous l'avez fait. » Tendues au mur, une salle plus loin, les « couvertes » en tapisserie à décor de tourterelles, symbole d'amour conjugal et de fidélité évoquant probablement le veuvage de Guigone de Salins, étaient disposées autrefois par les hospitalières sur les lits des malades les jours de fêtes solennelles.

En vis-à-vis du polyptyque du *Jugement dernier*, étourdissant de beauté, dont l'intensité des couleurs précieuses et de la lumière qu'il semble irradier éblouit, l'exposition évoque la *devotio moderna* diffusée à cette époque par *L'Imitation de Jésus-Christ* de Thomas a Kempis, en particulier à travers le succès de l'iconographie de la Trinité sous forme de Trônes de grâce, le corps douloureux du Christ, reposant sur les genoux du Père, qui porte parfois la colombe du Saint-Esprit sur l'épaule. Le Trône de grâce en chêne sculpté polychrome issu d'une collection privée évoque le panneau peint de Louvain, de l'atelier de Rogier Van der Weyden, légèrement postérieur et qui reprend exactement la même composition – sans doute une composition antérieure originale de Rogier Van der Weyden –, le geste du crucifié portant la main à la plaie de son côté, les anges portant le drap où le corps supplicié a été déposé, la tiare ouvragée de Dieu le Père, un ange à l'arrière-plan essuyant les larmes de ses yeux tandis qu'un autre tient dans ses bras la Croix dont le Fils vient d'être descendu.

En écho à cette iconographie et à la *devotio moderna* dont elles sont aussi l'une des plus belles illustrations, l'exposition fait la part belle aux Vierges de Pitié. Philippe le Bon était *« fort dévot à Notre-Dame »*, tout autant que Nicolas Rolin. Et pour cause : la Vierge pleurant son fils en un ultime tête-à-tête avant la mise au tombeau, considérée alors comme une figure particulièrement apte à compatir aux douleurs humaines et à intercéder pour les fidèles auprès de Dieu. *La Vierge de Pitié* d'Epoisses, attribuée à Antoine Le Moiturier (auteur des pleurants des tombeaux des ducs de Bourgogne et de la splendide mise au tombeau de la collégiale Notre-Dame de Semur-en-Auxois), en est l'un des plus magnifiques exemples.

A ces œuvres sculptées et peintes s'ajoutent de précieux reliquaires, des ornements liturgiques dont trois chasubles prêtées par le Musée national du Moyen Age, des enluminures et parements d'autel : autant de trésors issus des collections bourguignonnes, mais aussi des collections belges publiques ou privées.

Au musée du Vin de Beaune, ancien hôtel des ducs de Bourgogne, une salle forme le dernier jalon de ce parcours consacré aux fastes des années Rolin en Bourgogne. Elle évoque la prise de Constantinople par les Ottomans le 29 mai 1453. L'événement est vécu alors comme une apocalypse : des chrétiens se trouvent asservis par les Turcs, la chrétienté amputée. Philippe le Bon, dont le père fut captif de Bayezid Ier en 1396, après le désastre de Nicopolis, se montre très affecté. Il veut répondre aux appels répétés à la croisade des papes Nicolas V, Calixte III et Pie II, s'intéresse au développement des armes à feu, mais meurt avant d'avoir pu partir. Le drame inspire à Guillaume Dufay ses poignantes *Lamentations de notre Sainte Mère l'Eglise de Constantinople*.

Avec la mort de Charles le Téméraire à Nancy le 5 janvier 1477 s'achève l'histoire de la Bourgogne ducale. Sa fille, Marie, a épousé Maximilien de Habsbourg. Le roi de France s'empare de la Bourgogne et de la Picardie. Avant que, quelques années plus tard, Charles Quint de Habsbourg, arrière-petit-fils du Téméraire, ne ressuscite les rêves impériaux de ses ancêtres bourguignons.

« Le Bon, le Téméraire et le Chancelier – Quand flamboyait la Toison d'or », jusqu'au 31 mars 2022. Les Hospices de Beaune, l'hôtel des Ducs de Bourgogne, la porte Marie-de-Bourgogne. Tarif pour les trois sites : 18 €/13 € (réduit)/ de 7 € à 9 € (jeunes de 10 à 18 ans). Rens. : www.beaune.fr

À LIRE

Catalogue de l'exposition
Ville & Hospices de Beaune
252 pages, 25 €.

Art et histoire au temps de Charles le Téméraire
Philippe George Brepols
138 pages, 75 €.
A paraître au printemps 2022.

© HOSPICES CIVILS DE BEAUNE. © WWW.LUKASWEB.BE-ART IN FLANDERS VZW/MUSÉE M LEUVEN.

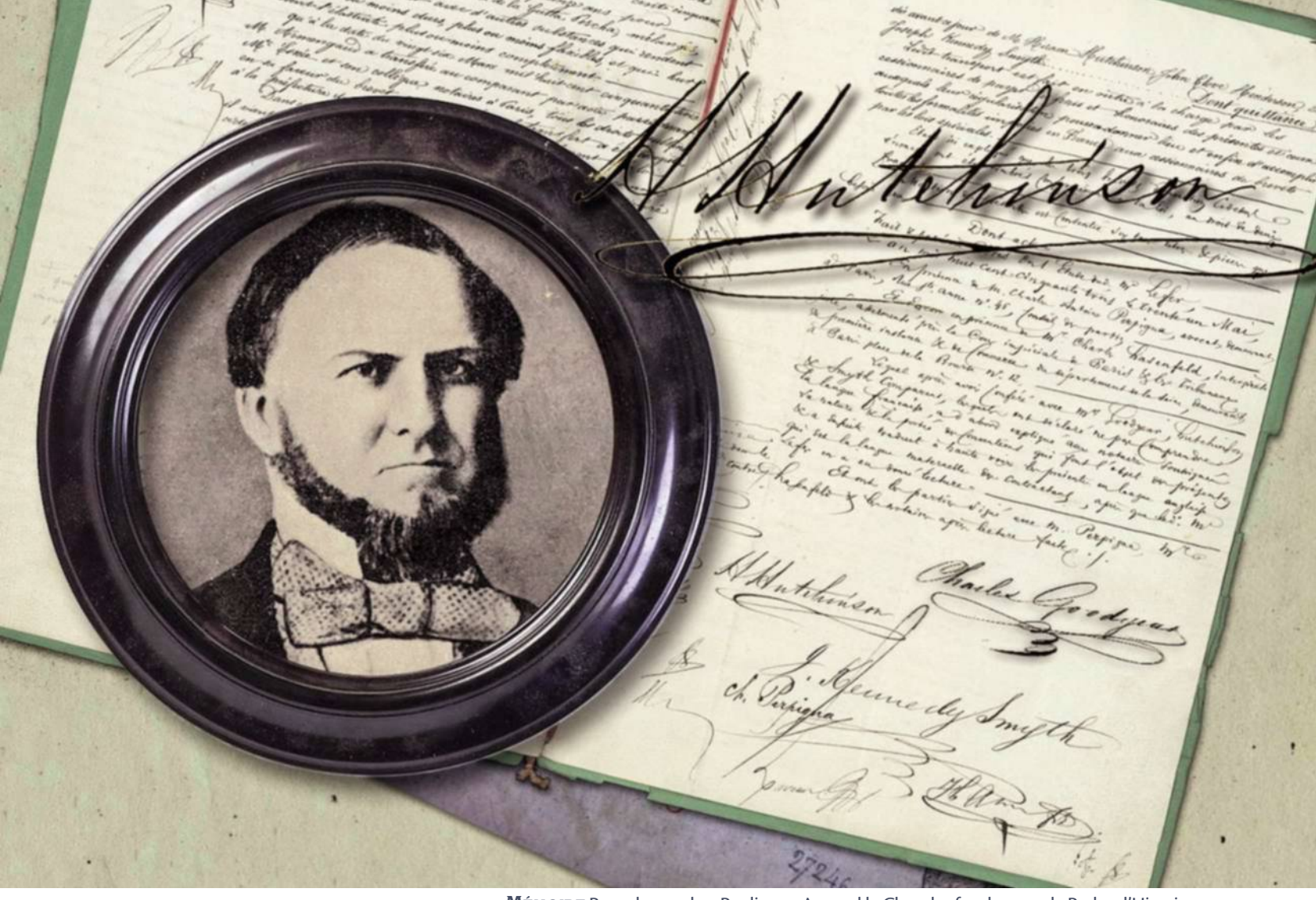
SOIGNER LES CORPS ET L'ÂME Page de gauche : *Jugement dernier,* par Rogier Van der Weyden, vers 1443-1450 (Beaune, musée de l'Hôtel-Dieu). Commandé par Nicolas Rolin, fondateur de l'hôtel-Dieu, le retable ornait l'autel de la chapelle située à l'une des extrémités de la salle des « Pôvres ». Les dimanches et jours de fêtes, les panneaux étaient ouverts afin que les malades puissent contempler le chef-d'œuvre de l'artiste flamand. Ci-dessus : *La Sainte Trinité,* attribué à l'atelier de Rogier Van der Weyden, 1430-1440 (Louvain, M-Museum Leuven).

TRÉSORS VIVANTS

Par Sophie Humann

Perles de culture

Spécialisé dans la préservation et la valorisation du patrimoine des entreprises, Perles d'Histoire n'est pas un cabinet de conseil comme les autres.



Mémoire Page de gauche : Pauline et Arnaud le Clere, les fondateurs de Perles d'Histoire. Avec leurs équipes d'historiens et d'archivistes, ils font vivre le patrimoine des entreprises et se plongent parfois dans des archives très anciennes comme celles de la maison Château Latour *(page de gauche en bas)*, qui remontent au XVIe siècle, ou celles, centenaires, du roi du caoutchouc, Hutchinson *(ci-dessus)*. Ils collectent aussi des témoignages oraux, contribuant à la construction d'une mémoire du monde du travail.

Pauline le Clere se préoccupe d'un capital méconnu des entreprises : l'histoire. « *Ces archives qui prennent tant de place à la cave, on leur dit qu'elles ont de la valeur si on s'en occupe !* affirme en riant cette ancienne élève de l'université Paris-Dauphine et de l'EM Lyon. *Intéresser une entreprise à son histoire lui permet de retourner à son origine et donne plus de sens au travail des salariés* », explique-t-elle. Pour aider les dirigeants à prendre conscience de l'importance de leur patrimoine, elle a créé, en 2008, Perles d'Histoire, une agence de conseil et d'ingénierie patrimoniale qui regroupe historiens, archivistes, historiens de l'art et, au cas par cas, auteurs, réalisateurs, développeurs, graphistes… Ils associent un esprit créatif à des démarches scientifiques rigoureuses pour collecter, inventorier, protéger, transmettre les archives papier, iconographiques, sonores, numériques, les collections d'objets, les bâtiments et… la mémoire des hommes.

Dédiée initialement à la collecte des histoires familiales, Perles d'Histoire s'est très vite intéressée à celles des sociétés. Si, après treize ans d'existence, les beaux livres illustrés relatant l'épopée des entreprises représentent un quart de l'activité du cabinet, les nouvelles technologies permettent d'envisager des médiations innovantes pour partager les archives, l'histoire, et même rassembler des sources dans lesquelles les chercheurs de demain pourront puiser. Perles d'Histoire vient ainsi de participer à un projet inédit de collecte d'archives orales intitulé « Mémoire des entreprises au temps de la Covid-19 ». Entre novembre 2020 et mars 2021, une quarantaine d'entretiens en visioconférence de trente minutes chacun ont été menés auprès de dirigeants de grandes entreprises françaises de différents secteurs pour capter, en pleine tempête sanitaire, la mémoire de la prise de décision et de la gestion de crise. Ces archives, qui composent un fonds unique pour les historiens du futur, ont été déposées aux Archives nationales du monde du travail, à Roubaix, partenaires du projet avec KPMG, l'ESCP Business School et l'Observatoire B2V des Mémoires.

Cette année, Perles d'Histoire s'est également dotée d'un conseil scientifique qui se réunit désormais tous les six mois et peut être consulté à tout moment. Un véritable podium de têtes chercheuses. Florence Descamps, normalienne et agrégée d'histoire, est directeur de recherche à l'Ecole pratique des hautes études, où elle anime un séminaire sur l'ingénierie des archives orales et leur utilisation en histoire contemporaine. Pascal Griset, agrégé d'histoire, est professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne, où il dirige le master « Histoire,

© LÉA CRESPI. PHOTOS : © PERLES D'HISTOIRE.

communication, entreprises et affaires internationales ». Catherine Cuenca, conservatrice générale du patrimoine, ancienne directrice du Muséum d'histoire naturelle de Nantes et ancienne directrice adjointe du musée des Arts et Métiers, est chercheuse au Cnam et experte du patrimoine scientifique et technique. Quant à Roger Nougaret, cet archiviste paléographe a créé le service d'archives du Crédit lyonnais en 1991, organisé et supervisé celui de Crédit agricole SA en 2005 et dirigé le service Archives et Histoire de BNP Paribas jusqu'à l'année dernière.

Le secteur public fait aussi appel à Perles d'Histoire. En 2017, lors du déménagement du personnel du ministère de la Défense sur le nouveau site de Balard, le cabinet a été chargé de créer la muséographie de l'ancien poste de commandement dans les sous-sols de l'hôtel de Brienne et l'a entièrement rénové tel qu'il était en 1985, sous le ministère de Charles Hernu. La plupart des missions de la société émanent toutefois du secteur privé. Si certains groupes comme Saint-Gobain ou le secteur du luxe possèdent de longue date des services dédiés à leur patrimoine, d'autres entreprises aimeraient raconter leur histoire mais pensent – parfois à tort – qu'elles n'ont pas ou peu d'archives. Les historiens de Perles d'Histoire interviennent alors pour rechercher des sources éventuelles, soit au sein de l'entreprise même, qui ignorait leur existence, soit dans des archives privées ou publiques, et même au-delà des frontières. C'est le cas de la maison Calvet, l'une des plus anciennes maisons de négoce de vins de Bordeaux. Fondée en 1818, elle voulait reconstituer son histoire pour renforcer l'authenticité de la marque et définir sa stratégie de développement, mais les rachats successifs depuis 1997 avaient contribué à rompre le lien entre la maison et ses archives. « *Nous avons pu retrouver de nombreuses traces,* explique Arnaud le Clere, diplômé de l'Essec, qui a rejoint sa femme dans l'aventure de Perles d'Histoire début 2019 après plusieurs années dans un groupe aéronautique, et qui suit parallèlement un master de recherche en histoire à la Sorbonne. *Elles prouvent que l'histoire de la maison Calvet passe par la vallée du Rhône, la Bourgogne, la région de Cognac, et que celle-ci possède donc, au-delà du Bordelais, une légitimité dans trois autres régions viticoles.* »

Les historiens ont également consulté les fonds de la bibliothèque Forney, à Paris, riche de quantité d'anciennes affiches publicitaires, ou ceux de l'Inpi (Institut national de la propriété industrielle), incontournable pour les recherches sur les marques et les brevets.

Actuellement, les archivistes de Perles d'Histoire travaillent sur un fonds exceptionnel, celui du grand cru de Château Latour. Il s'agit d'inventorier, de conditionner, de restaurer et de numériser des documents qui s'étalent du XIVe au début du XXe siècle. On y trouve, entre autres, la correspondance quasi quotidienne du régisseur sur les premières années du siècle dernier, véritable mine d'informations sur l'activité du domaine.

Les équipes du cabinet de conseil traitent aussi bien les archives papier que les archives électroniques. Perles d'Histoire collabore ainsi avec la célèbre marque de biscuits LU, dont les collections historiques avaient rejoint une propriété privée il y a une vingtaine d'années pour y être conservées et en partie exposées (objets, affiches, boîtes de collection, œuvres d'art avec des signatures prestigieuses comme Mucha…). Contactée pour en évaluer l'état de conservation et le potentiel, l'agence de conseil a pu acheter des œuvres lors d'une vente aux enchères, mener un travail archivistique de récolement, réaliser une anoxie – opération qui consiste à éliminer les éventuels parasites –, dresser un inventaire, et faire des propositions de valorisation culturelle. Aujourd'hui, les

CAPITAL HISTORIQUE Les trésors de la célèbre marque nantaise LU, parmi lesquels ce camion de livraison miniature *(ci-contre)*, ont été répertoriés et mis à l'abri dans un espace de stockage dédié aux œuvres d'art. En haut : avec l'aide de l'historien Pascal Griset, l'histoire du groupe Nexans a fait l'objet d'un film mêlant témoignages, archives audiovisuelles et photographiques. Page de droite : des agents d'EDF. Avec 200 sites ouverts à la visite, le groupe possède un riche patrimoine industriel.

PHOTOS : © PERLES D'HISTOIRE. © ARCHIVES HISTORIQUES EDF.

collections LU sont conservées à Nantes dans un espace de stockage adapté aux œuvres d'art et sécurisé. En attendant de trouver peut-être, un jour, un nouveau lieu pour les déployer, Perles d'Histoire étudie la possibilité d'un projet digital pour les faire découvrir au public et les valoriser.

Pauline et Arnaud le Clere viennent aussi de terminer une mission de conseil pour EDF. « *Après trois ans d'existence, le pôle patrimoine et pédagogie scientifique d'EDF a souhaité faire évoluer sa politique de valorisation du patrimoine industriel et définir de nouveaux axes stratégiques. Le groupe a en effet 200 sites industriels ouverts à la visite, 49 espaces d'accueil et plusieurs sites emblématiques qui bénéficient d'une programmation artistique et culturelle ambitieuse appelée "EDF Odyssélec". Nous avons donc proposé de décrire tous les sites, pour mettre en regard cet état des lieux exhaustif avec les pratiques culturelles actuelles et une sélection de sites industriels étrangers inspirants afin de dégager des recommandations pour les années à venir.* »

Pauline et Arnaud le Clere observent attentivement les pratiques culturelles contemporaines. Aujourd'hui, la transmission des connaissances est devenue en partie collaborative. Lorsque ses archives numérisées sont mises en ligne, l'entreprise veille souvent à permettre aux collaborateurs actuels, aux anciens et aux passionnés d'enrichir les fonds en partageant leurs connaissances sur le site. Mais fouiller l'histoire d'une entreprise peut aussi devenir une nécessité pour ses dirigeants. Une maison de négoce a ainsi sollicité Perles d'Histoire parce qu'elle se demandait si ses armateurs avaient pu être impliqués dans la traite négrière. Les équipes ont alors exploré les archives, étudié la cargaison de tous les bateaux et leurs parcours, et n'ont… rien trouvé. « *Aujourd'hui,* précise Arnaud le Clere, *l'attente du grand public vis-à-vis de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et la rétroresponsabilité qu'elle implique imposent à l'entreprise d'être "armée".* » Connaître son histoire ne se limite donc pas à créer une valeur extra-financière : à l'heure du tribunal permanent des réseaux sociaux, cela peut aussi lui servir à anticiper la gestion d'une éventuelle crise. Dans l'entreprise comme ailleurs, l'histoire est un enjeu… stratégique !

● **Rens. : www.perlesdhistoire.fr**

ABONNEZ-VOUS

LE FIGARO HISTOIRE

1 AN
D'ABONNEMENT
6 NUMEROS

39 € au lieu de ~~53,40€~~

L'HISTOIRE
EST UN PLAISIR

Abonnez-vous en appelant au
01 70 37 31 70
avec le code RAP22002

PAR INTERNET
www.figarostore.fr/histoire

PAR COURRIER
en adressant votre règlement de 39 €
à l'ordre du Figaro à :

Le Figaro Histoire Abonnement,
45 avenue du Général Leclerc
60643 Chantilly Cedex

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/03/2022. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro, ses partenaires commerciaux et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et à vous adresser des offres commerciales pour des produits et services similaires. Vous pouvez obtenir une copie de vos données et les rectifier en nous adressant un courrier et une copie d'une pièce d'identité à : Le Figaro, DPO, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ❑. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case ❑. Nos CGV sont consultables sur www.lefigaro.fr - Société du Figaro, 14 bd Haussmann 75009 Paris. SAS au capital de 41 860 475 €. 542 077 755 RCS Paris.

AVANT, APRÈS

© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

Par Vincent Trémolet de Villers

Proust parmi les siens

© JEAN-FRANCOIS PAGA/GRASSET/SP.

Dans la Florence du Quattrocento, les ateliers enseignaient aux apprentis la fréquentation des chefs-d'œuvre, leur compréhension, leur imitation. Une plongée, comme un baptême, dans les formes, les couleurs, les lumières. Le jeune artiste en ressortait riche du grand secret, celui de la création. Mathilde Brézet, à lire *Le Grand Monde de Proust*, a cherché par les chemins de l'étude, de la sensibilité, de l'intelligence à pénétrer dans l'atelier de fabrication de ce qui est sans doute le plus fascinant des romans français. C'est par les personnages et les lieux que la jeune essayiste, fille du directeur des rédactions du *Figaro*, nous guide dans la géographie sociale, esthétique et morale de la *Recherche du temps perdu*. Disons-le : de Combray à Balbec, de Paris à Venise, Mathilde Brézet est comme chez elle. Elle dépeint les figures avec une précision de première main. Elle a visité la tante Léonie éternellement alitée (dans la chambre, « *cachets, ordonnances, crucifix, missel* »), respiré « *le parfum raffiné et écœurant du grand monde* », contemplé la duchesse de Guermantes et ses yeux, écrit Proust, comme « *le ciel bleu d'une après-midi de France* ». Comme le narrateur de la *Recherche*, elle assiste à tout, relève tout, comprend tout. Proust aurait pu lui donner du fil à retordre, ses personnages, en effet, à la différence de ceux de Balzac, ne sont pas figés dans un rôle, une fonction, une essence presque, qui les rend prisonniers d'eux-mêmes jusqu'à la dernière scène. Charlus, Morel ou Bloch surprennent le narrateur lui-même. Ils nous rappellent qu'un être humain n'est pas une idée en action, mais mille idées, parfois contraires, en mouvement. Il cède tantôt à son corps, tantôt à son cœur, son âme, sa bêtise ou sa clairvoyance. Mathilde Brézet ne perd aucune de ces oscillations. Les bons peuvent être méchants et les méchants évangéliques.

Dans cette gigantesque galerie, on retrouve Guermantes, Verdurin, Villeparisis, Saint-Loup et Cambremer (ce nom, « *il finit juste à temps, mais il finit mal !* »). Swann, « *le frère aîné et le père spirituel* », Norpois, « *increvable parleur* », Bergotte et l'ombre d'Anatole France, Elstir et celle de Paul-César Helleu… Mathilde Brézet ajoute ses propres paperolles aux pages du roman et donne au lecteur l'éclairage qui lui manque, la réplique oubliée, les réminiscences décisives. Non pas que les massifs foisonnants de la jungle sociale soient dans cet essai transformés en jardin à la française (l'auteur a trop de respect pour l'œuvre qu'elle présente), mais un ordre jusqu'ici confusément pressenti se dégage. Ces images en coupe fine dévoilent un peu plus encore l'extraordinaire richesse de la fresque. Se mêlent dans les interstices du jeu parisien et des passions amoureuses, la politique (l'affaire Dreyfus), les affections profondes (la mère et la grand-mère du narrateur), la puissance rédemptrice de l'art. Les secrets de Sodome, le mystère de Gomorrhe, qui planent sur toutes les pages, sont ici abordés avec une finesse extrême. Par la seule grâce d'une écriture à la fois discrète et altière, poétique et rythmée, profonde et savoureuse, Mathilde Brézet laisse sourdre sa déception quand le vernis craque et que les sourires, hier envoûtants, apparaissent dans leur vérité grimaçante. Elle rapporte la tristesse du snobisme, cette inquiétude sans remède. Elle conteste (à juste titre) le dogmatisme pessimiste d'un auteur pour lequel l'amour et l'amitié ne sont que des projections qui aboutissent inévitablement à des malentendus.

« *Les faits restent à la porte des mondes que fabriquent nos rêves* », écrit-elle de la mauvaise foi de certains personnages. Ce pourrait être aussi une magnifique définition du sanctuaire de la création littéraire. L'art, c'est la vie transfigurée et la prière de ceux qui ne croient pas à la transfiguration. C'est la leçon de Proust et l'immense mérite de Mathilde Brézet : entretenir la quête de cette « *minute fugace* » où s'entrevoit « *l'immortalité véritable* ».

À LIRE

Le Grand Monde de Proust
Mathilde Brézet
Grasset
608 pages
26 €

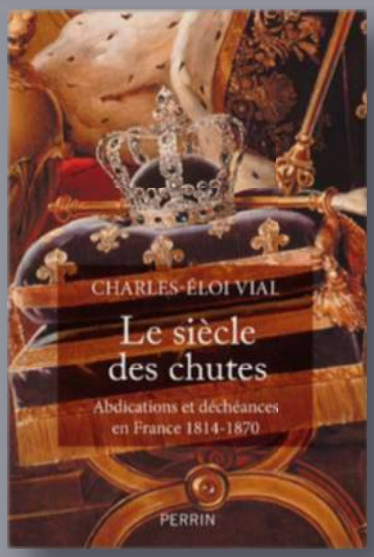
LE FIGARO HISTOIRE
OFFRE DU MOIS

ABONNEZ-VOUS

ET RECEVEZ LE LIVRE

Le siècle des chutes

de Charles-Eloi Vial



Nombre de pages : 480
Format : 14 x 21 cm

1814, 1815, 1830, 1848 et 1870 : une cascade d'abdications qui ont marqué l'histoire de France. En seulement deux générations tous les modèles monarchiques s'effondrent soit deux empires et deux monarchies constitutionnelles (Restauration et monarchie de Juillet) sous le coup des défaites militaires (1815,1870), de complots (1814) et de révolutions (1830, 1848).
Avec son talent coutumier, Charles-Eloi Vial conjugue la fluidité du chroniqueur et la profondeur de l'historien pour nous raconter l'histoire des chutes successives de Napoléon, Charles X, Louis-Philippe et Napoléon III. Utilisant avec bonheur sources imprimées et manuscrites (souvent inédites), il raconte les petites et la grande histoire de la fin de l'idée monarchique qu'elle soit légitimiste, bonapartiste ou orléaniste.
Si le mot abdication recouvre plusieurs réalités – déposition forcée, renonciation volontaire ou départ précipité entériné a posteriori par un nouveau pouvoir –, toutes ces fins de règne ne firent en réalité que perpétuer, tout en les remettant au goût du jour, des modèles anciens. Les derniers souverains de notre histoire étaient sans le savoir des héritiers des déchéances passées, vivant dans un siècle fasciné par l'histoire et par les tragédies.

1 AN
D'ABONNEMENT
+ LE LIVRE
LE SIÈCLE DES CHUTES

55 € au lieu de ~~77,40€~~
soit **29 % DE RÉDUCTION**

LE FIGARO HISTOIRE — BULLETIN D'ABONNEMENT

À retourner sous enveloppe non affranchie à : LE FIGARO HISTOIRE - ABONNEMENTS - LIBRE REPONSE 85169 - 60647 CHANTILLY CEDEX

☐ **OUI, je souhaite bénéficier de cette offre spéciale : 1 an d'abonnement au *Figaro Histoire* (6 numéros) + le livre « Le siècle des chutes » au prix de 55 € au lieu de ~~77,40 €~~.**

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville _____

E-mail _____

Téléphone ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊

☐ Je joins mon règlement de 55 € par chèque bancaire à l'ordre de Société du Figaro.

☐ Je règle par carte bancaire :

N° ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋

Date de validité ⌊_⌊_⌊_⌋

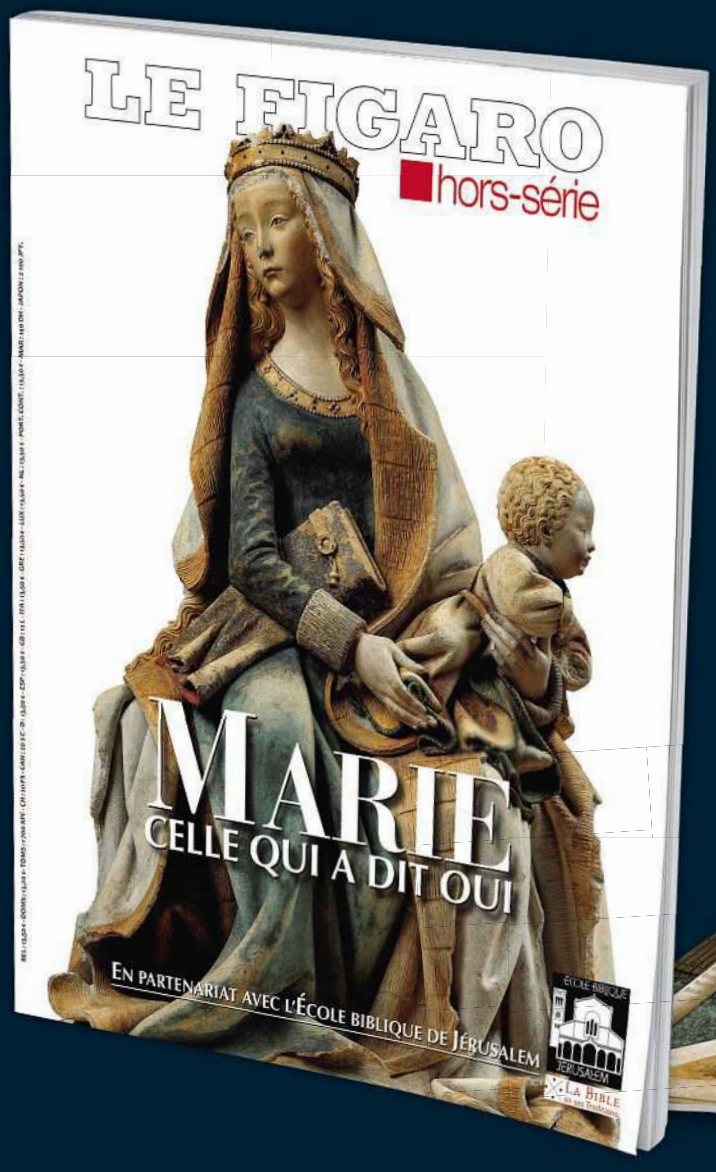
Signature obligatoire et date

RAP22001

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/03/2022 dans la limite des stocks disponibles. Expédition du livre sous 4 semaines après réception de votre règlement. Photos non contractuelles. Vous pouvez acquérir séparément le livre « Le siècle des chutes » au prix de 24 € + 10 € de frais de port et chaque numéro du Figaro Histoire au prix de 8,90 €. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro, ses partenaires commerciaux et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et à vous adresser des offres commerciales pour des produits et services similaires. Vous pouvez obtenir une copie de vos données et les rectifier en nous adressant un courrier et une copie d'une pièce d'identité à : Le Figaro, DPO, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ❑. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case ❑. Nos CGV sont consultables sur www.lefigaro.fr - Société du Figaro, 14 bd Haussmann 75009 Paris. SAS au capital de 41 860 475 €. 542 077 755 RCS Paris.

LE FIGARO hors-série

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE



MARIE, CELLE QUI A DIT OUI

Elle est celle par qui le Salut arrive. Celle qui fut choisie entre toutes pour une mission unique : permettre à Dieu de s'incarner en portant son Fils. Par son « oui » à l'ange de l'Annonciation, la Vierge Marie ouvre une brèche dans l'histoire de l'humanité, et permet le rétablissement de l'alliance entre Dieu et les hommes. Après ses numéros sur *Le roman de la Bible* et *Jésus-Christ, cet inconnu*, *Le Figaro Hors-série* se penche sur la figure de celle que l'Eglise catholique reconnaît comme la Mère de Dieu. En partenariat avec l'Ecole biblique et archéologique française de Jérusalem, ce numéro exceptionnel réunit biblistes, archéologues, historiens et théologiens pour passer le cas de Marie au crible de l'histoire. Quelle fut sa véritable mission dans le plan divin et quel rôle joua-t-elle dans la vie du Christ ? Comment se déroula sa vie ? Que penser des apparitions mariales ? Comment la figure de Marie a-t-elle inspiré les artistes ? Quelle est l'histoire du *Je vous salue Marie*, du *Magnificat*, du *Salve Regina* ? Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur Marie, dans un numéro magnifiquement illustré par les plus grands peintres, sculpteurs ou maîtres verriers.

Le Figaro Hors-Série, Marie, celle qui a dit oui, 164 pages.

12,90 € Actuellement disponible

chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie

Version digitale disponible également à 6,99 €

Retrouvez *Le Figaro Hors-Série* sur Twitter et Facebook

9 782810 509409